

## Les nouvelles responsabilités de la RFA

**M. George Bush et M. Mikhaïl Gorbatchev** s'étaient-ils concertés avant d'effectuer, à deux semaines d'intervalle, une visite en République fédérale ? Force est de constater que les messages qu'ils ont délivrés à ce pays et à ses dirigeants présentent quelques similitudes. Le président américain a invité les Allemands de l'Ouest à partager le rôle dirigeant au sein de l'alliance, et le numéro un soviétique n'a cessé d'insister sur le rôle-clé de la RFA dans le processus d'évolution en cours en Europe.

Pour les Américains comme pour les Soviétiques, il s'agit moins de jouer une hypothétique carte allemande que de prendre acte du fait que, quarante-cinq ans après la guerre, le vain politique a fini par grandir et qu'il se sent mal à l'aise dans les habits taillés pour lui par les vainqueurs de 1945. C'est le sens de l'autre partie du message délivré par MM. Bush et Gorbatchev à Bonn : la situation en Europe n'est pas gelée, ont-ils affirmé en substance ; il est possible, aujourd'hui plus qu'à tout autre moment de l'histoire de l'Europe, de surmonter la division du Vieux Continent, et par conséquent de l'Allemagne.

**M. Kohl** et son ministre des affaires étrangères, **M. Hans Dietrich Genscher**, ont toutes les raisons d'être satisfaits de l'évolution de la situation internationale de leur pays ces derniers mois : la médiation des alliés vis-à-vis d'une République fédérale incertaine, soupçonnée de dériver vers l'Est, s'est notablement atténuée après le sommet de l'OTAN à Bruxelles, et l'hommage rendu par M. Gorbatchev au rôle joué par la RFA dans le progrès du désarmement ne peut que les combler d'aise.

Mais MM. Bush et Gorbatchev ont également exhorté leurs interlocuteurs à pratiquer une vertu dont la pratique leur pèse de plus en plus : la patience. A des Allemands qui ont tendance à penser que les réformes en URSS et dans d'autres pays communistes ont déjà créé un espace de liberté continu de l'Atlantique à l'Oural, le président américain a rappelé que « la guerre froide ne [serait] achevée qu'avec la fin de la division de l'Europe ». Le mur de Berlin n'est pas éternel, a-t-il entendu M. Gorbatchev, mais sa démolition ne fait véritablement pas partie des priorités de la perestroïka.

Cette impatience d'une Allemagne désireuse de voir les choses bouger en Europe à un rythme plus rapide explique en partie cette « Gorbmanie » qui s'est manifestée spontanément dans les rues des villes visitées par le dirigeant soviétique. On reconnaît à M. Gorbatchev le titre de chef mondial du parti du mouvement face à cette Amérique plutôt immobile de la fin de l'ère reaganienne.

Les nouvelles responsabilités, par la République fédérale en Europe et dans le monde ces derniers mois constituent l'un des éléments majeurs de cette « ère nouvelle » qu'annonce la déclaration conjointe signée le 13 juin à Bonn. C'est également un défi pour les dirigeants actuels et futurs de ce pays, qui devront, plus que jamais, répondre à leur pèche mignon : le provincialisme, qui est, au demeurant, infiniment moins dérangeant que les méfiances d'un autre temps.

(Lire nos informations page 6.)

M 0147-06170-4,50 F



3790147004500 06170

## Les élections des 15 et 18 juin au Parlement européen

### Grande-Bretagne : M<sup>me</sup> Thatcher aurait subi une défaite France : la participation s'annonce faible

Tandis que la participation des Français aux élections européennes du 18 juin s'annonce faible, les électeurs de cinq des douze pays de la Communauté (Grande-Bretagne, Irlande, Danemark, Pays-Bas et Espagne) ont voté dès jeudi 15 juin pour désigner leurs députés au Parlement de Strasbourg. En Grande-Bretagne, un sondage de la BBC laisse prévoir une défaite sévère pour M<sup>me</sup> Thatcher et une forte poussée des travaillistes et des écologistes.



### L'assurance de M. Kinnock

LONDRES  
de notre correspondant

La BBC a créé l'événement en interrogeant sept mille cinq cents personnes qui sortaient, jeudi 15 juin, des bureaux de vote pour les élections européennes. Si les résultats de ce sondage sont confirmés dimanche soir, lorsque les suffrages seront décomptés, le scrutin donnerait une victoire écrasante aux travaillistes, qui remporteraient presque deux fois

plus de sièges que les conservateurs au Parlement de Strasbourg. Ce serait la première défaite électorale, en grande rue, de M<sup>me</sup> Thatcher depuis son arrivée au pouvoir en 1979. Parmi les électeurs interrogés, 44 % ont dit avoir voté pour les travaillistes, 32 % pour les conservateurs, 14 % pour les Verts et 6 % pour les centristes.

DOMINIQUE DHOMBRES.  
(Lire la suite page 7.)

### M. Fabius devancé ?

Quelque 38 millions d'électeurs français sont appelés à désigner à la proportionnelle, dimanche 18 juin, leurs 81 représentants au Parlement européen. M. Giscard d'Estaing s'est fixé comme objectif d'arriver devant la liste de M. Fabius. Ce dernier semble avoir accepté, par avance, ce résultat, ayant affiché comme ambition de réaliser un meilleur score que M. Jospin en 1984 (20,75 %).

La liste de M<sup>me</sup> Veil espère dépasser la barre des 10 %, sans

toutefois pouvoir atteindre celle des 15 %, annoncée en début de campagne par M. Méhaignerie. La percée du Front national enregistrée en 1984 (avec 10,93 %) devrait se confirmer, tandis que les Verts s'attendent à traduire à l'échelon national la poussée dont ils ont bénéficié aux municipales de mars dernier. Enfin, le faible intérêt de l'opinion pour ce scrutin laisse présager une mobilisation modeste.

(Lire nos informations pages 9 à 11.)

## Funérailles solennelles pour Imre Nagy

### La Hongrie exorcise son passé

Journée historique à Budapest, où des funérailles officielles étaient organisées, vendredi 16 juin, pour l'ancien premier ministre Imre Nagy, condamné pour son rôle dans l'insurrection de 1956, exécuté en 1958, et dont le corps avait alors été jeté dans une fosse commune.

BUDAPEST  
de notre envoyée spéciale

Trente et un ans après l'exécution pour « haute trahison » d'Imre Nagy et de quatre autres

dirigeants de l'insurrection de 1956, la nation hongroise tente d'exorciser son passé en faisant à ceux qui sont désormais officiellement ses « martyrs » des funérailles solennelles.

Pendant trente ans, le nom d'Imre Nagy, premier ministre durant un soulèvement contre la domination communiste qui commença le 23 octobre 1956 avant d'être noyé dans le sang par les chars soviétiques le 4 novembre, a été tabou. On ne disait pas ici l'« insurrection de 56 », mais les « événements de 56 », ou carrément, pour les plus orthodoxes, la « contre-révolution ». Depuis

maintenant plus d'un an, la Hongrie nage en pleine crise politique et idéologique. Les tabous tombent les uns après les autres.

Après le verdict de compromis, rendu en février dernier par le comité central du Parti communiste, sur la nature des événements de 1956 - insurrection populaire au début, contre-révolution à la fin, - les familles et les compagnons des exécutés de 1958 ont obtenu des autorités l'exhumation de leurs dépouilles. Celles-ci avaient, à l'époque, été jetées secrètement dans une fosse commune, sans aucune marque distinctive, dans la parcelle 301

du cimetière de Rakokeresztur, dans la banlieue de Budapest.

Elles ont obtenu aussi, ces familles, qui, l'an dernier, étaient réduites à inaugurer un monument au Père-Lachaise à Paris pour le trentième anniversaire de l'exécution, l'autorisation de faire de véritables obsèques aux dirigeants de 1956.

L'organisation de ces funérailles a fait l'objet de longues négociations entre le « comité de la justice historique », composé des familles et des compagnons des exécutés, et les autorités.

SYLVIE KAUFFMANN.  
(Lire la suite page 6.)

## Le casse-tête des inscriptions universitaires

### Du bac aux facs

Les 475 500 candidats au baccalauréat connaîtront, début juillet, leurs résultats au premier groupe d'épreuves. Ceux qui auront franchi avec succès cette étape pourront s'inscrire immédiatement à l'université sans passer d'oral. Le ministre de l'Éducation, M. Lionel Jospin, entend tout faire cette année pour éviter les bousculades habituelles aux portes des universités parisiennes.

Sèchement admonesté par le président de la République au cours du conseil des ministres du 31 août, M. Jospin avait clairement annoncé la couleur : pas question, cette année, de voir se reproduire la cohue et les files d'attente qui marquent traditionnellement - sous l'œil gourmand des caméras de télévision - les

inscriptions des bacheliers dans quelques grandes universités de la capitale. « Je ne peux accepter plus longtemps que l'attention de l'opinion soit attirée sur une image négative pour tout le système universitaire », expliquait-il à l'automne dernier devant la conférence des présidents d'université. « Je demande donc aux présidents des universités parisiennes concernées de tout mettre en œuvre pour que cesse ce processus. Sinon, je ferai en sorte que les responsabilités soient bien établies. »

Difficile d'imaginer mise en garde plus comminatoire. Mais comment résoudre en douceur ce casse-tête des inscriptions universitaires dans une région qui accueille 20 % des candidats au bac - mais 30 % des étudiants français - dans des locaux depuis longtemps surchargés - au moins pour Paris intra-muros ?

Les responsables universitaires parisiens ont déjà multiplié les mesures, ces dernières années, pour éviter au maximum les bousculades au moment des inscriptions.

La méthode la plus sûre consiste évidemment à augmenter les capacités d'accueil universitaire en Île-de-France, afin de désengorger les établissements du centre de la capitale. Le mouvement a commencé, il y a deux ans, avec la création en banlieue de plusieurs antennes d'universités parisiennes. Des premiers cycles scientifiques ont ainsi été ouverts à Versailles (par Paris-VI-Pierre-et-Marie-Curie). Des premiers cycles de droit et de sciences économiques ont été créés à Melun (Paris-II).

GÉRARD COURTOIS.

(Lire la suite page 13.)

## La Chine à reculons

Langue de bois et retour à l'étude de « Saintes Ecritures »

PAGE 3

## La fin de la Majorité morale aux Etats-Unis

Déroute financière d'une organisation politico-religieuse

PAGE 4

## La réforme du RPR

M. Chirac reconnaît le droit d'expression interne des courants

PAGE 11

## Affaire Tourvier

Le secret des archives

PAGE 14

## Chèques volés

Un fichier central mis en place en 1990

PAGE 33

## Salon du Boérigot

Après des années de vaches maigres, l'aviation générale retrouve la santé

PAGE 28

## Le Monde

SANS VISA  
■ Calcutta, Inde extrême  
■ Gastronomie ■ Jeux  
PAGES 17 à 20

## « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Laurent Fabius invité vendredi 16 juin, de 18 h 15 à 19 heures

Le sommaire complet se trouve page 36

La manipulation du cerveau humain : nouvelle conquête ou grande peur du XXI<sup>e</sup> siècle ?

LARRY COLLINS  
*Dédale*

Fondé sur une enquête planétaire, LE PREMIER ROMAN DU TROISIEME TYPE



ROBERT LAFFONT  
des livres ouverts sur la vie

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Antilles/Martin, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 140 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Inde, 1 500 L. ; Libye, 6 400 Lt. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.



# Débats

## EUROPE

### Protéger toutes les langues

par GABRIEL PÉRONNET (\*)

d'adresser récemment des documents rédigés en anglais à des administrations françaises.

#### Uniformisation et vassalisation

La question linguistique n'est pas dans l'Europe de demain une affaire secondaire : encore moins un élément subsidiaire du débat : elle en est la condition.

A l'origine, les Etats du Marché commun communiquaient entre eux généralement en français. Il s'agissait de sceller le bloc européen autour de la seule langue européenne à vocation internationale alors représentée dans l'Europe des Six.

L'entrée de la Grande-Bretagne, puis de dix ans après, a bouleversé cet équilibre initial. Le fait que la langue anglaise soit actuellement la plus importante langue de communication internationale par sa diffusion a pesé d'un grand poids dans l'évolution et le fonctionnement des institutions communautaires.

La diversité linguistique des neuf, dix membres, puis des douze actuels, justifiait dès lors de placer davantage chaque langue sur un pied d'égalité comme langue de travail.

En fait, force est de constater que l'utilisation de l'anglais dans le fonctionnement des institutions de la CEE déborde de plus en plus ce cadre. Par commodité ou par facilité, nombre de réunions de travail non officielles se tiennent désormais seulement en anglais. Malgré le règlement portant fixation du régime linguistique de la CEE qui prescrit que « les textes adressés par des institutions à un Etat membre ou à une personne relevant de la juridiction d'un Etat membre sont rédigés dans la langue de cet Etat », la Commission a cru bon

C'est la question du langage dans lequel s'effectuent les échanges entre pays membres qui se trouve posée. Il est clair que la facilité pousse à adopter de plus en plus l'anglais comme *lingua franca*. Si cette tendance était encouragée, la dynamique communautaire servirait alors l'uniformisation pure et simple des modes de pensée et de consommation et la vassalisation progressive du Marché commun à l'aire culturelle anglo-américaine.

Du même coup, l'Europe se fermerait aux relations privilégiées qu'elle peut et doit entretenir avec les pays francophones ou les pays hispanophones, voire lusophones. Au cours de la dernière session de l'Assemblée générale des Nations unies à New-York, trois seulement de nos partenaires de la Communauté européenne se sont exprimés en français : l'Italie, la Belgique, le Luxembourg - et c'est en anglais que la Grèce est intervenue au nom de la Communauté européenne dont elle assumait la présidence.

Cette rupture de l'équilibre des échanges linguistiques ruinerait du même coup toutes les politiques d'apprentissage des langues de nos partenaires, grâce aux

quelles des relations peuvent s'établir dans la langue maternelle du pays voisin.

Si l'Europe ne maintient pas fermement la règle de la parité de ses langues et son corollaire qui est une réglementation protégeant l'usage de sa langue propre dans chaque Etat membre, il est clair que la dynamique actuelle favorisera uniquement l'extension de l'anglais au détriment du français et de toutes autres langues.

Est-il d'ailleurs besoin de rappeler que la simple application normale de la hiérarchie des normes juridiques, qui accorde aux dispositions des traités une force supérieure à celle des lois internes, peut ruiner les mesures prises par chaque Etat pour protéger sa langue.

Ainsi l'article 30 du traité de Rome, qui interdit les restrictions quantitatives à l'importation « ainsi que toutes mesures d'effet équivalent », est susceptible de faire échec aux mesures législatives ou réglementaires prises par les Etats pour préserver leur patrimoine linguistique, ou, tout au moins, d'en restreindre considérablement la portée.

Le fait, en outre, pour un pays membre de la Communauté, d'exiger que les ressortissants d'un autre Etat membre désirant s'établir sur son territoire fassent la preuve d'une connaissance suffisante de sa langue nationale a été considéré par la Commission des Communautés européennes, dans le cadre notamment de l'application de sa directive sur le

droit d'établissement des médecins et des pharmaciens, comme constituant une entrave à la libre circulation des personnes.

L'affirmation par la France que la construction européenne ne doit pas entraîner le renoncement à notre identité culturelle, représente non seulement un intérêt national évident, mais aussi l'occasion d'une sensibilisation de nos partenaires.

#### Refus du bilinguisme

Plus que jamais, il est urgent de favoriser la prise de conscience de la nécessité d'une politique globale sur le plan européen en faveur de l'apprentissage des grandes langues de l'Europe. Une telle politique passe par le refus du bilinguisme qui ne manquerait pas de faire de l'anglais le seul commun dénominateur des langues parlées en Europe. Il s'agit d'encourager au contraire l'apprentissage comme première langue, à tous les niveaux de l'école et de l'université, puis dans tous les cycles postuniversitaires, d'autres langues que l'anglais. Grâce à la réciprocity qu'on peut attendre de semblables actions, pourraient s'instaurer les conditions de relations linguistiques équilibrées entre les diverses langues européennes.

On nous dit : « La francophonie ne doit pas prendre le pas sur l'Europe ». Il faut répliquer : « La francophonie et l'Europe doivent se développer d'un même pas ».

(\*) Ancien ministre.

## AUDIOVISUEL

### Rendez-vous manqués

par JEAN-FRANÇOIS TROGLIC (\*)

Au moins depuis les grèves de l'automne, qui ont servi de révélateur, on sait l'audiovisuel public en difficulté. Chaque mois voit se creuser l'écart entre TF1 et Antenne 2 à l'Audimat. Nous pouvons aussi mesurer les effets du déséquilibre créé par la loi de 1986. Que, dans cette situation, le gouvernement tente de remettre à flot la télévision publique, l'opération apparaît d'autant plus fondée qu'elle relève du sauvetage.

Premières mesures annoncées : une présidence commune pour Antenne 2 et FR3 en vue d'harmoniser les programmes, et un effort budgétaire (300 millions de francs supplémentaires en 1990). Seulement, à vouloir restreindre le débat à ces seules questions, la visée d'ensemble fait défaut. Or il y avait deux rendez-vous importants à l'ordre du jour : l'industrie des programmes et le devenir de l'audiovisuel régional. En ne les traitant pas ou mal, on ne prépare pas l'avenir, même si l'on ravale le présent.

L'audiovisuel européen se construit aujourd'hui dans la tourmente. En consacrant toute son attention au problème des « traxaux », la France a perdu beaucoup de son énergie dans une guerre de dix ans entre France Télécom et TDF, alors même que

câble et satellite sont complémentaires. Après maintes péripéties, TDF 1 est enfin en activité. Mais, dans la confrontation européenne, on commence à comprendre que le rôle moteur reviendra aux puissances productrices de programmes. Et, reconnaissons-le, la France est, en ce domaine, bien mal placée. Une succession de décisions, depuis 1974, n'ont eu pour effet que de limiter les capacités de production.

Aujourd'hui, nos outils de production publics sont dans une situation difficile. Le secteur privé, balbutiant, sous-capitalisé, offre un tissu antérieur et individuel de petits producteurs et prestataires. Quant au cinéma, il reste enfoncé derrière des barrières corporatistes et protectionnistes.

Sans mise de fonds importante, il ne sert, bien entendu, à rien de parler de relance de la production. Elle passe, en particulier, par un accroissement sensible de la commande publique et une dynamisation du secteur privé. Mais l'argent, à lui seul, ne suffit pas. Encore faut-il définir un plan de développement et d'organisation du secteur.

Il est temps, entre autres, de balayer quarante ans de coupure

entre cinéma et télévision, ruineuse originalité de notre système audiovisuel. Pourquoi ne pas déposséder le code de la cinématographie et créer un ensemble de règles de fonctionnement pour toute l'industrie des programmes audiovisuels, y compris le cinéma ? Le tout accompagné d'un volet social non négociable.

D'autre part, il n'y aura pas de relance effective sans une forte impulsion donnée à la production de fictions et plus spécialement de séries. Nos faiblesses sont à ce point criantes (scénario, écriture, format) qu'elles exigent des mesures de modernisation du mode de production, ainsi qu'un effort de formation sans précédent.

Le temps presse. Seuls deux ou trois grands pôles de production subsisteront à terme en Europe, et tout retard compromettrait la place de la France dans le futur équilibre audiovisuel européen.

Même si Catherine Tasca insiste à juste titre sur l'« atout régional audiovisuel », le gouvernement laisse aujourd'hui FR3 au milieu du gué. Les stations régionales créées auront bientôt trente ans. Elles peuvent conti-

nuer à vivre. Mais, coincées entre le développement des téléhertzien ou câblées municipales et les nécessités des programmes nationaux, elles vont progressivement perdre toute légitimité à l'existence. Elles apparaîtront alors trop naturellement comme des gouffres financiers inutiles, fruits mûrs pour qui voudra les faire disparaître.

Or il y a quelque inconséquence à vanter aujourd'hui l'Europe des régions sans permettre, dans les faits, notre pays dispose d'une télévision régionale digne de ce nom. A moins qu'un certain jacobinisme continue à se satisfaire de la situation dégradée que nous connaissons.

En tout cas, alors qu'un processus de régionalisation est possible, le moins qu'on puisse dire est que le gouvernement élude la question de FR3 en n'y consacrant que peu de moyens et, surtout, en se refusant à toute évolution de structure. Seule petite lueur, les contrats d'objectif entre FR3 national et les établissements régionaux.

L'avenir peut brutalement s'assombrir pour l'audiovisuel français, s'il ne se saisit pas de ces enjeux sur lesquels un futur proche fera peser une très forte pression.

(\*) Secrétaire national de la CFTD.

## MISE AU POINT

### A propos d'un appel de « Temps nouveaux »

Le Monde du 1<sup>er</sup> juin a publié sous forme d'un texte publicitaire un « appel » émanant du mouvement Temps nouveaux, auquel j'appartiens.

Je voudrais préciser que je n'ai pas approuvé ce texte. Si en effet j'approuve l'esprit de ce mouvement, je crois que ce texte, tel qu'il est rédigé, déforme entièrement cet esprit.

Ce que Temps nouveaux veut, en dehors des partis, en marge de la vie politique, c'est apporter une réflexion nouvelle en vue de préparer une société plus juste, plus libre, une Europe des hommes et des cultures, un monde équilibré, une Terre assainie.

Mais les phrases négatives qui figurent au début de l'appel en question me paraissent fausses et ne correspondent pas du tout à ma position personnelle. Sans la « classe politique », attaquée par ces phrases, comment gouverner ? S'en détonner, comme il est dit, n'est-ce pas appeler à l'abstention, ou aux

extrêmes assurés de n'avoir que peu d'élus ? N'est-ce pas une forme de néopopulisme ?

Et peut-on publier un tel texte, au moment des élections européennes, sans reconnaître le caractère positif de la politique du gouvernement actuel, dans des domaines tels que la recherche, la culture et l'éducation ?

Je tiens donc à préciser, à titre personnel, que, même si je suis en désaccord (sur le nucléaire militaire) avec les options actuelles, mon bulletin de vote sera clair. Cela ne m'empêchera pas de lutter contre les menaces que fait peser sur le monde l'arme nucléaire ; mais cette lutte est un élément de la vie politique normale. Et de toute façon, je refuse que mon nom soit associé à un amalgame d'une dangereuse ambiguïté.

JEAN-CLAUDE PECKER, membre de l'Académie des Sciences, professeur honoraire au Collège de France.

## Abstention, la tête haute

par JACQUES MOURIQUAND (\*)

Je m'abstiens. La tête haute, avec détermination. Cela fait quatre ans que j'appartiens ainsi au premier parti de France, celui des boudeurs d'isolet.

Une période de chômage de quelques mois. Rien qui vaille la comparaison, même pas la sympathie. Simplement j'entrais dans la statistique : à mon tour, j'étais réduit à un chiffre, une courbe, quelques diagrammes. Des mouvements, des tendances, des abstractions.

Rien qui dise la blessure intime. La morsure qui, subitement, a changé, vers l'insupportable, égaré en bord de route. Rien qui dise la révolte devant les mots convenus, glacés, morts, des porte-parole de la « France officielle ». Indemnisation, couverture sociale, droits acquis, réintégration...

Mais le foyer familial qui se délite. Mais le quartier, obstinément muet. Mais ces journées longues, longues, longues, à se dire qu'un jour cela changera. Mais les amis qui cherchent mille voies pour éviter le sujet. Surtout ne pas lui dire, « mon pauvre vieux ». N'empêche. C'est-ce qu'il a changé. Mais ce doute de soi qui envahit les carreaux.

Des privilèges - j'en fus - s'en sortant. Sonnez trompettes : « Ils retrouvent une place dans la société ». Ah ! que la formule est révélatrice : les autres ont donc perdu la leur ! La société est faite non pas pour tous ses membres, mais pour ceux d'entre eux qui travaillent.

Ainsi donc, les chanceux repartent. Mais ils n'oublient pas. Plus que les autres, ils entendent ces hommes politiques trop propres venir faire à la télévision des prestations bien léchées.

La gauche, la droite ? Petit boulot, SVP, stages en entreprise. Au bonheur des siècles, mais pour quel changement de contenu ? Les syndicats ? Indemnisation, couverture sociale, droits acquis, réintégration.

Mots vides, mots morts, qui sont autant de provocations pour ceux à qui ils sont supposés s'adresser, mais qui, avant pourtant bien que cette prévention attendue de grande bougie, font leurs courbes, n'ont aucune véritable dimension humaine.

Depuis dix ans, combien de personnes ont connu le chômage, la brière, le trébuchement ? S'il est connu, ce chiffre n'est jamais diffusé. Il permettrait sans doute de mieux comprendre le niveau d'abstention dans ce pays.

La démocratie n'est certes pas une assistance sociale, une bonne à tout faire, mais moins qu'aucun régime elle ne peut se passer de l'adhésion de chacun de ceux qui composent le peuple. Adhésion personnelle, intime. Il est fini le temps où l'on votait avec le troupeau de ses « amis politiques », avec ceux de « son bord ». On veut s'y croire, pouvoir y mettre « du sien ».

« Si vous voulez vous faire entendre, votez donc ! » répond-on à tout cela. Mais pour voter, il faut s'y croire. Croire que c'est de la vie qu'il s'agit. Du quotidien. Des choses simples. Humaines. Non point du rôle trop bien appris de quelques acteurs dressés dans des cabinets de communication. Et c'est pourquoi, je crois, des milliers d'individus confrontés à cette décapante démythification qu'est le chômage « ne jouent plus ».

(\*) Journaliste.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 650872 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication.

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985).

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F.

Principaux associés de la société :

Société civile : « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woutet.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Salas.

**Le Monde PUBLICITE**  
5, rue de Montmorency, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDIPUB 246 136 F

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**  
Composés 38-15 - Types LEMOND  
ou 38-15 - Types LM

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437.

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

## ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	395 F	594 F	700 F
6 mois	720 F	785 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 080 F	1 175 F	1 454 F	2 040 F
1 an	1 360 F	1 460 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse détaillé en préambule : nos abonnés sont invités à fournir leur demande deux mois avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez noter l'obligation d'écrire vos noms propres en capitales d'imprimerie.

**Le Monde** 38 F

**NUMÉRO HORS SÉRIE - 100 PAGES**

**LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES**

Les listes en présence et leurs scores dans les 12 États. Le portrait de la nouvelle Assemblée.

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

LOCALITÉ \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_

Nombre d'exemplaires : 43 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoyer à : LE MONDE, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.

هكذا من الأصل



## Langue de bois et retour à l'étude de « Saintes Ecritures »

**PÉKIN** *de notre correspondant*

Est-on en train de faire à M. Deng Xiaoping ce qu'on se temps for le maréchal Zeng. La liberté des situations se frappe à lire un éditorial publié, le vendredi 16 juin, par le *Quotidien du peuple* — au démontrant toujours aussi peu largement distribué par la poste. L'organe central du Parti communiste chinois appelle énergiquement toute la population à « *être un bon porteur de la culture* » et « *porter* » que M. Deng a prononcé le 9 juin pour féliciter l'armée de ses actions à Pékin. Comme jadis certaines interventions majestueuses de Mao présentées en « *Saintes Ecritures* » par le régime, ce discours n'a toujours pas été publié intégralement par la presse officielle. Mais un certain nombre de personnalités du milieu parlementaire ont répété, dans des réunions dont la télévision a rendu compte, l'oracle dont avait donné lecture M. Qiao Shi face à des vice-présidents de l'Assemblée nationale et des représentants d'autres instances du vieillesse du pays. Le discours de M. Deng circule à tout évidence dans les cercles internes de l'appareil, et l'on peut s'attendre que, dans les jours qui viennent, toute la Chine soit contrainte à des réunions d'études, au sein de chaque entreprise, de chaque usine, de chaque comité de quartier, afin de se mettre au fait de la nouvelle ligne de pensée en vigueur. Ce n'est vraiment pas étonnant que l'on trouve un minimum d'« *écritures* » dans les recueils sur cette politique que le texte a été publié au grand jour. Dans le passé, certains discours de Mao n'ont

jamais été officiellement publiés, alors que toute la population les avait *écoutés assidûment*.

M. Deng, héros de la révolution du peuple, a encouragé les commandants de la libération à Pékin en « juge-ment académique pénétrant » sur l'estime que l'insurrection du 3 juin « se devait de se produire un jour ou l'autre dans le climat politique prévalant en Chine et sur la scène internationale ». Cette analyse vient à l'appui de la thèse du complot international soutenu par l'Occident : « Si le Parti communiste et le gouvernement chinois avaient donné l'impression de faire preuve de faiblesse et d'être prêts au compromis, la République populaire de Chine, édifiée après des sacrifices énormes, aurait été dévorée en un éclair. Et nous nous, les accomplissements de quarante années de construction socialiste et les fruits de dix ans de réforme agricole étonnément *été anéantis* ».

**« Lutte  
contre la chénilité »**

On reconnaît là le thème d'une intervention faite par le chef de l'Etat, M. Yang Shangkun, de la loi constante et diffusée ultérieurement par voie d'affiches à travers toute la capitale, sans que le moindre démenti ait été formulé sur son authenticité. A quel point l'arbitraire en chef des réformes a la position de se voir relégué dans la position du Grand Timonier, lorsqu'on se réclame de son nom et de quelques extraits de ses discours pour mener une politique extrémiste qu'il détermine en la suite, est impossible à déterminer en l'état actuel de la crise chinoise : M.Deng ne s'est ennuyé que par quelques phrases à

Trois électriciens — deux ouvriers et un chômeur — ayant participé à l'incendie d'un train à Shanghai le 6 juin ont été condamnés à mort, jeudi 15 juin, par un tribunal de la métropole industrielle de Chine orientale (nos dernières éditions du 16 juin), et sept autres s'apprêtaient à passer en jugement sous le même chef d'accusation, a annoncé la presse officielle.

la télévision, le reste de ses propos ayant été résumés par les médias qui tiennent les auteurs du coup de force.

On voit ressortir, à cette occasion, ces formules chiffrées dont la politique officielle avait le secret jusqu'à ce qu'il y soit venu un bémol au cours des toutes dernières années. Le vieux dirigeant, est-il spécifié, a exigé que la Chine soit « dirigée sur la base de trois principes fondamentaux » :  
« Les points fondamentaux ». Le premier consiste à concentrer l'action du parti et de tout le peuple « sur la construction en vue de moderniser le pays » ; les deux autres sont :  
« Les points fondamentaux » sont donc part les fameux « quatre principes cardinaux », c'est-à-dire : direction du parti communiste, direction d'un seul parti, socialiste, dictature dite « démocratique du peuple » et marxisme-léninisme combiné à la pensée-Mao Zedong — et, d'autre part, « politique d'ouverture et de réforme », dont il faut poursuivre aujourd'hui ce que celle-ci peut bien signifier dans l'esprit des hommes qui tiennent les rênes.

Cette arithmétique n'est, à vrai dire, pas la seule manifestation du retour en force de la langue de bois, version chinoise, dans le discours politique. On voit revenir des termes fortement réminiscent d'époques bien précises dans l'histoire du régime qui ne se caractérisaient pas par l'ouverture de la Chine. Par exemple, ce slogan vu sur des affichettes apposées dans un quartier du

nord, près du zoo et de la petite garnison campant dans la cour du Palais des expositions : « Soutenons résolument la politique clairvoyante de lutte contre la chien-lit ! » En son temps, c'est le dauphin de Mao, Hua Guofeng, qui avait droit au qualificatif de « clairvoyant ». Ce même Hua, qu'on dit Deng mit à la porte pour obstination maoïste...

## Curieux phénomènes

Tandis que se poursuivent les attaques personnelles contre le correspondant de *La Voix de l'Amérique* qui voit se dessiner une tentative de déserte de la part de responsables des secteurs économiques en contact avec l'Occident de « sauver les meubles » qui peuvent encore l'être dans les relations publiques de la Chine. Plusieurs hauts responsables ont appelé les pays occidentaux à ne pas se laisser influencer par les « fausses données économiques de la Chine », à ne pas suivre les recommandations des « politiciens étrangers myopes », les incitant à boycotter les échanges avec la Chine, et, pour ceux qui ont représenté la Chine, à les faire revenir afin de reprendre une coopération au bénéfice mutuel ».

On a l'impression, à voir le comportement des institutions ces derniers jours, qu'une sorte de guerre des tranchées politico-administrative s'est instaurée. Plus

sieurs responsables provinciaux ont ainsi voulu à cœur de faire savoir, en particulier à l'attention du monde des affaires — et certains même par courrier aux ambassades étrangères à Pékin — que, à la différence de la capitale, leur région n'était pas sérieusement affectée par la crise politique, et que ce n'était pas la production, du point de vue de la production, pratiquement normale. Même au sein de l'administration centrale, de curieux phénomènes se produisent qui témoignent d'une résistance des organes appointés légalement avant les événements de la fin mai, et par eux-mêmes de la réaction forte aux partisans de la manière forte contre l'agitation des masses. C'est, par exemple, la présence, vendredi matin, devant la porte de la capitale, de l'ambassade des Etats-Unis, de plusieurs con-

velle, depuis l'entrée de la troupe dans la capitale, du rendez-vous politique qui avait été fixé pour le 20 juin : la réunion prévue des 150 membres du comité permanent de l'Assemblée, seul habilité à entreprendre des changements de personnel au sein de l'Etat et du gouvernement.

On est encore plus dans l'incertitude ce qui concerne un certain nombre d'organes centraux du Parti communiste, qui n'ont pas l'air de se précipiter pour montrer un retour à la normale dans le cadre d'une normalisation qui devrait prendre la forme de nouvelles explicitement formulées et de séances d'études des textes d'orientation de la nouvelle politique. Quant au comité central, il fait la preuve quotidienne de son inexistence après les trois mois qu'il avait opposés au retour à la normale. M. Li Peng, le premier ministre, M. Zhao Ziyang, le secrétaire général déchu, aux explications circonstanciées de l'appui. Maintenant que M. Li Peng a surtout ses merites et le rôle qu'il a pris le pouvoir et le rôle de l'appareil, il est difficile qu'il y a l'exercice quand le pays profond n'est pas d'accord.

FRANCIS DERON

● **Mort du général Wei Guoqing.** — Une des figures légendaires de l'épopée communiste, le général Wei Guoqing, est mort mercredi 14 juin, à Pékin, des suites d'une maladie. Vieux compagnon de route de M. Deng Xiaoping, il aurait été selon Pékin — le véritable vainqueur de Dien-Bien-Phu, où il assurait commandement de la logistique vietnamienne. — (Corresp.)

## Proche-Orient

**Les troubles dans les territoires occupés**  
**Les autorités israéliennes ferment**  
**le bureau de presse de Mt. Sari Nusseibeh**

**JERUSALEM**  
de notre correspondant

Sur ordre du général Amizur Mizrahi, responsable militaire de Cisjordanie, la police a fait fermer pour deux ans le bâtiment universitaire palestinien. Serri Nasseibeh, qui publie un des meilleurs bulletins d'informations et d'analyse sur le soulèvement dans les territoires occupés.

Pou sports que la police ait une descente et, ce qu'il ne faut pas omettre, d'essayer d'acquiescer au Service dans la prise en compte de Jérusalem Est. Un porte-parole israélien a affirmé que les activités de Nasseibeh « nuisent à la sécurité troublant l'ordre public ». Son publication, selon le porte-parole, serait fautive et véhiculerait des « idées » chères au Path et veut à eximer le soulèvement local, au lieu d'être « un centre d'information pour l'infidélité ».

Professeur de philosophie à la université de Bir-Zeit (à l'est de Jérusalem), Nasseibeh, membre d'une des familles qui fut une des plus importantes à Jérusalem pendant qu'il y avait encore fo

ment dans ces occasions. Il a même tenté d'appartenance à tel ou tel mouvement politique et a assuré qu'il était borné à faire un travail de journaliste et d'analyste de la situation dans les territoires occupés.

La publication *view, Mondo Report*, rédigée en anglais, était la première suivie par les correspondants et les députés occidentaux et sa direction fut prise par l'un des jeunes lauréats de la guerre, M. Nusselbach un être de pitié. M. Nusselbach n'avait pas écrit. Il ne l'avait pas écrit non plus jusqu'à un jour d'instruction l'avait écrit le mois passé d'Israël. Il était *« financier »*. Il était *« Pinda »* - ce qu'il a écrit quelque dément. Les autorités redoutaient que ses arrestations, notamment celles des États-Unis, au moment où il disait s'efforcer de trouver des interlocuteurs palestiniens dans les territoires.

La journée a encore été marquée par l'assassinat d'un Palestinien soupçonné de « collaboration » par des affrontements qui ont tué une dizaine de blessés (dont un cameraman israélien de la chaîne télévision américaine ABC, légèrement touché par des éclats de balle).

ALAIN FRACHON

## Londres est préoccupé par les déportations de Kurdes en Irak

Tout semble indiquer que, malgré les éléments répétés de Bagdad, les déportations forcées de Kurdes dans le nord de l'Irak se poursuivent. La Grande-Bretagne a exprimé, mercredi 14 juin, sa préoccupation à ce sujet au cours d'une rencontre qu'a eue M. William Wedgwood, ministre d'Etat au Foreign Office, avec l'ambassadeur d'Irak à Londres, M. Mohamed Ali Mashat. M. Wedgwood a notamment demandé à ce dernier des précisions au sujet de l'intention prêtée à Bagdad de déporter près de trois cent mille Kurdes pour les reléguer dans des camps et des villes situées en dehors de toute traditionnelle d'implantation des Kurdes. Il a également invité Bagdad à permettre aux diplomates et aux journaux étrangers de visiter le Kurdistan irakien pour vérifier le bien-fondé des accusations portées contre Bagdad par les dirigeants de l'opposition kurde.

Au début de juin, M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan irakien (PDK), a indiqué que près de dix mille habitants de ce territoire, dans le nord de l'Irak, avaient été contraints à fuir leur cette localité, le 31 mai, et que, le

le juin. Les troupes blindées irakiennes avaient pénétré à Qaladiza. Selon des informations d'origine kurde, les habitants ont repris l'ordre de quitter cette localité avant le 18 juin. Mille familles relativement aisées auraient déjà obéi à cette injonction, mais le gros de la population, qui compte le tiers de vingt mille familles, refusant d'obtempérer, n'ayant pas les moyens de se reloger ailleurs.

Selon l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dix-sept mille habitants de Qaladiza de Sangazor et Dergala ont été transportés par camions dans des camps situés près de la ville kurde d'Erbil. Les quelque deux mille cinq cents habitants de Sangazor auraient été déportés dans des camps de réfugiés.

Par ailleurs, le chef de l'ORA M. Jalal Talabani, a demandé à l'ONU et aux Nations unies d'enquêter sur les informations selon lesquelles du « pois empoisonné » aurait été récemment distribué dans les camps de réfugiés kurdes en Turquie, faisant plusieurs centaines de victimes. (AFP, Reuters, UPL)

## LIBAN

**La libération  
de l'otage belge  
a été favorisée par  
le colonel Kadhafi**

bère jouit 15 juin après avoir  
premier en otage au Liban pen-  
treize mois par un groupe se  
ont appuyés sur les « Soldats du  
Le docteur Jan Coils, médi-  
cologue âgé de trente-trois ans et  
membre de l'association caritative  
régime Norwac, a gagné, le  
jour, Damas, qu'il a quitté  
redredi pour rejoindre Bruxelles.

Les premiers mots d'homme libe-  
ré ont pour remercier le groupe et  
les palestiniens Fatah, conseil  
lutionnaire Al-Nadali, ainsi que  
le colonel Kadhafi pour leur  
intervention en faveur de sa libé-  
ration. Un responsable du Fatah-CR a  
dit : « Je suis fier d'affirmer que son organi-  
sme avait joué « un rôle primor-  
dial » dans l'élargissement de doc-  
tor Coils, du fait, a-t-il dit, de ses  
« relations privilégiées et indé-  
pendantes » avec les ravisseurs et adhé-  
rents belges. Celui-ci a refusé d'identi-  
fier ses chefs, mais a déclaré  
complètement qu'ils « n'étaient  
« jamais des agresseurs » et ne  
« n'avaient pas « battu ». Son lieu de  
« détention, a-t-il encore indiqué, a  
« bénéficié à plusieurs reprises.

Le docteur Cooks est arrivé à Damas en compagnie du ministre belge du commerce extérieur, M. Roger Urbain, qui, soulignant son tour la « contribution » du numéro un libyen à la libération du médecin, a déclaré que le voyage qu'il a effectué la semaine dernière à Tripoli et au cours duquel il a rencontré le colonel Kadhafi avait été « décisif ».

Après la libération du docteur Cools, sont toujours détenus à Liben: neuf Américains (dont le journaliste Terry Anderson, quarante et un ans, « doyen » des otages occidentaux, enlevé le 16 mai 1985), trois Britanniques, un Irlandais, un Italien, deux Allemands l'Ouest, ainsi que sept otages Sifco, cinq Belges et deux Français. — (AFP, Reuter.)

● **Nouveau bombardement israélien dans le sud du Liban.** — L'aviation israélienne a de nouveau bombardé, jeudi 15 juin, des objectifs palestiniens près de Tyr, dans le sud du Liban. Ces bombardements ont été « extrêmement précis », a déclaré un porte-parole militaire israélien, selon lequel tous les avions ont regagné leurs bases. Il s'agit du septième raid israélien au Liban depuis le début de l'année et l'aviation israélienne est en trois jours. — (AFP.)

**Malgré le « pas en arrière spectaculaire » de Pékin  
Washington s'estime contraint  
de traiter avec M. Deng Xiaoping**

Les Etats-Unis n'ont pas d'autres choix que de traiter avec le numéro un chinois, M. Deng Xiaoping, malgré la répression contre les étudiants étrangers, mais se réservent le droit de prendre de nouvelles sanctions, si nécessaire, à l'égard des fonctionnaires américains. Le 15 juin, un haut responsable américain, qui a reçu l'ambassadeur. Au cours d'une interview, a déclaré : « Les Etats-Unis ne sont pas prêts de donner à des agences de presse, il a estimé que, malgré un pas en arrière spectaculaire », M. Deng n'avait pas forcément décidé d'abandonner la voie des réformes. Face à l'incertitude de la répression en Chine, il a souligné qu'après avoir imposé un embargo sur les ventes d'armes, le gouvernement américain suivait la situation.

De nombreuses choses pourraient se passer si les circonstances l'exigent », a-t-il toutefois ajouté, se référant à toute précision. Le ministre de la Défense a reconnu que la relation des Etats-Unis — une « quilibre » entre des « principes de base très importants » en faveur de la démocratie — « les actions très importantes avec un pays très important » était difficile. « Il n'y a pas moyen parfait pour réaliser ce qu'il faut », a-t-il ajouté.

De son côté, le Parlement allemand a exprimé à l'unanimité jendi à Bonn, « son horreur et sa bouleversement » à la suite du massacre d'étudiants par l'armée populaire à Pékin, mais s'est abstenu de réclamer des sanctions économiques. La résolution adoptée par le Bundestag demande au gouvernement fédéral d'exiger à un minimum la coopération

tion germano-chinoise et de ne pas employer à faire incriminer les violations des droits de l'homme en Chine à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies.

Entre-temps, au moins sept diplomates chinois ont fait défection depuis le 10 juin, aux États-Unis, au Canada, en Australie et au Japon. Ottawa, selon les médias canadiens, au moins deux diplomates chinois ont fait défection, lundi, et pourraient demander l'asile politique. Le ministre canadien des Affaires étrangères s'est refusé à confirmer ou infirmer ces informations, ainsi que les rumeurs persistantes, selon lesquelles d'autres défections seraient produites à Vancouver, Montréal, A Tokyo, l'ambassadeur en Chine a annoncé, le même jour, la défection d'un diplomate, M. Qinyun, attaché de l'ambassade, a reçu la protection du gouver-

A Washington, un diplomate de l'ambassade de Chine a fait de la tation avec son épouse, mercredi, et demandé l'asile politique aux Etats-Unis. A San-Francisco, deux camarades avaient annoncé, samedi, l'intention de faire de même. A Melbourne, le gouvernement austral a accordé l'asile politique, pour des raisons humanitaires, à une diplomate en poste à Sydney, a annoncé, le premier ministre, M. Bob Hawke.


M. Hawke a également annoncé, vendredi, la décision d'octroyer plus de 15 000 ressortissants canadiens.

en Australie une prolongation d'un an de leur visa de séjour dans ce pays. Il est indiqué que tous les étudiants chinois en visite en Australie bénéficieraient d'une extension de leur visa jusqu'à 31 juillet de l'année prochaine. Le premier ministre a déclaré que les étudiants chinois seraient autorisés à travailler jusqu'à 20 heures par semaine. M. David Lange, a reçu en sa qualité de délégation de six étudiants chinois, à qui il a indiqué que les étudiants chinois présents en Nouvelle-Zélande se verraient accorder une extension d'un mois de trois mois de leur visa. Environ quatre cent cinquante étudiants chinois sont enregistrés en Nouvelle-Zélande.

Près d'un millier de jeunes Polonais ont manifesté jeudi soir dans les rues de Wrocław (sud-ouest de Pologne) pour protester contre la répression en Chine. A Paris, cent et cent cinquante personnes ont manifesté, jeudi en fin d'après-midi, pour protester contre la répression et la politique de dénationalisation effectuées par le gouvernement chinois. L'appel de l'Union des étudiants chinois en France, de la République, des jeunes RPR et du Collectif des étudiants libéraux de France (CELF). Partis à 19 heures de l'esplanade de la Défense, les manifestants ont parcouru moins d'une heure plus tard la place de l'Assemblée nationale.

ois mètres de l'annuaire

Les précis Dalloz sont les outils de synthèse essentiels à la réussite universitaire ou professionnelle. Ils sont constamment réactualisés au fil des rééditions par des professeurs spécialistes du thème traité. Précis de dynamique économique. Gilbert Abraham-Frois.



**EXHAUSTIF, IVE** [egzostif, iv]. adj. du lat. *exhaustus*. Qui épuise. qui traite à fond un sujet. V. Complet. *Étude exhaustive. Des ouvrages exhaustifs : les précis DALLOZ.*

50 PRÉCIS DALLOZ • LE DROIT DE COMPRENDRE



## Amériques

ÉTATS-UNIS : association politico-religieuse fondée il y a dix ans

## La Majorité morale a fait faillite...

NEW-YORK  
de notre envoyée spéciale

La Majorité morale a fait long feu. Cette hydre politico-religieuse aux multiples têtes universitaires et médiatiques, née en 1979 de l'alliance entre la « nouvelle droite » américaine et les mouvements fondamentalistes, qui connut son apogée durant le premier mandat de Ronald Reagan, va s'éteindre, de la pire des manières, par une organisation basée sur l'opinion publique et ses dévotionnaires : totalement ruinée et discréditée, ou presque. Celui qui en fut tout à la fois le gestionnaire et le pasteur, le révérend Jerry Falwell, l'a publiquement annoncé le week-end dernier à Las Vegas, lors de la Convention des Églises baptistes, ce « MIDEEM » de la foi télévisuelle qui avait rassemblé quelque 20 000 délégués. Le 31 août prochain le siège national de l'organisation à Washington sera fermé et ses quinze permanents, remerciés.

Le spectacle de l'ex-grand inquisiteur des valeurs morales américaines et de la chasse aux sorcières féministes, battant sa coulpe à « Vegas » — communément appelé « Sin City » (la ville du péché) — parmi les cliquets douteux des machines à sous et les déshabillées néo-byzantines des serveuses, ne manquait pas d'un certain grandeur. Le porte-parole de la Convention, Mark Wingfield, devait d'ailleurs confier que les délégués avaient prié, avant l'ouverture, pour les habitants de Vegas insérés dans le bétail du téléphone. Reconnaissant que la Majorité morale « n'avait pu résoudre tous les problèmes », mais qu'elle « avait joué un rôle important pour révéler les conservateurs religieux et changer les termes du débat politique », le révérend Falwell s'est efforcé de donner des allures positives à ce qui n'était somme toute qu'un dépôt de bilan. « Notre action, devait-il conclure, qui a apporté trois à quatre millions de voix en 1980 en faveur de M. Reagan, est comparable à l'inspiration donnée en son temps par Martin Luther King et le Mouvement pour les droits civiques aux Églises et au vote noir. »

Il est vrai que, en 1980, après des débuts en fanfare, la Majorité

morale avait eu pignon sur rue. La Fondation Héritage, un « Think-tank » ami, offrait un mode d'emploi au nouveau gouvernement intéressé, et Jerry Falwell, qui avait ses entrées à la Maison Blanche, recueillait les fruits de son labeur : 11 millions de dollars de contribution pour son lobbying politique en 1984, « la meilleure année ». Pourtant, sur le terrain, l'intérêt allait décroître et les deux élections de 1982 et 1984 n'apportèrent pas l'élan espéré. Le révérend devait le reconnaître : « Il

naient franchement gênantes à l'heure où l'on dialoguait justement avec l'Antéchrist à sonner que veux-tu. »

Frié de s'occuper un peu plus du spirituel et moins du temporel, le révérend Falwell se réfugia dans sa citadelle de Lynchburg (Virginie) bercée de sa croisée, dans sa propriété avec piscine, entourée d'une clôture de béton de huit pieds de haut, que ses adversaires avaient surnommée par dérision le « mur de Jéricho ». Ce mur allait bientôt tomber. Et les trompettes

interpeller directement par Dieu », se fit plutôt à la voix de la raison.

Tout un redressement financier, il débaptisa la Majorité morale au nom trop galvaudé pour l'appeler « la Fondation Liberté ». Changeant du même coup de marketing, la vision y serait, disait-il, plus « économique » plus axée sur les questions politiques « au jour le jour » comme la « guerre des étoiles » ou l'aide à la Contra anti-sandinista. Le modèle étant, sans le nommer, la Coalition pro-enclaves des déshérités du pasteur Jackson, mais à l'usage de « toutes les églises, synagogues, temples monothéistes, synagogues, temples monothéistes, la même ligne théologique ». Une « cohabitation » de l'intolérance ?



est difficile de maintenir une croisée quand le pouvoir est déjà de votre côté. L'essentiel de leurs revendications n'étant toujours pas satisfaites (interdiction de l'avortement, instauration des prières à l'école, interprétation stricte de la Bible et condamnation des théories de Darwin), les chartes de la Majorité morale n'en devinrent que plus virulentes. Et plus voyantes : c'est ainsi que les distributeurs de Gerry Falwell en faveur du régime de l'apartheid ou de M. Marcos aux Philippines agacèrent prodigieusement le département d'État. La fin du mandat de Ronald Reagan n'allait rien arranger. Et certains thèmes favoris des prédicateurs, telle la « lutte contre l'Antéchrist soviétique », qui pouvaient convenir du temps où l'Amérique luttait contre « l'empire du mal » deve-

de la « mauvaise renommée » y seraient pour beaucoup.

Dès 1986, un sondage classait le révérend parmi les personnalités les plus connues et les plus détestées. Il y eut l'imam Khomeiny, l'ex-gouverneur raciste Wallace et le bête noir des anciens du Vietnam, Jane Fonda. De leur côté, emprêlés dans d'obscures histoires de malversations financières et de prostituées, deux « contraires », Jimmy Swaggart et Jim Bakker, chassés de leur firmament télévisuel. Réduits à toute extrémité, un troisième Oral Roberts, demandait à ses ouailles quelques dollars de plus « sans quoi Dieu le rappellerait à lui ». Jerry Falwell, qui se vante, lui, d'être « un ancien pêcheur » (la vocation ne lui est venue qu'en 1977) et de n'avoir jamais « été

Son piètre succès lors des primaires républicaines sur la raison de la vocation politique du mouvement ? Jerry Falwell avait, pour sa part, démissionné de la présidence des 1987, avec un argument irréfutable : son budget annuel était tombé de 11 millions de dollars à 3,5 millions. Une certaine droite laïque et plus modérée ayant repris le flambeau — on le voit dans le fichissement à droite que connaît actuellement le Cour suprême, notamment sur l'avortement ou la politique des quotas en faveur des minorités, — après huit ans de réaganisme, le révérend, l'âme en paix, a annoncé que ses activités politiques l'ayant délaissées, il allait revenir dans son église, la Thomas Road Church, pour veiller au bon pasteur sur ses brebis, et, bien sûr, sur les deniers du culte.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

## CHILI

Référéndum  
le 30 juillet  
sur les réformes  
constitutionnelles

Santiago. — Le président Augusto Pinochet a annoncé, jeudi 15 juin, l'organisation, le 30 juillet, d'un référendum sur les réformes constitutionnelles. Un accord sur les modifications de la Constitution était intervenu, il y a deux semaines, entre le ministre de l'Intérieur Carlos Caceres et le dirigeant démocrate-chrétien Patricio Aylwin, porte-parole des dix-sept partis d'opposition réunis au sein de la Concertación pour la démocratie. Parmi les cinquante-quatre amendements qui vont être apportés à la Charte figurent la levée de l'interdiction des partis marxistes et une réduction du prochain mandat présidentiel de huit à quatre ans.

Ce référendum intervient après le plébiscite, organisé le 5 octobre dernier, où une majorité d'électeurs avaient rejeté le maintien au pouvoir du général Pinochet jusqu'en 1997. La date de l'élection présidentielle est fixée au 14 décembre, et le général Pinochet devrait remettre le pouvoir à un président civil le 11 mars 1990. — (AFP, Reuters.)

● ARGENTINE : investiture de M. Carlos Menem, le 8 juillet prochain. — Le président argentin élu, M. Carlos Menem, sera investi dans ses fonctions le 8 juillet prochain, ont annoncé, jeudi 16 juin, M. Cesar Jazajovsky, porte-parole du président sortant, M. Raul Alfonsín, et M. Antonio Cafiero, chef du parti justicialiste (peroniste). La décision a été prise dans la soirée par la commission de transition composée par des membres du Parti radical de M. Alfonsín et du Parti peroniste. L'Assemblée législative doit se réunir le 30 juin pour accepter la démission de M. Alfonsín, qui assurera la transition jusqu'à la prise de fonctions de son successeur. — (AFP.)

Tous les ouvrages sur  
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,  
les médecines naturelles...  
à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES  
6, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-28-80-72

## Diplomatie

Deux nominations  
d'ambassadeurM. Jacques Thibaut  
à Athènes...

M. Jacques Thibaut a été nommé ambassadeur de France en Grèce en remplacement de M. François Pleisant, a annoncé jeudi 15 juin le Quai d'Orsay.

[Né le 26 octobre 1928, diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer, où il a d'abord servi de 1950 à 1955, M. Thibaut est ensuite passé par l'École nationale d'administration, avant d'entrer aux affaires étrangères (administration centrale) en 1958. Chargé de mission à la présidence de la Communauté en 1960-1961, il a été en poste à Londres jusqu'en 1962, avant d'être nommé chef de cabinet de M. Peyrefitte, ministre de l'Information jusqu'en 1965. Devenu directeur adjoint de l'ORF (1965-1968), M. Thibaut a ensuite été affecté à Bern (1969-1972), puis s'est consacré à différents travaux personnels, notamment la rédaction de plusieurs ouvrages, dont un sur le Monde, avant d'être nommé, en 1982, directeur général des relations culturelles du Quai d'Orsay, et l'année suivante, ambassadeur à Bruxelles. Depuis 1986, il était ambassadeur à Lagos (Nigeria).]

... et  
M. Jean-Bernard Ouvrier  
à Brasilia

Le Quai d'Orsay a également annoncé la nomination de M. Jean-Bernard Ouvrier à Brasilia, en remplacement de M. Philippe Cuvillier.

[Né le 13 mars 1939, ancien élève de l'ENA, M. Ouvrier a été notamment chargé de mission au cabinet du premier ministre (1968-1969), puis en poste à la représentation de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles (1971-1974), à Bagdad (1975-1977), à Washington (1977-1979) et directeur adjoint au cabinet du ministre des affaires étrangères (1979-1980). En janvier 1981, il a été nommé représentant pour la France au conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En mai 1985, M. Ouvrier a été affecté à Séoul comme ambassadeur. Il était, depuis 1987, directeur des affaires économiques et financières.]

## Afrique

## MAROC

L'Organisation des droits de l'homme  
s'inquiète du sort de grévistes de la faim

Créée il y a six mois avec le consentement des autorités, l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) a été saisie par la famille de l'intéressé du cas de Moulay Tahar Douraydi, un des trois détenus qui poursuivent une grève de la faim dans l'hôpital de Casablanca, où ils sont alimentés par perfusion. Condamnés à des peines de prison allant de huit à quinze ans après les émeutes de janvier 1984, ces hommes, dont le plus âgé a trente et un ans, ont cessé de s'alimenter pour obtenir le statut de prisonnier politique. Au cours d'une conférence de presse organisée au siège de l'OMDH à Rabat, leurs parents ont affirmé qu'« ils étaient maintenus en vie depuis quatre ans grâce à des sondes gastriques qu'ils arrachent dès qu'on leur délie les mains ».

Agitation  
universitaire

Après avoir appris, jeudi 15 juin, que Moulay Tahar, âgé de vingt-six ans, était « tombé dans un coma profond », l'OMDH a contacté le ministre de l'Intérieur et le ministre de la Santé. Ce dernier a indiqué que l'état de santé des grévistes de la faim « n'inspire pas d'inquiétude », rapporte l'AFP. Basé en France, le Comité de lutte contre la répression au Maroc signalait la perte de connaissance de Moulay Tahar dès mercredi soir. En réagissant publiquement, l'OMDH, qui rassemble notamment des avocats, des médecins et des professeurs marocains, manifeste son indépendance à l'égard du pouvoir dans un dossier délicat.

Cette affaire est portée sur la place publique alors que le plus grand désordre règne dans certaines facultés.

L'Union socialiste des forces populaires (USFP, opposition progressiste) a annoncé, jeudi, qu'elle avait demandé, avec la Confédération

démocratique du travail (CDT), qui lui est proche, une réunion urgente de la commission parlementaire de l'éducation nationale pour examiner « la situation de tension » dans l'Université, relate l'AFP.

Les examens dans les facultés des lettres de Meknès, Fès, Oujda et Tétouan ont été boycottés à plusieurs reprises cette année. Selon la presse pro-gouvernementale, ces actions visaient à réclamer la possibilité pour les étudiants de continuer leurs études quelle que soit leur âge, l'admission obligatoire aux examens de 51 % des étudiants et le maintien des bourses après la fin des études, jusqu'à l'obtention d'un emploi.

De source informée, on estime cependant que ces boycottages sont le fait d'une minorité, qui a empêché, parfois physiquement (armes blanches, gourdin), les étudiants de se rendre aux examens, provoquant des incidents et des interventions des forces de l'ordre, en particulier à Fès et Meknès.

Plusieurs étudiants ont été arrêtés et détenus devant les tribunaux. Ils appartiennent en grande majorité à l'organisation clandestine d'extrême gauche Qaidiyne (baasiste), qui cherche depuis cinq ans à prendre le contrôle de l'Union nationale des étudiants du Maroc (UNEM - progressiste), paralysée par ses divisions internes, ajoute-t-on de même source.

La plupart des partis politiques marocains ont condamné l'« anarchie » actuelle dans l'Université marocaine, qu'ils attribuent à des « saboteurs », et ont demandé au gouvernement d'intervenir afin que 1989 ne soit pas une « année blanche » dans les facultés de Meknès, Oujda et Tétouan.

Pour sa part, l'USFP impute la responsabilité de ces tensions au gouvernement, à qui elle reproche de ne pas avoir ouvert le dialogue avec les étudiants.

PLUS BESOIN D'AVOIR UN PARRAIN POUR  
FAIRE UNE DESCENTE DANS UN PALACE.

VOIS ALLER RETOUR		HONG KONG	
• MONTRÉAL	1980F	• RAL	5890F
• MIAMI ou ORLANDO	2580F	• RAL	6395F
• LOS ANGELES ou SAN F.	3180F	• ATHÈNES	1280F
• MEXICO	4380F	• ISTANBUL	940F
• LIMA	5710F	• MARRAKECH	1450F
• RIO	4890F	• TUNIS	1200F
• DELHI ou CALCUTTA	4690F		
• COLOMBO	4990F		
• BANGKOK	4690F		

A retourner à Forum Voyages : 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8<sup>e</sup> - 42.89.07.07 / 11, avenue de l'Opéra, Paris 1<sup>er</sup> - 42.61.20.20 / 75, avenue des Ternes, Paris 17<sup>e</sup> - 45.74.39.38 / 1, rue Casimir (angle 71, rue de Rennes), Paris 6<sup>e</sup> - 45.44.38.61 / 70000 Rouen - 72, rue Jeanne-d'Arc - 35.98.32.59 - Minutél 36.15 code FV.

Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui me permettra de découvrir la terre moins chère et le luxe moins cher.

Forum-Vols discount. Forum USA, Canada, Mexique.

Forum Asie. Forum Bassin méditerranéen, Afrique.

J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,80 F en timbres.

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Forum VOYAGES

«Cacher le nom de la brochure à vous être parvenue»

PLUS BESOIN D'ÊTRE UN MAHARAJAH  
POUR VIVRE DANS UN PALAIS.

SEJOURS ET CIRCUITS		MEXIQUE-GUATEMALA	
NEW YORK : séjour en Waldorf Astoria	8 jours (fixe)	• 5800F	
• LA DÉCOUVERTE DE L'EST DES USA-CANADA : Hôtel de luxe	1/2 pension, Accomp. français	12075F	
• LA DÉCOUVERTE DE L'OUEST DES USA : 15 jours, Hôtel de luxe	1/2 pension, Accomp. français	19985F	
• MEXIQUE : Circuit groupe Grand Tour	16 jours	9 460F	
• Séjour circuit individuel au départ de Paris, à dates fixes, 18 jours (Grand tour), prix à partir de 1987.			
• Séjour circuit individuel au départ de Paris, à dates fixes, 18 jours (Grand tour), prix à partir de 1987.			

A retourner à Forum Voyages : 55, avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8<sup>e</sup> - 42.89.07.07 / 11, avenue de l'Opéra, Paris 1<sup>er</sup> - 42.61.20.20 / 75, avenue des Ternes, Paris 17<sup>e</sup> - 45.74.39.38 / 1, rue Casimir (angle 71, rue de Rennes), Paris 6<sup>e</sup> - 45.44.38.61 / 70000 Rouen - 72, rue Jeanne-d'Arc - 35.98.32.59 - Minutél 36.15 code FV.

Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages qui me permettra de découvrir la terre moins chère et le luxe moins cher.

Forum-Vols discount. Forum USA, Canada, Mexique.

Forum Asie. Forum Bassin méditerranéen, Afrique.

J'ai bien noté que cette brochure gratuite me sera envoyée contre 8,80 F en timbres.

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Forum VOYAGES

«Cacher le nom de la brochure à vous être parvenue»

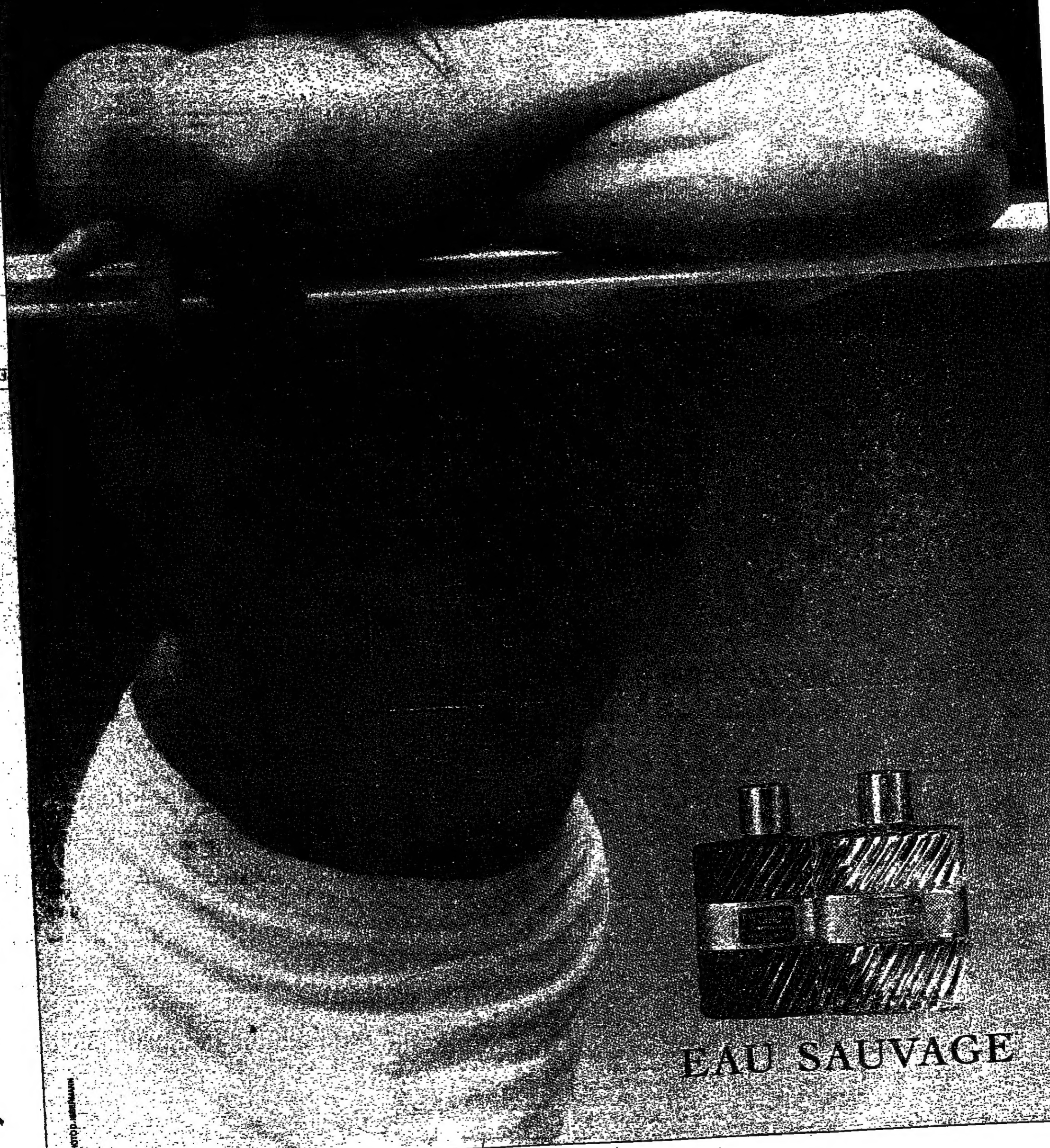
هكذا من الأصل



Diplomat

Le Monde • Samedi 17 juin 1989 5

# Christian Dior



EAU SAUVAGE

مكتبة امنه الاصل



## Diplomatie

La fin de la visite de M. Mitterrand en Pologne  
Conversations de table à Gdansk

M. Mitterrand devait regagner Paris vendredi soir 16 juin à l'issue d'une visite de trois jours en Pologne. Après avoir consacré la journée de jeudi à Gdansk, le chef de l'Etat, il s'est rendu vendredi matin aux camps de concentration d'Auschwitz et de Birkenau. Il

devait ensuite s'entretenir à Cracovie avec des étudiants de l'université Jagellonne et être l'hôte à déjeuner de la municipalité. De retour à Varsovie dans l'après-midi, il devait rencontrer une nouvelle fois le général Jaruzelski puis donner une conférence de presse.

**GDANSK**  
de notre envoyée spéciale

Solidarité déjeunait en ville, jeudi 15 juin, dans un de ces grands hôtels tristes et laids, assez typiques des pays de l'Est. A la table des seize représentants du syndicat, parmi lesquels MM. Walicki, Gersmek, Kuro, Maszowski, conversant à bâtons rompus, un chef d'Etat, plusieurs ministres et quelques autres convives parmi lesquels François Sagan et Anna Prucnal, qui garde l'œil humide depuis qu'elle a remis le pied, mercredi, sur son sol natal. Singulier épisode pour une visite d'Etat, d'habitude très chargée en protocole. Cette invitation lancée par M. Mitterrand aux dirigeants du syndicat, non dans le cadre privé d'une ambassade mais dans un restaurant du centre de Gdansk, symbolisait très fortement le changement de statut de Solidarité. Pourtant, c'est apparemment la délégation française qui fut la plus impressionnée par cette rencontre, par la force tranquille émanant de ce groupe d'interlocuteurs, par le calme méthodique avec lequel ils abordèrent l'inconnu et font petitement reculer les limites du possible.

De ces conversations de table, informelles, nul n'attendait évidemment tirer de conclusions. Elles n'en furent pas moins « passionnées », selon M. Gersmek, qui résuma ainsi le thème autour duquel elles avaient tourné : « Comment trouver la juste mesure entre ce qu'il faut changer rapidement en Pologne et ce qu'il faut faire évoluer patiemment pour

ne pas mettre en danger la stabilité politique et en même temps répondre aux attentes pressantes de la population ? »

Les Français posaient des questions sur la façon dont Solidarité envisage l'avenir politique et institutionnel de la Pologne à court terme. Ils n'eurent pas de réponses tranchées. On est à la fois dans le temps de la réflexion et dans celui de l'urgence, et Solidarité devra très prochainement arrêter ses choix stratégiques. Les syndicalistes polonais, eux, posaient des questions comme : « Quel conseil auriez-vous de spécialistes sur le sujet qui les obsède : quelle peut être la méthode pour passer d'une économie socialiste en faillite au capitalisme libéral et social qu'ils appellent de leur vœux ? »

En compagnie  
du général Jaruzelski

M. Mitterrand fut, une nouvelle fois, remercié par le président de Solidarité pour sa compréhension, pour son soutien et pour cette invitation à Paris, en décembre dernier, qui, affirmait-il, a contribué à enclencher en Pologne le processus démocratique en cours. Les représentants de Solidarité demandèrent des précisions sur les mesures d'aide économique françaises annoncées la veille à Varsovie. Ils remarquèrent que certains trouvaient que ce n'est pas suffisant. Ils insistèrent sur leurs besoins en savoir-faire autant qu'en crédits ou en report de dettes. Ils mirent en garde contre une aide d'Etat trop souvent gaspillée par le passé dans des structures qui n'ont plus à démentir leur échec. Puis la

compagnie s'ébranla vers le monument aux victimes du soulèvement ouvrier réprimé dans le sang en 1970. Là, M. Mitterrand déposa une gerbe au pied des trois immenses croix plantées près de l'entrée des chantiers navals et autour desquelles s'étaient rassemblées quelques milliers de personnes. Il prit congé de M. Lech Walicki, puis de Gdansk, où il était arrivé en fin de matinée en compagnie du général Jaruzelski.

Cette matinée avait commencé pour le président de la République très tôt, au côté du général en uniforme, par une cérémonie sur la presqu'île de Westerplatte, où furent tirés, le 1<sup>er</sup> septembre 1939, les premiers coups de feu de la deuxième guerre mondiale. De cette presqu'île, qui commande les accès maritimes de Gdansk, on avait ensuite longé à bord du voilier les quais délabrés du port, les bâtiments moribonds des chantiers navals, jusqu'au cœur de la vieille ville aux façades restaurées en leur ancienne apparence d'avant-guerre. Une foule s'était massée aux abords de l'hôtel de ville, une foule d'ouvriers du Nord aux visages rudes, à la mise pauvre, une foule qui n'a plus guère l'occasion d'en voir dans aucun voyage officiel en Europe, qui avait de la même manière salué, il y a quelques mois, le venue de M. Thatcher, et qui fit profiter le général Jaruzelski de ses applaudissements jusqu'à l'hôtel de ville. Le général prit congé (il devait retrouver M. Mitterrand vendredi après-midi, à Varsovie, pour un dernier entretien).

CLAIRE TRÉAN.

## Avant de regagner Moscou

M. Gorbatchev a défendu la perestroïka  
devant les ouvriers des aciéries de Hoesch

M. Gorbatchev a regagné Moscou jeudi soir 15 juin à l'issue de sa visite de quatre jours en Allemagne fédérale. Bien que certains commentateurs ouest-allemands regrettent qu'il ait, à cette occasion, « escamoté » le problème allemand, pratiquement tous les journaux saluent sa visite comme un grand succès. En Allemagne de l'Est, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a qualifié le voyage de M. Gorbatchev de « contribution significative au maintien et à la stabilisation de la paix en Europe ».

**BONN**  
de notre correspondant

Après avoir pris congé du président Richard von Weizsäcker, jeudi 15 juin en fin de matinée, M. Gorbatchev s'est rendu à Dortmund à bord du train à grande vitesse allemand ICE, qui n'est pas encore en service commercial faute de voies adéquates, mais qui est déjà la fierté de la Bundesbahn. La dernière apparition publique du chef de l'Etat soviétique s'est produite dans le hall n° 2 des aciéries Hoesch, devant dix mille sidérurgistes venus de toutes les usines de la Ruhr. L'accueil des hommes au casque de plastique, le plus souvent orné de l'ombilic de l'IG Metall, le syndicat des métallurgistes fut tout aussi enthousiaste

que celui des foules, moins typées socialement, de Bonn ou de Stuttgart.

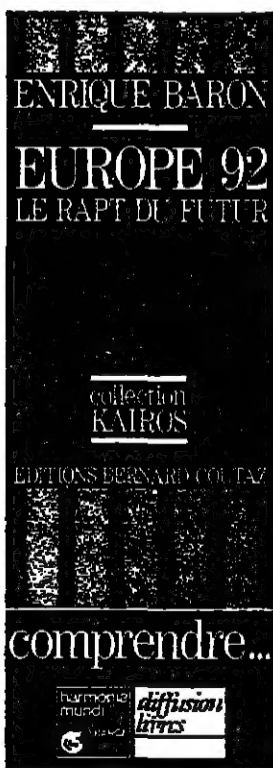
Ce même public avait, avant l'arrivée de Gorbatchev, fait une ovation à MM. Willy Brandt et Helmut Schmidt et salué de sifflets l'entrée de M. Lambrecht, président du Parti libéral. On était là en terre social-démocrate, et cette dernière étape du voyage de M. Gorbatchev visait à rétablir quelque peu l'équilibre : jusque-là la présence du dirigeant soviétique n'avait mis en valeur que son principal interlocuteur, le chancelier Kohl. A la veille d'un scrutin important, le SPD tenait à rappeler que les résultats obtenus aujourd'hui dans la réconciliation et la coopération avec l'URSS n'auraient pas été possibles sans l'impulsion initiée dans les années 70 par Willy Brandt et Helmut Schmidt. Dans son enthousiasme, le président du comité d'entreprise des aciéries Hoesch proposa même que le prix Nobel de la paix soit attribué cette année à Mikhaïl Gorbatchev, ce qui lui donnerait la même place dans le cœur des ouvriers allemands que le Prix Nobel de la paix 1971, Willy Brandt, justement.

Visiblement très à l'aise, le numéro un soviétique prononça un discours largement improvisé, moins diplomatique et plus passionné que ses autres prises de parole en terre allemande. Son plaidoyer pour la perestroïka fut accueilli par des applaudissements frénétiques lorsqu'il affirma qu'elle ne signifiait

pas « l'abandon du socialisme », mais qu'elle visait à établir en URSS « plus de socialisme, c'est-à-dire plus de démocratie et de liberté ».

Les sidérurgistes de la Ruhr avaient une petite idée derrière la tête en invitant Mikhaïl Gorbatchev et en l'applaudissant à tout rompre : assurer leur emploi en incitant les Soviétiques à passer des commandes d'acier allemand. « Il a très bien parlé », assurait l'un d'eux à l'issue de ce meeting inhabituel, « on attend maintenant les actes... »

LUC ROSENZWEIG.

OÙ TROUVER UN  
LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :  
LIBRAIRIE  
**LE MONDE DU LIVRE**  
(LE TOUR DU MONDE)  
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS  
75006 PARIS  
☎ (1) 43.25.77.04

## Europe

## Funérailles solennelles pour Imre Nagy

## La Hongrie exorcise son passé

(Suite de la première page.)

Les autorités hongroises ayant finalement pris la mesure de l'élan populaire qui se dessinait derrière cette opération ont en fait parfaitement coopéré : l'armée et une garde d'honneur devaient même assurer la protection du cortège des cercueils depuis la place des Héros, où avait lieu le matin une cérémonie publique avec de nombreux discours, suivis d'une minute de silence à 12 h 30, jusqu'au cimetière, où ne devaient être admis que les proches des victimes, les représentants des Hongrois exilés à l'étranger après 1956 et une équipe de la télévision hongroise. Car du matin jusqu'au soir, ces funérailles devaient être retransmises en direct à la télévision alors qu'on attendait, place des Héros, jusqu'à 200 000 personnes.

Restait l'épineuse question de la participation des représentants du pouvoir. Le « comité de la justice historique » a tranché : les institutions de l'Etat pourront être représentées mais pas le parti qui n'a pas réhabilité Imre Nagy. Au nom du gouvernement, le premier mini-

stre, M. Miklós Németh, le vice-premier ministre, M. Péter Medgyessy, et le ministre d'Etat, M. Imre Pozsgay, devaient donc assister à la cérémonie du matin accompagnés du président de l'Assemblée nationale, M. Matyas Szuros. Un autre membre du gouvernement réputé pour ses vues réformatrices, M. Károlyi Nyers, a été écarté pour avoir participé au gouvernement après 1956.

INKI : la recherche  
du consensus

Deux jours après l'ouverture de négociations avec l'opposition sur la transition vers la démocratie, le pouvoir a décidé de saisir cette occasion pour lancer une autre grande opération de « consensus national ». Après trente ans de silence, on ne parle donc plus que d'Imre Nagy à Budapest, où l'on publie des livres, comme une biographie de Tibor Méray, qui n'avait jamais pu être publiée jusqu'ici qu'à l'étranger, où les cinémas font salle comble avec

un film sur la carrière d'Imre Nagy, où les journaux consacrent des pages entières au premier ministre de l'insurrection.

La justice hongroise pénalisait réhabilité, il y a quelques jours, Imre Nagy et ses compagnons et a promis d'ouvrir, le 6 juillet prochain, la révision du procès qui s'était tenu à huit clos. La réhabilitation politique n'est pas intervenue formellement. Mais le gouvernement a publié une déclaration, le 14 juin, reconnaissant en Imre Nagy « un homme d'Etat éminent, qui a pris conscience de la nécessité de changer le cours d'une politique étrangère à nos traditions, de respecter les valeurs humaines et les principes nationaux ». Le gouvernement va plus loin encore dans cette déclaration où il rend hommage « à toutes les victimes du soulèvement populaire et de la répression politique de 1956 ». « Les idées d'Imre Nagy et de ses partisans, affirme-t-il, leur esprit humain et démocratique, ont inspiré des caractéristiques nationales, sont des composantes importantes de la politique actuelle du gouvernement. Le gouvernement se associe des décisions politiques erronées du passé et des mesures de répression prises après 1956. Il exprime sa détermination à mettre un terme à une époque de procès tragiques ».

Pour participer aux funérailles, sont arrivés ces jours-ci, de l'étranger, de nombreux Hongrois qui n'avaient pas revu leur pays depuis trente ans, dont l'un des survivants du procès, M. Sándor Kopács, chef de la police en 1956, aujourd'hui exilé au Canada. Sont arrivés aussi des opposants d'autres pays socialistes, comme M. Adam Michnik, l'un des dirigeants de Solidarité. De plus en plus isolé au sein de la population, le Parti communiste hongrois est, remarquablement absent de cet événement.

SYLVIE KAUFFMANN.

« La Vérité dans l'affaire Nagy » publiée à Budapest. — Les éditions Nyírvizessy et le Club Nyírvizessy viennent de faire paraître à Budapest la version hongroise d'un livre consacré à l'ancien premier ministre exécuté en juin 1958. Publié en novembre 1988 à Paris (éditions Plon) et intitulé *La Vérité dans l'affaire Nagy*, préfacé par Albert Camus, l'ouvrage faisait, grâce aux documents provenant du régime communiste lui-même, la démonstration que les dirigeants de l'insurrection hongroise avaient été condamnés sur la base de fausses accusations. A l'époque, les quatre auteurs, Harnad Bacski, Peter Kende, Miklós Molnár et Thomas Schreiber, gardaient l'anonymat pour protéger leurs sources. L'ouvrage est devenu en quelques jours un des best-sellers de l'édition hongroise...

## URSS : les troubles d'Ouzbékistan

M. Ryjkov dénonce une tentative préméditée  
de destabilisation

Le chef du gouvernement soviétique, M. Nikolai Ryjkov, qui a regagné Moscou, jeudi soir 16 juin, après quatre jours passés en Ouzbékistan, a déclaré avant de quitter Tachkent qu'il était d'accord avec la thèse avancée par un journal local selon laquelle les émeutes qui ont ensanglanté cette république musulmane de l'URSS « étaient planifiées, préméditées de longue date dans le but de destabiliser non seulement la région de Fergana, mais la république tout entière et même le pays ».

M. Ryjkov a également dénoncé, devant les membres du PC ouzbek, la corruption et l'affairisme politique qui, mêlés à la haine raciale, ont favorisé les violences dont les populations mekhs minoritaires ont été victimes. La veille, le chef du gouvernement avait vivement critiqué les cadres locaux du parti en accusant certains d'être eux d'avoir distribué du carburant, des moyens de transport et de la vodka aux émeutiers.

« La libération  
de l'Asie centrale »

A Moscou, M. Almaz Estelov, dirigeant du groupe informel Islam et Démocratie, a déclaré au journal (non officiel) *Glasnost* que des « musulmans orthodoxes » étaient à l'origine des troubles, car, estime-t-il, les musulmans orthodoxes sont désormais persuadés que « la libération de l'Asie centrale du pouvoir soviétique » doit être obtenue « à n'importe quel prix ». Un représentant du ministère de l'Intérieur a relevé que des manifestants ouzbeks lançaient, lors des émeutes, des slogans non seulement contre les Mekhs, mais également anti-russes.

et des appels tels que « Vive l'étendard de l'Islam, la religion musulmane et l'ayatollah Khomeiny ».

L'académicien Andreï Sakharov, qui se trouve aux Pays-Bas, a, pour sa part, mis en cause jeudi au cours d'une conférence de presse la situation « économique » et « sanitaire » déplorable de l'Ouzbékistan qui favorise, selon lui, le fanatisme politique et religieux.

Selon le général Iouri Chataline, qui dirige les forces spéciales du

ministère de l'Intérieur en Ouzbékistan, quatre-vingt-trois personnes ont été tuées et plus de mille autres blessées depuis le début du mois.

« Ce que j'ai vu de mes propres yeux a été atroce », a déclaré de son côté dans une interview à la Pravda le lieutenant-général Anikiev. Il y a eu des personnes âgées et des enfants soulevés, torturés, des femmes violentées et des massacres sauvages. Il y a même eu mutilations de cadavres... »

## CHYPRE

M. Rauf Denktash propose d'accueillir  
des Turcs de Bulgarie à Famagouste

M. Rauf Denktash, président de la « République turque de Chypre du Nord », dont l'indépendance n'est reconnue que par la Turquie, a proposé, jeudi 15 juin, d'accueillir 30 000 membres de la minorité turque de Bulgarie, victimes d'une politique d'assimilation forcée de la part du gouvernement de Sofia. « Nous-pouvons les accueillir provisoirement à Famagouste (port de la côte est de l'île), car c'est une ville vide », a déclaré M. Denktash à la radio.

La population de Famagouste, essentiellement chypriote grec, avait fui la ville lors de l'invasion de 1974. L'activité y est réduite depuis au minimum, les réfugiés chypriotes turcs du sud de l'île ne s'y étant pas installés, pas plus que les colons venus de Turquie.

Dans un communiqué, le gouvernement chypriote a condamné cette offre qui interviendrait alors que se poursuit un dialogue intercommunautaire pour rechercher une solution à la division de l'île.

A Athènes, le porte-parole du gouvernement grec a fait état d'informations sur les « intentions de la Turquie d'établir des colonies appartenant à la minorité musulmane bulgare » dans les zones turques de l'île de Chypre, et exprimé l'espoir que « le gouvernement turc n'a pas l'intention d'aggraver le problème de Chypre au moment le plus délicat de dialogue intercommunautaire ». — [AFP]

**Le Monde**

LUNDI 19 JUIN 1989 (DATÉ MARDI 20)

SUPPLÉMENT  
SPÉCIAL EMPLOI

24 pages d'annonces  
des centaines d'offres d'emploi  
pour les cadres

**PILE  
SÉPARÉE**

ATTENTION : ce numéro gratuit est  
publié avec le Monde Économie en cahier séparé.  
N'oubliez pas de le demander à votre marchand  
de journaux.



# Europe 93

## Les élections au Parlement de Strasbourg

Les taux de participation aux élections européennes qui se déroulent jeudi 15 juin au Danemark, en Espagne, en Irlande, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas varieraient considérablement d'un pays à l'autre, selon les sondages.

C'est en Grande-Bretagne que les résultats seraient les plus frappants : toujours selon les sondages, M<sup>me</sup> Margaret Thatcher se verrait infliger une sévère défaite, les travaillistes remportant 44 % des suffrages, contre 32 % pour les conservateurs.

Le dépouillement dans ces cinq pays se déroulera qu'après la fermeture des bureaux de vote italiens et français - les derniers clos, - dimanche soir 18 juin.

En Espagne, nous indique notre correspondant Thierry Mallinck, 45 % des électeurs se sont abstenus. Ce pourcentage officiel est sans précédent depuis le rétablissement de la démocratie. Selon les nombreux sondages - convergents - réalisés

dans la journée, les grandes formations ont dans l'ensemble perdu du terrain. Le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), qui avait obtenu 28 sièges (sur un total de 60) lors des précédentes élections européennes en 1987, se voit cette fois attribuer une « fourchette » entre 27 et 28 sièges, malgré une légère progression en termes de pourcentage. Mais l'opposition conservatrice serait loin de profiter de la stagnation du parti au pouvoir. Malgré sa récente opération de « recentrage », le Parti populaire de M. Manuel Fraga obtiendrait entre 14 et 16 sièges, contre 17 en 1987. La défaite est plus cuisante pour le CDS (Centre démocratique et social) de l'ancien président, M. Adolfo Suarez, qui reculerait de sept sièges à quatre ou cinq.

La coalition communiste Gauche unie, en revanche, enregistre une poussée, passant de trois à quatre sièges et les formations régionalistes obtiendraient une demi-douzaine d'élus. Mais la véritable surprise au sein des petites formations,

vient de la liste de M. José-Maria Ruiz Mateos, l'ancien homme d'affaires dont le holding avait été nationalisé par les socialistes pour malversations multiples et dont les démêlés avec la justice sont notoires, qui a sans doute obtenu deux sièges. Elle semble avoir fait le plein des suffrages de l'extrême droite et des voix « anti-système ».

En Irlande, les électeurs ayant été appelés à voter également pour les législatives, le scrutin européen a bénéficié d'un spectaculaire bond de la participation. De 47,6 % en 1984, ce taux serait passé, selon une estimation de la radio-télévision irlandaise (RTE), à environ 75 %.

En revanche, il n'aurait été que de 50 % aux Pays-Bas (50,5 % en 1984), si l'on en croit un sondage publié deux heures et demi après la clôture du scrutin. Ce même sondage indique que le parti chrétien-démocrate (CDA) du premier ministre démissionnaire Ruud Lubbers sortirait vainqueur, en obtenant 33,3 % des suffrages (con-

tre 30 % en 1984 et 34,6 % aux législatives de 1986). Les chrétiens-démocrates devanceraient les socialistes de M. Wim Kok (PvdA), le leader de l'opposition, de deux points et apparaîtraient ainsi les mieux placés pour les élections législatives anticipées du 6 septembre prochain.

Au Danemark, le taux de participation a été encore plus bas que prévu : 46,1 %, contre 52,3 % lors des européennes de 1984. L'institut de sondage Vilstrup prévoit une avance des sociaux-démocrates (28 %), un retour au Parlement européen des radicaux et du Parti du progrès (qui n'avaient plus de sièges depuis 1984) et un très net recul du parti du premier ministre, le Parti conservateur, qui passerait de 20,8 % à 14 %. Le Mouvement populaire anti-CEE serait lui aussi en recul, de 20,8 % à 17 %.

Mais que ce soit aux Pays-Bas ou au Danemark, nos correspondants observent que les sondages sont peu fiables. L'expérience l'a prouvé en 1984.

## GRANDE-BRETAGNE : M<sup>me</sup> Thatcher aurait subi une défaite

### L'assurance de M. Kinnock

(Suite de la première page.)

Le reste des électeurs s'est éparpillé entre les divers partis nationalistes régionaux. Les effets amplificateurs du scrutin majoritaire uninominal, que les Britanniques sont les seuls à employer pour les Européennes, jouent à plein : selon les projections de la BBC, les travaillistes obtiendraient 51 sièges (+ 19), les conservateurs 26 (- 19) et les nationalistes écossais un seul.

Ce sondage d'un genre nouveau prédit une victoire travailliste nettement plus considérable que celle qui était de toute façon annoncée dans les derniers jours d'une campagne par ailleurs plutôt morne. Le réveil est amer pour M<sup>me</sup> Thatcher, qui reçoit un sévère avertissement au milieu de son troisième mandat électoral, mais qui ne manquera sans doute pas de faire valoir que ce scrutin ne doit pas être comparé avec des élections nationales. Le taux des abstentions devra aussi être examiné avec soin. La participation n'avait été que de 52,6 % en 1984, de très loin la plus basse de la Communauté. Elle serait, cette fois, de 35 %.

M<sup>me</sup> Thatcher paie sans doute les attaques qu'elle a multipliées depuis son célèbre discours de Bruges, le

20 septembre dernier, contre les « bureaucrates » de Bruxelles, qui veulent imposer, selon elle, le « cauchemar d'un super-Etat » aux Britanniques. Les électeurs conservateurs ne savaient plus si leur gouvernement était pour ou contre l'Europe.

Deux élections partielles, qui avaient lieu jeudi, ont également été gagnées par les travaillistes. Il s'agissait, il est vrai, de fiefs traditionnels du Labour.

Mais c'est un signal supplémentaire. Présentant la victoire, la voix un peu usée par les derniers meetings électoraux, mais très en forme, M. Neil Kinnock, le leader de l'opposition travailliste, nous avait reçu mercredi.

Tirant sur sa pipe, racontant des histoires de rugby, son sport préféré, qu'il a beaucoup pratiqué dans sa jeunesse (il n'est pas galois pour rien) et demandant à l'occasion l'arrêt du magnétophone lorsqu'il se lance dans une anecdote un peu fêlée, M. Kinnock n'a pas beaucoup de mal à être naturel. L'homme est chaleureux et expansif. Il admet en riant qu'il est incapable de faire des réponses courtes. Il donne volontiers à son engagement européen, qui n'est d'ailleurs pas sans nuances, une connotation personnelle :

« Mes parents ne se sont jamais rendus de leur vie sur le continent. Je suis allé, adolescent, en Allemagne et en Espagne, avec mon école. Mes enfants ont commencé à voyager sur le continent dès leur plus jeune âge et pour eux cela va de soi. »

Il reconnaît de bonne grâce qu'il a longtemps été hostile au maintien de son pays dans la Communauté (il avait fait campagne pour le non au référendum de 1975). Pourquoi est-il devenu pro-européen ? « Parce que les temps ont changé. Depuis près de vingt ans, notre économie est intégrée à celle de la Communauté. La CEE elle-même s'est élargie à d'autres pays. Ce serait de la folie déraisonnable de penser à sortir. Nous sommes dedans. Et si nous sommes dedans, c'est pour jouer notre rôle. En gardant un pied dehors, nous perdrons sur les deux tableaux. »

Il s'en prend très durement aux thèses défendues par M<sup>me</sup> Thatcher depuis son discours de Bruges. « Elle joue la carte du chauvinisme, mais cela n'impressionne pas les Britanniques. Cela ne marche pas. Le Daily Mail a fait un sondage parmi ses lecteurs, qui sont plutôt conservateurs. A deux contre un ils désapprouvent son attitude. »

A en croire M. Kinnock, l'argument concernant la souveraineté en danger « ne tient pas debout ». M<sup>me</sup> Thatcher a fait, selon lui, les quatre volontés de Ronald Reagan. Elle a soutenu le projet de « guerre des étoiles », le bombardement de Tripoli. Sa défense affichée de l'indépendance britannique « n'est que du théâtre », et consiste seulement à « agiter le drapeau le jour de l'anniversaire de la reine ».

Sarcasme, le chef de l'opposition s'appuie sur les conservateurs, qu'il estime « désorientés ». Pendant des lustres, on leur a demandé d'oublier leurs préjugés, de s'adapter à l'idée européenne, et d'un seul coup on leur dit que l'Europe est pernicieuse. Les malheureux ! Déjà qu'ils avaient eu du mal à avaler l'adhésion en 1972 et l'Acte unique européen en 1986. M. Kinnock mime leurs conversations, « lorsqu'ils sont sur leur parcour de golf, aux réunions du Rotary, dans leur loge maçonnique ou dans leur pub préféré, un verre à la main ». Jadis, ils disaient : « Allons-nous nous mêler à ces grenouilles de Français, à ces allemands ? Jamais. » Les dirigeants conservateurs les ont persuadés, au fil des années, que les Continentsaux

étaient parfaitement respectables, et d'ailleurs qu'on faisait de bonnes affaires avec eux. Et maintenant, ils leur disent le contraire.

Il n'est pas lui-même un incondicional de la construction européenne. Il reproche à M<sup>me</sup> Thatcher de répéter sans cesse qu'elle adhère au mécanisme des changes du système monétaire européen (SME) « lorsque le moment sera venu », alors qu'elle « ne fait rien pour que ce moment vienne ». Mais il pose, lui aussi, des conditions pour une telle démarche. Il faudrait que celle-ci « ne se fasse pas au détriment des intérêts britanniques ». Il a recours à une métaphore sportive. Encore dans le SME, dominé par la RFA qui a une monnaie forte, serait un

peu comme s'il essayait de jouer au rugby, lui qui ne s'est plus entraîné sérieusement depuis vingt ans, contre l'équipe de France.

Le scrutin européen est pour lui une « répétition générale » avant les élections en Grande-Bretagne même, prévues pour 1991 ou 1992. L'opinion admet maintenant, affirme-t-il, que « le parti travailliste est à nouveau en position de prétendre au pouvoir ». Un autre sondage de la BBC, publié vendredi, portant sur les intentions de vote en cas d'élections nationales, crédite le Labour de 42 % des voix, contre 38 % aux conservateurs. Ab ! si les élections générales pouvaient avoir lieu dès maintenant...

DOMINIQUE D'HOMBRES.

**LE 18 JUIN, VOTEZ**  
**36.15 code CICINFO**  
ou Tel : (1) 45 44 41 66  
CENTRE D'INFORMATION CIVIQUE

**QUESTION : QUE DIRIEZ-VOUS SI NOUS N'APPORTIONS PAS LE MEME SERVICE A CES DEUX COMMUNES ?**  
**REPOSE : VOUS DIRIEZ QUE NOUS NE SOMMES PAS LE CREDIT LOCAL DE FRANCE.**

Et vous auriez raison. Parce que,	servir l'intérêt général. Fort de son	paix après l'Etat et intervenant	seule institution au service exclusif du
pour le Crédit Local de	expérience et de sa spécialisation,	majeur sur l'Euromarché, le	développement local, est le partenaire
France, il n'y a pas de petits	malgré une concurrence très	Crédit Local de France est	fidèle de milliers de communes. C'est
clients, pas plus qu'il n'y a	vive, le Crédit Local de	une signature reconnue	aujourd'hui en France l'établisse-
de petits projets. L'égalité	France est le premier ban-	au plan international.	ment de référence du secteur local.
de traitement est notre principe	quier des collectivités	Représenté sur le terrain	Il le sera demain au-delà des fron-
d'action, quels que soient	COMMUNE A locales. Il couvre	par ses directions régionales	tières de l'hexagone.
la situation financière et les objectifs	près de la moitié de leurs	qui sont aussi celles de	
de la collectivité. Le Crédit Local de	besoins d'emprunts à long et	la Caisse des dépôts	
France reste attaché à sa mission	moyen terme. Deuxième émetteur	et consignations, le	
d'origine qui rejoint celle des élus :	sur le marché obligataire fran-	COMMUNE B	
		Crédit Local de France,	Le Banquier des Ambitions Locales.



مكتبة الأصيل



## Europe 93

## Grèce: le débat sur les législatives éclipse les enjeux communautaires

En Grèce, la campagne pour les élections européennes a été totalement éclipsée par le débat politique interne. Les législatives qui se dérouleront le même jour, dimanche 18 juin, mettent aux prises les deux hommes qui ont dominé la scène depuis une dizaine d'années: le dirigeant socialiste Andreas Papandréou et son adversaire conservateur, Constantinos Mitsotakis. Si aucun des deux grands partis n'obtient une majorité de sièges au Parlement, la coalition des forces de gauche et de progrès pourrait être amenée à jouer un rôle d'arbitre.

ATHÈNES  
de notre envoyé spécial

Mécaniquement, M. Papandréou ouvre ses meetings électoraux par ces mots: « C'est la première fois que je vois un rassemblement d'une telle ampleur... ». Et, pour prendre congé de ses administrés, il lance tout aussi mécaniquement: « Et encore merci de tout mon cœur pour l'émotion que vous m'avez procurée ce soir... ». Parfois, le vieux premier ministre reprend une phrase devenue presque proverbiale de son père: « Vous êtes la grande foule, vous êtes la grande passion! ». Le problème est que la foule ne vibre plus.

Quel que soit le résultat des législatives du 18 juin, le chef du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), au pouvoir depuis 1981, livre sans doute son ultime bataille électorale. Une de trop peut-être. A soixante-dix ans, il est affaibli physiquement et politiquement. Certes, il s'est plutôt bien remis d'une délicate opération à cœur ouvert, en septembre dernier à Londres.

Si bien même qu'il envisage de convoquer en trinitaire noces — avant le scrutin, qui sait? — avec Mimi, l'ancienne hôtesse de l'air d'Olympic Airways, devenue à trente-cinq ans et après deux divorces, elle aussi, la première dame de Grèce. Une campagne ambitieuse et encombrante que cette Dimitra Liani qui jure que, cette fois, son amour est sincère et profond pour « un homme sans âge, si biologique-ment jeune et moderne ».

Cette liaison, pimentée dans la presse de quelques savoureuses photos de la belle en toute petite tenue, a quand même choqué une partie de ces Méditerranéens pourtant fort tolérants sur le chapitre. En pleine campagne électorale, des ouvrages qui seraient presque classés « X » chez nous ont été publiés sur les nombreuses amitiés antérieures de Dimitra. De leur côté, les inconditionnels du PASOK affirment avoir enfin déniché, par de sombres écoutes téléphoniques, la maîtresse de M. Constantinos Mitsotakis, le chef de l'opposition conservatrice et peut-être futur premier ministre... Tel est le niveau du débat.

Politiquement, le parti, populiste à emballage, d'Andreas Papandréou reste empêtré dans le marais des scandales des obscures ventes d'armes à l'étranger et du feuilleton Koskotas, du nom de l'« arnaqueur » qui a sans doute monté le bluff du siècle en détournant plus de 200 millions de dollars de la Banque de Crète, dont il s'était emparé sans la moindre drachme en poche, mais avec beaucoup d'appuis politiques. Comment? En vidant tout simplement les comptes des clients, particuliers ou entreprises publiques, dirigés naturellement par des hommes du PASOK, et attirés par des taux d'intérêt appétissants.

Objectifs présumés de l'escoquerie: la mise en place d'un super-groupe de presse, *Gramzi*, aux mains des socialistes (un vieux rêve!) et l'alimentation des caisses du parti. Plusieurs ministres, notables du PASOK et proches de M. Papandréou se sont servis copieusement.

M. Agamemnon Koutsoyorgas, ancien ministre de la Justice, aurait ainsi reçu une honnête récompense de 2 millions de dollars, en Suisse, pour avoir amendé une loi sur le secret bancaire qui rendait impossible un audit de la Banque de Crète. Quand à l'architecte de l'opération, Georges Koskotas, il croupit actuellement dans une prison près de Bos-

paré. On dit aussi que les États-majors du PASOK et de la Nouvelle Démocratie, principale force de l'opposition, seraient convenus secrètement de poser le couvercle sur ces affaires. La droite, en échange, aurait obtenu cette fameuse loi électorale proche de la proportionnelle qui devrait lui permettre de devenir le premier parti du pays au soir du 18 juin.

De récents sondages créditent la Nouvelle Démocratie de M. Constantinos Mitsotakis de près de 48 % des intentions de vote. Le PASOK serait tombé à 35,5 % (soit 10 % de moins qu'en 1985) et la coalition des forces de gauche et de progrès (PC, gauche hellénique

un rôle secondaire. Dans le plus pur style populiste, le PASOK défend ses huit années de pouvoir, qui se sont soldées par d'innombrables aspects positifs, comme la liberté d'expression et certains progrès sociaux — contestables, car ils ont été financés par des emprunts étrangers. Peu importe pour les Grecs: « L'argent ne vient pas de la Communauté européenne, mais du PASOK ».

Le parti accuse la Nouvelle Démocratie de s'offrir que change et impôts (ce qui sera inéluctable vu le piteux état du secteur public). Il demande aux électeurs de ne pas oublier « ce que signifie la droite, autrement dit la division du peuple, l'Etat policier et la reprise des conquêtes sociales ». En 1981, les socialistes avaient promis l'alléger (changement). En 1985, « des jours meilleurs ». Cette fois, ils vantent les mérites de la continuité.

Mais mis à part les « avirismes », inconditionnels, les paysans, qui, grâce aux fonds communautaires, ont atteint un niveau de relative prospérité, et d'autres catégories petites-bourgeoises qui ont joui de quelques privilèges durant ces années, le doute s'est installé dans les rangs du parti au pouvoir, complètement discrédité par les scandales, et cela quelle que soit l'issue du scrutin de dimanche.

M. Papandréou avait promis de faire le ménage et de punir tous les coupables. « Aucun obstacle ne m'arrêtera », a-t-il déclaré à plusieurs reprises. Pour garder une petite chance de rester au pouvoir, c'était bien la moindre des choses. Mais en fait il s'est contenté d'un léger assainissement, qui ne manquera pas parfois de piquer l'œil à l'extérieur, par exemple, à ce que M. Théophrastis Tombras, directeur de l'Office des télécommunications, libéré de prison depuis peu — sous caution — pour son implication dans l'affaire Koskotas, figure sur les listes électorales du PASOK. Il a fallu que ce socialiste flamboyant, fier de toujours porter une arme sur lui, renonce à cette candidature controversée pour éviter un nouveau scandale. Le « ménage » n'a pas été très bien fait.

Face à un premier ministre vieillissant embourbé dans les « affaires », la Nouvelle Démocratie a certes le vent en poupe, bien que son leader, M. Constantinos Mitsotakis, ne soit pas une personnalité particulièrement charismatique et populaire. Il promet, lui, une véritable catharsis et le rétablissement de l'état de droit. Les conservateurs rêvent de gagner largement les élections universitaires, mais dans les générations plus âgées, qui ont connu la période des colonels (1969-1974), la droite demeure « suspecte ».

Cette campagne électorale, qui a des allures de force très méditerranéenne, beaucoup souhaitent ici depuis le début des scandales la voir se terminer. Mais comment? Plusieurs scénarios sont possibles. Si la Nouvelle Démocratie l'emporte avec environ 46 % des voix, comme les sondages l'indiquent, avec 10 % d'avance sur le PASOK, aucun problème: M. Mitsotakis fonde un gouvernement homogène majoritaire. Si M. Papandréou parvient à limiter les dégâts (surtout en province, où les scandales n'ont pas eu le même impact), le PASOK pourrait tenter de flirter avec le Rassemblement des forces de gauche et de progrès, issu d'une alliance électorale entre le PC très moscovite, divers mouvements de gauche et des dissidents du PASOK. Cette coalition divisée n'est pas prête du tout à soutenir n'importe quel gouvernement socialiste minoritaire. Il faut d'abord qu'il soit purgé des « voyous », ce qui n'est pas évident. Si l'accord échoue, c'est le démantèlement du PASOK.

Le compositeur Mikis Théodorakis, dont les convictions communistes sont bien connues, et d'autres personnalités de gauche souhaitent curieusement une victoire claire de la droite le 18 juin. Plus de cent cinquante intellectuels, mais dans un Nobel de littérature, ont signé récemment une pétition contre l'amoralité, sans désigner directement le PASOK. Pourquoi? En fait, parce qu'ils souhaitent que leur pays ait une majorité stable. Si elle est de droite, elle entraînera, à gauche, une débâcle dans les rangs du PASOK et sans doute une recomposition du paysage politique.

ALAIN DEBOVE.

Lire aussi

• Les élections européennes en France, pages 9 à 11.

## Portugal: le Parlement de Strasbourg reste une abstraction

LISBONNE  
de notre correspondant

Rude tâche pour les candidats des différents partis politiques qui depuis un mois s'efforcent en vain d'entamer le dialogue à la sortie des usines, dans les faïres et sur les marchés. De droite ou de gauche, leur présence suscite l'indifférence plutôt que l'enthousiasme. Machinalement, on accepte les tracts qu'on jette ensuite discrètement.

Malgré l'importance des sièges de la CEE, le Parlement de Strasbourg, encore une abstraction pour un grand nombre de Portugais. De même que l'échéance de 1993. Le signal de départ dans les couches les plus populaires de la population, provoque un agacement mal dissimulé. On imagine quelquefois, qui prend régulièrement l'avion, fréquente les bons restaurants et les hôtels de luxe et qui à la fin du mois touche un honoraire l'équivalent de cent fois le salaire minimum national.

Numéro un de la liste du Parti social-démocrate, le parti au pouvoir (droite libérale), M. Antonio Capucho

développe sa campagne autour du thème de l'harmonisation. D'après lui, il faut qu'il y ait une concordance politique entre le gouvernement et les députés européens afin de défendre les intérêts portugais. Tém de liste du PS, M. João Corvinho veut au contraire faire de ces élections un test pour le gouvernement, dont la popularité, selon les socialistes, s'effrite. L'essentiel de son discours est orienté vers les aspects qu'il considère comme étant les plus négatifs en matière de politique intérieure: la hausse de l'inflation, l'augmentation des impôts et la multiplication des cas de corruption.

Quant au Parti communiste, au parti de violence, il cesse d'effacer les traces d'une crise qui est apparue au grand jour lors de son congrès de décembre 1988. Sorti d'une longue maladie, M. Alvaro Cunhal participe à de nombreux meetings pour compenser l'absence de charisme du principal candidat des communistes, M. Carlos Carvalho, un économiste, ancien prisonnier inconnu en dehors des cercles politiques.

JOSÉ REBELO.

En visite à Washington

## M. Delors s'est employé à rassurer les dirigeants américains sur le marché unique

WASHINGTON  
de notre correspondant

Deux semaines seulement après avoir rencontré George Bush à Bruxelles, M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, s'est rendu à Washington pour répondre à une « invitation à déjeuner » du président américain.

M. Delors n'était pas venu depuis quatre ans dans la capitale fédérale, et s'il n'y a pas tout à fait reçu le traitement de chef d'Etat qu'il aurait apprécié, s'il n'a pas été hébergé à la résidence officielle de Blair House, il n'en a pas moins largement mis à profit cette visite de trois jours, du 13 au 15 juin, pour multiplier les rencontres: avec le secrétaire d'Etat Jim Baker, le secrétaire au Trésor Nicholas Brady, le président de la Réserve fédérale Allan Greenspan, et d'éminents membres du Congrès.

L'objectif majeur de M. Delors était selon toute apparence de rassurer ses interlocuteurs sur ce qui est devenu un grand sujet d'interrogation, sinon de préoccupation, aux Etats-Unis: 1993. Sa tâche a sans doute été facilitée par une évolution des esprits, qui, selon M. Delors lui-même, date des toutes dernières semaines. « Le malentendu entre la CEE et les Etats-Unis est facile à surmonter. Le concept d'une force-réserve Europe dispose progressivement aux Etats-Unis, alors que ce n'est pas le cas au Japon », a ainsi déclaré le président de la Commission au cours d'une conférence de presse qu'il a eu le mérite de donner en anglais.

M. Delors a insisté sur le fait que l'Europe des Douze ne cherchait nullement à établir une « barrière » commerciale autour de la Communauté, — ce qui serait contraire à ses propres intérêts. D'ailleurs, les importations de marchandises américaines par la CEE ont augmenté de 12 % par an depuis trois ans et, selon M. Delors, elles devraient encore croître après la constitution du marché unique européen.

Si de part et d'autre les intentions affichées sont excellentes, que certaines prudentes réserves de mise, en particulier du côté américain: au cours du déjeuner pris en compagnie de M. Delors, M. Bush a exprimé « son soutien à l'intégration européenne » et au « marché unique », mais il a aussi tenu à rappeler à quel point le principe des marchés ouverts était important, et à redire que les Etats-Unis et la CEE devaient « continuer à combattre le protectionnisme », recommandation que les Européens eux-mêmes ne manquent pas de faire aux Américains, et en particulier aux membres du Congrès, toujours suspects à cet égard.

Selon le communiqué publié par la Maison Blanche, M. Bush a résumé la position américaine et souligné que les Etats-Unis « s'opposeraient aux membres de la CEE pour faire en sorte que les intérêts américains soient pris en compte » lors de la mise en place du marché unique.

Interrogé, au cours de sa conférence de presse, sur l'attitude de l'Europe des Douze à l'égard de la Chine, M. Delors a souligné qu'il avait été le premier à annoncer, dès l'annonce de la répression à Pékin, « un embargo avec un officiel chinois. Il a ajouté que, à son avis, les Douze détermineraient quelles actions entreprendre à l'égard de la Chine lors du Conseil européen de Madrid, les 26 et 27 juin, — mais qu'il serait naturel que des consultations préalables aient lieu à ce sujet avec les Etats-Unis.

JAN KRAJZE.

• Les aveugles pourraient voter de manière autonome. — A l'occasion des élections européennes, un dispositif expérimental a été mis en place en France pour permettre aux aveugles de voter seuls. Les non-voyants ou mal-voyants qui se sont fait connaître ont reçu une série d'envoies expliqués en braille, contenant les bulletins de vote, qu'ils pouvaient ainsi identifier.



Frankfurter Allgemeine Zeitung.

ton. Les choses tournent mal pour lui en Grèce, il a pris le large, en avion, aux Etats-Unis. Recherché outre-Atlantique pour d'autres délits, il y fut arrêté. Depuis, le gouvernement socialiste grec a l'intention de l'extradition de ce malfaiteur « manipulé par la CIA, les centres étrangers et le lobby juif pour déstabiliser la Grèce ».

## La Nouvelle Démocratie en tête

M. Papandréou est « totalement hors du coup », nous assure l'un de ses collaborateurs: « Il était à Londres lorsque l'affaire a éclaté, et c'est un homme, croyez-moi, qui n'a aucun sens de l'argent et qui n'a jamais su sur lui ». Peut-être, mais il a quand même une solide fortune personnelle, et donc d'habiles conseillers financiers. M. Koutsoyorgas n'a-t-il pas été pendant des années le bras droit juridique personnel du premier ministre?

Toutes ces croustillantes affaires qui s'étaient dans la presse depuis bientôt deux mois, les Grecs en connaissent maintenant les plus menus détails. Bien que la commission d'enquête parlementaire mise en place pour déterminer les responsabilités politiques dans le scandale Koskotas n'ait pu présenter son rapport final avant les élections, tout le monde sait que certains membres de l'appareil du PASOK sont noués jusqu'au cou et qu'il y a quelques voyous au pouvoir. Des hommes, candidats aux élections, qui ont le toupet de clamer publiquement que la jeunesse actuelle manque d'idées et n'est plus aussi attachée aux valeurs traditionnelles!

Toutefois, on ne parle plus guère des scandales politico-financiers. Peut-être parce que l'on en a trop

et divers groupes indépendants) atteint 14,7 %.

Une campagne électorale grecque, c'est d'abord du spectacle. Et le spectacle est dans la rue. Les traditionnelles meetings nocturnes de Thessalonique et d'Athènes rassemblent des centaines de milliers de personnes, militants et curieux. Dans la capitale, la place de la Constitution est occupée pendant la dernière semaine tout à tour par les arborescences de M. Mitsotakis (qui arbore des drapeaux bleus) et ceux de M. Papandréou (fanions verts). Feux de bengale, pétards et clameurs couvrent la voix des orateurs. Ce sont les inconditionnels qui orchestrent les fêtes.

De l'avis général, cette campagne 1989 est moins tendue que la précédente. Mis à part quelques bagarres entre colliers d'affiches, comme à Thessalonique au début de la semaine, il n'y a pas eu d'incidents majeurs. A la campagne, dans ces fameux cafés « verts » et « bleus » qui sont en fait des Parlements en miniature, les débats sont plutôt calmes. On a même vu un militant de la Nouvelle Démocratie distribuer des tracts dans un café PASOK sans être malmené physiquement ni injurié.

## Ménage imparfait

Beaucoup de réunions se tiennent aussi dans les immeubles où un locataire invite un candidat à venir parler à son domicile en compagnie de quelques voisins. En revanche, rares sont ceux qui regardent la télévision, entièrement contrôlée par le gouvernement. Sauf quand même pendant la campagne électorale officielle, où, subitement, les temps de parole sont scrupuleusement surveillés.

Et la politique dans tout cela? On serait tenté de dire qu'elle joue

## Strasbourg ne fera pas la fête

« Quels médias seront là? », ont demandé les hommes politiques. « Quels hommes politiques seront là? », ont demandé les médias. Résultat: ni les uns ni les autres n'y seront. Premier revers pour M<sup>me</sup> Catherine Trautmann, la nouvelle maire de Strasbourg, bien décidée à conforter sa ville dans le rôle de capitale parlementaire européenne: le grand « show » prévu à l'occasion du résultat des élections européennes, dimanche soir 18 juin, n'aura pas lieu.

M. Joxe s'était vu suggérer de se déplacer, avec l'ensemble de son état-major et de ses techniciens. Que chacun se rassure: le ministère de l'Intérieur, « pour des raisons techniques », restera place Beauvau. Et M. Fabius... rue de Solferino.

Selon son entourage, M. Fabius avait indiqué qu'il serait, dimanche soir, là où le PS lui demanderait d'être. Or, sachant que ni M. Michel Rocard ni M. Joxe n'iraient à Strasbourg, M. Mauroy avait décidé que l'ensemble des dirigeants socialistes devraient se

trouver au siège du PS. A l'hôtel Matignon, on explique, au contraire, que c'est la décision de M. Fabius de ne pas aller à Strasbourg qui a entraîné celle de M. Rocard de rester à Paris.

Du coup, M<sup>me</sup> Edith Cresson n'a pas non plus répondu favorablement à l'invitation de M<sup>me</sup> Trautmann, numéro deux sur la liste socialiste. Effet boule de neige: on se demande même si M<sup>me</sup> Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, se déplacera.

Le groupe de jazz Urban Sax et les pyrotechniciens, qui devaient animer une grande fête populaire autour du Palais de l'Europe, ont donc été décommandés. Une soirée électorale aura bien lieu, à l'intérieur du bâtiment. On y attend quelques candidats « de la société civile ». Pour le reste (l'essentiel des médias, la compilation des résultats au niveau européen...), c'est à Bruxelles que cela se passera.

M.-P.S.

TOUT SAVOIR  
SUR L'EUROPE  
POUR 3 ECUS  
(21 Francs)

GUIDE  
PRATIQUE  
DE  
L'EUROPE



en vente dans les kiosques

سكوا من الأصل



# Politique

Le scrutin du 18 juin

## En panne de mobilisation

10 juin 1979, 17 juin 1984, 18 juin 1989... Pour la troisième fois, les électeurs français sont appelés à choisir leur représentant au Parlement européen. Lors des deux précédents scrutins, l'actuel européen était passé au second plan derrière les polémiques de politique intérieure. Cette fois, un bel unanimisme a voulu le privilégier. Les tentatives d'« euro-pédagogie » ont été oubliées, même si elles n'ont pas été couronnées d'un total succès. A ce titre, Jacques Delors n'a pas tort de reprocher aux organisateurs des campagnes de n'avoir pas suffisamment emprunté aux méthodes du passé. Pour le président de la Commission de Bruxelles, les candidats, et du même coup leurs électeurs, auraient dû à gagner au style « pré-électoral ». Là se seraient exprimées les vraies questions, les réelles inquiétudes, les sincères enthousiasmes que fait naître l'application de l'Acte unique. Ce « pré-électoral », l'opinion en aura été privée.

La construction européenne a traversé la campagne du 18 juin à l'air d'autant plus abstraite que tout un chacun sait aujourd'hui pour s'en féliciter ou pour le déplorer, que des bouleversements l'attendent demain. Europe sociale, accroissement des pouvoirs

du Parlement, défense commune, Europe des patries... De quel poids pèsent ces concepts sur un électeur démobilisé ? Pas complètement nul si l'on se réfère aux sondages comme celui de la *SOPRES* (le Monde du 5 juin) qui montrait à l'évidence le lien entre les convictions des électeurs et les programmes des listes qui avaient leurs préférences. Mais suffisamment faible pour présager une abstention record.

Légèrement supérieure à 60 % en 1979, et à 56 % en 1984, l'abstention s'annonce forte. Est-ce la cause européenne qui ne mobilise pas ? La désaffection pour les urnes enregistrée lors des derniers scrutins (particulièrement spectaculaire dans les cantonales partielles récentes avec des taux supérieurs à 70 %) apparaît comme une tendance lourde de l'électorat français. Il est vrai que pour beaucoup, la construction européenne est indifférente. A ce titre,

l'électeur doute que son bulletin de vote puisse influer sur l'avenir communautaire. Trois des six principales listes (celles conduites par M<sup>me</sup> Vell, MM. Fabius et Giscard d'Estaing) présentent des programmes qui diffèrent sur la forme plus que sur le fond. S'y ajoute à leurs dépens, la présence de trois autres listes (PC, FN et Verts) qui, perçues comme des listes d'Europe telle qu'elle se construit, espèrent capter un électeur soit inquiet, soit déçu du libéralisme ou du socialisme, au choix. Le jeu de dominos qui a consisté pour M. Giscard d'Estaing à consacrer une bonne partie de son énergie à faire campagne au centre pour n'en pas laisser le monopole à M<sup>me</sup> Vell (libérant ainsi un espace supplémentaire pour M. La Pen), pour M<sup>me</sup> Vell à défendre son pré-carré d'opposante, fut-ce d'une opposition renouée, quitte à se priver des voix d'électeurs fraîchement ralliés à la majorité présidentielle, pour M. Fabius à ménager M<sup>me</sup> Vell, susceptible de priver M. Giscard d'Estaing d'un réel succès... n'a guère

contribué à l'émergence d'un débat clair. La lecture des résultats du 18 juin ne sera pas, à cet égard, très simple.

Que l'opposition ne soit pas remise de ses échecs de 1988 est une évidence, les étonnements des rénovateurs sont une preuve supplémentaire des difficultés à y trouver des remèdes. Que l'enthousiasme des socialistes à l'heure du deuxième septennat se soit refroidi avec les mois de gestion soit de M. Rocard en est une autre. Que l'existence d'un fort courant d'extrême droite, nationaliste et xénophobe, ne soit pas remis en cause mais au contraire favorisé par un scrutin proportionnel constitue une autre donnée, au même titre que l'affirmation du PC (dont la liste avait dépassé les 11 % en 1984) dans des scrutins comparables et de même nature. La seule nouveauté attendable est la poussée des Verts (3,37 %, il y a cinq ans). Encore faudra-t-il la mesurer à l'enceinte des scores que les défenseurs de l'écologie ont réalisés aux municipales de mars dernier.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## L'eurogauche en filigrane

Le groupe socialiste était le plus important dans l'Assemblée européenne sortante. Il le sera, vraisemblablement, dans celle qui sera élue le 18 juin. Les socialistes espèrent pouvoir gagner la présidence du Parlement de Strasbourg pour l'un des leurs, au prix d'un compromis avec le groupe démocrate-chrétien. La force du groupe socialiste se signale pas, en effet, que la gauche soit en position dominante. Puissante quand elle fait avancer la construction européenne, elle se révèle faible quand elle tente d'y imprimer sa marque.

En dépit de sa position solide au Parlement et bien que le président de la Commission, M. Jacques Delors, soit issu de son rang, la gauche n'est pas vraiment chez elle dans l'Europe communautaire. Cela tient, d'abord, à son poids électoral dans chacun des pays membres, mais aussi, jusqu'à ces dernières années, à ses divisions sur certaines questions et à son incapacité à s'entendre sur un projet européen qui lui soit propre.

Faute d'une telle perspective, le travail du groupe socialiste évite les débats de fond et s'abaisse dans la gestion des dossiers communautaires, qui fait davantage de place à l'expression des intérêts nationaux qu'à celle de choix politiques ou idéologiques. L'action du groupe

socialiste est soumise, qui plus est, depuis trois ans à la contrainte du consensus nécessaire pour atteindre la majorité qualifiée que stipule l'Acte unique.

Chaque mardi précédant les sessions mensuelles, MM. Rudy Arndt et Egon Klepach, présidents des groupes socialiste et démocrate-chrétien, se rencontrent pour se mettre d'accord sur les dossiers en cours d'examen. L'alliance ainsi nouée limite, par définition, la marge de manœuvre des socialistes. Faire l'Europe apparaît parfois, pour eux, comme une obligation à laquelle les réalités économiques et politiques les amènent à se ranger avec davantage de raison que de cœur et qui sollicite leur « culture de gouvernement » plutôt que leurs convictions propres. L'Europe telle qu'elle est

n'est pas toujours l'Europe telle qu'ils pensent qu'elle devrait être.

La formulation d'objectifs communs se heurte, jusqu'à un passé récent, aux divergences entre partis socialistes sur la défense et sur l'environnement. Le début des années 80, a été marqué par les oppositions entre les socialistes de Grande-Bretagne et d'Europe du Nord, de tendance pacifiste, et les Français, qui soutenaient la position de M. François Mitterrand. Le nucléaire civil était - et demeure potentiellement - un autre facteur de division entre les Français et leurs partenaires. La nouvelle politique soviétique a permis de sortir de la tension provoquée par l'installation des SS-20. Le tournant pris par les travaillistes britanniques, qui ont renoncé au désarmement unilatéral et se sont ralliés à la construction européenne, a donné davantage de cohésion au groupe.

### Cohésion

L'Union des partis socialistes de la Communauté européenne (UPSCB), que préside M. Guy Spitzels, président du PS belge francophone, a pu adopter en février dernier, à Bruxelles, un manifeste commun couvrant l'ensemble des problèmes économiques, sociaux, institutionnels, militaires. Ce texte reconnaît que « aujourd'hui, le système de dissuasion nucléaire constitue un élément du système de sécurité militaire en Europe », tout en souhaitant parvenir à une situation qui permette l'élimination des « armes nucléaires non stratégiques ». En sens inverse, les Français ont fait droit au souci de protection de la nature qui anime leurs partenaires.

Le manifeste de Bruxelles marque une étape importante sur la voie d'une plus grande cohésion de la gauche socialiste européenne. Il définit un projet d'Europe sociale, articulé sur l'idée de croissance « sélective » et d'une « charte sociale européenne », assurant un alignement des législations nationales vers le haut et protégeant les salariés contre les risques de dégradation et de « dumping social » sous l'effet du grand marché intérieur de 1993. Il fixe des objectifs institutionnels visant à combler le « déficit de démocratie » dont souffre l'Europe communautaire, notamment en renforçant les pouvoirs du Parlement. Il se prononce pour l'union économique et monétaire et propose, enfin, une politique de l'environnement et une politique en direction du tiers-monde.

Le manifeste est une chose, la pratique en est une autre. Jusqu'à présent, aucune empreinte socialiste n'a marqué les décisions communautaires. Certains membres du groupe font grief à M. Delors de ne pas orienter davantage sa politique dans leur sens et de leur concéder une Europe plus libérale que sociale.

### L'hostilité des Italiens

Le président de la Commission, qui tient à exercer sa fonction de façon équilibrée et en entretenant un dialogue avec toutes les forces politiques, n'en est pas moins, pour la gauche, un partenaire malcommodé, comme toujours, mais respecté et écouté. Il répond volontiers aux invitations du bureau du groupe socialiste ou des dirigeants des partis, et regrette que la gauche européenne ne s'exprime pas davantage en tant que telle dans les lieux de débat que pourrait être une fondation, ou une revue, commune. Il joue souvent, d'autre part, le rôle de pont entre les différents partis, par exemple entre M. Bettino Craxi,

chef du PS italien, et les autres formations à propos des rapports avec le PCI.

Au-delà du groupe socialiste se dessine, en effet, une eurogauche, vieux projet des années 70, et qui associerait à la social-démocratie les communistes italiens, principalement. Le temps de l'eurocommunisme, auquel participaient les PC français et espagnol, est, en effet, bien loin, mais les Italiens, eux, non seulement n'ont pas renoncé à leur engagement dans la construction européenne, mais l'ont renforcé. Votant presque toujours avec les socialistes, ils vont souvent plus loin qu'eux en matière d'intégration et de progrès institutionnels. Ne serait-ce que par l'hostilité des socialistes italiens, qui pensent être sur la voie d'une réduction rapide de l'influence communautaire dans leur pays et refusent tout ce qui pourrait la conforter, les députés du PCI siègeraient dans un groupe commun avec les socialistes.

An sein du groupe socialiste lui-même, l'influence dominante est exercée par les Allemands, les Français et les Espagnols, les Britanniques étant encore divisés sur l'option européenne. Les seconds sont sur le point de succéder aux premiers à la présidence du groupe, M. Jean-Pierre Cot remplaçant M. Arndt. Pour la présidence du groupe sera, comme en 1984, un Espagnol, selon toute probabilité, M. Enrique Baron, candidat malheureux il y a cinq ans. Les chefs des PS de la Communauté doivent se réunir le 28 juin à Paris pour décider de la tactique qu'ils adopteront.

Elle dépendra, naturellement, des résultats du 18 juin, qui devraient envoyer à Strasbourg une représentation écologiste d'importance et d'orientation politique en grande partie imprévisible. Ce sera un nouveau défi pour une eurogauche encore seulement esquissée.

PATRICK JARREAU.

O. B.

## Le PCF en quête de groupe

La direction du Parti communiste présentera, jeudi 22 juin, l'analyse des résultats de l'élection européenne aux membres du comité central. Au-delà du score, que, tout au long de la campagne, les sondages ont donné inférieur aux 11,28 % obtenus en 1984 (dix députés), l'équipe de M. Georges Marchais aura à se pencher sur la délicate question du devenir du groupe communiste européen et sur celle, non moins épineuse, des futures alliances des députés communistes français.

Les Italiens, qui dominent le groupe multinational, ne font pas mystère de leur volonté de créer une entité débarrassée du fardeau français. Ils peuvent trouver des alliés dans plusieurs autres pays.

### A la recherche de « camarades »

A moins d'un revirement spectaculaire, les Français ne pourront siéger dans le groupe Eurogauche, auquel doit participer le PCI. Dans l'impossibilité de créer un groupe homogène (vingt-trois députés d'une seule nationalité), ils devront chercher des « camarades » pour former, soit un groupe de dix-huit députés (avec deux nationalités), soit un groupe de douze députés (avec trois nationalités ou plus).

L'hypothèse de réussite n'est pas nulle, mais le risque est grand pour les députés du PCF de devoir rejoindre le groupe des non-inscrits. Pour la première fois depuis le début des années 70 il n'y aurait plus de groupe communiste multinational.

## Recomposition

Le mouvement socialiste européen est-il en train de trouver l'assise politique et culturelle qui lui fait défaut depuis une décennie, depuis qu'un triple choc a brossé l'unité (plus ou moins profonde) qui était la sienne depuis l'après-guerre ?

Le premier choc a atteint le modèle socio-économique de l'Etat-providence mis en place en trente ans : la crise financière des Etats, la crise économique et la mutation technologique ont affaibli la base sociale (des partis socialistes) (restructurations, chômage), leur projet réformiste lui-même (plus de croissance pour financer les réformes), et donné un nouvel essor aux idéologies libérales-conservatrices et à leurs défenseurs. Face à cette offensive, le mouvement socialiste s'est divisé entre nostalgiques du vieux modèle corporatiste (Labour), pragmatiques désemparés (Parti socialiste ouvrier espagnol, Parti socialiste italien) et sociaux-démocrates en quête de nouvelles synthèses, souvent avec l'écologie (gauche du SPD ou du Parti socialiste flamand).

Le second choc a été constitué par l'élargissement de la Communauté européenne. L'entrée de partis socialistes hostiles à la construction européenne ou très réservés (Labour Party, Parti social-démocrate danois, PASOK grec - non membre d'ailleurs de l'intergroupe socialiste) a cessé l'unité de l'union des PS de la Communauté et divisé le groupe parlementaire : il suffit de constater les nombreuses réserves des manifestes électoraux de l'UPSCB (Union des partis socialistes de la Communauté européenne) pour s'en convaincre, qu'il s'agisse des institutions, de la monnaie, de l'harmonisation

fiscale ou sociale. Cette division n'était pas nouvelle mais elle restait jusqu'en 1972 confinée à la CEE ; l'élargissement à peut-être renforcé numériquement le mouvement socialiste, il l'a affaibli politiquement.

Le troisième choc est lié au débat sur la défense de l'Europe. L'installation des missiles américains pour répondre aux SS-20 soviétiques a fait imposer le mouvement socialiste, jusqu'alors atlantiste. Des défenseurs du désarmement unilatéral (britanniques) aux atlantistes pro-américains (PSI, PSOE) en passant par les anti-nucléaires (SPD) et les pro-nucléaires (PS français), les socialistes européens se sont révélés incapables de réaliser un compromis aussi bien stratégique (évaluation de la menace) que politique (type de défense), soudant même une majorité modérée contre eux.

### Repli sur l'Europe sociale

Cette triple division a culminé lors des élections européennes de 1984. Depuis, une certaine recomposition est notable.

Faute d'espérer reconstruire l'Etat-providence des années 60, les socialistes européens se sont repliés sur l'objectif de l'Europe sociale, qui leur permet de se démarquer du projet libéral de simple Marché unique. Il n'est jusqu'aux travaillistes britanniques qui ne s'y soient ralliés. Encore faut-il remarquer que les socialistes ne progressent que très lentement vers l'idée que, si l'Europe libérale peut s'accommoder du maintien des souverainetés (le national-libéralisme thatcherien, qui n'est qu'une mouture de la zone de libre-échange gérée aux Tories), une Europe sociale, intervention-

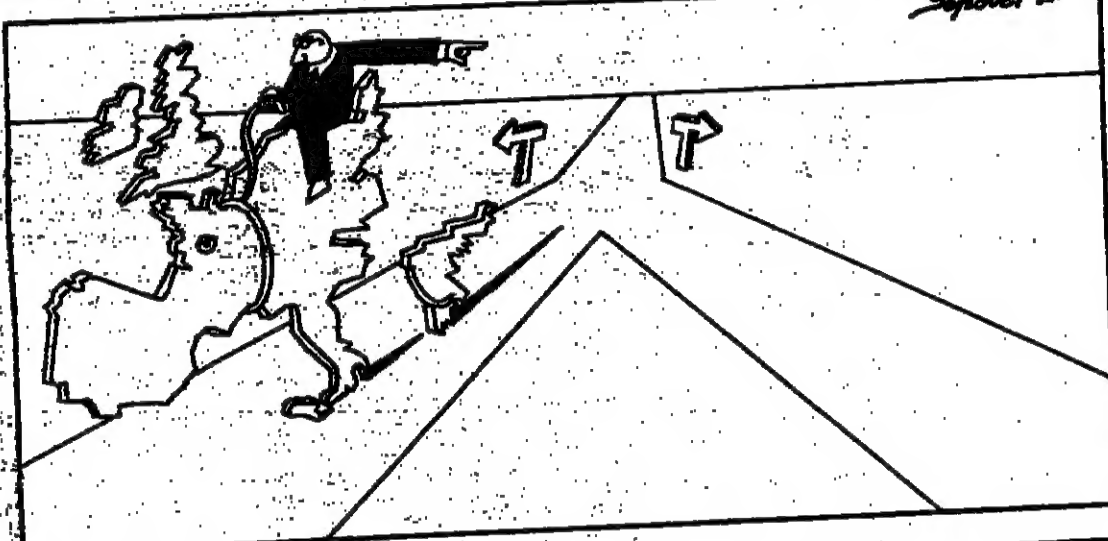
niste, implique des pouvoirs publics européens dotés de réelles compétences ; bref, un certain fédéralisme. Paradoxalement, les syndicats (y compris récemment les trade unions) semblent s'en convaincre plus rapidement que les partis, qui restent encore muets pour la plupart sur ce point.

Le second terrain de controverse - l'union européenne - est peu à peu surmonté. Si Danois et Britanniques continuent à persister de réserves le manifeste électoral des socialistes européens, leur ralliement récent à la construction européenne (dans une optique certes confédérale) comme les clivages les plus criants. Si le mouvement socialiste reste divisé, ce n'est plus entre pro et anti-européens mais entre fédéralistes et confédéralistes.

Reste le terrain de la défense : avec la fin de la bataille des armées, le climat s'est détendu entre les PS, et ce d'autant que le projet réagissant de « guerre des étoiles » a ressemblé une unité hostile. Tous favorables au désarmement en cours et envisagé entre l'Est et l'Ouest, même si certains sont plus prudents (PS français, PSI) que d'autres (SPD, Labour), les socialistes ont délaissé les positions extrêmes (désarmement unilatéral abandonné par le Labour) sans pour autant se doter de concepts clairs en la matière.

La phase actuelle est donc bien une phase de transition et de recomposition après dix années de divisions et de remises en causes ; une phase de mise au point d'un nouveau projet qui n'en est encore qu'à ses prémices.

HUGUES PORTELLI.



EBEL  
Les Architectes du Temps

Chronographe, automatique, Acier et or 18 ct, étanche 30 m.

**Arfan**

Joaillier-Horloger, Médaille d'Or de la Ville de Paris  
35, boulevard des Capucines, 75002 Paris. Tél. (1) 42.61.66.74  
Hôtel Royal, 14800 Deauville. Tél. (16) 31.88.16.41

مكتبة الامم المتحدة



# Politique

Le scrutin du 18 juin

## Portrait d'Européen

### M. René Piquet, l'étoile filante

C'est Maurice qui avait déposé René, Maurice Thorez, de tournée des potes en province, poussé, un beau jour des années 50, la porte d'entrée de la fédération communiste du Lot-et-Cher. Pas un responsable local n'était là pour accueillir l'imprévu « fils du peuple ». Seul un jeune homme tournait consciencieusement la manivelle d'une radio. Au secrétaire général qui lui demanda son nom, ce petit mécanicien répondit : « René Piquet ». Après l'usine, René venait faire quelques heures supplémentaires et bénévoles « pour le parti ».

Cette légende du communisme vaillant et triomphant — le PCF, qui occupait alors la première place en France, en était fier — a pris corps en 1961. A vingt-neuf ans, René entre au comité central comme membre suppléant. Maurice s'est souvenu de la radio et des « heures sup ». Trois ans plus tard, au dix-septième congrès, il devient suppléant au bureau politique et plus encore membre du secrétariat du comité central. Vingt-cinq ans après, il est toujours au BP, mais il n'est plus dans le sein des saints, le secrétaire.

Son bâton de maréchal, c'est le titre — honorifique et purement formel — de président du groupe communiste français au Parlement européen, au sein duquel il n'y a que des groupes multinationaux. Son échec — répété, et lénifiant — est de n'avoir jamais été député du département où on l'avait parachuté, la Haute-Garonne. A Toulouse, il a eu le loisir de travailler aussi bien avec Mme Sylviane Ainaudi, deuxième de la liste du PCF — lui est troisième — qu'avec M. Claude Lissas, tête de liste des rénovateurs communistes. Anciens époux, M. Lissas et Mme Ainaudi se sont succédé à la direction de cette fédération, qui n'est plus que l'ombre d'elle-même.

« Piquet aurait pu être secrétaire général si le bureau politique avait eu à se prononcer sur son nom », confie un de ses cadres. A la fin de 1969, ce ne fut pas le cas puisque Georges Marchais fut bombardé secrétaire général adjoint, sans discussion, afin de prendre le relais de Waldeck Rochet, que la maladie empêchait de remplir ses fonctions. La chose fut officialisée,

l'année suivante, au dix-neuvième congrès. René Piquet, symbole du « communisme moderne » de cette époque — costume-cravate et attaché-casque — allait, dès lors, voir son étoile pâlir au fil des années. « Il nous époustouflait, dit un dirigeant, car il parlait sans notes. Et il avait une aptitude remarquable à construire ses phrases. » Jusqu'au milieu des



années 70, pendant la période intense du Programme commun, René allait connaître encore quelques heures de gloire.

Homme d'ouverture autant qu'homme de devoir, affronté aux crues de la vie, René Piquet a appris à taire, parfois à l'excès, ses attitudes morales et politiques. Se croire l'a fait sortir du parti. A ceux qui le trouvaient assez gentil, au début des années 80, pour penser qu'il pourrait être de leur côté dans la lutte contre l'équipe du secrétaire général, il fit savoir, dit-on, qu'il pourrait être très méchant... pour défendre un parti qui lui a tout apporté. Soldat, toujours ! Cela prouve au moins que René Piquet ne tirait aucune rançon de son éviction — il dit, lui, « retrait » — du secrétariat du comité central en 1979.

Pour parler simple et forcément caricatural, il avait choisi Roland Leroy contre Georges Marchais, lequel souhaitait l'ouverture d'une tribune de discussion dans les colonnes de l'humanité afin que les contesta-

taires cessent de s'exprimer dans les colonnes bourgeoises du Monde. Le secrétaire général avait été battu.

Cette année-là va marquer un tournant dans son itinéraire. Eu permit les vingt députés communistes envoyés au Parlement de Strasbourg par le suffrage universel, René Piquet va finir par filer avec l'Europe, dont son parti ne veut pas. « Si j'avais à me prononcer, aujourd'hui, sur cette création européenne, affirme-t-il, je dirais encore « non », mais cette question ne se pose plus. » Et René n'en démord pas : « On entre à reculons dans l'histoire avec ces institutions communautaires. » Pour lui, l'avion Airbus et le CERN. Centre européen de recherche nucléaire n'ont pas eu besoin de l'intégration politique européenne pour voir le jour.

Ah, l'intégration ! Voilà bien le pire des maux. C'est l'incorruptible pomme de discorde entre les communistes italiens et leurs « camarades » français. Les premiers sont pour, les seconds sont contre. René Piquet reconnaît que « les approches des deux partis sont totalement divergentes », ce qui, selon lui, ne les a pas empêchés de « bien travailler dans le groupe multi-national ». L'écho n'est pas forcément le même de l'autre côté. On prête même l'intention aux amis d'Acchille Occhetto, le secrétaire général du PCI, de constituer rapidement un groupe multinational, baptisé « Europe », qui se doterait d'une plateforme dont l'intégration politique serait une des pièces maîtresses. Inacceptable pour le PCF.

« Nous ne faisons rien qui aboutisse à un éclatement du groupe », dit René Piquet, en voulant espérer que « le PCF et le PCI seront ensemble face aux interrogations très vives des opinions publiques » sur le phénomène d'intégration. Européen par compensation en 1979, on se prend à se demander si René Piquet, tout de même, n'est pas devenu Européen par amour en 1989. Il admet, en effet, qu'il y a « une certaine difficulté à assumer des responsabilités nationales et celles de président du groupe ». En raison de la charge de travail, bien sûr.

OLIVIER BIFFAUD.

• M. Roger Garand soutient la liste du PCF. — L'humanité du mercredi 14 juin publie un article de M. Roger Garand intitulé « Je dénonce l'imposture », qui apporte un soutien à la liste européenne de PCF conduite par M. Philippe Herzog. M. Garand considère que l'Europe qui est promise « serait non seulement un champ clos pour le capitalisme le plus sauvage, mais aussi un syndicat des faillits du colonialisme. Car cette Europe infirme, mutilée de son Orient, ras-

semble tous les anciens pays coloniaux ».

« Il ne s'agit pas d'opposer à l'imposture de l'Europe de 1992 le repli dans le cadre également archaïque de la nation », écrit M. Garand qui ajoute : « Même si la « maison commune » était une véritable Europe jusqu'à l'Oural, l'avenir de l'Europe ne serait ni américain, ni soviétique, ni européen, mais méditerranéen et, à travers le sud de la Méditerranée, avec

ce qu'il est convenu d'appeler le tiers-monde. Selon lui, « aujourd'hui, aucun problème ne peut être résolu dans le cadre national ni dans le cadre européen ».

Philosophe converti à l'islam, M. Garand a été exclu du PCF, dont il était membre du comité central, au dix-neuvième congrès en 1970. A cette occasion, M. Gaston Plissacq, membre du secrétariat du comité central, l'avait accusé d'avoir « développé publiquement et systématiquement sa ligne politique révisionniste et liquidatrice ».

## La Commission de Bruxelles devient l'interlocuteur obligé des régions

Pas un discours de dirigeant politique, pas une définition de stratégie industrielle de la part d'une grande firme qui ne fasse référence à l'horizon 1993. L'Europe est à la fois le dénominateur commun, la chance et le défi, et prend même des allures de ressource. Pourquoi les collectivités locales, c'est-à-dire les villes, les départements et les régions, qui, depuis la décentralisation, élargissent leur champ de vision au-delà de l'Hexagone, ne se glissent-elles pas dans le même sillage et ne sacrifieraient-elles pas à la même mode ?

Les réalités quotidiennes, à savoir les dures lois des finances, imposent aux collectivités, notamment aux régions, d'être extrêmement attentives à tout ce qui se joue dans les bureaux de Bruxelles. Les sommes que l'on peut ici ou là espérer de la Commission après présentation de dossiers argumentés constituent maintenant des enveloppes bien garnies, et la Corse, ainsi que les régions d'outre-mer, le savent mieux que quiconque. Surtout depuis que, à la fin de l'année dernière, la Commission et le conseil des ministres ont adopté un nouveau règlement pour le Fonds européen de développement régional (FEDER) et surtout un doublement de ses capacités financières d'ici à 1993.

Parallèlement, M. Jacques Delors lui-même, en procédant l'été dernier à l'installation du comité consultatif des collectivités locales et régionales, que préside le maire de Mayenne, M. Joseph Hofmann, a souligné que, désormais, ces collectivités soient mieux associées à la définition de la politique européenne. Bien sûr, en droit strict, les relations extérieures avec la Commission doivent toujours transiter, surtout lorsqu'il s'agit de recevoir des subventions, par le canal officiel des Etats et des gouvernements. C'est le cas notamment en France, où, malgré le souffle de la décentralisation, les rejets de jacobinisme, principalement rue de Rivoli, n'ont pas disparu, loin s'en faut.

Toujours est-il que les régions entretiennent des relations étroites et suivies avec Bruxelles et avec le Parlement européen. Il suffit de se rendre au siège du Marché commun pour s'en convaincre. La puissante Catalogne, la région de Glasgow, la Bavière, les cinq régions françaises du Grand Sud, par exemple, ont ouvert la-bas des bureaux, parfois de véritables « ambassades ». La Bretagne, par le biais des organisations professionnelles agricoles, dispose d'une antenne opérationnelle dont le rôle principal, dans la plus pure tradition du lobbying américain, consiste à « informer sur les projets de directives communautaires, à les infléchir éventuellement et à plaider

la cause de l'extrême Ouest français auprès des fonctionnaires.

Les villes, départements ou régions qui n'ont pas encore jugé bon d'avoir leur propre chargé de mission à Bruxelles ont recours (c'est le cas par exemple, du département du Doubs), sous contrat de prestations de services, à des cabinets d'avocats d'affaires ou à des consultants spécialisés (un nouveau métier en plein essor), ou passent plus classiquement par le bureau de la DATAR, que dirige M. Dominique Buisson.

C'est ainsi que la liste des besoins d'emploi qui ont, en définitive, été retenus par la Commission de Bruxelles au titre des zones frappées par le déclin industriel, ou bien classées comme espaces ruraux fragiles, a été certes négociée par les services officiels français de M. Chénieux et M. Cresson, mais l'activisme ou au contraire l'effacement des leaders régionaux intéressés ne sont pas étrangers au fait que telle partie du territoire bénéficie de telles trinités communautaires et telle autre en sera privée, sans que des critères parfaitement objectifs puissent l'expliquer.

### Trois exemples

N'en déplaise aux fonctionnaires parfois sourcilleux, voire égarés du Quai d'Orsay, les régions, mais aussi les autres collectivités locales ont, depuis cinq ans, développé une véritable politique extérieure économique. Avec des fortunes diverses d'ailleurs, et comme prémonition trop souvent à des voyages lointains qualifiés « d'études » mais en réalité d'agrement.

La politique de jumelage d'une douzaine de régions françaises avec des provinces chinoises, par exemple, serait à revoir de A à Z. Il reste que la coopération transfrontalière ou de proximité, fondée sur une histoire partagée ou sur des similitudes économiques et géographiques, voire des destins géopolitiques communs dans l'espace européen, a le plus de chances de trouver une base solide au lendemain des élections du 18 juin. Les exemples abondent et l'on en retiendra trois :

1. Le Nord-Pas-de-Calais a fondé avec le Kent, de l'autre côté du détroit, un véritable partenariat que le tunnel sous la Manche ne pourra que renforcer. Intéressée par cette coopération qui saute les frontières nationales et qui affirme sa vocation européenne, la Commission de Bruxelles a décidé de la soutenir financièrement. Par ailleurs, il y a quelques jours, un accord officiel de coopération a été signé à Lille entre la France et la Belgique pour multiplier les projets communs entre le Nord et la Wallonie (universités, transports, environnement).

2. Région maritime et excentrée, la Bretagne est familière des mécanismes européens. Ses équipements

ont grandement été financés, depuis 1984, par le FEDER ou bien dans le cadre d'opérations intégrées de développement (OID). Tout ce qui relève des règlements sur la pêche de l'Europe baigne la touche directement. Sur le plan bilatéral, la Bretagne a noué des liens privilégiés avec les Asturies sur la côte nord de l'Espagne, et va lancer une ligne maritime entre Lorient et Gijón.

3. Plus petit, le département du Doubs est un agencement de développement économique, doté d'un budget de 45 millions de francs et de vingt collaborateurs, multiplie les échanges et les opérations communes : y compris à l'égard des investisseurs étrangers, avec ses partenaires suisses frontaliers de Neuchâtel dans le domaine des micro-techniques.

Même si elle n'a pas encore une existence juridique dans les traités, l'Europe des régions — et ces exemples, qu'on pourrait multiplier, le prouvent — prend corps sur le terrain. L'action des collectivités locales peut venir en renfort de la diplomatie des Etats, ou même piloter la loi servir de poisson-pilote. Créée en 1985 sous l'impulsion d'Edgar Faure, l'Assemblée des régions d'Europe (ARE), aujourd'hui forte de cent dix régions, y compris des provinces autrichiennes et des cantons suisses, est présidée par Carlo Bernini, président de la Vénétie, prévoit d'ailleurs de réunir à la fin de l'année, à Vienne, une importante conférence sur l'ordre du jour d'une indéniable actualité : l'organisation et la coopération régionale en Europe de l'Ouest et de l'Est.

FRANÇOIS GROSCHARD.

### M. Giscard d'Estaing veut rester président de l'UEF

Après avoir précisé qu'il n'entendait pas automatiquement se décharger de sa présidence de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée Nationale (le Monde du 16 juin), M. Valéry Giscard d'Estaing a également indiqué, jeudi 16 juin sur la 5 qu'il comptait rester président de l'UEF après les élections européennes : « J'ai été élu pour trois ans, naturellement l'exercerai ma fonction. » Envisageant le risque « que l'Europe bascule elle aussi en direction du socialisme », M. Giscard d'Estaing a accusé « ceux qui optaient pour d'autres listes de prendre la responsabilité de faire passer le socialisme en tête ». Il a enfin indiqué que, en déplacement ce jour-là aux Etats-Unis, il ne se rendrait pas le 24 juin à la Convention des renouvellements à Lyon.

Jusqu'ici, encore, l'ancien président de la République s'est rendu en Corse, puis dans la région Midi-Pyrénées, visite conclue par une réunion publique le soir à Toulouse, la ville de M. Dominique Baudis. Celui-ci était absent et s'en est excusé dans une lettre rendue publique.

# SOIRÉE ÉLECTIONS EUROPÉENNES

AVEC LES ENVOYÉS SPÉCIAUX DE RTL DANS LES CAPITALES DE LA CEE

EN DUPLEX AVEC PARIS

BONN  
LONDRES  
BRUXELLES  
LUXEMBOURG  
LA HAYE  
COPENHAGUE  
ROME  
MADRID  
LISBONNE  
ATHÈNES  
DUBLIN

Marc LEROY BEAULIEU  
Daniel CARON  
Jean-Noël COGHE  
Jean-Michel BEZZINA  
Jacques VAN DEN BIGGELART  
Yan OLSEN  
Robert CESSIEUX  
Martine AUDUSSEAU  
Philippe ROBUCHON  
Jean-Benoît VION  
Édouard DA COSTA



DIMANCHE 18 JUIN A PARTIR DE 18 H.



# Politique

Réforme au RPR

## M. Chirac concède à ses « rénovateurs » l'organisation de courants internes

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a confirmé, au cours de son point de presse, jeudi 15 juin, qu'il adressait à tous les membres du conseil national du mouvement, qui se réunira le 22 juin à Paris, trois documents (le Monde du 15 juin). Ils concernent « les principes et les valeurs » du mouvement gaulliste, l'union des formations de l'opposition et, enfin, « la réforme et la relance du RPR ». Le débat portera sur ces trois documents et sur les motions qui les accompagnent, sur lesquelles les membres du conseil national seront appelés à voter.

Lors de la journée d'études des groupes parlementaires RPR à Port-Marly, le 3 juin dernier, M. Chirac avait été très largement approuvé lorsqu'il avait refusé toute fusion entre les partis de l'actuelle opposition et souhaité des structures fédérales mais légères, avec un groupe parlementaire et une réunion commune des bureaux politiques des trois partis. En annexe à cette volonté d'union, M. Juppé proposait aussi d'adopter le principe d'élections primaires pour désigner le candidat de l'opposition à l'Elysée, comme l'a envisagé M. Pasqua.

Cette attitude pose donc, en postulat, que l'union de l'opposition se limiterait à celle de ses composantes actuelles, c'est-à-dire qu'elle exclut, dans l'immédiat, toute autre formation qui viendrait à se créer. Cette solution est-elle acceptable par ceux des « rénovateurs » des trois partis, qui souhaitent se retrouver entre eux, dans une structure autonome et siéger au même titre que les « grands » partis, dans une fédération de l'opposition ? Ce système a notamment les préférences de M. Michel Noir, maire de Lyon, qui assure que le mouvement des « rénovateurs » correspond à une véritable « vague de fond » de l'opinion, qui attendrait une profonde restructuration de l'opposition.

### D'autres motions

Cette latitude offerte aux « rénovateurs » sera naturellement accessible aux autres courants, chacun faisant campagne dans le mouvement pour rallier ses partisans, comme cela se pratique depuis longtemps au PS. M. Chirac ouvre ainsi une voie à la compétition interne, mais aussi à la contestation de la direction. Car, à côté de motions et de listes de « rénovateurs », d'autres vont se sentir encouragés à se manifester : les traditionalistes de l'opposition, les gaullistes, les « rénovateurs », animés par M. Borotra et proches de M. Pasqua ; les jeunes depuis 1968 ; les fidèles de M. Juppé, etc.

Des alliances tactiques pourront aussi se conclure.

M. Philippe Séguin, en revanche, ne va pas jusque-là et il aurait déjà une première satisfaction à l'existence de « courants » ou de « tendances » ou encore de « sensibilités » était reconnue au sein du RPR.

A Port-Marly, M. Chirac avait semblé accepter cette éventualité du bout des lèvres, en soulignant que le caractère démocratique des débats au sein du RPR permettait effectivement à chacun de s'exprimer librement. Il est vrai qu'un mois auparavant, le 20 avril, devant les délégués départementaux du mouvement, il avait été plus restrictif, refusant non le concept, mais le mot de « rénovation », pour lui préférer celui d'« adaptation ». Il avait toutefois reconnu que la « turbulence rénovatrice », si elle avait été « maladroite », avait cependant été « positive ».

Depuis lors, les choses ont évolué et certaines positions se sont durcies. Lors de la réunion du groupe RPR, mardi 13 juin, M. Chirac a admis plus nettement l'existence des « rénovateurs », en faisant une allusion encore furtive à leur présence en tant que tels dans les instances du mouvement. Le terme de cette évolution se situera, jeudi 22 juin, dans la proposition de réforme des statuts du RPR, permettant l'élection du conseil national à la représentation proportionnelle. Ainsi, les courants pourront, pour ces élections, présenter des listes de candidats lors du scrutin qui se déroulera pendant les assemblées (prévues pour la fin de l'année). Il s'agit d'un changement important dans le fonctionnement du mouvement gaulliste qui, de tout temps, a été des instances sur une liste préparée et présentée par la

M. Chirac, en instaurant la démocratie des courants internes, s'offre donc aux coups de la contestation. Mais c'est une bataille qu'il compte bien livrer. Il va ainsi devoir vivre avec des minorités agissantes, dont les ambitions naturelles seront de conquérir la majorité dans le mouvement. L'évolution du RPR lui impose sans doute une telle réforme, présentée comme une condition de sa relance.

ANDRÉ PASSERON.

Le scrutin du 18 juin

## Le dernier meeting de la campagne socialiste

### M. Fabius n'a que des amis

STRASBOURG  
de notre envoyé spécial

Si le type de campagne mené par M. Laurent Fabius a suscité la curiosité des collaborateurs de M. Michel Rocard, si le premier ministre ne s'est lui-même que timidement investi dans cette campagne, ce n'était évidemment pas le moment, pour le dernier meeting, jeudi 15 juin à Strasbourg, d'étaler ses défauts. M. Rocard, de ministre et secrétaire d'Etat, dont M. Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement, a donc salué le « courage » et la « tenacité » de la tête de liste socialiste.

### Le pédagogue et le tribun

Laquelle tête de liste a été la plus satisfaisante de terminer la campagne à Strasbourg, comme elle l'avait commencée, à Nantes, avec son « ami Michel », avant de rompre pour son soutien son « ami Pierre Mauroy », présent dans la salle. Tous trois, à l'exception du meeting, se sont d'ailleurs retrouvés, en compagnie de M. Catherine Trautmann, hôtesse du jour et nouveau maire de Strasbourg, sur la tribune du Parc des expositions de Wacken, main dans la main et les bras levés au ciel, comme aux beaux jours des congrès socialistes. M. Jospin, quant à lui, avait fait campagne pour M. Fabius au cours des deux derniers jours, dans le Midi et dans l'Est.

Au-delà de ces effusions, chacune des deux vedettes de la soirée avait

choisi, pour s'exprimer devant quelques milliers de personnes plutôt chahuteuses, un style bien différent : volontairement austère et pédagogique pour M. Rocard, qui en déborsait de la critique, prononcée sur un ton calme, des déclarations de M. Jacques Chirac sur Anis Naccache (lire page 10), est resté en retrait de toute polémique franco-allemande, sans même mentionner l'existence des autres listes ; juges, comme à chaque meeting depuis le début de la campagne pour M. Fabius. La comparaison des deux orateurs suscitait, à la sortie du meeting, cette appréciation d'une « communication » strasbourgeoise : « Rocard, c'était un peu ch... ; Fabius, lui, il devient un tribun : il est très bien. Le problème, c'est que je n'arrive pas à le croire... »

Le premier ministre s'est donc employé, en affirmant, comme Jean Monnet, « je ne suis pas optimiste, je suis déterminé » — à lever les inquiétudes sur la Communauté, à montrer aussi que « l'Europe, ce n'est pas uniquement un bâtiment moderne, et froid derrière lequel s'affaire une armée de technocrates ». M. Rocard a balayé tout le champ de la construction européenne, en expliquant, pour chaque thème abordé, le type d'Europe que souhaitait la majorité présidentielle : « l'Europe solidaire ».

M. Fabius, de son côté, s'est employé une dernière fois à galvaniser les énergies, en expliquant que l'Europe sociale n'est pas « une abstraction » et que l'enjeu politique de cette élection, « si on ne le voit pas, c'est vraiment qu'on se vent pas la voir ».

M. Fabius a avoué à ses auditeurs : « J'ai la même crainte que vous » : l'abstention, bien sûr, d'où ses appels à la mobilisation de ceux qui « se désolent » du manque d'intérêt des électeurs pour le scrutin du 18 juin.

Le président de l'Assemblée nationale a distribué les mauvais points à ses concurrents, en flétrissant ceux qui « vénèrent l'écologie au point de mépriser la croissance » et réciproquement. L'extrême droite a bénéficié d'un traitement particulièrement dur, car, dit M. Fabius, « je crains qu'au jour des résultats elle ne soit plus présente encore » qu'auparavant au Parlement de Strasbourg. M. Fabius va jusqu'à évoquer la proximité géographique de l'ancien camp de concentration et d'extermination nazi de Struthof pour lancer : « Est-ce que c'est cette Europe-là que nous voulons ? »

Manière aussi de disputer le drapeau tricolore à M. Le Pen, M. Fabius affirme qu'« un peu d'Europe éloigne de la parité mais beaucoup d'Europe y ramène » et conclut son discours sur un long et vibrant hommage à l'hymne national, sur lequel se clôture le meeting. Les étudiants chinois, martyrs des droits de l'homme, se sont glissés dans les raisonnements de M. Fabius, qui réagit aux premières condamnations à mort et s'écrie : « Les tyrans de Chine veulent éliminer la jeunesse (...). Eh bien ! je dis (que) les victimes finiront par avoir raison de leurs bourreaux ! ».

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

## JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

AVEC un à-propos d'actualité, j'ai lu, dans le journal de M. Chirac, une lettre d'un lecteur qui, le 8 mai 1988, que la mairie de la ville de Strasbourg, le report à l'assaut de sa famille, politique et de la vie publique, pour retrouver son autorité sur la première et son crédit vis-à-vis de la seconde.

Les problèmes de famille ne semblent pas tourner à son avantage : M. Valéry Giscard d'Estaing, grâce aux autopsies, tient le haut du pavé, et M. Chirac, à cause de cela, se trouve de nouveau en situation subalterne face à lui. Les deux hommes d'un RPR, inégalement ou son évolution à leur profit : qu'il s'agisse des vieilles tiges Michel Noir, ou des jeunes pousses variées Michel Noir, dans l'entre-deux, M. Philippe Séguin, qui a sans doute de grandes chances pour être à ce degré incompréhensible.

La scène politique française n'est pas a priori plus favorable à M. Chirac, et ce ne sont pas ses déclarations sur un possible « renouveau » du terrorisme qui font penser le contraire. Il est de nouvelle question de lui, mais pour susciter l'effacement. Même ses adversaires hésitent à exploiter une occasion aussi précieuse. Préférer, dit-on pour feindre le peur d'être si dévotement, que le terrorisme va de nouveau faire entendre sa voix, n'est ni très malin ni très original.

Pour être pas toujours sûr, selon ce qu'affirme Paul Claudel, le pas n'est jamais irrévocable. Il se trouvera bien un jour où l'autre, tant la plainte demeure violente, un français pas d'un cinglé (à supposer qu'il n'agisse pas d'une seule et même espèce) pour faire éclater une bombe qui, afin de donner raison à M. Chirac, blesserait ceux qui passent qu'il était schizophrène. Espérons que l'ancien premier ministre n'aura pas alors la mauvaise idée de se suicider publiquement de son extra-lucidité.

Cette attitude n'est certes pas très maladroite, et l'on y chercherait à peine la trace qu'il fut un homme d'Etat et l'homme qui doit le redresser. A plus forte raison, si l'on se rappelle au maintien en défiance d'Anis Naccache. On voudrait inciter les amis du Monarque à faire du bruit — euphémisme — qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Préciser à ce propos que c'est une intrusion que n'étaye nul « élément d'information » relève du mensonge ou de l'innocence. L'innocence étant alors une culpabilité que nul ne peut nier.

P LUTOT que de s'aventurer sur un terrain dont il avoue et prétend ne (plus) rien connaître, M. Chirac aurait dû s'en tenir à la question d'innocence nationale qui est enfin à la disposition des Français (V. comp. ceux qui, ne demeurant pas à Paris, ne s'envisagent pas de s'y rendre, s'en éloignant éperdument : les restrictions de circulation dans la capitale au moment du 18 juillet).

Il y avait de fortes paroles à prononcer, dans le discours de l'union, mais avec l'aide de la compétence que lui confère sa fonction

de maire de Paris. Il avait déjà parlé ? Oui. Mais il fallait parler encore. M. Chirac touche au génie quand il parle de sa ville et qu'il ne dépasse pas les limites du périphérique. D'autant qu'il n'est pas difficile d'y voir clair. Tier d'abord ceux qui le principe de la commémoration exaspèrent et ceux qui l'approuvent. Seuls les premiers ont un droit à brailleur d'être momentanément obligés de se déplacer de leur domicile pour aller à la messe. Rejoignant tout, ils sont fondés à se plaindre des conséquences de ce qu'ils résistent.

Les autres sont, au moins sur le principe, prêts de se taire. On ne peut à la fois exiger — cela dit à titre de synecdoque (1) — que des bails soient liés sur les places publiques et qu'elles soient ouvertes à la circulation automobile ; qu'il y ait des fêtes dans les rues et que celles-ci soient des garages à ciel ouvert.

## Chirac

La seule vraie question (en toute modestie) concerne le dispositif policier mis en place à cause de la présence à Paris d'une flopée de chefs d'Etat, et notamment des plus riches d'entre eux par les pays qu'ils représentent. Que, pour commémorer 89, et même en célébrant l'âme, on institue des privilèges, prévoit des restrictions dont l'équivalent n'avait pas vraiment cours sous l'Ancien Régime, il y a effectivement de quoi grogner. Le roi était en public, la reine accouchait au vu et au su de tous, mais M. Bush ne saurait visiter le Louvre à portée de regard du vulgum pecus.

Henri IV et Louis XIII étaient des familiers de la foire du Trône et s'y faisaient bouculer, mais M. Kohl ne saurait supporter que son automobile fût ralentie par les véhicules du cortège. Serait-ce que ne pourraient suffire pour lui ouvrir la voie les motards qui quotidiennement repoussent à coups de bottes la pèlerine qui entrave la course d'un ministre français lorsqu'il se rend d'un palais de la République à l'autre ? Que les trompes perdent de leur efficacité si elles étaient employées pour faciliter la progression de M. Thatcher ?

A moins qu'il soit difficile à M. Chirac de dénoncer des procédés dont lui-même et ses ministres ne se sont jamais montrés repus.

A tout cela, l'explication a été donnée entre haut et bas par M. Pierre Joxe : les risques du terrorisme. C'est évidemment le sens des déclarations de M. Chirac. Au fond de lui-même, il voulait apporter son soutien au ministre de l'Intérieur, au nom de la cour de raderie qui le lie à un collègue de l'autre. Mais compte où il siège l'un et l'autre. Mais il n'osait pas le faire ostensiblement, de peur d'être délaissé à M. Pasqua, à M. Noir, à M. Giscard d'Estaing et à ses amis, pourtant prêts à tout lui passer, du moment qu'il passe la main.

STANBUL-PARIS. L'obligant commandant de bord accueille deux de ses passagers dans le cockpit de pilotage. Il s'y trouve une telle quantité de boutons, de manettes et de cadrans que c'est à se demander si une partie n'est pas là pour la décoration.

L'appareil qu'il se soit au moment où le navigateur dit « V 1 ». S'il avait dit « V 2 », l'avion serait-il devenu fusée ? Dans les premiers instants, comme il l'avait fait à terre en roulant vers la piste, le commandant regarde à droite et à gauche à la manière d'un automobiliste craignant un refus de priorité.

Ca ne se cesse de désirer, c'est la légèreté de ces centaines de tonnes qui vibrent et grimpent comme un cort-volant. Pour éviter les soubresauts contenus dans un nuage que le radar effleure en rouge pour en signaler les dangers, l'Aérbus joue à saute-mouton avec lui. A 35 000 pieds d'altitude, l'appareil a la grâce des baleines en saut profonde. A l'intérieur, cinq Jonas y composent le dernier selon où l'on cause.

Inquiétante, la causerie, par de certains côtés. Le copilote disserte sur la sécurité aérienne ; pour apprendre à ses hôtes réfugiés dans le cockpit que la tendance est à lui faire jouer le rôle des laissés-pour-compte : changement inopiné d'appareil par affaiblissement après des compagnies incertaines, pilotage des équipages à la formation inconnue et, encore plus fâcheux que le reste, dégradation de la formation des pilotes en raison de leur pénurie qui amène à baisser la barre des exigences professionnelles.

Intéressée l'invitation de l'équipage ? Apparemment pas. Le discours donnait plutôt l'impression de sortir par un phénomène de trop-plein né de l'inquiétude et du besoin de se faire entendre.

Pour lutter contre cela, vient d'être créée une Association générale des pilotes de ligne. Elle n'aura aucune activité sur le terrain des revendications salariales. Les statuts ont été déposés le 4 mai dernier, soit deux cents ans jour pour jour après l'ouverture des Etats généraux. C'est un patronage qui est de bon augure.

SPÉCIAL-COPAINS. In extremis, celui-là, pour des étudiants de l'INA, autrement dit l'Agro, très nuitamment rencontrés alors qu'ils collaient des affiches pour leur fête annuelle : ce vendredi soir, avec Ray Lema, le Bwana Zoulu Gang et Georges Arvanitas ; samedi et dimanche, garden party, avec concours hippique, montgolfières, etc. C'est au château de Grignon, à Plaisir (Yvelines). Renseignements : 30-54-91-91, minitel 3615 code INA/PG et les trois FNAC.

(1) Figure de rhétorique qui consiste à désigner la partie pour le tout, ou l'inverse. Par exemple, « une voile » pour « un bateau ». Ici « bails » pour l'ensemble des manifestations prévues. Pour en savoir plus, lisez *Manifestations*, Des troupes, chez Flammarion, 1988 ; rédaction de l'ouvrage para en 1730.

LES GRIFFES DE CHAUMET

10700 F  
Modèles or :  
16700 F et 18300 F

**CHAUMET**  
JOAILLIER DEPUIS 1780  
PARIS

PARIS - LONDRES - NEW YORK - TOKYO  
15 PLACE VENDÔME TEL. 43.69.12.63 40 AVENUE GEORGE V TEL. 49.52.88.25

مكتبة الامم المتحدة



## Politique

Le contentieux électoral dans le vingtième arrondissement

### M. Charzat (PS) poursuit M. Bariani

Les élections municipales de mars dernier dans le vingtième arrondissement de Paris avaient été placées sous le signe de trop d'incertitudes pour se terminer ordinairement le 19 mars au soir.

M. Didier Bariani, maire radical sortant, menacé par son adversaire socialiste, M. Michel Charzat, de perdre sa mairie et de faire perdre à M. Charzat le fameux « grand chelem », l'emporta finalement avec 538 voix d'avance (26 405 contre 25 867). M. Le Pen joua jusqu'au bout, comme il est de tradition dans cet arrondissement, le rôle de trouble-fête (6 492 voix, soit 11,05 % des suffrages exprimés, au second tour).

En vérité personne ne fut à la fête. Ni M. Le Pen, qui ne parvint pas à faire battre M. Bariani, son rêve exclusif en ces circonstances. Ni M. Bariani, certes vainqueur, mais talonné jusqu'à la dernière seconde par l'après concurrence socialiste et nimbé par l'aura préalable et persistante d'avoir veillé avec une trop extrême attention à une opportune préparation des listes électorales (le Monde du 7 janvier). Ni enfin M. Charzat, convaincu d'avoir été coiffé sur le fil en raison de l'efficacité des procédés de son adversaire.

D'où les recours en annulations diverses et variées qu'examinait jeudi 15 juin le tribunal administratif de Paris, présidé par M. Pierre Daumas. Le but de M. Charzat était bien sûr de faire « tomber » M. Bariani au-delà des urnes s'il pouvait être établi qu'il s'était mal comporté avant et en vue de l'élection.

Deux langages parfaitement étrangers l'un à l'autre ont été tenus devant les magistrats du tribunal administratif. M. Masse-Dessen, avocat auprès du Conseil d'Etat, défenseur de M. Charzat, en tient, outre une foule de petits griefs variés, pour une thèse claire et radicale, puisée dans la jurisprudence du Conseil d'Etat.

Le long lever de rideau poétique du début de l'année sur les listes et leur fabrication, le témoignage écrit-surpris de M. Aigle (voir encadré), apparemment superbement ignoré par le tribunal, est suspect pour le commissaire du gouvernement d'une « spontanéité » qui appellerait des guillemets plus gros que nature : tout concourt pour le défenseur de M. Charzat à démontrer l'existence d'une manœuvre de M. Bariani, ouvertement assumée, pour tenter de corriger à la marge le résultat d'un scrutin que tous savaient devoir

être très serré. Pour manœuvrer et atteindre à la sécurité du scrutin, le sort de M. Bariani ne saurait, pour M. Charzat, faire de doute : le résultat de l'élection doit être annulé, au nom de la force des présomptions convergentes.

Pas de preuve, a répondu pour M. Bariani M. Jean-Yves Cavallini. Pas de preuves autres qu'une campagne de presse ancienne et insistante du *Concord enchaîné* et du *Monde*. Une campagne inconsistante à laquelle M. Bariani n'aurait jamais véritablement répondu parce que tel n'est pas son genre.

Pas de preuve : il est vrai que M. Charzat et son défenseur s'aroboutent sur des irrégularités présumées, qui vaudraient présomption de manœuvre et tentative explicite de M. Bariani de fausser le résultat du scrutin. A leurs yeux, cette tentative de constituer une « clientèle électorale, même occasionnelle » vaudrait

à elle seule condamnation du maire du vingtième.

#### Pas vu, pas pris

M. Cavallini a eu, pour ce dernier, une réplique désarmante de simplicité : peu ou rien, n'est-ce pas ce que tout le monde fait, notamment par de judicieuses attributions de logements. Qui y verrait malice ? M. Bernard Coignoux, commissaire du gouvernement, s'est à son tour plongé dans l'océan, à la recherche de « pressions » de « menaces », d'un « début d'exécution » d'une tentative de manœuvre du fait de M. Bariani. Il n'en a point trouvé et renvoyé la lettre de M. Aigle au rang d'une littérature suspecte (tout en déclarant ne pas l'avoir lue avant l'audience).

Il ne lui restait plus qu'à procéder à un classique peignage méthodique des griefs connexes variés. Au terme

### « Opération transfusion »

Nous publions une lettre, extraite du dossier du tribunal administratif de Paris, lue au cours de l'audience du 15 juin. Adressée au président du tribunal, elle émane de M. Dominique Aigle qui, après avoir été directeur du cabinet de M. Bariani, a effectué un bref passage, sur recommandation de M. Michel Durefleur, à l'Association des démocrates. M. Bariani, que nous avons interrogé, estime qu'il s'agit d'une lettre de circonstance (...), d'un document de

« Fonctionnaire de l'Etat, j'ai exercé pendant deux années - du 1<sup>er</sup> septembre 1986 au 28 août 1988 - les fonctions de directeur du cabinet du maire du vingtième arrondissement de Paris, M. Didier Bariani. Informé par les médias des recours déposés devant la juridiction administrative concernant les élections de cet arrondissement, j'ai estimé de mon devoir de porter à votre connaissance les faits suivants.

Au lendemain de sa défaite aux législatives de juin 1988, M. Bariani convoqua les membres de son cabinet et les élus proches de lui en tenant ce discours : « Mon concurrent m'a battu d'un peu plus de 1 000 voix. Ce sera dur de garder la mairie en 1989. Mais l'affaire est jouable et même gagnable si l'on peut amener 1 500 à 2 000 électeurs réputés nous être favorables, votant actuellement dans d'autres arron-

dernière minute probablement extorqué dans des conditions qui resteront à établir ».

Soulignant, en contradiction avec d'anciennes appréciations écrites élogieuses, que son ancien collaborateur, d'un caractère difficile, lui avait surtout paru mal par l'ambition, M. Bariani nous a fait part de son intention d'engager à son encontre des poursuites en dénonciation calomnieuse.

dissements ou bien à l'extérieur de Paris, à s'inscrire sur les listes électorales du vingtième. Comment procéder ? Il s'agit de trouver trois cents à quatre cents points d'accueil pour ces électeurs. La commission de révision des listes électorales n'est qu'une chambre d'enregistrement et, de toute façon, n'aura pas la possibilité matérielle de vérifier la réalité, l'authenticité des pièces justificatives produites telles que les certificats d'hébergement bidons. »

Interrogé sur les difficultés, les risques et la légalité de l'entreprise, M. Bariani répondit qu'il ne voulait pas d'étrangers, l'objectif étant de garder la mairie à tout prix. Qu'il demeurant le juge des élections n'était pas la juge des listes électorales et que, les élections passées, plus aucun contrôle ne pourrait être opéré sur les listes électorales. Des consignes furent données à tous pour

de cet examen méticuleux, il voudrait rendre 23 suffrages à M. Charzat - ce qui est peu au regard de ses souhaits - et donner en pâture à Thémis une victime : M<sup>me</sup> Annick Loviton, adjoint au maire du vingtième, qui aurait été comme employée de la municipalité inéligible au moment du premier tour.

Après un rappel fugitif et sans conséquence de l'adage « il n'y a pas de fumée sans feu », M. Coignoux invitait finalement implicitement le tribunal administratif à appliquer une nouvelle fois la règle d'or qui anime en cette épineuse matière les tribunaux administratifs. Cette règle simple a ses bienfaits. Sa stricte application laisse quelquefois sur leur faim ceux qui voudraient comprendre comment fonctionnent les coulisses électorales : pas pris, pas vu.

Jugement le 22 juin.

MICHEL KAJMAN

La sécurité routière au Sénat

### Le permis à douze points

Le Sénat a adopté, dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 juin, et après l'avoir modifié, le projet de loi relatif à la sécurité routière dont il avait commencé l'examen mercredi 14 juin.

M. Jacques Thyraud (RI, Lot-et-Cher), rapporteur de la commission des lois, a convaincu une majorité de ses collègues que la fixation du nombre de points dont seront affectés les permis de conduire relève de la compétence du législateur et non du domaine réglementaire comme l'estime le gouvernement.

Une deuxième divergence est apparue entre la majorité du Sénat et M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports : le nombre de points affectés au permis. Le gouvernement envisage de retenir le chiffre de six, le Sénat a choisi douze, considérant qu'il se rapproche plus ainsi de ce qui existe

dans les pays pratiquant cette formule.

Troisième désaccord : M. Jean-Pierre Pizat (RI, Manche), se référant à son expérience de médecin-chef d'un centre de secours, a fait voter, avec le soutien explicite de MM. Guy Allouche (PS, Nord) et Louis Jung (Un. centr., Bas-Rhin), un amendement ajoutant une troisième épreuve pour l'examen de conduite, celle de « secourir une victime en état de détresse ».

La liste des divergences entre le gouvernement et le Sénat s'allonge avec, par exemple, le passage de trois à dix ans du délai pendant lequel un automobiliste, en cas de récidive de délit d'homicide ou de blessures volontaires commis en état alcoolique, ne pourra solliciter un nouveau permis.

En outre le Sénat a adopté un projet de loi autorisant la ratification d'un protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale.

A. Ch.

Le Sénat et le projet de loi sur le séjour des étrangers. — La commission des lois du Sénat n'a pas adopté de position définitive sur le projet de loi relatif au séjour et à l'entrée des étrangers en France. Elle a accepté le principe d'une question préalable dont l'objet est de décider s'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération et dont l'adoption entraîne la rejet du texte. La « concertation » qui réunit les responsables des groupes de la majorité sénatoriale, favorable à l'opposition nationale, ne s'est pas mise d'accord sur l'opportunité de cette démarche. Si le RPR, qui en est partisan, a rallié à sa cause les Républicains et Indépendants, l'Union centriste est, elle, réservée. La commission des lois, dont le rapporteur est M. Charles Jolibois (frat. adm. RI, Maine-et-Loire), se réunira de nouveau mardi 20 juin, jour fixé pour l'ouverture du débat en séance publique.

A l'Assemblée nationale

### Extension de l'immunité parlementaire

Les députés chargés d'une mission temporaire par le gouvernement pourront bénéficier de l'immunité parlementaire (réservée à la période des sessions) pour les travaux réalisés dans le cadre de cette mission d'exception. C'est le sens d'une proposition de loi socialiste adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale, jeudi 15 juin. Seul le RPR a voté contre.

M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) a défendu une exception d'irréversibilité, estimant que ce texte était contraire à la Constitution : « L'irresponsabilité pénale et civile du parlementaire est un véritable privilège, elle ne s'applique que dans l'exercice des fonctions

pour lesquelles il a été élu », a expliqué M. Mazeaud. A l'inverse, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône) a rappelé que l'immunité parlementaire n'est pas un « privilège », mais « une notion constitutionnelle à notre mandat » et qu'il est donc logique de l'étendre aux missions temporaires par les parlementaires en mission hors session.

Enfin, les députés ont également adopté (le PCF s'est abstenu) une proposition de résolution combinant deux propositions de MM. Louis Mermaz et Pierre Méhaignerie visant à améliorer l'information des députés sur le droit européen et la législation en vigueur dans les pays européens. L'article 86 du règlement de l'Assemblée sera complété par un alinéa prévoyant que les rapports sur un texte concernant l'activité des communautés européennes comporteront, en annexe, des informations sur le droit européen applicable et la législation déjà en vigueur en Europe.

#### M. Delebarre : le PS doit se remettre en cause

M. Michel Delebarre, ministre de l'Équipement, déclare, dans un entretien publié par le *Figaro* vendredi 16 juin, que « Pierre Mauroy est un excellent animateur pour entraîner l'ensemble des forces de gauche et, autour du Parti socialiste, celles et ceux qui sont militants du progrès ». « Mais il n'a pas envie de le faire seul », ajoute M. Delebarre. « L'appartenance, avec beaucoup d'autres, à ceux qui veulent faire progresser le Parti socialiste, le faire respirer et réfléchir sur l'évolution de la société. Le parti doit prendre en compte l'existence de la vie quotidienne. Les préoccupations concernant l'environnement sont aussi à intégrer à l'ensemble de nos réflexions ».

M. Delebarre précise ensuite : « Dans les trois ans qui viennent, comme il ne devrait pas y avoir d'élections électorales majeures, il sera de la responsabilité des partis, notamment du premier d'entre eux, de représenter les enjeux pour rassembler, de se remettre en cause dans leur manière de débiter et d'agir. La volonté d'adaptation du PS existe réellement. Je n'ai pas entendu contester la capacité de Pierre Mauroy de fédérer le Parti socialiste. C'est dans cette dynamique que doit se préparer le prochain congrès ».

### Le tribunal administratif n'a pas annulé l'élection de M. Dominati à Paris

Le tribunal administratif de Paris, dans une décision rendue publique le 8 juin, a refusé d'annuler l'élection municipale dans le troisième arrondissement de Paris comme le lui demandait la tête d'une liste divers droite et celle de la liste écologiste, élection qui avait vu la victoire de l'équipe menée par M. Jacques Dominati, député UDF (le Monde du 1<sup>er</sup> juin).

Les requérants faisaient savoir qu'au moins vingt-sept électeurs s'étaient inscrits sur les listes électorales de cet arrondissement parisien en affirmant y habiter, alors que leurs noms ne figuraient pas sur les listes des lettres des immeubles indiqués et qu'aucun des habitants de ceux-ci ne les connaissait.

Dans sa décision le tribunal administratif fait valoir que la contestation des listes électorales doit être faite devant le tribunal d'instance, le juge administratif ne pouvant se prononcer sur la régularité des inscriptions que si il y a eu manœuvre susceptible de porter atteinte à la sincérité du scrutin. Or il affirme « qu'à supposer que les indications portées sur les listes électorales en ce qui concerne certains électeurs soient erronées, il ne s'ensuit pas que ces électeurs auraient été inscrits à tort, et cette erreur d'adresse ne saurait constituer la présomption d'une manœuvre dans l'établissement des listes ».

● GUYANE : annulation de trois élections municipales. — Le tribunal administratif de Cayenne a annulé, mercredi 14 juin, les résultats des élections municipales dans trois communes du département de la Guyane — Matoury, Saul et Apotou — à cause d'« incidents dans les salles de vote » et d'« irrégularités » pendant le scrutin. Les maires de ces trois localités ont été suspendus de leurs fonctions jusqu'aux prochaines élections partielles.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION COMMUNICATION

En Lorraine

### M. Rausch crée un nouveau parti

METZ de notre correspondant

« Notre grande ambition doit être de démontrer que les frontières partitiques, telles qu'elles existent, sont dépassées, que des gens de partis différents pris individuellement ou en groupe peuvent se retrouver sur un certain nombre de points essentiels pour notre région lorraine, particulièrement au moment où se prépare le marché unique de 1993. »

Tel est l'objectif visé par M. Jean-Marie Rausch, président du Conseil général de Lorraine et ministre du Commerce extérieur, en créant l'Union républicaine lorraine (URL). Ce nouveau parti affiche une volonté de rassemblement pour préparer la Lorraine à la construction européenne. Se voulant l'héritier de Robert Schuman « pour créer une Europe de solidarité », défendre les particularismes de la Lorraine et « réaliser concrètement des actions de coopération économique, sociale, scientifique et culturelle avec les régions voisines ».

pour le laboratoire de l'Europe », URL entend s'affirmer, selon l'expression du sénateur lorrain, président du Conseil régional de Lorraine, comme une « institution fédérale préservant les courants de pensée mais effaçant les frontières traditionnelles ». « Volonté, puissance, courage, discernement et surtout esprit d'ouverture », sont, pour M. Rausch les qualités nécessaires pour que l'Union républicaine lorraine atteigne son but.

La naissance de l'URL sera officiellement annoncée le 22 juin prochain à Metz. Elle intervient en termes d'une redistribution des cartes au sein du Conseil régional de Lorraine où une majorité réunissent les élus socialistes et certains centristes succède à la coalition UDF-RPR qui était majoritaire depuis 1986. Les initiateurs de ce nouveau mouvement, qui souhaitent d'ores et déjà être imités dans d'autres régions, entendent également présenter des candidats aux prochaines élections départementales et régionales.

J.-L. T.

Le groupe tiers-monde - Banque de France Le Monde

organisent une table ronde le vendredi 23 juin 1989 à l'Assemblée nationale

### Développement et démocratie au péril de la dette

Inscriptions :

42-92-36-81 ou 42-92-31-60 ou 42-92-31-90

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poste 4138

### Passages

COLLOQUE INTERNATIONAL

### QUEL ESPACE SCOLAIRE EUROPEEN ?

Organisé par le mensuel Passages

Jeudi 22 juin 1989 de 9h30 à 19h  
- Salle Clemenceau - SENAT  
Palais du Luxembourg - Paris

TABLE RONDE N°1 (9h30-12h)  
QUELLES REALISATIONS POUR DEMAIN ?  
Sous la présidence de  
M. Antoine PROST (Conseiller auprès du Premier ministre)  
Modérateur : M. Samin NAIR (L'Evénement Européen)

TABLE RONDE N°2 (14h-16h)  
PATRIMOINES CULTURELS ET NATIONAUX,  
FAITS RELIGIEUX ET INTEGRATION  
Sous la présidence d'Emmanuel LE ROY-LADURIE  
(Administrateur de la Bibliothèque Nationale, historien)  
Modérateur : M. Alain TOURAINE (Sociologue, philosophe)

TABLE RONDE N°3 (16h30-18h30)  
LA TELEVISION ET LA CULTURE DES MOMES  
Sous la présidence de M. Michel YAHIEL (Directeur du FAS)  
Modérateur : M. Paul AMAR (Journaliste à Antenne 2)

Déclaration de clôture de M. Lionel Jospin,  
Ministre d'Etat, Ministre de l'Education Nationale,  
de la Jeunesse et des Sports.

Invitation à retirer au mensuel Passages  
PAF : un chèque de 100f à établir à l'ordre de Passages.  
17, rue Simone Weil, 75013 PARIS.  
TEL : 45 86 30 02

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond JOUVE

ALBERT TEVOEDJRE  
COMPAGNON D'AVEVENTURE

Préface de  
LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR  
15,8 x 24 cm - 596 p. - 270 F

Berger-Levrault  
International tel : 46 34 12 35  
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS



## PARIS

### Le conflit dans les crèches Les salaires arides de la puériculture

Alors que des parents s'organisent pour la garde de leurs enfants et que d'autres se sont joints aux grévistes, les auxiliaires de puériculture, les puéricultrices et éducatrices des crèches parisiennes réunies en assemblée générale, jeudi 15 juin, ont décidé de suspendre leur grève et de la reconduire lundi 19 juin. Les suites à donner au mouvement vont dépendre de la rencontre prévue vendredi 16 juin entre les représentants de la mairie de Paris et des grévistes, mais jusqu'à présent par une intersyndicale comprenant la CFDT, FO, la CGT, la CFTC et les autonomes.

Depuis le début du conflit, le 31 mai, les personnels des crèches parisiennes qui réclament une revalorisation de leur salaire, de leur carrière et une amélioration de leurs conditions de travail assistent à une partie de ping-pong entre la mairie de Paris et le gouvernement, chacun estimant qu'il revient à l'autre de régler le problème. Cette situation tient à l'imbroglio juridico-administratif dans lequel se trouve la Ville de Paris.

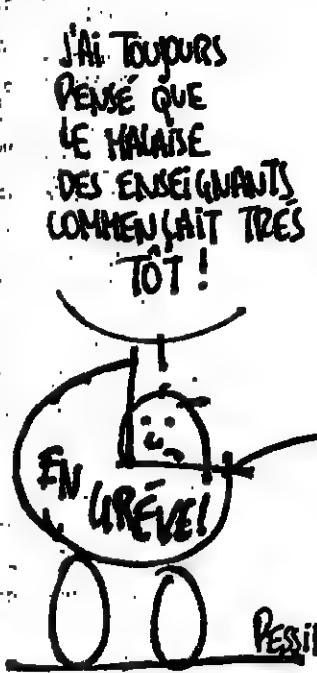
En résumé, et comme l'a expliqué M. Evén, ministre de la Santé et des affaires sociales (au nom de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, dont dépendent les fonctionnaires des crèches), en répondant à une question orale posée par M. Tiberi (RPR) à l'Assemblée nationale, mercredi 14 juin : la Ville de Paris a toujours eu un statut spécifique pour la gestion de son personnel. En 1984, le gouvernement en place à voulu, en présentant la loi du 26 janvier sur la fonction publique territoriale, harmoniser les règles nouvelles de la fonction publique avec le régime particulier des fonctionnaires parisiens en créant un régime de corps nationaux.

Mais, alors qu'il était premier ministre, M. Chirac a, en 1987, fait prendre un décret en Conseil d'Etat pour redonner à Paris un rôle particulier. C'est sur ce point que s'appuie le gouvernement pour renvoyer la balle dans le camp de M. Chirac : « Les salariés des crèches se plaignent d'abord de l'insuffisance des effectifs : ce n'est pas l'affaire de l'Etat, mais celle de la collectivité locale concernée », a déclaré M. Evén au Parlement. Ensuite, de l'insuffisance de la formation : « L'Etat a la responsabilité de la formation des personnels. Enfin de l'évolution des carrières. Or, je le rappelle, la Ville de Paris a la faculté de ne pas s'aligner sur la fonction publique d'Etat ou la fonction publique territoriale lorsque des statuts particuliers ont été institués avant 1984 : ce qui est le cas pour les crèches. Vous avez déjà utilisé cette faculté notamment pour les puéricultrices et les directrices de crèches ».

#### Assemblée générale lundi

Du côté de la mairie de Paris on évoque le recours en Conseil d'Etat de la CGT et de la CFDT contre le décret de 1987, pour s'estimer incompétent, du moins en partie, dans le règlement du conflit. En outre, les représentants de la capitale appellent que le statut de ces personnels actuellement en grève, fera l'objet d'un réexamen national dans le cadre de la rédaction du titre III du statut de la fonction publique sur les collectivités territoriales.

Une porte de sortie a toutefois été ouverte par M. Evén. Celui-ci a en



effet annoncé que cet examen des statuts de la filière sanitaire et sociale commencerait le 5 juillet au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale. La mairie de Paris saluera probablement cette occasion pour demander aux grévistes d'attendre les propositions gouvernementales pour redéfinir les grilles de salaires. En revanche, elle devrait proposer des solutions en ce qui concerne les conditions de travail, les effectifs, voire la formation professionnelle.

Bien que peu syndiquées, auxiliaires de puériculture, puéricultrices et éducatrices ont depuis le début du conflit suivi les syndicats qui, il est vrai, se sont très rapidement regroupés en intersyndicale. Elles devraient examiner, lundi 19 juin, en assemblée générale, les suggestions de la mairie de Paris. Les auxiliaires de puériculture qui ont un niveau CAP rappellent qu'elles réclament une meilleure formation, des possibilités de carrière et une meilleure rémunération avec un passage dans le groupe 5 de la fonction publique (elles gagnent actuellement entre 5 258 F et 6 648 F brut, primes non comprises). Les éducatrices qui ont un niveau bac + 2 de formation veulent avoir accès à la catégorie B. Quant aux puéricultrices, qui possèdent un diplôme d'infirmière (bac + trois ans), plus un an de spécialisation et qui dirigent les crèches, elles voudraient être classées dans la catégorie A. Toutes réclament en outre un accroissement des effectifs et de meilleures conditions de travail.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## EDUCATION

(Suite de la première page.)

Paris-X-Nanterre a implanté une antenne à Saint-Quentin-en-Yvelines pour le droit, les sciences économiques et l'administration économique et sociale. Autant de centres universitaires qui vont encore se développer cette année.

#### Nouvelles antennes en banlieue

Deux nouvelles créations vont démarrer à la rentrée prochaine : un premier cycle scientifique (150 places) et de langues étrangères appliquées à Marne-la-Vallée (sous la tutelle de Paris-VII) ; un premier cycle de langues étrangères appliquées (200 places) et peut-être le droit - si les postes nécessaires sont débouqués d'ici là - à Cergy-Pontoise, sous la responsabilité de Paris-X-Nanterre. Au total, ces antennes représentent déjà une capacité d'accueil de près de 3 000 places. Mais quand on sait que le nombre de candidats au baccalauréat a augmenté cette année, pour l'Ile-de-France, de plus de 5 000, on mesure l'ampleur de l'effort encore nécessaire.

Autre initiative lancée en 1987 : le système RAVEL (recensement par minitel des souhaits des lycéens de terminale) permet aux trois rectorats de l'Ile-de-France de mieux prévoir les flux probables de nouveaux étudiants, d'en informer chaque université et de ne pas être brutalement pris au dépourvu. Il est cependant évident que ce recensement préventif reste très aléatoire et souvent mal compris : certains élèves n'y voient qu'une formalité inutile tandis que d'autres l'assimilent, à tort, à une préinscription à l'université. Bien qu'effectué pour la troisième année, le recensement RAVEL est encore loin de toucher

la totalité des lycéens concernés. Fire ! Faut d'une information suffisante, on n'attend cette année que 68 % de taux de connections, soit moins que l'an dernier. L'incertitude est quasi totale sur les projets de près d'un élève de terminale sur trois.

Sur le terrain, enfin, les présidents d'université ne sont pas restés les bras ballants. Démultiplication des points d'inscription, information individuelle des élèves « ravélinés », entretiens personnalisés ou convocation par minitel, autant d'initiatives encore développées cette année.

#### Sectorisation « douce »

Tous ces efforts devraient permettre de répondre, sans difficultés insurmontables, à la majeure partie des demandes d'inscription. Comme le souligne une note d'information que le rectorat fera distribuer, la semaine prochaine, à tous les « futurs bacheliers » : « Dans la plupart des disciplines, la capacité globale d'accueil des treize universités d'Ile-de-France, le volume et la répartition des demandes doivent permettre d'inscrire chaque candidat dans l'université ou la formation de son choix ». Ce devrait notamment être le cas en lettres, dans les principales filières. En sciences également l'on estime, au rectorat de Paris, que les quelque 4 850 places disponibles en région parisienne devraient suffire à éponger un flux de candidats qui devrait être en forte croissance ; le système RAVEL a en effet recensé une augmentation de 15 % environ des demandes d'inscription dans les DEUG scientifiques.

Mais il reste plusieurs points noirs. Tout d'abord, comme le précise la même note du rectorat, la

demande des futurs bacheliers dépasse la capacité globale d'accueil des universités de la région dans trois semaines. Pour le DEUG culture et communication on compte, selon Ravel, plus de deux mille demandes pour mille cent places. L'engorgement des jeunes pour l'université miroite de la « communication » est plus fort que jamais (+ 15 % cette année), malgré la fragilité de ces filières et l'étroitesse de leurs débouchés. En administration économique et sociale, pourtant en baisse de 17 % par rapport à 1988, on a recensé plus de deux mille huit cent demandes pour mille neuf cents places. Enfin, dans la section anglaise-espagnol de LBA (Langues étrangères appliquées), on manquera à coup sûr de places. « C'est pourquoi, explique le rectorat, il est conseillé aux candidats à ces formations d'envisager très sérieusement une autre orientation donnant des débouchés similaires ». Charitable conseil, mais qui risque de laisser perplexes ou furieux les bacheliers attirés vers ces formations.

L'autre point noir porte sur deux disciplines (le droit et les sciences économiques) pour lesquelles les capacités d'accueil globales de la région sont, semble-t-il, suffisantes, mais où le déséquilibre est patent entre les universités du centre de la capitale, très convoitées, et celles de la périphérie, considérées par beaucoup comme des établissements de seconde zone ou d'accès très incommode. C'est particulièrement vrai pour le droit, où les universités de Paris I (Panthéon-Tolbiac) et Paris II (Assas) concentrent à elles seules plus de la moitié des demandes de l'ensemble de la région.

Pour éviter les légendaires bousculades de la rue d'Assas, Paris-II a décidé, cette année, de recourir à l'informatique : tous les candidats

peuvent dès à présent se connecter par minitel (code 3615 UP2) et obtenir un numéro de code ; le jour des résultats du bac ils devront contacter à nouveau Paris-II par minitel afin d'obtenir - le jour même - un rendez-vous pour retirer un dossier d'inscription.

Cela permettra de faire disparaître les files d'attente, mais rien n'est réglé sur le fond : Paris-II attend, cette année encore, deux fois plus de candidats qu'elle ne peut en accueillir. La situation est comparable à Paris-I, voire à Nanterre où l'on estime que l'on aura fait le plein, en droit, en une journée d'inscription. C'est pourquoi le rectorat de Paris essaie de trouver une formule magique de « sectorisation géographique douce » : il s'agit d'inciter, dès à présent, les candidats à s'inscrire dans l'université la plus proche de leur domicile et de leur rappeler que les universités de Paris-V (Malakoff), Paris-VIII-Saint-Denis, Paris-XI (Sceaux) et Paris-XII (Crétail-Saint-Maur) préparent également au DEUG de droit et de sciences économiques.

Tous ces préparatifs sont évidemment suspendus aux résultats du baccalauréat. Un cra exceptionnel comme l'an dernier (74,3 % de succès au bac général) accentuerait encore la pression sur les universités parisiennes, mais décongestionnerait un peu les classes terminales surchargées dans les lycées. Un taux de réussite plus faible aurait l'effet inverse. Entre deux maux, lequel serait le moins douloureux ? La glorieuse incertitude du bac préservera la suspense jusqu'à début juillet. On peut toutefois noter que les prévisions établies par le ministère pour la rentrée tablent sur un taux de succès au bac de 71 à 72 %. Pure hypothèse statistique, bien entendu...

GÉRARD COURTOIS.

## ENVIRONNEMENT

### Un numéro spécial du « Courrier du CNRS »

Le « trou » dans la couche d'ozone et l'effet de serre, qui paraissent, par la faute de l'homme, modifier nos climats, ont eu au moins le mérite de révéler à la classe politique et au grand public la fragilité et la globalité de l'environnement terrestre.

Le Centre national de la recherche scientifique qui, dès 1979, a créé le Programme interdisciplinaire de recherche sur l'environnement (PIREN) vient de publier un numéro du Courrier du CNRS entièrement consacré à ces recherches. Cent vingt-huit spécialistes y ont contribué. Ce qui montre l'extrême variété des disciplines concernées. Et, pour la première fois, le Courrier du CNRS peut être acheté (pour 50 F) dans quelques dizaines de kiosques dont trente à Paris.

Eglises, un autre éditeur, le Centurion, tente lui aussi de relever le défi de la vulgarisation intelligente des faits religieux. Les six premiers livres sortis dans la nouvelle collection « C'est-à-dire » (3) ouvrent une voie prometteuse.

H. T.

- (1) *Théo*, 1 250 pages illustrées, avec un index de 18 000 mots, plus de 1 000 biographies, a été réalisé par trois prêtres, Michel Dubost, Stanislas Lalanne, Vincent Rouillard, et un laïc, Xavier Lesort, aidés de 150 collaborateurs. Chez Droguet et Ardent-Fayard, 293 F.
- (2) *Dictionnaire de théologie*, 800 pages, le Cerf, 650 F.
- (3) Les livres de la collection « C'est-à-dire » (Editions le Centurion) ne dépassent pas 130 pages et leur prix est de 55 F chez Fata Morgana.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avions indiqué dans nos éditions du 30 mai dernier, la procession de la Fête-Dieu de la paroisse de Chennoviers-sur-Marne n'a pas été organisée par l'ordre des Chevaliers de Notre-Dame. Ce sont, en fait, les jeunes de la paroisse, et tout particulièrement ceux de l'Association des jeunes catholiques de Chennoviers (AJCC), qui ont décoré ce jour-là l'itinéraire de la procession.

## RELIGIONS

### Des nouveautés dans l'édition religieuse

### La théologie grand public

Hier réservée au cercle des initiés, la théologie chrétienne s'ouvre à un public toujours plus large qui suit l'attraction du religieux dans l'actualité culturelle, politique ou éthique.

L'édition religieuse a été pendant longtemps le champ clos de l'apologétique, de l'écriture sainte ou du témoignage édifiant. Son parti-pris se veut aujourd'hui plus pédagogique. Au titre de la bonne vulgarisation, quelques initiatives récentes doivent être signalées et d'abord la sortie, après huit années de travail préparatoire, d'une première encyclopédie, sorte de *Quid* du catholicisme (1).

*Théo* (préfixe de « théologie ») est une série de catéchèses vivantes de la foi chrétienne, présentant les grandes données doctrinales ou dogmatiques du christianisme, l'histoire, les textes fondamentaux des Eglises, leurs figures illustres, les relations entre le christianisme et les autres confessions. Mais c'est aussi une mine de renseignements pour ceux qui ne fréquentent pas les églises tout en reconnaissant dans le christianisme une part importante de leur culture.

Du récit de la conversion de Clovis aux analyses sur le vote des catholiques ; des déclarations de l'Eglise sur la dissuasion nucléaire à l'histoire des pèlerinages ou des apparitions mariales par un système de lecture à plusieurs entrées, permettant d'aller droit au renseignement recherché, *Théo* évite le piège du fourre-tout et remplit sa fonction encyclopédique.

Le *Dictionnaire de théologie*, que vient de réaliser un large éventail d'historiens, exégètes, moralistes ou philosophes pour les éditions du Cerf, n'est pas seulement, comme le précédent, un ouvrage de référence à consulter. En une centaine d'articles, le point est fait des recherches contemporaines sur les notions théologiques de base (« Sacrifice », « Résurrection », « Vie éternelle », « Trinité », etc., sans oublier celles comme la « Tradition », l'« Orthodoxie » ou le « Judaïsme », qui font parfois l'actualité (2).

Peut-on croire à une vie après la mort ? Est-il possible de prédire l'avenir ? Pourquoi l'Eglise n'admet-elle pas le remariage des divorcés ? En choisissant le biais non plus de la nomenclature, mais des questions posées par le grand public, y compris les plus embarrassantes pour les

## Fnac Autoradio Avec et sans rendez-vous,

### Le choix Fnac Autoradio.

Un large choix des meilleurs autoradios, haut-parleurs, alarmes et téléphones de voiture. Une sélection de 20 combinés autoradio et de 4 compact-disc testés par le laboratoire Fnac.

### Le conseil et la compétence Fnac Autoradio.

Une équipe de spécialistes pour vous permettre de choisir en toute objectivité et de faire installer, sans souci et sans risque, le matériel le mieux adapté à vos besoins.

### Les garanties Fnac Autoradio.

Garantie de 2 ans pour tous les matériels de la sélection Fnac. Garantie à vie de la pose de tout matériel acheté dans les Fnac ou Fnac Autoradio et monté par Fnac Autoradio. Garantie des délais annoncés, en cas de non respect de ceux-ci, Fnac Autoradio déduit de votre facture la pose de votre appareil.

Fnac Autoradio, 6 centres à Paris pour équiper votre voiture avec beaucoup, beaucoup d'adresses.

## nous équipons votre voiture avec beaucoup d'adresses.

Fnac Autoradio : les tests, le conseil et les garanties.

5521 من الأصل



## Société

## JUSTICE

Un juge d'instruction à Lyon pour consulter des documents ecclésiastiques et judiciaires

## Les secrets d'archives de l'affaire Touvier

Alors que M. Jean-Pierre Gatti, juge d'instruction à Paris, devait entendre pour la deuxième fois sur le fond, vendredi après-midi 16 juin, Paul Touvier, une véritable quête des archives concernant l'ancien chef du deuxième service de la Milice à Lyon a commencé. Le magistrat se rendra la semaine prochaine à Lyon pour y rencontrer Mgr Decourtray et prendre la mesure des documents ecclésiastiques accessibles, sans oublier les archives judiciaires, au palais de justice.

Les archives vont parler. Elles ont déjà parlé. Le premier — et depuis plus de trente ans — Paul Touvier a prélevé avec habileté, dans les malles où il entreposait ses secrets, les documents pouvant étayer sa défense. Ainsi loin que l'on remonte, l'ancien milicien — qui s'est lui-même décrit comme un manipulateur du rangement et des fichiers — a eu effet soigneusement classé sa correspondance et les innombrables documents se rattachant à son cas. Contrairement à ce qu'il a pu affirmer jusqu'à présent, toutes les pièces en sa possession ne lui sont pas forcément favorables.

Ainsi les quelques grands résistants dont il se prétend l'ami n'ont pas toujours plaidé en sa faveur, loin de là. En 1979, Paul Touvier présente pourtant Edmond Michelet, ancien député à Dachau et garde des sceaux du général de Gaulle, décédé en 1970, comme l'un de ses plus solides appuis. « S'il avait découvert que j'avais été un « bourreau » pendant l'Occupation, écrit-il dans un mémoire, il n'aurait pas cherché sans relâche à régler ma situation. Or il se désolait de ne pouvoir y parvenir, et combien de fois je l'entendis dire : « Je me heurte à des murs ».

Touvier a une singulière manière de présenter les choses. Il oublie simplement les innombrables interventions faites auprès de Michelet au début des années 60 et les rejets sans appel dont elles avaient été frappées. Dans une lettre du 20 juin 1960, le ministre de la Justice ne parle pas de Touvier en termes particulièrement amicaux : « Je m'empresse de vous faire connaître que les faits ayant entraîné la condamnation ne sont pas de ceux dont la législation en vigueur permet l'amnistie, indiquant-il. L'intérêt a été, en effet, condamné pour avoir exposé ou tenté d'exposer au public des tortures, la déportation ou la mort. Je n'ignore certes pas que M. Touvier conteste formellement cette culpabilité et que, semble-t-il, il en admette la matérialité. Mais quel qu'il en soit, il lui appartient de prouver, au cours d'une procédure de purge de condamnation, l'existence des griefs retenus contre lui ».

Bien loin d'appuyer les demandes de M. Touvier, Edmond Michelet l'invite donc, à ce moment-là, à se présenter devant ses juges. Il s'agit, pour le moins, d'une sévère menace par rapport à la présentation des faits proposée par Paul Touvier. Ses volumineuses archives personnelles sont ainsi susceptibles de se retourner en partie contre lui.

## Minutes de procès et documents de police

Enfermées dans plusieurs malles datant de la dernière guerre, elles ont été découvertes par les gendarmes de la section de recherches de Paris dans le monastère des carmélites intégrées de Mézière-en-Braine, dans l'Ardne. Si leur inventaire est désormais terminé, il faudra encore quelque temps pour que tous ces documents prennent leur juste place dans le dossier d'instruction. Ils sont venus naturellement rejoindre les dossiers dont le procureur ne se séparait jamais, épinglés au point des différents crimes que la justice lui reproche. Parmi d'autres documents, les enquêteurs ont retrouvé une chemise au nom de Mgr Charles Daquin, qui fit tout pour obtenir la grâce de l'ancien milicien.

Ces archives sont loin d'être les seules. Les minutes des procès de plusieurs chefs de la Milice à Lyon, après la Libération, sont ainsi amoncelées en un tas de dossiers d'instruction. Les pièces judiciaires concernant Joseph Lécussan, le supérieur de Touvier en 1943 et 1944, ou Henri Gomet, le tortionnaire des prisonniers

durant les interrogatoires, tous deux condamnés à mort et exécutés, permettront vraisemblablement de préciser certaines des attributions et des activités de Paul Touvier. D'autres minutes de procès pour vols et divers documents de police pourraient aussi être fort utiles pour éclairer la personnalité de l'accusé, qui vécut plusieurs années avec des prostituées.

Outre ces documents, le juge d'instruction devra bien sûr réexaminer en détail l'ensemble des pièces ayant servi aux procès des cours de justice de Lyon et de Chambéry, en 1945 et 1947, où le responsable du deuxième service, chargé du renseignement, fut à chaque fois condamné à mort par contumace, respectivement pour trahison et intelligences avec l'ennemi. De même M. Jean-Pierre Gatti procédera-t-il, avec l'aide d'un ou plusieurs magistrats, à l'examen des archives de la Gestapo lyonnaise où le nom de Touvier apparaît au détour de plusieurs dizaines de milliers de feuillets. Ces dossiers, exploités durant l'instruction du procès de Klaus Barbie, sont en dépôt à la cour d'appel de Lyon.

## L'appel de Mgr Decourtray à l'instruction

Sans débiter du cadre de son instruction, le juge acceptera aussi, probablement, la proposition du cardinal Albert Decourtray qui a déclaré ouvrir les archives de son diocèse à la justice dans un souci de « vérité ». A notre connaissance, le cas est unique dans l'histoire contemporaine en France. Mais les notes et les correspondances du cardinal Gerlier, archevêque de Lyon de 1937 à 1965, les archives de Mgr Charles Daquin, successivement secrétaire particulier du primat des Gaules et du cardinal Jean Villot, secrétaire d'Etat au Vatican, les documents (s'ils ont jamais été versés aux archives du diocèse) de l'abbé Vanthier, « aumônier » de la Milice, suffiront-ils à éclairer complètement le rôle de l'Eglise dans l'affaire Touvier ?

La volonté de Mgr Decourtray de couper court à la rumeur est en

tout cas incontestable. « Il n'y a rien de pire que les : « On dit que... », nous a-t-il déclaré. C'est pour éviter le mensonge rampant que je tiens à ce que la vérité soit connue. Mieux vaut un tort clairement établi qu'une innocence douteuse. C'est en tout cas ce que je crois lorsqu'il s'agit d'hommes et d'institutions de l'Eglise ». Aussi a-t-il pris trois historiens — René Rémond, Yves-Marie Hilaire et Gérard Cholvy (ces deux derniers auteurs d'une *Histoire religieuse de la France contemporaine*) — et le Père Jean Du Jardin, responsable des relations avec le judaïsme pour l'épiscopat, d'accepter de se constituer en groupe d'experts, éventuellement avec d'autres personnalités, afin d'étudier dans une perspective scientifique les mêmes archives et de rédiger un rapport dans un délai de deux années.

« Je ferai tout pour que ces historiens puissent travailler », insiste Mgr Decourtray. Avec son appui, les chercheurs désignés pourraient ainsi tenter d'avoir accès à d'autres archives ecclésiastiques. Est-il permis de rêver ? Il serait intéressant de consulter les papiers du cardinal Villot, puisque la rumeur a parfois voulu que le secrétaire d'Etat ait appuyé l'action très offensive de Mgr Duquaire en faveur de Touvier. Le Vatican, dans le passé, a déjà permis l'étude des archives de son secrétaire d'Etat. Le dépeuplement des notes et autres écrits de certains cardinaux prêtres de l'archevêché de Paris pourrait aussi apporter des confirmations ou des démentis sur le rôle de l'Eglise dans la grâce accordée par le président Georges Pompidou, en 1971, à Paul Touvier, grâce portant sur deux peines accessoires : la confiscation des biens et les interdictions de séjour.

La course aux archives est bien lancée. Un dossier de plus ne pouvant nuire à l'établissement de la vérité, il semblerait logique que la chancellerie accepte enfin, après deux refus — l'un de M. Alain Chaland, l'autre de M. Pierre Arpaillange — de communiquer au juge d'instruction le fameux dossier de recours en grâce conservé à l'abri des regards indiscrets à la direction des affaires criminelles.

LAURENT GRELSAMER.

M. Pierre Arpaillange à l'Assemblée nationale

## Les mesures de grâce concernant 3 000 condamnés sont « équilibrées et normales »

Interrogé le 15 juin au cours des « questions écrites » à l'Assemblée nationale (nos dernières éditions du 16 juin), le ministre de la Justice a évalué à 3 000 le nombre des condamnés appelés à bénéficier des mesures de grâce collective. Ils devraient être libérés de manière échelonnée dans un délai de quatre mois.

L'agitation des détenus, qui estiment que ces mesures sont trop restrictives, persiste notamment à la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille, dans les prisons Saint-Paul et Saint-

tribunaux correctionnels (où l'on

pourrait compléter certains litiges traités par des citoyens juges professionnels) — et des temps forts où M. Arpaillange a montré qu'il savait se mettre en colère et manier la pique, même s'il a parfois soigneusement répondu à côté des questions posées.

Lui demande-t-on — M. Francis Delattre (UDF) — s'il a écrit au

commissaire Jobic pour s'enquêter, le ministre s'empresse, expliquant qu'il a écrit au ministre de la Justice, mais une lettre « où il regrette les insultes déversées sur son dos ».

## La crise budgétaire

Sommé de s'expliquer sur les grâces, il déclare qu'elles seront « équilibrées et normales » et conduiront vraisemblablement à la libération d'environ 3 000 détenus dans un délai de quatre mois. Les dossiers des étrangers seront l'objet d'un examen spécial « afin d'éviter la recrudescence à la frontière dans les cas où elle entraînerait des conséquences familiales dramatiques ».

Après le décès des victimes des attentats terroristes chez le juge Boulogne (le Monde du 16 juin), M. Arpaillange souligne que l'une d'elles, qui se plaignait de n'avoir pas été indemnisée, a en réalité touché 160 000 francs de provision, car, tout en ayant « beaucoup de respect pour les victimes », il faut, estime le ministre, « redresser l'image » de leur indemnisation qui leur avait été attribuée à l'initiative du juge antiterroriste.

Le débat s'est un peu animé après la question de M. Pierre

Joseph de Lyon, et Polisy où la police est intervenue, dans les établissements pénitentiaires de Caen, Rouen, Lons-le-Saunier, Draguignan, Toulon, Cluses et Fleury-Mérogis. Alors qu'à la chancellerie on redoutait pour M. Arpaillange le difficile exercice des « questions écrites », le ministre de la Justice, qui a su être parfois mordant, a bénéficié de l'effet Naccache : le RPR, qui avait initialement envisagé d'en découdre, est finalement apparu gâté par les déclarations jugées lapidaires de M. Jacques Chirac.

Quant à la prise budgétaire de la justice, dénonce la gauche par une dizaine d'organisations syndicales. « Je ne suis pas de ceux qui croient que le budget de la justice sera sacrifié », a répondu le garde des sceaux, qui pense que certains syndicats ont parlé « à la légère ». Si M. Jean-Louis Debré (RPR) demande si on a pensé à créer des postes d'éducateurs, d'assistants sociaux et de juges d'application des peines pour encadrer les sortants de prison grâce à M. Jean-Pierre Michel réclame un éducateur pour Ann Naccache, — M. Arpaillange s'amuse : « Si l'on estime que 3 000 détenus seront libérés, avec M. Naccache cela fera un de plus ».

M. Robert Pandroux (RPR), très attaché, comme il l'a démontré de 1986 à 1988, à l'indépendance des magistrats, demande, pour sa part, quand sera réformé le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), comme s'y était engagé le président de la République en 1981. M. Arpaillange — qui se défend de privilégier le Syndicat des magistrats dans les nominations récentes (« C'est faux et scandaleux (...) car nous ne nous faisons pas de discrimination selon l'appartenance syndicale »), lui renvoie la balle : « Il serait bon, en effet, pour le J.O. de nous renvoyer ce pouvoir, de garantir, dès maintenant et de façon plus formalisée, l'indépendance des magistrats du siège, également en réformant le CSM ». Quant à « changer une fois », il n'a pas été question, le ministre de la Justice ayant feint de ne pas avoir entendu la question.

AGATHE LOGEART.

## Un gardien de la paix aux assises des Bouches-du-Rhône

## Les risques du contrôle arme au poing

## AUX-EN-PROVENCE de notre envoyé spécial

En janvier 1989 les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence analysaient la mort de Christian Dovo, tué à Marseille le 2 février 1988 par un policier qui l'avait pris pour un voleur de voitures, en écrivant : « Il s'avère que cette issue fatale a précédé en l'espèce, non pas de la simple action fautive de l'inculpé, mais d'une succession de comportements délibérément agressifs développés par ce dernier en dehors de tout contexte de légitimité ».

M. Jean-Pierre Gatti, conseiller de la famille Dovo, a rappelé ce passage de l'arrêt renvoyant le gardien de la paix Jean-Pierre Aveline devant la cour d'assises des Bouches-du-Rhône pour répondre du crime de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Car pour l'avocat « le geste criminel est un tout » et il n'a pas voulu limiter sa plaidoirie à la seule contestation de la thèse du policier selon laquelle la victime aurait participé à sa propre fin en tentant de le désarmer. Etait-il normal que ce contrôle d'identité justifié par le soupçon d'un trafic de voitures soit effectué à la main ? M. Gatti n'est pas le seul à poser cette question, qui a occupé une grande partie des débats et dont la présidence, M. Mario-Geneviève Viangelli, a fait son leitmotiv.

Tenter d'y répondre, c'était nécessairement revenir à la formation des policiers et, surtout, aux critères relatifs à l'usage des armes, qui leur ont été inculqués par l'école et par l'entraînement. Cité comme témoin, un enseignant de l'école de formation des gardiens de la paix de Vauves a expliqué qu'il était chargé de préparer les jeunes fonctionnaires « à une police préventive, en leur donnant les bases juridiques nécessaires ».

Mais il a bien insisté sur le fait qu'il s'agissait pour lui d'instruire des gardiens de la paix devant agir « en uniforme ». Membre d'une brigade de sécurité du secteur nord de Marseille, Jean-Pierre Aveline était en civil le jour des faits et les cours de droit ne semblent pas lui avoir permis de faire la distinction entre les conditions juridiques permettant

un contrôle d'identité et l'état de « flagrance », qui accompagne la constatation d'un délit. « Là-dessus, vous n'avez peut-être pas bien assimilé », remarque la présidente.

L'enseignant a admis qu'il y a « un problème de formation continue », tout en faisant une différence entre « la police préventive » et « la police d'investigation, pour laquelle nous n'avons pas formé ». Avant d'ajouter : « Statistiquement nous ne connaissons pas les gardiens de la paix en civil », dans une phrase qui est allée droit au cœur des syndicalistes policiers, particulièrement attentifs au débat.

Il semble bien, en effet, que ce procès soit aussi celui d'une certaine conception de la police où des fonctionnaires mal formés, partagés entre l'administratif et le judiciaire sont utilisés à des tâches qui ne sont pas les leurs. Aveline n'est pas un cowboy, observait l'ingénieur de personnel, mais le policier semble convaincu d'avoir obéi aux consignes de sa hiérarchie lors de ce drame qu'il considère comme « un accident ». Dans ce contexte, le terme de « bavure » ne convient plus mais aujourd'hui Aveline est seul dans le box des accusés face à une famille qui ne comprend pas pourquoi on a pu tuer un jeune homme de vingt-six ans dont le seul crime a été de tourner autour d'une voiture volée.

MAURICE PEYROT.

Deux nouvelles inculpations dans l'affaire des attentats racistes de la Côte d'Azur. — M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse (Alpes-Maritimes), a inculpé et fait écrouer, jeudi 15 juin, deux personnes impliquées dans les attentats racistes contre des foyers de travailleurs immigrés de la Côte d'Azur (un mort et une douzaine de blessés en 1988). Il s'agit de Gilles Dehors, trente ans, arrêté à son domicile de Montpellier, et de Maurice Dehors, cinquante-deux ans, père du précédent, arrêté à Mougins. Le fils est considéré comme le fournisseur des détonateurs utilisés lors des attentats des 9 mai et 19 décembre 1988 à Cannes-La Bocca et à Capras-sur-Mer. Orce personnes ont déjà été inculpées dans cette affaire.

## La ville de Strasbourg restitue un tableau à sa propriétaire

La ville de Strasbourg a pris la décision de rendre à l'une de ses administrées un tableau du dix-septième siècle attribué à Simon Vouet (le Monde du 16 février). A l'origine, en 1986, la propriétaire du tableau, M. Marie-Madeleine Faltin, avait signé avec la ville de Strasbourg une promesse de vente pour la somme de 300 000 F. Mais à l'époque, il ne s'agissait « que » d'une « œuvre originale du dix-septième siècle ». Elle avait été confiée à la garde des musées de Strasbourg. Après une expertise dans les laboratoires du Louvre, le tableau d'« école de Vouet » était devenu « attribué à Vouet ».

La différence n'est pas seulement systématique. Dans ce cas, le prix d'achat peut évoluer du simple au quintuple. D'où une série d'actions en justice engagées par M. Faltin et l'inculpation d'abus de confiance, en décembre 1988, de M. Jean-Daniel Ludman, conservateur du Musée des arts décoratifs. La restitution du tableau à sa propriétaire aura probablement pour effet d'annuler la procédure pénale.

## SIDA

## Mort du fondateur de « David et Jonathan »

Gérard de la Mauvinière est mort du sida à l'hôpital de la Salpêtrière (Paris) le 14 mai dernier, jour de la Pentecôte, alors que se tenaient les assises annuelles du mouvement d'homosexuels chrétiens David et Jonathan, qu'il avait fondé en 1971.

Né le 20 mai 1939 à Hastings (Angleterre), Gérard de la Mauvinière était membre du mouvement Arcadie quand, avec Max Lyonnet, prêtre parisien, il réunit pour la première fois, en janvier 1972, des homosexuels s'affirmant comme chrétiens, mais exclus de leur Eglise. Dix ans plus tard, David et Jonathan se constituait en association loi 1901 et son fondateur,

Gérard de la Mauvinière, s'était retiré de la résidence.

David et Jonathan regroupe environ deux mille inscrits et sympathisants, qui se réunissent en groupes de prière, de lecture de la Bible ou de formation théologique. Plus d'une centaine de prêtres appartenant à ce mouvement « interconfessionnel », qui réunit des catholiques, des protestants, mais aussi des musulmans et des athées.

Gérard de la Mauvinière avait milité pour la reconnaissance des homosexuels dans l'Eglise catholique. Sous le titre « J'ai le sida », il avait confié son témoignage de croyant, d'homosexuel et de malade au mensuel Panorama (mai 1988). Ses amis lui rendront hommage, samedi 24 juin, à l'Eglise Saint-Merri (Paris 4), à 10 heures.

## LOGEMENT

## Chargée de gérer des foyers de migrants

## La SONACOTRA est secouée par un conflit social

La SONACOTRA, l'entreprise qui gère la moitié des foyers français accueillant des travailleurs migrants (nationaux et étrangers), est à nouveau en crise. Après les grèves de foyers, les manifestations de protestation contre le débâtement des locaux et les attentats meurtriers perpétrés contre certains établissements du Midi, c'est aujourd'hui un conflit interne qui secoue l'entreprise. Les représentants du personnel sont en désaccord total avec la politique de la direction.

M. Michel Gagneux, qui vient du cabinet de M. Georges Dufour, ministre des affaires sociales, a été nommé à la tête de la SONACOTRA en 1985. Depuis lors, il applique un plan de réorganisation fondé sur trois thèmes : économie, diversification, communication.

En trois ans, les effectifs de l'entreprise ont passé de 2 300 à 1 300 personnes. Le nettoyage, par exemple, a été confié à un sous-traitant, ce qui a entraîné le licenciement de 800 femmes de ménages. La direction veut également élargir son rôle au logement de ces nouveaux migrants qui sont les étudiants, les cadres en mission et les stagiaires en formation. Cette clientèle demande des logements provisoires, relativement peu coûteux, se situant entre l'hôtel classique et le foyer de jeunes travailleurs.

M. Gagneux veut en profiter pour ouvrir ses foyers à d'autres catégories que les travailleurs étrangers qui, selon lui, les transforment trop facilement en ghettos. Enfin, la nouvelle politique de relations publiques conduit la Sonacotra à « sponsoriser », par exemple, un bateau de course dans la « Business Cup » qui s'est courue dernièrement à Saint-Tropez.

Ces trois orientations sont contestées par la plupart des syndicats du personnel. Ils rappellent que la Sonacotra a été créée voici trente ans sous forme de société nationale d'économie mixte pour remplir une mission sociale : loger les travailleurs migrants français et étrangers. A ce titre, elle reçoit des subventions de l'Etat et a construit 340 foyers, qui reçoivent à travers la France 70 000 personnes. Elle doit continuer à assurer sa tâche et favoriser ainsi, en les hébergeant, l'intégration des étrangers en France.

Le comité d'entreprise, réuni récemment, reproche à M. Gagneux de mener une politique antisociale en licenciant le personnel, en négligeant l'entretien des établissements et en voulant diversifier les activités de l'entreprise alors qu'elle a déjà du mal à assumer la tâche qui lui a été confiée.



Même quand on fait un métier qu'on adore depuis 60 ans,  
il faut s'arrêter de temps en temps pour souffler.



Si vous n'avez pas fait trop de vent en tournant la page précédente, il doit y avoir encore 60 bougies allumées sur ce gâteau d'anniversaire. En tout cas, on peut dire que vous tombez bien: Delta Air Lines vient d'avoir 60 ans. Alors nous nous sommes permis de faire une petite pause quelques instants, non pas pour nous reposer, mais pour fêter notre anniversaire. Voilà déjà 60 ans que nous aimons voler et que nous le montrons. Le temps est passé tellement vite. Mais vous savez ce que c'est quand on adore son métier. Nos 60 ans, c'est aussi 60 ans de succès. Depuis maintenant 15 ans, les indices de satisfaction des passagers américains désignent

Delta Air Lines comme la meilleure compagnie aérienne des Etats-Unis. Et ce n'est pas par hasard. Notre long et solide passé nous a apporté exigence et expérience. C'est ainsi par exemple que nos 55 000 employés vous assurent chaque jour grâce au système Delta quelques 4 000 vols vers plus de 250 villes dans le monde. En quelque sorte, ce sont ces 60 bougies qui vous garantissent un service aérien supérieur pour tous vos voyages aux Etats-Unis. Si vous désirez plus de renseignements ou simplement nous souhaiter un bon anniversaire, appelez Delta Air Lines au (1) 47 68 92 92. Les cadeaux sont à adresser au bureau de vente: Delta Air Lines 4, rue Scribe 75009 Paris.



**DELTA AIR LINES**  
*Nous Aimons Voler Et Ça Se Voit.*

© 1989 Delta Air Lines, Inc.

مكتبة الامن الاول



# Sports

## ATHLÉTISME : l'enquête canadienne sur le dopage

### « Big Ben » à l'heure des vérités

Les travaux de la commission royale d'enquête sur le dopage des athlètes canadiens ont des conséquences immédiates. Principale cible de l'accusation à la suite du scandale provoqué par la qualification aux Jeux de Séoul, Ben Johnson a été d'une franchise qui a ému les instances canadiennes désormais ecclésiastiques à la clémence. En revanche, la Fédération internationale d'athlétisme amateur (FIAA) y a trouvé motif à plus de sévérité : elle envisage des sanctions contre les champions qui passeraient aux Jeux après avoir échappé aux contrôles antidopage.

MONTREAL  
de notre correspondant

« J'ai menti. J'avais menti pour ma famille, mes amis et les jeunes qui m'admiraient. J'étais complètement dans le pétrin. » Devant le juge, devant la Bible sur laquelle il a juré de dire toute la vérité, Benjamin Sinclair Johnson Junior, la tête baissée, les yeux mouillés, a craqué. Il a promis de ne plus jamais recommencer, il a supplié les jeunes de ne pas prendre de stéroïdes et autres drogues, il a assuré le public qu'il serait en mesure de battre « n'importe qui au monde » sans tricher si on l'autorisait à courir de nouveau pour « son » pays, le Canada, où il est arrivé en 1976, après avoir quitté, à quinze ans, sa Jamaïque natale, avec sa mère et une partie de sa famille.

Le repentir était sincère, les sarcasmes auraient été indélicats et déplacés. D'ailleurs, dans la salle d'audience de la commission royale d'enquête sur le dopage des athlètes canadiens (1), l'assistance a mis un point d'orgue à ces aveux touchants, quoique bien tardifs, en applaudissant le héros, dont les fautes sont déjà à moitié pardonnées. Le juge Charles Dubin a, quant à lui, décidé d'abréger l'interrogatoire de Ben Johnson, qui sera resté à la barre pendant deux jours, alors que son entraîneur Charlie Francis et son médecin Jamie Astaphan avaient été respectivement questionnés durant huit et six jours.

#### « Le courage et la franchise »

Le ministre canadien des sports, M. Jean Charest, s'est aussitôt déclaré « impressionné par le courage et la franchise » de l'homme qu'il avait à jamais privé du droit de courir pour le Canada, au lendemain de sa disqualification à Séoul. Il ne fait maintenant plus de doute que, si le juge Dubin recommandait la clémence, Ben Johnson pourra de nouveau défendre les couleurs de « son » pays, peut-être même, comme il souhaite si vivement, dès les Jeux olympiques de Barcelone en 1992.

Il aura donc fallu six mois d'enquête, au cours desquels soixante et un témoins se sont succédés à la barre, pour confirmer ce que les chimistes employés par le Comité international olympique avaient consciencieusement établi : l'homme le plus rapide du monde était dopé à Séoul — il a admis avoir reçu sa dernière injection le 28 août 1988, vingt-six jours avant la finale du 100 mètres — et l'utilisation des stéroïdes remontait chez lui à plusieurs années.

Sur ce dernier point, les détails ne manquent plus. Au club d'athlétisme de Toronto, Charlie Francis a pris en main en 1977 un gringalet sans le sou — sa mère faisait des ménages pour que vive sa famille — fraîchement débarqué de son île ensoleillée. L'adolescent a vite progressé. Aux championnats juniors pan-américains de 1980, Ben Johnson avait remporté une sixième place avec un chrono de dix secondes et quatre-vingt-huit centièmes au 100 mètres. La course avait été remportée par un nouveau venu : un Américain nommé Carl Lewis.

L'année suivante Charlie Francis, qui avait lui-même utilisé des produits dopants pour obtenir

hormones de croissance; Charlie Francis l'a affirmé. Quelques-uns ont nié sans vraiment convaincre.

Très fier de montrer que ses services étaient partout requis, le docteur Astaphan, dans une énumération à la Prévert, a en outre cité parmi ses « fidèles » cinq Américains, trois Italiens (dont Pier Francesco Pavoni, meilleur sprinteur de son pays, pris au piège par une conversation téléphonique enregistrée par le médecin fournisseur), deux Allemands de l'Est, un Allemand de l'Ouest, un Autrichien, un Finlandais, un Suédois, un Bulgare, un Danois et cinq ressortissants de pays africains. La liste valait pour l'athlétisme. Le doc-

teur Astaphan a narquoisement signalé en passant qu'il pratiquait aussi son art dans le cyclisme, le ski, le volley-ball, l'haltérophilie et le football américain, avant de préciser que sa multinationale du dopage pluridisciplinaire, basée depuis 1986 dans l'île antillaise de Saint-Christophe, avait perdu un à un tous ses clients depuis le scandale de Séoul.

Le médecin a aussi expliqué comment il avait réussi, par athlètes interposés, à déjouer, avant les derniers Jeux olympiques, tous les contrôles organisés lors des grandes compétitions internationales, y compris ceux des championnats du monde de Rome en 1987, où Johnson a pulvérisé le record du 100 mètres en neuf secondes et quatre-vingt-trois centièmes.



Carl Lewis (à gauche) et Ben Johnson, ici côte à côte à Séoul, en septembre dernier, s'apprêtaient à se retrouver dans une compétition « propre » aux Jeux olympiques de Barcelone, en 1992.

des performances sur les stades à la fin des années 60, a convaincu Ben Johnson d'utiliser des stéroïdes en lui expliquant que toute l'élite sportive s'y adonnait déjà et qu'il s'infligerait un sérieux handicap s'il choisissait de faire bande à part. Depuis lors, au début de chaque grande session d'entraînement, et pendant six semaines consécutives, Ben Johnson a suivi le « programme pharmacologique » de Francis, dit « le Chimiste », qui a passé le relais en 1984 au docteur Jamie Astaphan, l'alchimiste le plus réputé des adjuvants sportifs sur tout le continent.

#### La multinationale du docteur Astaphan

An lieu de nier obstinément avoir pris « sciemment » des substances prosrites, Ben Johnson aurait certes pu dire la vérité; le juge Dubin aurait vagué à ses occupations habituelles. Le « grand débailage » de la commission d'enquête a toutefois bel et bien permis, depuis janvier dernier, de découvrir les rouages et de mesurer l'étendue du dopage au niveau international.

Ben Johnson n'est pas le cas isolé qu'il aurait pu rester. Ses douze coéquipiers du Mazda Club de Toronto — l'élite de l'athlétisme canadien — absorbaient tous autant de potions, qu'elles aient pour nom Stanozolol, Furazabol, Astrogol, testostérone ou

testostérone. Le médecin a aussi expliqué comment il avait réussi, par athlètes interposés, à déjouer, avant les derniers Jeux olympiques, tous les contrôles organisés lors des grandes compétitions internationales, y compris ceux des championnats du monde de Rome en 1987, où Johnson a pulvérisé le record du 100 mètres en neuf secondes et quatre-vingt-trois centièmes.

Un jeu d'enfant, a-t-il soutenu. Parce que certains stéroïdes — le Dihydro-testostérone par exemple — sont indétectables. Parce que d'autres, comme le Furazabol, que le médecin a découvert en 1985 grâce à un athlète d'Allemagne de l'Est, ne laissent plus aucune trace, trois à onze jours après leur absorption. Parce qu'il existe enfin des produits « masquants », dont la consommation — le plus efficace d'entre eux — n'est même pas bannie par les instances internationales.

Ces dernières ont été mises en cause à plusieurs reprises devant le juge Dubin. Ainsi, le vice-président du Comité olympique international, M. Dick Pound, a estimé que la Fédération internationale d'athlétisme amateur, qui, à peine le témoignage de Johnson terminé mardi, décidait d'intensifier sa lutte antidopage, avait par le passé « peut-être omis de considérer des tests positifs, ou encore ordonné de ne pas prendre certaines substances en ligne de compte ». « Nous avons tout fait pour forcer les fédérations à adopter des programmes de contrôle. Plusieurs d'entre elles l'ont fait (...), sans toujours appliquer les programmes bien consciencieusement », a-t-il déclaré.

Appelé à la barre des témoins juste après Ben Johnson, Bernd Heller, ancien perchiste devenu commentateur sportif pour le réseau de télévision ouest-allemand ZDF, a, quant à lui, affirmé que l'équipement plus sophistiqué installé à Séoul pour contrôler les sportifs avait permis de relever soixante-dix tests positifs, dont les trois quarts sur des concurrents inscrits en athlétisme.

« Machine à muscles », soutient-il en avoir jamais été averti.

Relativement épargné par son médecin et son entraîneur dans leurs déclarations sous serment, « Big Ben » n'a pas hésité à accuser ceux qui étaient « bien trop contents de faire de l'argent » sur son dos pour l'informer des dangers qui le menaçaient.

#### « Machines à muscles »

« Machine à muscles » condamné à ne jamais avoir de rats, il ne pardonne apparemment pas à Charlie Francis de l'avoir menacé de le laisser tomber quelques mois avant Séoul parce qu'il avait refusé d'honorer certains engagements lucratifs en Europe. Ben Johnson avait préféré soigner correctement sa blessure à la cuisse gauche pour améliorer ses chances de gagner aux Jeux olympiques.

Il n'a pas non plus oublié, par exemple, qu'il a dû payer à Séoul 27 000 dollars américains de sa poche pour les frais d'hôtel et de restaurant de son médecin, de son agent et leurs épouses, qui refusaient d'aller au village olympique réservé aux parents et amis des athlètes.

Un seul point reste finalement inexplicable dans le scandale Johnson : comment la stratégie « infatigable » du docteur Astaphan a-t-elle pu échouer? D'où vient le Stanozolol retrouvé dans les urines de Johnson, alors que son entraîneur et son médecin ont soutenu que leur champion ne consommait plus depuis longtemps cette substance, censée ne pas lui convenir?

Curieusement, les questions que les avocats voulaient poser à Johnson à ce sujet ont été écartées par le juge Dubin, qui a affirmé « disposer de preuves » sur ce chapitre.

Sans attendre d'en savoir plus long, Carl Lewis, qui se dit toujours au-dessus de tout soupçon, a proposé à son rival malchanceux d'organiser un plus vite un nouveau duel, « propre » cette fois, à l'occasion d'une course-spectacle dont le but premier serait de dénoncer l'usage de toutes les drogues dans le sport.

MARTINE JACOT.

(1) La commission royale d'enquête sur le dopage n'a aucun pouvoir judiciaire. Elle est seulement chargée de faire des recommandations au ministre canadien des sports.

## MOTOCYCLISME : l'Inca Rally

### Le Pérou sur deux roues

Le pilote italien Angelo Signorelli a remporté, jeudi 15 juin, la troisième édition de l'Inca Rally, une épreuve de 4 000 kilomètres disputée sur les pistes du Pérou. Cette année, quatre-vingt-quatre motards, de dix-huit nationalités avaient pris le départ de Lima, le 6 juin, pour affronter les chemins de pierres qui les ont conduits, en neuf étapes, des bords du Pacifique aux sentiers de la cordillère andine.

#### Cuzco de notre envoyé spécial

L'arrête pas de rumber sa déception, le grand Thierry Magnaldi. Ancien champion de Franco d'enduro, pilote professionnel chez Honda, il est gris, les traits creusés. Il grimace à chaque mouvement et regarde avec ostentation sa main plâtrée : fracture du métacarpe. Il est tombé dans l'épreuve spéciale de Puno-Cuzco, de l'Inca Rally à moto.

A ce moment-là, il était en tête de la course. Mais il a tout oublié. Il a perdu connaissance dans le Puno, à 4 000 mètres d'altitude, « sous une mauvaise pierre », dit-il. Il est revenu à lui, est remonté sur sa 600 XR Honda, à moitié groggy. Les autres l'ont dépassé, mais il a quand même rallié Cuzco par ses propres moyens.

Il rouspète. « J'étais tout près de la victoire dans ce rallye de l'aventure au Pérou. » Il lui restait l'aller et retour de Cuzco à Puno, 600 kilomètres en franchissant la cordillère par des pistes impossibles, pour redescendre dans la plaine amazonienne et la Maître de Dios. Sept heures de course environ, autant pour revenir à Cuzco le lendemain.

Il regrette d'avoir manqué ces deux étapes apothéoses où des motards italiens, peu connus, ont caracolé en tête. L'année dernière, Thierry avait fini cinquième de l'épreuve. Il avait déjà chuté dans la dernière édition du Paris-Dakar, à trois jours de l'arrivée. Mais il estime qu'il a connu un peu trop d'incidents depuis quelques mois. « Je roulais un top. Quand on se met dans le rythme, on ne pense plus qu'à foncer. Un cell sur la piste, un autre sur le livre de bord. » Mais après tout, ce sont les risques du métier.

Un autre favori français du rallye, Cyril Neveu, cinq fois vainqueur du Dakar, navigue ici assez loin du premier. Ce rallye péruvien serait-il particulièrement dif-

ficile? « Il n'y a pas plus dur que le Dakar, dit Thierry. Ici, c'est peut-être plus technique, mais moins cassant. Ça se joue au pilotage. Le soir, on est quand même aussi fatigués qu'au Dakar. J'ai compté environ 3 000 virages dans chaque spéciale. »

Il vient au Pérou pour le pays, pour l'ambiance « chaleureuse », et l'organisation italienne, ajoutée, est « absolument remarquable ». Un parcours de 5 000 kilomètres, le sable des plages du Pacifique, la piste qui grimpe à 5 000 mètres d'altitude, la Puna immense encadrée par les glaciers : l'Inca Rally est maintenant au calendrier international de motocyclisme. Cette année, quatre-vingt-quatre pilotes de dix-huit nationalités différentes ont quitté Lima le 6 juin. Il n'en restait que trente-neuf au départ de Puno Maldonado, mercredi matin.

#### Jusqu'à la chute

Thierry Magnaldi, premier à l'aller, perdait quarante minutes dans la spéciale avant Arequipa, « arrêté par ses trous d'eau », dit-il. Il gagnait le lendemain la boucle par équipes, dans la vallée des Volcans, gagnait encore l'étape Arequipa-Puno, revenait à la quatrième place et reprenait la tête dans la spéciale de 340 kilomètres, entre Puno et Cuzco. Jusqu'à la chute.

A ce moment-là, laissé seul en pleine nature, isolé dans un secteur où rôdent les bandes armées du Sendero lumineux, il n'avait vraiment pas pensé à cet aspect particulier de l'épreuve. Comme les autres, il a bien entendu parlé du terrorisme.

Il était même à Lima quand huit militaires de la garde présidentielle ont été tués dans un attentat. Mais la caravane du rallye — deux cent cinquante personnes — a heureusement traversé le pays en trombe, sans incident majeur, et les motards n'ont pas trop le temps de regarder le décor.

Pendant l'après-midi, la cérémonie de clôture a eu lieu, cette année dans un cadre exceptionnel, les ruines de Machu Picchu, dans la vallée de l'Urubamba, haut lieu du tourisme. Pour la première fois, les « senderistas » ont planté la semaine dernière leurs petits drapeaux sur le chemin de l'Inca, un sentier de crête qui aboutit à la forteresse de Machu Picchu. Coïncidence.

MARCEL NIEDERGAANG.

## LES HEURES DU STADE

### Athlétisme

Réunion internationale d'épreuves combinées. — Samedi 17 et dimanche 18 juin à Götzis (Autriche).

### Automobilisme

Grand prix du Canada de Formule 1. — Dimanche 18 juin à Montréal. (TF1 en direct à partir de 17 h 55).

### Basket

Championnate d'Europe. — Zagreb (Yougoslavie) à partir du mardi 20 juin.

### Cyclisme

Tour de l'Ande-Midi. — Jusqu'au dimanche 18 juin. (La 5, résumée dans « Télé-Match », dimanche à partir de 18 h 50).

### Golf

Open de France Féminin. — Fourqueux (Yvelines) jusqu'au dimanche 18 juin. (FR3, finale en direct dimanche à 16 h).

### Judo

Tournoi international. — Tbilissi (URSS) jusqu'au dimanche 18 juin.

### Rugby

Tournoi de l'équipe de France en Nouvelle-Zélande. — Samedi 17 juin, premier test-match à Christchurch. (A 2, en direct à 4 h 55, en direct hors-décalage « Samedi Passion » à partir de 14 h 10).

Sports équestres. Coupe des nations. — Aix-la-Chapelle (RFA). Jusqu'au dimanche 18 juin.

### Voile

Kourou Cup. — Match racing en baie de Saint-Tropez, jusqu'au dimanche 25 juin.

## SUR CANAL PLUS

### Les jeux du siècle

LS seront au rendez-vous des souvenirs, les champions qui ont émerveillé notre enfance comme les athlètes héros des derniers JO de Séoul. Pour le plaisir des nostalgiques et pour tous les amoureux de compétitions sportives, Canal+ propose aux abonnés de la chaîne cryptée vingt-quatre heures de spectacle. Sous le titre « Les jeux du siècle », l'équipe de Charles Bioty programme, du vendredi 16 juin à 19 h 30 au samedi 17 à la même heure, des documents pleins d'émotion où l'on retrouve les grands noms du sport.

Difficile de choisir entre les réunions d'athlétisme où se produisent Mimoun et Carl Lewis, les combats de boxe où s'affrontent Monzon ou Frazier, les meetings de natation où une Caron précède une Caron, les matches de football d'une équipe de France présente en Coupe du Monde, les revers de Noeh face à Mets Wilander.

Un programme exceptionnel d'images à tenir éveillé bien des téléspectateurs. Une rétrospective seulement interrompue par la diffusion de deux films : les Rois du sport, une comédie de 1937 avec Fernandel, et le Triporteur, (1957), avec Darry Cowi; deux manières de rester dans le sport en souriant.

## ÉLECTIONS EUROPÉENNES

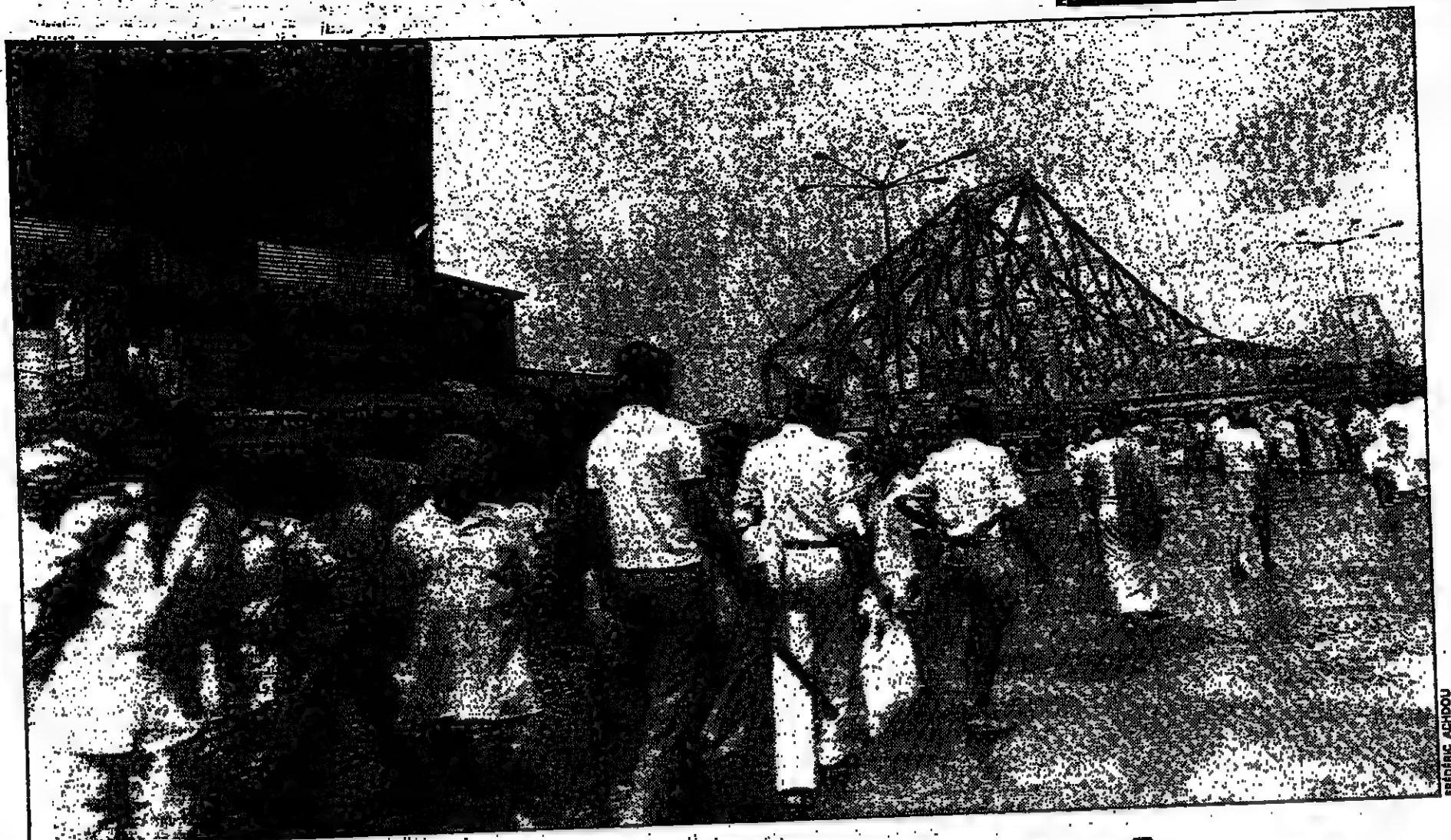
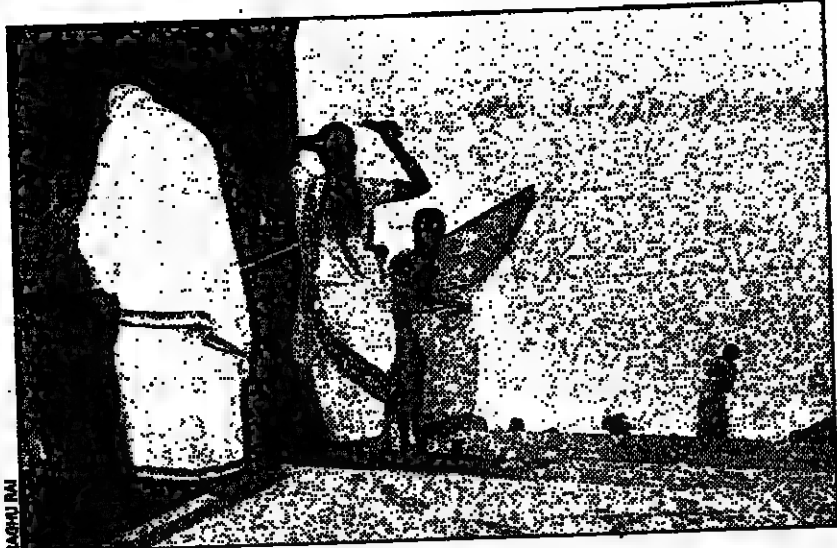
### Tous les résultats du 18 juin

Service télématique du Monde

36.15 LM



# Le Monde SANS VISA



Gange  
rédeigneur  
et clubs  
anglais,  
caïds  
de Burrabazar  
et poètes  
du Coffee House.  
Découverte  
sans détours  
ni préjugés  
d'une ville  
où se résume  
l'Inde  
des extrêmes.

## Calcutta, Inde extrême

par Laurent  
Zecchini

**C**OMME le dit son maître, Kamal Kumar Basu, la pauvreté, l'Inde en racaport, comme un coquet de ses extrêmes, une marmite où l'on pêche l'horreur ou la beauté, avec une même fascination. Calcutta ne laisse pas indifférent. Elle demande du temps. Si on la prend sans la désirer, sans l'aimer, elle n'offrira que ses plaies, purulentes. C'est une globalité, à accepter tout entière ou à fuir, par le premier avion. Calcutta est aussi une mosaïque : son unité c'est sa diversité. Calcutta est une odeur, parfois une peinture, envahissante. Mais c'est d'abord le Gange, et Kâli.

Le fleuve rédeigneur s'est camouflé de la couleur de ce ciel antonciateur de monsoon, gris sale. Il est 5 h 30 et Babughat s'éveille, comme tous les jours, avec volubilité. En haut des marches, les corps sont étendus, quasi nus, luisants d'huile, avec d'autres corps sur eux, à califourchon. Les premiers ont la peau claire des Bengalis de souche, les autres, plus foncés, viennent de l'Orissa ; c'est du Cartier-Bresson, revu par Renoir. Les massifs sont d'os, les yeux mi-clos, attentifs au lent glissement du plaisir : le masseur est à genoux sur la colonne vertébrale et il se hisse vers les cervicales. Les échine ploient et les côtes sautillent. C'est un ballet très lent et très beau. Sur la musique du Gange. Là, une paume est longuement étirée, ici, un pied est malaxé, ailleurs, des pommettes sont pétries.

Brusquement, un bruit terrible : le train déboile sur la voie de chemin de fer située à 3 mètres au-dessus du salon de massage en plein air et les « ablutionnistes » n'ont pas levé la tête. Un petit homme, vêtu de blanc et le visage strié de marques vermillons, se concentre devant un autel en

miniature où reposent une urne funéraire et une bougie à la flamme vacillante. Il rendra tout à l'heure au fleuve les cendres familiales. Celles-ci, avec des paquets de fleurs fanées qui viennent des antres domestiques, et aussi quelques charognes gonflées, iront nourrir le fleuve. Le Gange est un lavoir purificateur. Au coudé à coudé, des hommes se savonnent, des femmes lavent du linge qu'elles tordent et tordent ensuite pour qu'il devienne corde. Un homme, encore, recouvert de l'onguent grisâtre, écarte sans hâte quelques débris avant de se jeter dans le Gange, sur les seins et les hanches d'une femme le sari.

### Le sang des hibiscus

Qu'il nous pardonne l'irrespect, mais après tout l'Inde ne s'attarde pas à la mort, et à le voir ainsi, avec ses pieds obscurs peints de couleur beurrée dépassant du bûcher où grésillait son corps, il faisait penser à Goupil mains rouges. Famille et amis assis sur leurs talons l'accompagnaient sans émotion apparente. A quelques mètres, au-delà de la dernière marche, des petits garçons rieurs s'éclaboussaient. L'odeur est celle de la ville, sans plus. Plus loin, il y a des fours électriques. Des corps, certains déjà putréfiés, sont étendus sur le sol et l'on discute ferme le prix de la crémation. Les *burning ghats*, de Nimtala, versent leur orbe à l'horreur : misère, ici, parmi ces échantillons humains parfois monstrueusement déformés, n'est pas un vain mot. On y vend des fleurs pour les morts et des *cheelam* (fume-cigarette en terre cuite pour la herbe) « ou l'opium » pour les vivants.

Plus loin encore, il y a Mallick Ghat, sous le pont de Howrah qui enjambe la rivière Hugli, bras du Gange, et c'est une explosion de couleurs et, enfin, de fragrances délicates. Mallick, c'est le marché aux fleurs, une débauche de tourneforts, de roses et hibiscus rouges et de jasmin roses, de lotus blancs, de gladioli jaunes et de soucis oranges. On achète au kilo

ou à la douzaine, dans les cris du marchandage, en patageant dans la fange. Le Gange n'est pas loin dont le courant accompagne de lourdes barques aux voiles romaines, gorgées à dessaler de briques, et qui passent sous le pont de Howrah et ce ciel tourmenté d'un cyclone tant attendu.

Gloire à Kâli et roulez les têtes décapitées ! La déesse destructrice est dans ses œuvres, le samedi matin notamment, dans son temple de Kalighat, là où l'ortil droit de Shakti tombe quand elle transportait Shiva. L'air est empuanti de la mort animale et le sang des chèvres sacrifiées se confond sur le sol avec les hibiscus rouges, fleur de Kâli, et les animaux sont noirs, collent aussi de la déesse insatiable. L'endroit du sacrifice est une sorte de potence de pierre. La chèvre est arrosée, l'officiant, d'un geste angusté, l'allonge dans le garrot, les tambours roulent, le prêtre a levé la machette, l'a abattu en un éclair, la tête tombe et le corps décapité est rejeté au loin, comme avec dédain. La dépouille se débat incroyablement, dans une mare de sang.

Des cabots intéressés s'approchent, mais c'est surtout les fidèles qui se précipitent pour oindre leur front de sang, à l'endroit du *tilak* (1). Certains remplissent de petites fioles, pour que dure la bénédiction. Tout le monde patage dans des rivières sanglantes que, de temps en temps, on lave à grands seaux d'eau.

### Cimetière- promenade

Juste derrière, pendues par les pieds à un muret, dix dépouilles de chèvres succombent une deuxième fois sous le couteau de l'équarisseur et l'œil intéressé des badauds : il est juste que Kâli-Noire soit aussi nourricière.

A tout prendre, puisque Calcutta confond avec tant de détachement la mort et la naissance, autant se perdre dans les cimetières, il en est de si nostalgiques. « Colonel George Manson, né le 18 avril 1730, éduqué à Westminster. Il a momentanément conduit les opérations au siège de Pondichéry au cours duquel il fut

sévèrement blessé. Il a servi sous les ordres du général Draper, à Madras, en 1762, et fut aide de camp du roi en 1769. Membre du Conseil suprême de l'Inde le 23 octobre 1776. Mort à Hugli, le 25 septembre 1776. » Il y a, au cimetière anglais de South Park Street, tant de mémoires enfouies. Kâli, ou Calcutta déjà, enlevait les âmes par brassées : l'ancienne capitale de l'empire des Indes (jusqu'en 1911) était alors un foyer d'épidémies, et les enfants parlaient les premiers, à neuf jours, neuf mois ou neuf ans.

Aujourd'hui, l'herbe pousse entre les tombes, des corbeaux par centaines croassent, les premières gouttes de pluie tombent en rafales et là, sur un tombeau de pierre, trois ouvriers décharnés, chargés de réhabiliter les sépultures des anciens colonisateurs, poursuivent avec des rires à la Pagnol leur partie de cartes.

« Eliza Smith, qui a quitté cette terre le 3 janvier 1819, à l'âge de dix-sept ans ; » « Sir W.H. Macnaghten, avocat envoyé à la cour de Cabul (Kaboul), mort sous la main d'un assassin lors de l'insurrection de Cabul, le 22 décembre 1841, à quarante-huit ans. Sa dépouille a été ramenée en Inde le 22 avril 1843 ; » tant d'autres...

Que reste-t-il des Anglais ? Les clubs. Calcutta est la ville qui en compte le plus, mais ce ne sont plus tout à fait les mêmes. Le décor est intact, mais un certain art de vivre britannique a disparu, et le « standing » est parti avec : Tollygunge ou au Bengal Club de Calcutta comme au Gymkhana Club de Delhi, il faut toujours obtenir un double parrainage et subir une soirée initiatrice pour avoir le droit de payer une cotisation exorbitante, mais la veste du *bearer* (serveur) est toujours constellée de tâches, la politesse du personnel se mesure au montant des pourboires, et un estomac occidental a toutes les chances d'être mis à mal par l'eau des glaces qui trempent dans son whisky de fabrication locale. Plus grave, disent les nostalgiques de l'époque du raj, les critères de sélection sont passés de la nais-

sance et de la position sociale, à l'argent.

Les clubs de Calcutta sont devenus des clubs de nouveaux riches, et si l'on ne sait plus y parler du temps qu'il fait et des demi-sang anglais, le *business*, en revanche, y trouve son compte. La vieille bourgeoisie bengalie supporte mal que les *Marwaris* (riches commerçants émigrés du Rajasthan), qui contrôlent déjà la vie économique de la ville avec un certain état d'esprit mafieux, aient introduit la « culture bak-chich » sur les *greens* et dans l'enceinte du Polo, mais voilà, elle n'y peut rien. Il faut chercher ailleurs la « vieille Angleterre », sur le Maidan par exemple, Central Park et « poumon » de Calcutta. Là, à partir de 5 heures du matin, a lieu une vaste communion sportive : joueurs de football et de volley-ball, de cricket et de frisee, cavaliers et joggers, se mélangent. Les hommes de la police montée, parfois vêtus de

tricot de corps, patrouillent nonchalamment, un long bâton à la main.

Il y a aussi des rassemblements de prière et des conversations sans importance qu'entretennent une douzaine de vieillards respectables, posés sur des plants et tous habillés de pils blancs. Il faut pousser plus loin, jusqu'au lac de Rabindra Sarobar, pour canoter et se baigner, les hommes surtout, avec des bonnets de bain rouges, dans une eau qui est pure, puisqu'elle vient du Gange. Alors, vers six heures, assis sur un banc, un ami de rencontre vous ayant obligeamment prêté le journal du jour, un verre de thé à la main, entouré de joggers, il faut croire que Calcutta, c'est aussi cela.

(Lire la suite page 19.)

(1) Pastille de couleur que les femmes marquées portent au front.



### Interlpen-Hotel Tyrol. De toute chose la meilleure.

En plein milieu des majestueuses montagnes tyroliennes, sur le haut plateau de Seefeld, se trouve cet hôtel de grand standing international. Le cadre est constitué par des restaurants, des bars, des cafés et des salons au décor somptueux. Les appartements comprennent poêle en falence, balcon, penderie et sont très confortables.

Les hôtes sportifs trouveront toutes sortes d'installations telles une piscine couverte avec bassin de 50 m, saunas, salles de tennis, terrains de jeu, ainsi qu'un golf de 18 trous situé à proximité. Garage souterrain gratuit. Ecrivez-nous, nous vous ferons un plaisir de vous communiquer tous les renseignements dont vous aurez encore besoin.



**INTERLPEN-HOTEL TYROL**  
B. P. 105, A-6110 Telfs-Seefeld, près d'Innsbruck  
Tél. 19-43/52 62/42 42, Télex 047000, 534 654

مكتبة الامم المتحدة







# VOYAGE

## Calcutta

(Suite de la page 15.)

Et ceci encore : à Munshiganj, elles ont les lèvres rouges et des fleurs d'hibiscus dans les cheveux. Certaines sourient, surprises d'une présence qui détonne avec le tableau habituel composé de marins en bordée. La rue principale est une longue file de misérables : les prostituées de Munshiganj vivent sur les trottoirs et dans des chandails sordides, agrippées, en famille, et ce n'est pas un vain mot, à voir les centaines de marmots qui courent en tous sens. L'amour est ici à consommer dans une effrayante promiscuité, de 20 à 50 roupies (8 francs à 22 francs) la « passe ». Les filles de Munshiganj ont été camouflées à onze, douze ou treize ans, et il n'y a plus, pour elles, d'autre avenir possible.

Leurs « sœurs » du quartier de Sonagachi sont en « maison », et c'est plus distingué. On est dans un autre monde : les bourgeois bengalis ont le choix à chaque étage et certains offrent 1 000 roupies et plus pour une « never used ». La police veille attentivement à ce que dans ce trafic de chair fraîche tout ne passe dans les normes, c'est-à-dire que chacun y retrouve son argent, et d'abord les policiers. A Kidespore, le quartier de la contrebande, ils ferment les yeux, ou plutôt ils préviennent les trafiquants effectuant des « descentes ». Calcutta corrompt ? Cela ne veut rien dire dans une ville de plus de 9 millions d'habitants, où chaque groupe d'immenses « et jusqu'à la plus misérable cabane des sœurs » est « gérée » par un caïd de la mafia locale.

Il n'y a, paraît-il, que Chinatown, où vivent dix mille Chinois, pour être épargnés par le racket. Chinatown se méfie : il faut traverser les « sœurs » et les « sœurs » pour aller dans Chinatown. Les Chinois sont des gens tranquilles et la police n'a que compléments pour une communauté qui vit cachée en ses murs. Chinatown est une ville interdite à force de dissimuler sa vie privée. On ne voit que les signes extérieurs : des milliers de peaux, tentées en bleu ou en vert, rinces à grande eau, au soleil. Dans les quartiers pauvres, les maisons aux toits recouverts de peinture de rouge et d'or et ornés de caractères chinois, se repèrent vite.

### Herbe du pauvre opium du riche

Les Chinois s'enrichissent du traitement des peaux (de vaches et de buffles) dont ils ont le monopole, mais qu'ils achètent aux musulmans, ce qui leur permet de bien s'entendre avec leur main-d'œuvre hindoue. Installés depuis deux ou trois générations, leurs enfants (de nationalité indienne) apprennent la langue de Canton dans des écoles où le personnel est bengali mais les professeurs et les enfants tous chinois, et où flotte le drapeau de Taiwan. Les mariages mixtes sont rarissimes et les 10 000 Chinois de Calcutta reconnaissent l'autorité de leur « président », le vénérable K.C. Yab.

Les tireurs de rickshaws (2) galopent pieds nus dans les immenses, des femmes action-

nant les bras des pompes à eau, et les trottoirs des milliers de villages de Calcutta sont transformés le matin en autant de salles de bains. La nuit, on croise des porteurs étrangers, qui livrent des Kali de carton pâte, et des vendeurs de poulets blancs, qui se pressent vers New-Market, avec leurs paniers ronds et plats, en acier. A Burrabazar, où vivent un demi-million de personnes, sur 3,5 kilomètres carrés, on rencontre des Marwaris ou Marwadés et aussi des hommes-buffles : aux regards qui ne disent rien, arborant sur des charrettes, aux roues de bois démontées. Abrutis de fatigue, ils avaleront plus tard une boulette de *bang*, une « herbe » du Kerala mélangée à du lait ou des amandes. Pour le « nirvana » des riches, il n'y a plus d'adresse officielle, depuis que les *Bob's Joints* (les « joints » de Bob), qui étaient des fumeries d'opium, ont été fermés, et Bob en cavale ou au trou, on ne sait.

La nuit, de 100 000 à 250 000 personnes, selon le maire, dorment sur les trottoirs de Calcutta, et l'on n'y ramasse pas tant de morts que cela au petit matin. Certains campent sur le gigantesque pont Howrah, traversé chaque jour par un million de fourmis humaines, ou dans la gare du même nom, qu'il faut visiter avec le chef de gare, pour apprendre, si on aime les chiffres, que 600 000 passagers et 539 trains s'y arrêtent chaque jour. Le jour, la nuit, Calcutta se meule avec les furieux travaux du métro - le plus propre du monde (3), - qui élargissent son sol et rendent la circulation un peu plus dantesque (14 kilomètres/heure en moyenne) et la pollution symphonique (4). Calcutta est une symphonie à la vie ; si elle meurt, ce sera d'excès. Et de poésie.

### Le café des littéraires

C'est une volière aux murs d'un vert pistache, avec des ventilateurs qui s'épuisent à brasser un air étouffant moite. C'est l'un des temples de la culture bengalie, c'est Coffee House, sur College Street. La rue est bordée de boutiques et tous les éditeurs de Calcutta y ont un pied-à-terre, bureau ou domicile. C'est là que il faut être, et Coffee House l'endroit où il faut être, pour exister ou survivre, comme poète, à Calcutta. Pendant des heures, on sirote une unique tasse du meilleur café de la ville, et on parle de tout et de rien, mais si possible de façon intellectuelle : du dernier poème d'Arna Mitra, d'un film de Satyajit Ray, des dessins de Ratan Tanna, ou des tableaux de Pradyumna Roy. C'est un lieu de rencontres pour journalistes, étudiants et surtout poètes, sachant que l'écriture, dans la culture bengalie, est d'abord poésie.

Il faut s'y faire reconnaître par plus connu que soi, savoir enterrer d'un mot tel ou tel « poète raté » ou « intellectuel frustré », et comment avec brio les textes de la dernière « little gazette » en vogue, ces revues littéraires (donc de poésie) qui échoient sans arrêt comme des éphémères. On discutera sans fin ce tract trouvé sur une table, qui stigmatise les étudiants chinois qui, « à côté du tombeau de Mao, sont en train de creuser le tombeau du marxisme ». Les intellectuels bengalis sont, ont été ou seront, tous marxistes. Pour boire, on ira ailleurs,

au Shaw Bar par exemple, sur Nehru Road. C'est presque aussi « branché » et l'on y vide d'innombrables verres d'un rhum allongé d'eau, décapant.

On tentera ensuite de retrouver des références. Les origines de Calcutta. C'est là, à Writer's Building, l'immeuble administratif où s'agitent très lentement une bonne partie des 42 000 fonctionnaires de la capitale du Bengale, qu'il faut chercher. C'est un palais de pierre rouge, bordé de vérandas et de style gothique-baroque. Il faut se laisser digérer par Writer's Building. Dans les couloirs encombrés d'innombrables papiers au thé, d'armées militaires et rouillées d'eau et de crachats où l'on peut fort bien se laver les pieds, de marchands de baignets de légumes pimentés, réside l'âme de l'Inde, sa prémisses.

Dans de grandes salles transformées en bains turcs et où grincent des ventilateurs majestueux, on

entrera doucement, pour ne déranger personne et assouvir un rêve : devenir fonctionnaire indien ! Ce sera fait au bout d'une heure et quelques tasses de thé, à la faveur d'un bureau libre. Comme nos collègues, nous disposerons alors, entre des himalayans de dossiers poussiéreux qui protègent de l'adversité, d'un espace vital de quelques dizaines de centimètres carrés. Ce sera bien suffisant pour écrire dans tous les sens, sur des hautes promesses à un avenir incertain, ou sur des registres

l'écriture tapissée de deux mille huit cents livres jointes sa bibliothèque aux sept mille volumes répertoriés.

A 24 kilomètres de York, Castle Howard est à voir en dernier, comme un temps fort en fin de voyage, car il laisse tous les autres loin derrière. « J'ai vu des endroits gigantesques, jamais un lieu aussi sublime », écrivait Robert Walpole, chancelier de l'Echiquier sous les Hanovre, à propos de ce palais. En effet, il est étonnant. Habité depuis l'origine par une même famille, les Howard, il renferme un mobilier,

des peintures, des objets d'art d'un grand raffinement et diffuse une atmosphère, une grâce qui n'appartiennent qu'aux demeures longtemps habitées et aimées.

Ambassadeurs, hommes d'Etat, les comtes de Carlisle eurent les moyens de leur ambition, passant commande dans toute l'Europe de tout ce qui se faisait de plus beau, dans tous les domaines. C'est ainsi que l'on retrouve, au long de la visite, les grands noms des sphères artistiques d'ici : Gainsborough et Reynolds bien sûr mais aussi Beilini, Holbein, Véronèse, Rubens ou Van Dyck. Petite note pratique et pittoresque qui paraît

### Repères

Les North Sea Ferries (réservations auprès de Transport et Voyages, 8, rue Aubert, 75009 Paris, tél. : 42-66-80-90) relient tous les jours Zeebrugge à Hull (départ 18 h, arrivée 8 h). Même horaire dans le sens inverse. Tarif tout compris (dîner, petit déjeuner anglais et cabine) à partir de 1 000 F A/R en haute saison. Ajouter 1 160 F pour la traversée d'un véhicule. Zeebrugge étant à trois heures en voiture de Paris, cette formule permet de visiter Bruges dans la journée. La compagnie maritime propose des forfaits comprenant la traversée et le séjour à la ferme, chez l'habitant ou à l'hôtel, dans le Yorkshire et en Ecosse.

Pour se loger, les Bed and Breakfast chez l'habitant sont très économiques : de 90 à 180 F environ par personne pour la nuit et le petit déjeuner. On peut arriver à l'improviste ou réserver. L'Office britannique de tourisme diffuse trois documents indiquant où et comment réserver, notamment grâce à Pounds and Pence Services (BP 118, 93403 Saint-Ouen Cedex). On peut déjeuner dans les pubs pour 45 F environ (pât, boisson, café).

Chacun peut définir son itinéraire en fonction de ce qui l'intéresse en consultant le Guide Bleu Grande-Bretagne et en suivant les routes vertes (les plus pittoresques) de la carte Michelin.

A ne pas manquer, outre les sites déjà mentionnés : la cathédrale et le château de Durham (du 1<sup>er</sup> juillet au 31 septembre, on peut loger au château pour 130 F environ la nuit), la route de la côte entre Ashington et Berwick (nombreux châteaux et abbayes), A Seahouses, village de pêcheurs, prendre le bateau (45 F A/R pour deux heures et demie d'excursion) pour les Farne Islands, sanctuaire pour les phoques et les oiseaux de mer. Le mur d'Hadrien entre Housesteads Fort et Steel Rigg. Terminer par York : la cathédrale, le Musée viking qui recrée sous terre la vie d'un village viking, et Fairfax House, l'une des plus belles demeures du XVIII<sup>e</sup> siècle en Angleterre.

Tous renseignements auprès de l'Office de tourisme britannique, British Tourist Authority, 63, rue Pierre-Charbon, 75008 Paris. Tél. : 42-89-04-77.

l'agrément qu'éprouve le visiteur : dans chaque pièce de délicieuses vieilles dames poudrées, plus anglaises que nature, une petite baguette à la main, pointent cet instrument vers l'objet de leur commentaire.

Vent-on connaître des émotions d'un autre ordre ? On se rendra à Ampleforth, au nord de York, non loin de Hovingham, un village aux maisons géorgiennes sobres et élégantes. Ampleforth est le siège d'une abbaye et d'un collège - cent moines, huit cents élèves du secondaire - un ensemble de bâtiments dont l'origine remonte à 1802, si l'essentiel a été construit au XX<sup>e</sup> siècle, dans la pierre.

Ampleforth, c'est la paix benédicte et la souplesse d'une éducation équilibrée et libérale : matières traditionnelles et sports, comme il est d'usage outre-Manche, mais aussi disciplines artistiques y compris l'architecture. Diversité qui se reflète dans un pavillon des arts avec ateliers de peinture, de sculpture, de travail du bois et du fer.

D'Ampleforth, on retiendra la bibliothèque du collège construite en 1861. Son atmosphère chaleureuse vient du mobilier et des panneaux sur les murs, en chêne sculpté par Robert Thompson. Cet artisan du village voisin de Blackburn signait chaque pièce d'une souris en relief. Elle court partout et ses successeurs perpétuent cette coutume.

Dans cette Angleterre du Nord, insolite et poétique, les œuvres de l'homme s'insèrent admirablement dans le paysage : ces chifonnades de nuages mobiles et bas, ces draperies sur le sol, violettes comme la bruyère, jaunes comme les genêts, ces vallonnements à l'infini, cette marée qui couvrait et découvre la route qui conduit à Holy Island. Et toujours les moutons à museau noir. Elément obsessionnel stable et paisiblement familier.

DANIELLE TRAMARD.

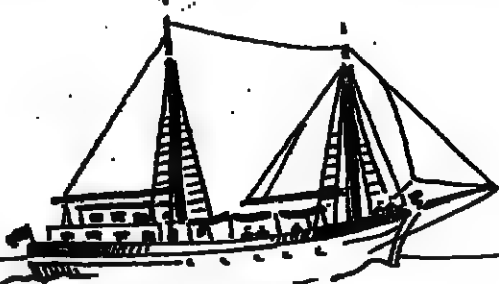


## DECOUVERTE Routes anglaises

CAIQUE: PETIT CABOTEUR SYMPATHIQUE, IDÉAL POUR TOUT OUBLIER DANS LES CYCLES.

OFFRE SPECIALE 1000

Voyage au large de la côte atlantique...  
Un exemple : 5 425 F...  
Pour plus d'informations...  
CruisAir Voyages Opération...  
Havas Voyages Opération...  
Havas Voyages Opération...



HAVAS VOYAGES

CruisAir

منازلنا الأصل







# Culture

## ARTS

A Vienne, le cinquantième anniversaire de la mort de Freud

### Une histoire de l'âme moderne

Vienne célèbre le cinquantième anniversaire de la mort de Freud en retraçant, à travers une exposition, l'histoire de la représentation de l'âme humaine depuis le dix-huitième siècle.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Freud, la ville de Vienne, qui l'a vu naître, a voulu rendre hommage à son fondateur, en 1938, que sous la contrainte, s'est décidé à lui rendre enfin hommage à travers une de ces grandes expositions thématiques dont la capitale autrichienne s'est fait, depuis quelques années, une spécialité.

Plutôt qu'une présentation biographique et fétichiste, qui eût confié le mythe original, trop longtemps entretenu par les prières et prémisses du culte (la psychanalyse sortie tout armée du cerveau de son fondateur), les trois commissaires de cette exposition, W. Pöschel, épistémologue, C. Fiedler, psychologue, et Jean Clair, historien d'art et homme de musée, ont choisi la parité inverse : placer Freud en perspective ou, si l'on préfère, renouer la représentation de l'âme depuis la fin du dix-huitième siècle.

Vaste ambition, difficile à délimiter, mais à rendre intelligible à un grand public. Partir de la fin du dix-huitième siècle, c'est à la fois, qu'il ne faut pas le laisser à l'oubli, en 1938, que sous la contrainte, s'est décidé à lui rendre enfin hommage à travers une de ces grandes expositions thématiques dont la capitale autrichienne s'est fait, depuis quelques années, une spécialité.

Il s'agit de mettre en évidence et de suivre l'évolution des deux modes d'investigation et de description de l'âme humaine auxquels s'est abonnée la psychanalyse : la méthode scientifique et l'imagination artistique depuis la fin du siècle des Lumières, c'est-à-dire depuis que l'homme s'est émancipé de l'attrait divin et qu'on a cessé d'attribuer ses désordres aux facettes des démons. Deux types d'approche, complémentaires en fait, qui parfois s'entrechoquent, s'enchevêtrent.



Wilhelm von Kaulbach (autoportrait)

D'une part la science, qui cherche à élucider les mécanismes de la psyché et ses anomalies, à établir une typologie des caractères et des comportements (physiognomonie), à localiser le siège des émotions dans le cerveau (phrénologie), la transmission des sensations par l'analyse nerveuse (névrologie), la constitution de la mémoire.

Reçue une conception naturaliste de l'esprit, qui prétend à l'objectivité, où le dire explicatif se mue souvent en explication définitive. Mais aussi la croyance en des forces immatérielles qui régissent les mouvements de l'âme : on une « énergie psychique » qu'on cherche à domestiquer à des fins thérapeutiques, du « magnétisme » de Mesmer et de son célèbre baquet à l'hypnotisme de Charcot, en passant par l'ultra-physiologie expérimentale de l'électrochoc dans le « traitement » de la folie. Mention particulière est faite à l'école viennoise des psychophysiciens et à leurs disciples de la machine : Helmholtz et Müller, Fechner et Herbart, Meynert et Brücke, enfin, les maîtres directs de Freud, qui ont tenté de montrer l'interaction du corps et de l'esprit bien avant que le terme de psychosomatique soit sur toutes les lèvres. On s'aperçoit que la frontière est ténue qui sépare l'étude scientifique de l'esprit du spiritualisme, la rationalité issue des Lumières de l'illumination.

En parallèle sont donc présentées les œuvres d'imagination où s'inscrivent les troubles de l'âme, voire la démence, où se manifeste l'inconscient. Au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle avec Goya, Blake, Flaxell, les artistes ne se contentent plus d'illustrer l'harmonie du monde et de l'homme sous l'empire de la raison mais commencent à donner libre cours à leurs terreurs, leur morbidité, leurs fantasmes.

#### Symbolisme et imaginaire

En même temps qu'à l'émergence de l'individu, seul, face à ses angoisses existentielles, on assiste, chez les romantiques, à l'exhibition de l'âme malade, vénérable, meurtrie, à travers les portraits hallucinés de Géricault, de Courbet, de Kaulbach, mais aussi à travers les paysages fantastiques et tourmentés de V. Hugo, de C. D. Friedrich, des Scandinaves Carus et Balke, qui sont autant de paysages intérieurs.

Le symbolisme, période charnière, permet la pleine émancipation de l'imagination, la sécrétion de mondes oniriques, aliénés du réel, volontairement retranchés de la trinité du quotidien. Dans l'œuvre de Moreau, de Dürer, de Redon, de Burne-Jones, de Klinger de Spillert, de Knopff, de Kubin, ce sont les instincts les plus inavouables qui font surface, mieux encore, qui

s'affichent à travers le délire des allégories antiques et des légendes médiévales. Le symbolisme a ainsi préparé le terrain à l'inscription brute, singulière, immédiate, du malin et des tourments de l'âme, sans plus passer par l'anecdote, aux seuls moyens de couleurs stridentes, de lignes rigides et brisées. Ce seront Van Gogh, Munch, l'expressionnisme : la douleur, le désespoir comme sujet même de l'œuvre. Dans une perspective diamétralement opposée : capter l'énergie psychique à des fins positives, les futuristes italiens Boccioni et Boccioni, mais aussi Kandinsky, tenteront de domestiquer les « forces » immatérielles de l'âme et d'établir des tables de correspondance entre couleurs et émotions. Un pas de plus et les surréalistes se voudront les illustrateurs de l'inconscient, tandis que les ex-voto de la folie — les dessins de Wölffli, de Soutter — accèderont aux cimaises des musées.

On s'en rend compte, cette démonstration est touffue, arborescente. Toutefois, le tronc en demeure visible tout au long de l'exposition : montrer comment la psychanalyse est tributaire de sa double filiation, d'où sa nature de charnière, pour employer une expression bien viciée. Voyez mes amis, la scène : voyez mon corps, le suis fictionnel ! Le tour de force de Freud, son coup de génie fut précisément de réaliser une synthèse de ces deux approches de l'âme, de proposer un modèle opératoire doté d'un formidable pouvoir de séduction, pas étranger d'ailleurs à son succès, comme l'on peut difficilement faire remarquer à l'Institut Freud. On est ainsi que cette présentation s'en inspire.

YVES KOBRY.

★ Exposition « Wunderblock », Mesmerisme, Halle E, Vienne. Tous les jours, de 10 heures à 19 h 30, jusqu'au 6 août 1989.

La rénovation de la bibliothèque de l'Opéra

### La mémoire du lyrique

Un financement croisé, privé et public, va permettre d'entamer les travaux de rénovation de la bibliothèque et du musée du palais Garnier.

Pendant que l'on achève, du côté de la Bastille, de peaufiner les dernières installations du futur opéra, on s'apprête, au palais Garnier, à entamer de nouveaux travaux. Il s'agit de remettre à neuf la bibliothèque et le musée de la vieille académie de musique. Bien peu de personnes en connaissent le chemin. Ces espaces sont logés dans l'aile droite du bâtiment. On y accède par la pente douce de la rampe conçue pour les voitures à cheval.

Les locaux affectés à la mémoire de l'art lyrique amènent à découvrir les appartements privés de Napoléon III. Inachevés, les plafonds sont encore vierges de leurs fresques, et les pierres brutes n'ont pas eu le temps d'être surchargées de sculptures. Une salle ronde permet aux lecteurs de consulter une documentation vieille de plus de trois siècles : livres, partitions, programmes, lettres, esquisses de décors, estampes, photos, costumes et bijoux. Un fond qui s'accroît d'année en année. Depuis 1935, la bibliothèque-musée est rattachée à la Nationale. Elle s'étend sur 822 mètres carrés, mais les escaliers et les vestibules occupent près de la moitié de la surface.

#### Un hommage à Boris Kochno

La rénovation envisagée par Martine Kahane, responsable des lieux, a été confiée à Jean-Loup Roubert, architecte du bâtiment, et au décorateur Richard Peduzzi. Ceux-ci devaient répondre à deux obligations : regagner de la place et organiser un véritable parcours. Il fallait, en outre, que les espaces aménagés soient réversibles et que les volumes de Garnier soient respectés.

« Donner de l'air aux collections et jouer sur l'éclairage pour faire ressortir l'architecture, c'est ma seule ambition », précise Richard Peduzzi. Certaines parties, inachevées, ont un petit côté Ledoux. Il faut jouer de cette théâtralité, puis-je nous sommes dans un des temples de l'illusion. La rotonde, par exemple, aujourd'hui simple sas d'accueil, doit devenir un lieu qui réfléchit aussi bien le théâtre que le musée. Le sol sera recouvert d'une sorte de tapis de pierre et nous avons mis au point un système de vitrines les configurations et tous les types d'exposition. Si la petite salle des esquisses, restaurée, garde son affectation, les accès de la salle de lecture, rénovée, seront nouveaux et son mobilier redessiné. Le problème le plus compliqué à résoudre est celui de la salle d'exposition permanente : un long boyau dont l'occupation est contrainte par tout un jeu de pilastres, de moulures et de portes-fenêtres.

La solution adoptée a été d'élever des murs de verre qui permettent de sectionner l'espace en trois salles distinctes, de créer des nouvelles surfaces pour accrocher les œuvres, et de ne masquer en rien l'architecture d'origine. Le visiteur, en fin de parcours, se retrouvera dans le grand foyer du théâtre.

Les travaux pourraient être entrepris dès la rentrée prochaine. Ils dureront un an environ. La source de leur financement est double : le ministère de la culture doit verser 13 millions de francs ; la fondation Louis Vuitton, par l'intermédiaire de l'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris, offre 8 millions de francs. Il reste à trouver un complément de 3 millions de francs pour que le programme soit réalisé dans les délais. La rénovation du musée se fera au début de 1991, avec un hommage à Boris Kochno, secrétaire et collaborateur de Serge Diaghilev, qui a légué au palais Garnier un important ensemble de documents relatifs aux Ballets russes.

EMMANUEL DE ROUX.

### MUSIQUES

#### Deux disparitions

##### Phineas Newborn...

Le pianiste Phineas Newborn est mort, le 28 mai dernier, à l'hôpital de Memphis (Tennessee) des suites d'un cancer. Il avait cinquante-sept ans.

Dans *Shadows*, le film de Cassevettes dont Minguet a composé la musique (1958), c'est lui qui tient le piano. Phineas Newborn, pianiste effervescent au jeu très complet — en particulier il a écrit un *Blues* en 1939 — n'était pas seulement l'un des plus brillants des successeurs d'Art Tatum. C'était aussi, comme Bud Powell dont le rapprochement l'inspiration harmonique et la virtuosité, un homme qui fit l'expérience douloureuse de la folie.

Après une carrière confortable et rapide (il était d'une famille de musiciens), après des disques vite célèbres où l'on retrouve souvent son nom propre dans les titres, après une série lumineuse pour Contemporary, sa vie devint une navette entre les concerts et les hôpitaux psychiatriques.

Ses dernières années ne sont plus qu'une succession de retours plus ou moins pathétiques marqués par quelques réengagements comme *The Man I Love*, en 1976. Il avait effectué sa dernière tournée européenne en 1988.

##### ... et John Cipollina

Au sein du Quicksilver Messenger Service, John Cipollina fut l'un des piliers de la scène psychédélique de San Francisco, à partir de 1967. En 1969, le groupe finit par signer avec une maison de disque, bien après le Grateful Dead, le Jefferson Airplane ou Big Brother and the Holding Company. *Happy Trails*, leur premier album, imposa le style supramentally élégant et mélodique de Cipollina.

En 1972, le guitariste quittait Quicksilver. De groupe en groupe (Electric Flag, Man, The Dinosaur), John Cipollina ne retrouva jamais, malgré son talent, la gloire fugace de la « Messagerie Mercure ».

★ PRÉCISION. — L'exposition Paolo Quartana (Le Monde du 14 juin), qui a lieu à la Galerie Vivienne, Endart, dure jusqu'au 30 juin.

Objets Danese au Musée des arts décoratifs de Lyon

### Les choses de la vie

Après le Musée des arts décoratifs de Bordeaux, le CIRVA (Centre du verre de Marseille), le Musée du vieux Nîmes, les objets Danese terminent leur périple au Musée des arts décoratifs de Lyon. Fonctionnels, toujours modernes, ils racontent une histoire commencée en 1957, véritable référence du design italien.

Cent quatre-vingts objets réalisés pour le bureau, la maison, les enfants : des cendriers, des lampes, des porte-crayons, des corbeilles. Si simples que perchés sur leur support, loin de se donner en spectacle, ils semblent conçus pour le geste. La cigarette qu'on secoue légèrement, le papier qu'on froisse, le parapluie qu'on écarte. Art industriel ?

Sensibles, les formes ne revendent aucun « style » et loin, très loin des querelles de salon qui opposent les minimalistes aux post-modernes, le « high tech » au « néo-baroque », elles suivent depuis 1957 le bonhomme de chemin. L'initiative de cet hommage revient à Jacqueline du Pasquier (Musée des arts décoratifs de Bordeaux). Lyon a

suivi dans le cadre de sa « politique d'ouverture » sur le contemporain. Il y a déjà eu la Quadriennale régionale du design en 1986, puis l'exposition consacrée à certains pragmatiques Børge Sivik, dont les meubles ressemblent parfois à des sculptures. Ici, la grille sera restreinte et s'effacera derrière le produit. Le style Danese répond à cette profession de foi : « Être simple sans être banal ».

Dès 1957, Bruno et Jacqueline Danese installent un atelier de céramique à Valdagno.

La France assiste au début du prêt-à-porter, l'Italie, à celle du prêt-à-vivre conçu pour la génération du baby boom en quête de formes rationnelles, pratiques, adaptées à la nouvelle vie active. L'un des premiers objets Danese sera le cendrier cube de Bruno Munari, l'un des fondateurs du « mouvement pour l'art concret ».

Les autres complices s'appelleront Enzo Mari, Angelo Mangiarotti, Achille Castiglioni. « Il y a deux façons de devenir éditeur », déclare Bruno Danese : « commander une ou deux pièces à de nombreux artistes ou créer une vraie participation ». Les objets Danese semblent liés par une sorte de pacte invisible : le souci de la production en série, le respect du public, l'adaptation aux usages les plus variés.

Là, une corbeille grecque ovale destinée à recevoir les feuilles

d'imprimante, ici un porte-crayon porte-feuille en « technopolymère », matériau mat conçu pour éviter les jeux de miroirs avec l'écran d'ordinateur. La performance ne s'affiche pas elle, dans le détail, mais elle est présente à l'objet de nouvelles possibilités. « Le design, ce n'est pas seulement du style », la fonction doit déterminer un projet, sinon vous faites un gadget », dit Bruno Danese. Certaines années, nous ne sommes pas prêts. En trente ans, le domaine de Danese s'est étendu aux jeux d'enfants, aux petites séries développées selon des techniques artisanales, avec des matériaux nobles comme le marbre, l'argent, l'albâtre, le cristal.

A Lyon, un immense panneau retrace en image noir et blanc l'épopée saine et discrète d'une société présente dans les aéroports comme dans les musées d'art moderne. De New York à Tokyo, en passant par Rotterdam ou Buenos Aires, vingt-cinq d'entre eux ont acquis pour leur collection les objets, symboles de l'efficacité des années 60.

LAURENCE BENAÏM.

★ « Objets Danese », Musée des arts décoratifs de Lyon, 34 rue de la Charité, salle des expositions temporaires. Jusqu'au 2 juillet.

★ PRÉCISION. — L'exposition Paolo Quartana (Le Monde du 14 juin), qui a lieu à la Galerie Vivienne, Endart, dure jusqu'au 30 juin.

VO : UGC BARRITZ - UGC ROTONDE MONTFARNASSE - CINÉ BEAUBOURG  
VF : UGC OPÉRA - UGC MONTFARNASSE - UGC LYON BASTILLE  
UGC Gobelins - MISTRAL - PATHE CLICHY  
Périphérie : ARTEL MARNE.

IL DANSE ET LE MONDE ENTIER S'ACCORDE A SES PAS.



GREGORY HINES  
ET  
SAMANTHA DAVIS JR.

## TAP DANCE

Le guitariste de rock californien John Cipollina, fondateur du Quicksilver Messenger Service, est mort le 29 mai, à son domicile, d'un emphysème. Il était âgé de quarante-cinq ans.

En 1972, le guitariste quittait Quicksilver. De groupe en groupe (Electric Flag, Man, The Dinosaur), John Cipollina ne retrouva jamais, malgré son talent, la gloire fugace de la « Messagerie Mercure ».

مكتبة الامانة



## Culture

## THÉÂTRE

## Les Journées du Conservatoire

## Le piège du professeur

Dans la plus belle salle de théâtre de Paris, la promotion 89 des élèves du Conservatoire a reflété en bien et en mal l'enseignement qui lui est prodigué.

Les filles et garçons du Conservatoire national d'art dramatique ont de la chance : pour travailler toute l'année, et pour montrer, au mois de juin, à leurs parents-mères et aux « marchands d'esclaves » (agents, manitous du « casting ») ce qu'ils savent faire, ils disposent tout simplement de la plus belle salle de théâtre de Paris, celle aussi qui a la meilleure acoustique.

Commandée par Napoléon, inaugurée en 1811, restaurée en 1866, cette salle vient d'être remise à neuf, dans son état original, avec un soin infini. Quatre années d'études préparatoires et de travaux ont été nécessaires. Entièrement construite en boiseries et en toiles peintes, ce chef-d'œuvre de style pompéien, avec un air baudoirien, irradie quelque chose d'imaginaire, de gai, de recueilli. Le directeur du Conservatoire, Jean-Pierre Miquel, mérite la gratitude des acteurs, et de leurs parents aussi, car voilà autre chose : un théâtre est le plus confortable de Paris, il a les meilleurs fauteuils, et c'est le seul où les spectateurs peuvent étendre, croquer, reposer leurs chevilles et leurs jambes.

Cette merveille de salle incite-t-elle les nouveaux comédiens à faire des étincelles, à donner le meilleur d'eux-mêmes ? Nous l'avons cru, en les voyant et en écoutant, au mois de mai, y jouer avec un brio fou la *Vie parisienne* d'Offenbach sous la conduite de Pierre Vial.

En ce mois de juin, au cours des Journées du Conservatoire qui terminent l'enseignement de l'année 1988-1989, la réussite est moins claire. Mais, cette année encore, les étudiants se présentent groupés par classes, professeur par professeur. Ce qui permet de repérer que les responsables de la déception pourraient être les professeurs et non pas les élèves.

C'est ainsi que le professeur Catherine Hiégel a fait exécuter par ses élèves, durant un peu plus de quatre-vingt-dix minutes, un numéro de grand-guignol comico-épiquant-clownesque sur le casus de l'hôpital. Performances, agones, dissections : le régime complet, basé sur des fragments, caricatures, de Molière, Ionesco, Feydeau, etc. Tout cela mimé très gros, et hurlé. Soit dit en passant, avec le très gros et le hurlé il n'est pas exclu que Catherine Hiégel obéisse à une vague tendance, informelle, qui ferait aujourd'hui du Conservatoire une école d'efficacité, d'énergie à tout prix, de gaulante. Mais l'art de l'acteur, c'est aussi la finesse, la poésie, la discrétion, pourquoi pas ?

Du cauchemar orchestré par Catherine Hiégel se détachent, par instant, des apparitions d'événements d'acteurs : Renaud Danner, Martine Thibault, Louisa Cheref, Catherine Maignan, peut-être...

Le cas du professeur Philippe Adrien est assez signifiant aussi, mais d'un autre ordre : ce n'est plus Lantier, c'est Freud et la Rêveuse. L'art dramatique aurait ici du mal à se hisser au-dessus du tour de taille. Nous voulons dire : les textes choisis, les textes interprétés. Car le jeu des acteurs, lui, orienté par Philippe Adrien, est d'une sobriété froide. Un bel exercice impavide. L'obsession sexuelle est « endossée » avec le sérieux de douaniers ou de gendarmes qui exécutent le règlement. L'acteur François Loriquet a paru capable de jouer autre chose.

Restent deux classes non obsessionnelles : celles de Gérard Desarthe et de Daniel Mesguich.

## Souffrir de quelque chose

Les élèves de Desarthe semblaient presque tous souffrir de quelque chose. Etait-ce le trac, ou on ne sait quelle idée d'ensemble qu'ils s'étaient mise dans la tête ? Comme s'ils avaient posé d'entrée, entre eux et Racine, Molière, Marivaux, une grille, qui interdisait l'approche, qui provoquait des distorsions. La belle pièce de Céline, *L'Église*, fut particulièrement abîmée. Le seul acteur qui tenait le coup fut Rostand, avec sa tirade des nez de *Cyrano* (joué, là aussi en force et débile), par Michel Vuillemin, mais très bien. Mais Vuillemin, comme ses camarades Gérard Watkins, Michel Fau, Lolo Houdré, Arnaud Giovannetti, ce sont eux qui jouaient si bien, au printemps, la *Vie parisienne*. Là, chez Desarthe, ils étaient en-dessous d'eux-mêmes.

Le meilleur professeur semble bien avoir été Daniel Mesguich. Mesguich a le théâtre dans le sang. Il exerce, avec un art accompli, le mystère, la beauté, le rythme, les apparitions, l'intelligence du destin. Il sait faire partager ses dons et sa science aux jeunes gens qu'il fait travailler. Parfois, c'est presque trop beau, trop fort, et l'acteur, l'actrice, se confondent avec la splendeur d'ensemble du spectacle, disparaissent dedans. Mais Mesguich fait aimer à ses élèves, et leur fait attendre, les films de l'art dramatique. Il y avait là, cette année, une actrice, Aude Briant, qui a joué Mmeset, Tchekhov, qui va être sans doute une grande actrice de tout domaine, et un acteur, Dominique Parent, qui a joué Marivaux, Feydeau, qui sera sans doute un grand acteur comique. Autres révélations : Frédéric Caill, Isabelle Hurlin, Isabelle Casadieu, Frédéric Chazot, Céline Bourgeois. Et Claude Guillot, aussi forte dans la Marthe tragique de *L'Échange*, de Claudel, que dans une claudienne comédie de *Rome*, de David Storey.

MICHEL COURNOT.

## La saison 1989-1990 de la Comédie-Française

Six nouvelles productions et cinq reprises alternent salle Richelieu à partir du 15 septembre 1989. Les nouveautés tout d'abord : deux œuvres rentreront au répertoire de la Comédie-Française : la *Vie de Gaïlle*, de Bertolt Brecht, mise en scène par Antoine Vitez (du 24 mars à la fin juillet) et *Huis clos*, de Jean-Paul Sartre, mise en scène par Claude Régy (du 5 mai à la fin juillet). *Lorenzaccio*, d'Alfred de Musset, refait son entrée du 21 octobre à la mi-mars dans une nouvelle production mise en scène par Georges Lavandier. Luis Pasquel réalisera *Comme il vous plaira*, de William Shakespeare (du 15 décembre à la fin avril). Le théâtre-Français poursuit son cycle Beaumarchais avec une nouvelle mise en scène de la *Mère coupable*, réalisée par Jean-Pierre Vincent, qui n'avait pas été jouée depuis 1850 (du 17 février à la fin juin). En fin de saison, un spectacle Molière réunira la *Médécine malgré lui* et le *Marriage forcé* sous la direction de Dario Fo (du 9 juin à la fin juillet).

Cinq reprises viendront rythmer l'alternance : le *Marriage de Figaro*, de Beaumarchais (du 15 septembre au 1<sup>er</sup> janvier), *L'Avare* (du 16 septembre au 29 octobre) et le *Misanthrope*, de Molière (du 31 octobre au 15 janvier). *Amour pour amour*, de William Congreve (du 20 septembre au 15 novembre) et *Britannicus*, de Racine (du 9 janvier à la mi-avril).

La Comédie-Française fera l'année prochaine ses adieux à l'Odéon, qu'elle partagerait depuis six ans avec le Théâtre de l'Europe. Avant de s'installer au Vieux-Colombier en septembre 1990, les comédiens français ouvriront cette dernière saison avec la *Céléstine*, de Rojas du 19 septembre au 5 novembre. Mise en scène par Antoine Vitez et Jeanne Moreau dans le rôle-titre, le spectacle aura été étreint au Festival d'Avignon (du 12 au 22 juillet). Il sera suivi de *Torquato Tasso*, de Goethe, réalisé par Bruno Bayre (21 novembre-31 décembre), d'une création de Michel Vinaver, *L'Émission de télévision*, mise en scène par Jacques Lassalle, directeur du Théâtre national de Strasbourg qui coproduit le spectacle (du 16 janvier au 28 février).

La Comédie-Française présentera quatre spectacles au Petit Odéon : *Michel et le Don des larmes*, une mise en scène de Simone Beaumais sur des textes de Michel (du 19 septembre au 22 octobre) ; le *Moblie d'Aurora*, adapté du roman d'Erich Hackl, monté par Marcela Salivarova (du 31 octobre au 2 décembre) ; *Un transport amoureux*, de Raymond Lepoutre, réalisé par Antoine Vitez (du 21 décembre au 14 janvier), et le *Théâtre en liberté*, de Victor Hugo, mis en scène par Muriel Mayette.

Enfin les comédiens français continueront à la Bibliothèque nationale leurs « Récitations » avec quatre grands cycles qui auront pour prétexte des œuvres poétiques et des morceaux oratoires des politiques, du barreau et de la chaire.

\* Renseignements : Comédie-Française, tél. 40-15-00-15. Théâtre de l'Odéon, tél. 43-25-70-32.

## Académie française

## M. Jean-Denis Bredin est élu au fauteuil de Marguerite Yourcenar

L'Académie française a élu jeudi 15 juin au premier tour de scrutin M. Jean-Denis Bredin au siège précédemment occupé par Marguerite Yourcenar, par seize voix contre onze à M. Jean Raspail, un bulletin blanc et quatre bulletins blancs marqués d'une croix.

En revanche le siège de M. Thierry Maulnier demeure toujours vacant. Trois tours de scrutin n'ont pu départager les trop nombreux candidats.

## L'excellence mélancolique

par M. Georges Kiejman

Tout le monde aime Jean-Denis Bredin, ou plutôt « Jean-Denis ».

Comment ne pas l'aimer, l'admirer ? Tout cela sans jalousie aucune. Personne ne sait, comme ce glorieux timide, s'excuser d'être un prix d'excellence, malgré lui. Premier partout et toujours.

Premier à l'agrégation de droit. Premier au concours de la conférence du stage des avocats. Premier dans l'estime des magistrats et de ses confrères. Premier, sans doute, encore, hélas ! dans le cœur des femmes, attendries par ce jeune homme blond qui, malgré soixante ans venus par trahison, continue à poser sur elles le regard désarmé d'un enfant qui ne demande rien.

L'enfance, ses bonheurs confus, ses blessures, si l'on pouvait remonter jusque-là, sans doute y trouverait-on le secret de tant de tristesse voilée par tant de succès.

Avec Maurice Garçon, ce fut un immense avocat qui entra à l'Académie française. N'est-il pas élu avocat que Jean-Denis Bredin eût mérité d'être académicien. Non qu'il manque de talent judiciaire.

Mais, à la différence de son illustre prédécesseur, il s'est protégé des causes trop célèbres où le cœur bat à se briser. Une fois pourtant, il s'aventura à la Cour de sûreté de l'Etat. Il en sortit « Corse d'honneur », porté sur les épaules de militants ébahis par tant de savoir-dire, de culture et de cordialité. Humaine, trop humaine, l'expérience lui suffit et il retourna à des procès aussi civils que lui, des procès où la fermeté tient lieu de passion et où l'éloquence se veut claire et sans vulgarité. La « cour me permettra d'observer... ». La cour le lui permet toujours.

## De « l'Affaire » à « l'Absence »

Juriste l'est admirablement. Ses étudiants, quelques grandes sociétés et l'Etat lui-même se disputent ses leçons, ses conseils, ses arbitrages, ses « rapports », qui tous portent la marque de « Bredin », le concurrent français du moteur Rolls-Royce.

Mais, depuis quinze ans, sa vie est ailleurs. Ni son métier ni la politique, malgré ses certitudes ancrées à gauche, n'ont été le siège de ses grands bonheurs. L'écriture seule...

Par goût, par nostalgie de la vie monacale, pour échapper à l'émiet-

tement mondain du temps, il est devenu historien. Et, comme à l'habitude, parmi les plus grands, sa biographie de Sieyès deux volumes, peu à la célébration du Bicentenaire et à l'amicale influence de François Furet, son « Dreyfus », né d'abord qu'à lui-même. Résumons : c'est un homme qui a écrit, depuis 1950, la France du siècle finissant, marquée en lumière ou en ombre par les intellectuels dont il est aujourd'hui le représentant, ce fut une gageure tenue. *L'Affaire* est un chef-d'œuvre. Jamais Dreyfus n'avait trouvé avocat à la fois aussi chaleureux et aussi intelligent. Lahori et Demange enfin réconciliés. Même les derniers antidreyfusards furent inclinés. Bredin sur être ferme et intransigeant, sans offenser ni l'Eglise ni l'armée. Une des raisons du respect qu'il inspire est là, dans son total respect des autres.

Les romans de Bredin ne sont pas revués à lui-même. Le premier, *Le Coup de cœur*, qui ne le fait que plus amoureux de son métier, est un ouvrage historique. Si, tous genres confondus, ses œuvres évoquent tant de procès, c'est tout simplement que leur auteur ne cesse, consciemment ou non, de se juger lui-même.

Est-il le « coupable », ce jeune homme méisé par deux cultures et qui meurt moins d'être injustement condamné que de n'être pas assez aimé ? Est-il le capitaine Dreyfus, cet homme austère, et méritait-il ainsi incapable d'exprimer l'émotion que se tendresse pour les autres ? Est-il le capitaine Dreyfus, cet homme austère, et méritait-il ainsi incapable d'exprimer l'émotion que se tendresse pour les autres ? Est-il le capitaine Dreyfus, cet homme austère, et méritait-il ainsi incapable d'exprimer l'émotion que se tendresse pour les autres ?

Sans doute. Bien sûr. Mais l'exagération n'est-elle pas le plus finement français que notre nation académicienne ? D'où viendrait cette tendresse excessive pour ses proches si ce n'est de lui ? Et, Dieu merci, lui, Jean-Denis Bredin, est un homme qui ne cesse de se juger lui-même.

C'est par ses mondiales Sieyès, vus à point pour la célébration du Bicentenaire, que M. Jean-Denis Bredin jouit actuellement de la faveur du public. Cet ouvrage ne saurait pourtant occulter les autres livres majeurs de l'historien et du romancier. Né à Paris le 17 mai 1929, agrégé des facultés de droit (droit privé), professeur à Paris-Dauphine en 1960, puis à Paris-1 depuis 1971, avocat inscrit au barreau de Paris en 1950, il a été l'assistant de M. Robert Badier, et il a écrit ou coécrit plusieurs articles dans les colonnes du *Monde*.

Ayant fait partie du comité du Nouveau Contrat social, créé par Edgar Faure, siège d'une gauche immaturo - « For de socialisme sans morale ». Il fut membre du Mouvement des étudiants de gauche et son vice-président de janvier 1976 à 1980. Il présida le conseil d'administration de la Bibliothèque nationale depuis 1983.

Indépendamment de son œuvre d'écrivain plus ou moins « engagé » et de ses diverses prises de position, M. Jean-Denis Bredin s'est spécialisé dans le traitement des problèmes posés par le cinéma et l'audiovisuel. Son dialogue avec M. Jack Lang sur la culture, annoté par Antoine Vitez (*Eden*, 1978), l'avait déjà montré familier de tout ce qui touche à la scène et à l'écran. Devenu ministre de la culture, son interlocuteur l'avait chargé, en tant que vice-président de la commission *Mémoires* et responsable de la mission de « Mémoires

sur le cinéma, de définir les propositions pour une réforme du septième art. Son rapport, en novembre 1981, fit sensation.

En janvier 1983 une nouvelle mission lui fut confiée par trois ministères, sur les réponses à apporter à l'enseignement du cinéma et des arts et techniques audiovisuelles. A la demande de M. François Mitterrand, il rédigea en 1983 son rapport sur l'opportunité et la possibilité d'établir rapidement les divers moyens de diffusion et de programmer les émissions télévisées. Il présenta la création d'une chaîne nationale privée.

Ecrivain, on lui doit d'abord la *République de M. Pompidou* (1974), les *Frontiers du pouvoir* (1977), puis, en 1980, *Le Coup de cœur*, livre consacré à l'affaire Dreyfus, lui a valu à la fois le prix Gobert d'histoire de l'Académie française, le Grand Prix de la Wizo et le prix de la Fondation Pierre-Lafitte en 1984.

Vintout ensuite *Un coupable* (1985), roman d'un beau « à la fois », qui valent les tireurs d'un présentisme : justice ; un autre roman, *l'Absence* (1986) ; la *Tache*, six nouvelles mêlant l'arabesque aux destins ou des histoires hautesaines. M. Jean-Denis Bredin a précédé en outre la rédaction de *Qu'est-ce que la France-Etat* ; le célèbre libelle *« Dreyfus »*, et dans un autre registre, le *« Procès Mendès France »*, de Christiane Rambet... - M. D.J.

## M. Ronald Reagan sous la Coupole

Venant de Londres, où la reine Elizabeth l'avait fait le veille chevalier de l'Ordre du Bain, l'ancien président américain Ronald Reagan est arrivé à Paris jeudi 15 juin. Reçu le jour même comme membre associé à l'Académie des sciences morales et politiques, M. Reagan devait s'entretenir vendredi avec M. Michel Rocard. Il sera l'hôte du maire de Paris, M. Jacques Chirac, au spectacle de Paris 89, qui célébrera le centenaire de la tour Eiffel.

L'installation de M. Ronald Reagan sous la Coupole s'est déroulée avec un faste inaccoutumé et un non moins exceptionnel dispositif policier. M<sup>me</sup> Edwige Avice, ministre déléguée aux affaires étrangères, représentait le président de la République, en visite en Pologne. Elle a cependant adressé un message personnel de bienvenue et de félicitations.

L'ancien président des Etats-Unis a été accueilli par M. Albert Brion, président en exercice, qui s'est réjoui de recevoir le nouvel académicien l'année consacrée par l'Académie aux droits de l'homme. M. Bernard Chenot, secrétaire perpétuel, a ensuite évoqué l'amitié et les liens historiques qui unissent la France et les Etats-Unis depuis la guerre d'indépendance.

Dans sa réponse, M. Reagan a associé l'évocation des grands problèmes posés au monde actuel à l'éloge de son prédécesseur, le cardinal Hans Hurs von Balthasar, « le plus grand théologien de ce siècle (...), homme de pensée et de réflexion dans un monde de mouvement et d'action ». Evoquant la révolution de la communication,

J.-M. D.

## ROCK

## Paul Simon à Bercy

## Graceland, bis

Ce fut, il y a deux ans, une révélation. Retour de Paul Simon à la musique anti-apartheid, aux inévitables rythmes zoulous.

Paul Simon a toujours eu une muse chatouilleuse, imprévisible. Heart and Bones, son avant-dernier album, était d'ailleurs le comptendu magnifique d'une longue crise d'inspiration. Depuis, il y a eu Graceland, la rencontre de Paul Simon avec la musique sud-africaine, et la tournée qui a suivi en 1987, entamée à Paris, conclue à Harare au Zimbabwe, aux portes du pays du mbanga et de l'apartheid.

Depuis on disait Paul Simon parti pour le Brésil, cherchant de nouveaux rythmes du côté de Bahia. L'album qui devait résulter de cette nouvelle exploration a été reporté sine die, et il revient présenter le Graceland Tour, le même qu'il y a deux ans. Quelles que soient les raisons de ce « bis », c'est une bonne nouvelle.

Le succès de Johnny Clegg, celui des groupes de la tournée francophone zoulou ont fait de la musique des Township un élément constant du paysage musical. Quand Paul Simon décide de demander la colla-

boration de musiciens de Soweto, seuls quelques initiés connaissent la basse tonitrueuse, les guitares ondulantes et les rythmes inlassables qui caractérisent le mbanga. Paul Simon reprend son rôle de monsieur Loyal présentant au monde occidental des inconnus qu'il n'a pas vu récemment à la tête de Stimela, les chanteurs de Lady Smith Black Mambazo et leur harmonie zoulou protestante. Et aussi les stars invitées : le trompettiste de jazz Hugh Masekela, et la reine-mère de la musique africaine, Miriam Makeba.

Aujourd'hui on sait que Paul Simon ne veut être que le pivot du spectacle ; on n'attend plus qu'il revienne sur la période antérieure à Graceland : les controverses qui avaient suivi la sortie de l'album (Simon avait enfreint le boycottage demandé par l'ONU en allant enregistrer en Afrique du sud) se sont apaisées, la violence de la découverte s'est estompée pour laisser la place au plaisir des retrouvailles avec une musique qui est la fierté d'un peuple.

THOMAS SOTINEL.

\* Le 16 juin, Palais Omnisports de Paris-Bercy. Le 5 juillet, arènes de Fréjus.

Michel Blanc Sandrine Bonnaire

**monsieur HIRE**

SOLUTIONS OFFICIELLES CONSTAT

Patrice Leconte Georges Simenon

Compagnie Adonis et Adonis de Paris-Lyon et Paris-Strasbourg • Photos: Patrick Hery • Image: Jean-Louis • Dessin: Jean-Louis • Montage: Jean-Louis • Uniquement pour l'usage personnel et non commercial • Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la Compagnie Adonis est formellement interdite • Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la Compagnie Adonis est formellement interdite • Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de la Compagnie Adonis est formellement interdite



ملک نامہ الاصل

M. Ronald Reagan  
pour la Coupole











# Le Monde CADRES

PA Consulting Group rappelle aux lecteurs du Monde les postes annoncés cette semaine:

- **RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER**  
Expérience groupe international  
ESC + DECS. Anglais ou espagnol. Paris  
Réf. 9508 MB
- **CHEF DU SERVICE GESTION ET LOGISTIQUE DES VENTES**  
Produits industriels. Allemand ou anglais. Paris-Nord  
Réf. 8423 MB
- **RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS**  
Consultant expérimenté. Lille  
Réf. 062 MB
- **DU MARKETING PRODUIT AU MARKETING SERVICE**  
Presse et international. Expérience chef de produit grande consommation. Paris  
Réf. 2047 MB

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature en précisant la référence choisie à PA Consulting Group - ADVERTISING & COMMUNICATIONS - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting  
Group

Creating Business Advantage

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés récemment:

Une opportunité pour intégrer un grand groupe  
• **CREER LA FONCTION AUDIT SOCIAL**  
Réf. VM 12/2205 E

Banque  
• **DIRECTEUR D'AGENCE**  
Concarnau  
Réf. VM 17/2048 H

• **CHEF DE BUREAU**  
Quimper Centre  
Réf. VM 17/2048 J

Secteur Bancaire  
• **REDACTEUR CONTENTIEUX**  
Toulouse  
Réf. VM 20/1834 P

SAINT-GOBAIN  
DESJONQUERES  
• **ADJOINT AU CHEF DES SERVICES FINANCIERS**  
Réf. VM 50/212 BW

• **CONTRÔLEURS DE GESTION**  
Nancy  
Châlon sur Saône  
Réf. VM 39/3051 B  
Réf. VM 39/3051 C

Participez à des projets d'envergure européenne  
• **JEUNES INGENIEURS MATERIAUX**  
Universitaires Niveau Doctorat  
Réf. VM 11/2038 A

ROUSSEL UCLAF  
Département des Contrats  
• **JURISTE D'AFFAIRES**  
Paris  
Réf. VM 55/1724 R

D'Europe Mars  
• **CONTRÔLEUR FINANCIER**  
Participez au démarrage d'une nouvelle usine  
Réf. VM 41/2875 L

Participez en première ligne à la gestion d'un centre de profit  
• **FUTUR SECRETAIRE GENERAL**  
Hec, Essec, Sup de Co  
(débutant ou première expérience)  
Réf. VM 25/092 V

Vous aimez la mode  
• **CONTRÔLEUR DE GESTION**  
Réf. VM 49/3159 A

Vous entrez dans la vie professionnelle  
Allez à l'essentiel: la Ressource Humaine  
• **RESPONSABLE GESTION DU PERSONNEL**  
Diplômé Grande Ecole  
Réf. VM 25/092 W

Société internationale de courtage d'assurances  
• **CONTRÔLEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**  
Réf. VM 48/2856 B

Sud Ouest  
• **CHEF DE PROJETS PRODUCTIQUES**  
Réf. VM 51/3179 A

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie à

**GROUPE EGOR**  
8, rue de Bern 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

EGOR

# L'AGENDA

## Animaux

### RÉGION CHAMBERY

#### A vendre

Motocyclette d'Alaska  
Motos  
Cilindrée de 125 cm<sup>3</sup>, 150 cm<sup>3</sup>, 250 cm<sup>3</sup>, 350 cm<sup>3</sup>, 500 cm<sup>3</sup>, 600 cm<sup>3</sup>, 750 cm<sup>3</sup>, 1000 cm<sup>3</sup>, 1200 cm<sup>3</sup>, 1500 cm<sup>3</sup>, 2000 cm<sup>3</sup>, 2500 cm<sup>3</sup>, 3000 cm<sup>3</sup>, 3500 cm<sup>3</sup>, 4000 cm<sup>3</sup>, 4500 cm<sup>3</sup>, 5000 cm<sup>3</sup>, 5500 cm<sup>3</sup>, 6000 cm<sup>3</sup>, 6500 cm<sup>3</sup>, 7000 cm<sup>3</sup>, 7500 cm<sup>3</sup>, 8000 cm<sup>3</sup>, 8500 cm<sup>3</sup>, 9000 cm<sup>3</sup>, 9500 cm<sup>3</sup>, 10000 cm<sup>3</sup>, 10500 cm<sup>3</sup>, 11000 cm<sup>3</sup>, 11500 cm<sup>3</sup>, 12000 cm<sup>3</sup>, 12500 cm<sup>3</sup>, 13000 cm<sup>3</sup>, 13500 cm<sup>3</sup>, 14000 cm<sup>3</sup>, 14500 cm<sup>3</sup>, 15000 cm<sup>3</sup>, 15500 cm<sup>3</sup>, 16000 cm<sup>3</sup>, 16500 cm<sup>3</sup>, 17000 cm<sup>3</sup>, 17500 cm<sup>3</sup>, 18000 cm<sup>3</sup>, 18500 cm<sup>3</sup>, 19000 cm<sup>3</sup>, 19500 cm<sup>3</sup>, 20000 cm<sup>3</sup>, 20500 cm<sup>3</sup>, 21000 cm<sup>3</sup>, 21500 cm<sup>3</sup>, 22000 cm<sup>3</sup>, 22500 cm<sup>3</sup>, 23000 cm<sup>3</sup>, 23500 cm<sup>3</sup>, 24000 cm<sup>3</sup>, 24500 cm<sup>3</sup>, 25000 cm<sup>3</sup>, 25500 cm<sup>3</sup>, 26000 cm<sup>3</sup>, 26500 cm<sup>3</sup>, 27000 cm<sup>3</sup>, 27500 cm<sup>3</sup>, 28000 cm<sup>3</sup>, 28500 cm<sup>3</sup>, 29000 cm<sup>3</sup>, 29500 cm<sup>3</sup>, 30000 cm<sup>3</sup>, 30500 cm<sup>3</sup>, 31000 cm<sup>3</sup>, 31500 cm<sup>3</sup>, 32000 cm<sup>3</sup>, 32500 cm<sup>3</sup>, 33000 cm<sup>3</sup>, 33500 cm<sup>3</sup>, 34000 cm<sup>3</sup>, 34500 cm<sup>3</sup>, 35000 cm<sup>3</sup>, 35500 cm<sup>3</sup>, 36000 cm<sup>3</sup>, 36500 cm<sup>3</sup>, 37000 cm<sup>3</sup>, 37500 cm<sup>3</sup>, 38000 cm<sup>3</sup>, 38500 cm<sup>3</sup>, 39000 cm<sup>3</sup>, 39500 cm<sup>3</sup>, 40000 cm<sup>3</sup>, 40500 cm<sup>3</sup>, 41000 cm<sup>3</sup>, 41500 cm<sup>3</sup>, 42000 cm<sup>3</sup>, 42500 cm<sup>3</sup>, 43000 cm<sup>3</sup>, 43500 cm<sup>3</sup>, 44000 cm<sup>3</sup>, 44500 cm<sup>3</sup>, 45000 cm<sup>3</sup>, 45500 cm<sup>3</sup>, 46000 cm<sup>3</sup>, 46500 cm<sup>3</sup>, 47000 cm<sup>3</sup>, 47500 cm<sup>3</sup>, 48000 cm<sup>3</sup>, 48500 cm<sup>3</sup>, 49000 cm<sup>3</sup>, 49500 cm<sup>3</sup>, 50000 cm<sup>3</sup>, 50500 cm<sup>3</sup>, 51000 cm<sup>3</sup>, 51500 cm<sup>3</sup>, 52000 cm<sup>3</sup>, 52500 cm<sup>3</sup>, 53000 cm<sup>3</sup>, 53500 cm<sup>3</sup>, 54000 cm<sup>3</sup>, 54500 cm<sup>3</sup>, 55000 cm<sup>3</sup>, 55500 cm<sup>3</sup>, 56000 cm<sup>3</sup>, 56500 cm<sup>3</sup>, 57000 cm<sup>3</sup>, 57500 cm<sup>3</sup>, 58000 cm<sup>3</sup>, 58500 cm<sup>3</sup>, 59000 cm<sup>3</sup>, 59500 cm<sup>3</sup>, 60000 cm<sup>3</sup>, 60500 cm<sup>3</sup>, 61000 cm<sup>3</sup>, 61500 cm<sup>3</sup>, 62000 cm<sup>3</sup>, 62500 cm<sup>3</sup>, 63000 cm<sup>3</sup>, 63500 cm<sup>3</sup>, 64000 cm<sup>3</sup>, 64500 cm<sup>3</sup>, 65000 cm<sup>3</sup>, 65500 cm<sup>3</sup>, 66000 cm<sup>3</sup>, 66500 cm<sup>3</sup>, 67000 cm<sup>3</sup>, 67500 cm<sup>3</sup>, 68000 cm<sup>3</sup>, 68500 cm<sup>3</sup>, 69000 cm<sup>3</sup>, 69500 cm<sup>3</sup>, 70000 cm<sup>3</sup>, 70500 cm<sup>3</sup>, 71000 cm<sup>3</sup>, 71500 cm<sup>3</sup>, 72000 cm<sup>3</sup>, 72500 cm<sup>3</sup>, 73000 cm<sup>3</sup>, 73500 cm<sup>3</sup>, 74000 cm<sup>3</sup>, 74500 cm<sup>3</sup>, 75000 cm<sup>3</sup>, 75500 cm<sup>3</sup>, 76000 cm<sup>3</sup>, 76500 cm<sup>3</sup>, 77000 cm<sup>3</sup>, 77500 cm<sup>3</sup>, 78000 cm<sup>3</sup>, 78500 cm<sup>3</sup>, 79000 cm<sup>3</sup>, 79500 cm<sup>3</sup>, 80000 cm<sup>3</sup>, 80500 cm<sup>3</sup>, 81000 cm<sup>3</sup>, 81500 cm<sup>3</sup>, 82000 cm<sup>3</sup>, 82500 cm<sup>3</sup>, 83000 cm<sup>3</sup>, 83500 cm<sup>3</sup>, 84000 cm<sup>3</sup>, 84500 cm<sup>3</sup>, 85000 cm<sup>3</sup>, 85500 cm<sup>3</sup>, 86000 cm<sup>3</sup>, 86500 cm<sup>3</sup>, 87000 cm<sup>3</sup>, 87500 cm<sup>3</sup>, 88000 cm<sup>3</sup>, 88500 cm<sup>3</sup>, 89000 cm<sup>3</sup>, 89500 cm<sup>3</sup>, 90000 cm<sup>3</sup>, 90500 cm<sup>3</sup>, 91000 cm<sup>3</sup>, 91500 cm<sup>3</sup>, 92000 cm<sup>3</sup>, 92500 cm<sup>3</sup>, 93000 cm<sup>3</sup>, 93500 cm<sup>3</sup>, 94000 cm<sup>3</sup>, 94500 cm<sup>3</sup>, 95000 cm<sup>3</sup>, 95500 cm<sup>3</sup>, 96000 cm<sup>3</sup>, 96500 cm<sup>3</sup>, 97000 cm<sup>3</sup>, 97500 cm<sup>3</sup>, 98000 cm<sup>3</sup>, 98500 cm<sup>3</sup>, 99000 cm<sup>3</sup>, 99500 cm<sup>3</sup>, 100000 cm<sup>3</sup>, 100500 cm<sup>3</sup>, 101000 cm<sup>3</sup>, 101500 cm<sup>3</sup>, 102000 cm<sup>3</sup>, 102500 cm<sup>3</sup>, 103000 cm<sup>3</sup>, 103500 cm<sup>3</sup>, 104000 cm<sup>3</sup>, 104500 cm<sup>3</sup>, 105000 cm<sup>3</sup>, 105500 cm<sup>3</sup>, 106000 cm<sup>3</sup>, 106500 cm<sup>3</sup>, 107000 cm<sup>3</sup>, 107500 cm<sup>3</sup>, 108000 cm<sup>3</sup>, 108500 cm<sup>3</sup>, 109000 cm<sup>3</sup>, 109500 cm<sup>3</sup>, 110000 cm<sup>3</sup>, 110500 cm<sup>3</sup>, 111000 cm<sup>3</sup>, 111500 cm<sup>3</sup>, 112000 cm<sup>3</sup>, 112500 cm<sup>3</sup>, 113000 cm<sup>3</sup>, 113500 cm<sup>3</sup>, 114000 cm<sup>3</sup>, 114500 cm<sup>3</sup>, 115000 cm<sup>3</sup>, 115500 cm<sup>3</sup>, 116000 cm<sup>3</sup>, 116500 cm<sup>3</sup>, 117000 cm<sup>3</sup>, 117500 cm<sup>3</sup>, 118000 cm<sup>3</sup>, 118500 cm<sup>3</sup>, 119000 cm<sup>3</sup>, 119500 cm<sup>3</sup>, 120000 cm<sup>3</sup>, 120500 cm<sup>3</sup>, 121000 cm<sup>3</sup>, 121500 cm<sup>3</sup>, 122000 cm<sup>3</sup>, 122500 cm<sup>3</sup>, 123000 cm<sup>3</sup>, 123500 cm<sup>3</sup>, 124000 cm<sup>3</sup>, 124500 cm<sup>3</sup>, 125000 cm<sup>3</sup>, 125500 cm<sup>3</sup>, 126000 cm<sup>3</sup>, 126500 cm<sup>3</sup>, 127000 cm<sup>3</sup>, 127500 cm<sup>3</sup>, 128000 cm<sup>3</sup>, 128500 cm<sup>3</sup>, 129000 cm<sup>3</sup>, 129500 cm<sup>3</sup>, 130000 cm<sup>3</sup>, 130500 cm<sup>3</sup>, 131000 cm<sup>3</sup>, 131500 cm<sup>3</sup>, 132000 cm<sup>3</sup>, 132500 cm<sup>3</sup>, 133000 cm<sup>3</sup>, 133500 cm<sup>3</sup>, 134000 cm<sup>3</sup>, 134500 cm<sup>3</sup>, 135000 cm<sup>3</sup>, 135500 cm<sup>3</sup>, 136000 cm<sup>3</sup>, 136500 cm<sup>3</sup>, 137000 cm<sup>3</sup>, 137500 cm<sup>3</sup>, 138000 cm<sup>3</sup>, 138500 cm<sup>3</sup>, 139000 cm<sup>3</sup>, 139500 cm<sup>3</sup>, 140000 cm<sup>3</sup>, 140500 cm<sup>3</sup>, 141000 cm<sup>3</sup>, 141500 cm<sup>3</sup>, 142000 cm<sup>3</sup>, 142500 cm<sup>3</sup>, 143000 cm<sup>3</sup>, 143500 cm<sup>3</sup>, 144000 cm<sup>3</sup>, 144500 cm<sup>3</sup>, 145000 cm<sup>3</sup>, 145500 cm<sup>3</sup>, 146000 cm<sup>3</sup>, 146500 cm<sup>3</sup>, 147000 cm<sup>3</sup>, 147500 cm<sup>3</sup>, 148000 cm<sup>3</sup>, 148500 cm<sup>3</sup>, 149000 cm<sup>3</sup>, 149500 cm<sup>3</sup>, 150000 cm<sup>3</sup>, 150500 cm<sup>3</sup>, 151000 cm<sup>3</sup>, 151500 cm<sup>3</sup>, 152000 cm<sup>3</sup>, 152500 cm<sup>3</sup>, 153000 cm<sup>3</sup>, 153500 cm<sup>3</sup>, 154000 cm<sup>3</sup>, 154500 cm<sup>3</sup>, 155000 cm<sup>3</sup>, 155500 cm<sup>3</sup>, 156000 cm<sup>3</sup>, 156500 cm<sup>3</sup>, 157000 cm<sup>3</sup>, 157500 cm<sup>3</sup>, 158000 cm<sup>3</sup>, 158500 cm<sup>3</sup>, 159000 cm<sup>3</sup>, 159500 cm<sup>3</sup>, 160000 cm<sup>3</sup>, 160500 cm<sup>3</sup>, 161000 cm<sup>3</sup>, 161500 cm<sup>3</sup>, 162000 cm<sup>3</sup>, 162500 cm<sup>3</sup>, 163000 cm<sup>3</sup>, 163500 cm<sup>3</sup>, 164000 cm<sup>3</sup>, 164500 cm<sup>3</sup>, 165000 cm<sup>3</sup>, 165500 cm<sup>3</sup>, 166000 cm<sup>3</sup>, 166500 cm<sup>3</sup>, 167000 cm<sup>3</sup>, 167500 cm<sup>3</sup>, 168000 cm<sup>3</sup>, 168500 cm<sup>3</sup>, 169000 cm<sup>3</sup>, 169500 cm<sup>3</sup>, 170000 cm<sup>3</sup>, 170500 cm<sup>3</sup>, 171000 cm<sup>3</sup>, 171500 cm<sup>3</sup>, 172000 cm<sup>3</sup>, 172500 cm<sup>3</sup>, 173000 cm<sup>3</sup>, 173500 cm<sup>3</sup>, 174000 cm<sup>3</sup>, 174500 cm<sup>3</sup>, 175000 cm<sup>3</sup>, 175500 cm<sup>3</sup>, 176000 cm<sup>3</sup>, 176500 cm<sup>3</sup>, 177000 cm<sup>3</sup>, 177500 cm<sup>3</sup>, 178000 cm<sup>3</sup>, 178500 cm<sup>3</sup>, 179000 cm<sup>3</sup>, 179500 cm<sup>3</sup>, 180000 cm<sup>3</sup>, 180500 cm<sup>3</sup>, 181000 cm<sup>3</sup>, 181500 cm<sup>3</sup>, 182000 cm<sup>3</sup>, 182500 cm<sup>3</sup>, 183000 cm<sup>3</sup>, 183500 cm<sup>3</sup>, 184000 cm<sup>3</sup>, 184500 cm<sup>3</sup>, 185000 cm<sup>3</sup>, 185500 cm<sup>3</sup>, 186000 cm<sup>3</sup>, 186500 cm<sup>3</sup>, 187000 cm<sup>3</sup>, 187500 cm<sup>3</sup>, 188000 cm<sup>3</sup>, 188500 cm<sup>3</sup>, 189000 cm<sup>3</sup>, 189500 cm<sup>3</sup>, 190000 cm<sup>3</sup>, 190500 cm<sup>3</sup>, 191000 cm<sup>3</sup>, 191500 cm<sup>3</sup>, 192000 cm<sup>3</sup>, 192500 cm<sup>3</sup>, 193000 cm<sup>3</sup>, 193500 cm<sup>3</sup>, 194000 cm<sup>3</sup>, 194500 cm<sup>3</sup>, 195000 cm<sup>3</sup>, 195500 cm<sup>3</sup>, 196000 cm<sup>3</sup>, 196500 cm<sup>3</sup>, 197000 cm<sup>3</sup>, 197500 cm<sup>3</sup>, 198000 cm<sup>3</sup>, 198500 cm<sup>3</sup>, 199000 cm<sup>3</sup>, 199500 cm<sup>3</sup>, 200000 cm<sup>3</sup>, 200500 cm<sup>3</sup>, 201000 cm<sup>3</sup>, 201500 cm<sup>3</sup>, 202000 cm<sup>3</sup>, 202500 cm<sup>3</sup>, 203000 cm<sup>3</sup>, 203500 cm<sup>3</sup>, 204000 cm<sup>3</sup>, 204500 cm<sup>3</sup>, 205000 cm<sup>3</sup>, 205500 cm<sup>3</sup>, 206000 cm<sup>3</sup>, 206500 cm<sup>3</sup>, 207000 cm<sup>3</sup>, 207500 cm<sup>3</sup>, 208000 cm<sup>3</sup>, 208500 cm<sup>3</sup>, 209000 cm<sup>3</sup>, 209500 cm<sup>3</sup>, 210000 cm<sup>3</sup>, 210500 cm<sup>3</sup>, 211000 cm<sup>3</sup>, 211500 cm<sup>3</sup>, 212000 cm<sup>3</sup>, 212500 cm<sup>3</sup>, 213000 cm<sup>3</sup>, 213500 cm<sup>3</sup>, 214000 cm<sup>3</sup>, 214500 cm<sup>3</sup>, 215000 cm<sup>3</sup>, 215500 cm<sup>3</sup>, 216000 cm<sup>3</sup>, 216500 cm<sup>3</sup>, 217000 cm<sup>3</sup>, 217500 cm<sup>3</sup>, 218000 cm<sup>3</sup>, 218500 cm<sup>3</sup>, 219000 cm<sup>3</sup>, 219500 cm<sup>3</sup>, 220000 cm<sup>3</sup>, 220500 cm<sup>3</sup>, 221000 cm<sup>3</sup>, 221500 cm<sup>3</sup>, 222000 cm<sup>3</sup>, 222500 cm<sup>3</sup>, 223000 cm<sup>3</sup>, 223500 cm<sup>3</sup>, 224000 cm<sup>3</sup>, 224500 cm<sup>3</sup>, 225000 cm<sup>3</sup>, 225500 cm<sup>3</sup>, 226000 cm<sup>3</sup>, 226500 cm<sup>3</sup>, 227000 cm<sup>3</sup>, 227500 cm<sup>3</sup>, 228000 cm<sup>3</sup>, 228500 cm<sup>3</sup>, 229000 cm<sup>3</sup>, 229500 cm<sup>3</sup>, 230000 cm<sup>3</sup>, 230500 cm<sup>3</sup>, 231000 cm<sup>3</sup>, 231500 cm<sup>3</sup>, 232000 cm<sup>3</sup>, 232500 cm<sup>3</sup>, 233000 cm<sup>3</sup>, 233500 cm<sup>3</sup>, 234000 cm<sup>3</sup>, 234500 cm<sup>3</sup>, 235000 cm<sup>3</sup>, 235500 cm<sup>3</sup>, 236000 cm<sup>3</sup>, 236500 cm<sup>3</sup>, 237000 cm<sup>3</sup>, 237500 cm<sup>3</sup>, 238000 cm<sup>3</sup>, 238500 cm<sup>3</sup>, 239000 cm<sup>3</sup>, 239500 cm<sup>3</sup>, 240000 cm<sup>3</sup>, 240500 cm<sup>3</sup>, 241000 cm<sup>3</sup>, 241500 cm<sup>3</sup>, 242000 cm<sup>3</sup>, 242500 cm<sup>3</sup>, 243000 cm<sup>3</sup>, 243500 cm<sup>3</sup>, 244000 cm<sup>3</sup>, 244500 cm<sup>3</sup>, 245000 cm<sup>3</sup>, 245500 cm<sup>3</sup>, 246000 cm<sup>3</sup>, 246500 cm<sup>3</sup>, 247000 cm<sup>3</sup>, 247500 cm<sup>3</sup>, 248000 cm<sup>3</sup>, 248500 cm<sup>3</sup>, 249000 cm<sup>3</sup>, 249500 cm<sup>3</sup>, 250000 cm<sup>3</sup>, 250500 cm<sup>3</sup>, 251000 cm<sup>3</sup>, 251500 cm<sup>3</sup>, 252000 cm<sup>3</sup>, 252500 cm<sup>3</sup>, 253000 cm<sup>3</sup>, 253500 cm<sup>3</sup>, 254000 cm<sup>3</sup>, 254500 cm<sup>3</sup>, 255000 cm<sup>3</sup>, 255500 cm<sup>3</sup>, 256000 cm<sup>3</sup>, 256500 cm<sup>3</sup>, 257000 cm<sup>3</sup>, 257500 cm<sup>3</sup>, 258000 cm<sup>3</sup>, 258500 cm<sup>3</sup>, 259000 cm<sup>3</sup>, 259500 cm<sup>3</sup>, 260000 cm<sup>3</sup>, 260500 cm<sup>3</sup>, 261000 cm<sup>3</sup>, 261500 cm<sup>3</sup>, 262000 cm<sup>3</sup>, 262500 cm<sup>3</sup>, 263000 cm<sup>3</sup>, 263500 cm<sup>3</sup>, 264000 cm<sup>3</sup>, 264500 cm<sup>3</sup>, 265000 cm<sup>3</sup>, 265500 cm<sup>3</sup>, 266000 cm<sup>3</sup>, 266500 cm<sup>3</sup>, 267000 cm<sup>3</sup>, 267500 cm<sup>3</sup>, 268000 cm<sup>3</sup>, 268500 cm<sup>3</sup>, 269000 cm<sup>3</sup>, 269500 cm<sup>3</sup>, 270000 cm<sup>3</sup>, 270500 cm<sup>3</sup>, 271000 cm<sup>3</sup>, 271500 cm<sup>3</sup>, 272000 cm<sup>3</sup>, 272500 cm<sup>3</sup>, 273000 cm<sup>3</sup>, 273500 cm<sup>3</sup>, 274000 cm<sup>3</sup>, 274500 cm<sup>3</sup>, 275000 cm<sup>3</sup>, 275500 cm<sup>3</sup>, 276000 cm<sup>3</sup>, 276500 cm<sup>3</sup>, 277000 cm<sup>3</sup>, 277500 cm<sup>3</sup>, 278000 cm<sup>3</sup>, 278500 cm<sup>3</sup>, 279000 cm<sup>3</sup>, 279500 cm<sup>3</sup>, 280000 cm<sup>3</sup>, 280500 cm<sup>3</sup>, 281000 cm<sup>3</sup>, 281500 cm<sup>3</sup>, 282000 cm<sup>3</sup>, 282500 cm<sup>3</sup>, 283000 cm<sup>3</sup>, 283500 cm<sup>3</sup>, 284000 cm<sup>3</sup>, 284500 cm<sup>3</sup>, 285000 cm<sup>3</sup>, 285500 cm<sup>3</sup>, 286000 cm<sup>3</sup>, 286500 cm<sup>3</sup>, 287000 cm<sup>3</sup>, 287500 cm<sup>3</sup>, 288000 cm<sup>3</sup>, 288500 cm<sup>3</sup>, 289000 cm<sup>3</sup>, 289500 cm<sup>3</sup>, 290000 cm<sup>3</sup>, 290500 cm<sup>3</sup>, 291000 cm<sup>3</sup>, 291500 cm<sup>3</sup>, 292000 cm<sup>3</sup>, 292500 cm<sup>3</sup>, 293000 cm<sup>3</sup>, 293500 cm<sup>3</sup>, 294000 cm<sup>3</sup>, 294500 cm<sup>3</sup>, 295000 cm<sup>3</sup>, 295500 cm<sup>3</sup>, 296000 cm<sup>3</sup>, 296500 cm<sup>3</sup>, 297000 cm<sup>3</sup>, 297500 cm<sup>3</sup>, 298000 cm<sup>3</sup>, 298500 cm<sup>3</sup>, 299000 cm<sup>3</sup>, 299500 cm<sup>3</sup>, 300000 cm<sup>3</sup>, 300500 cm<sup>3</sup>, 301000 cm<sup>3</sup>, 301500 cm<sup>3</sup>, 302000 cm<sup>3</sup>, 302500 cm<sup>3</sup>, 303000 cm<sup>3</sup>, 303500 cm<sup>3</sup>, 304000 cm<sup>3</sup>, 304500 cm<sup>3</sup>, 305000 cm<sup>3</sup>, 305500 cm<sup>3</sup>, 306000 cm<sup>3</sup>, 306500 cm<sup>3</sup>, 307000 cm<sup>3</sup>, 307500 cm<sup>3</sup>, 308000 cm<sup>3</sup>, 308500 cm<sup>3</sup>, 309000 cm<sup>3</sup>, 309500 cm<sup>3</sup>, 310000 cm<sup>3</sup>, 310500 cm<sup>3</sup>, 311000 cm<sup>3</sup>, 311500 cm<sup>3</sup>, 312000 cm<sup>3</sup>, 312500 cm<sup>3</sup>, 313000 cm<sup>3</sup>, 313500 cm<sup>3</sup>, 314000 cm<sup>3</sup>, 314500 cm<sup>3</sup>, 315000 cm<sup>3</sup>, 315500 cm<sup>3</sup>, 316000 cm<sup>3</sup>, 316500 cm<sup>3</sup>, 317000 cm<sup>3</sup>, 317500 cm<sup>3</sup>, 318000 cm<sup>3</sup>, 318500 cm<sup>3</sup>, 319000 cm<sup>3</sup>, 319500 cm<sup>3</sup>, 320000 cm<sup>3</sup>, 320500 cm<sup>3</sup>, 321000 cm<sup>3</sup>, 321500 cm<sup>3</sup>, 322000 cm<sup>3</sup>, 322500 cm<sup>3</sup>, 323000 cm<sup>3</sup>, 323500 cm<sup>3</sup>, 324000 cm<sup>3</sup>, 324500 cm<sup>3</sup>, 325000 cm<sup>3</sup>, 325500 cm<sup>3</sup>, 326000 cm<sup>3</sup>, 326500 cm<sup>3</sup>, 327000 cm<sup>3</sup>, 327500 cm<sup>3</sup>, 328000 cm<sup>3</sup>, 328500 cm<sup>3</sup>, 329000 cm<sup>3</sup>, 329500 cm<sup>3</sup>, 330000 cm<sup>3</sup>, 330500 cm<sup>3</sup>, 331000 cm<sup>3</sup>, 331500 cm<sup>3</sup>, 332000 cm<sup>3</sup>, 332500 cm<sup>3</sup>, 333000 cm<sup>3</sup>, 333500 cm<sup>3</sup>, 334000 cm<sup>3</sup>, 334500 cm<sup>3</sup>, 335000 cm<sup>3</sup>, 335500 cm<sup>3</sup>, 336000 cm<sup>3</sup>, 336500 cm<sup>3</sup>, 337000 cm<sup>3</sup>, 337500 cm<sup>3</sup>, 338000 cm<sup>3</sup>, 338500 cm<sup>3</sup>, 339000 cm<sup>3</sup>, 339500 cm<sup>3</sup>, 340000 cm



## Naissances

— Chris, Dan et Jonathan  
GUTKIN  
ont la joie d'annoncer la naissance de  
Jada,  
à Paris, le 13 juin 1989.

## Mariages

— M<sup>me</sup> Pierre LION,  
M<sup>me</sup> Marianne LION,  
M<sup>me</sup> Huguette FORTIN,  
M<sup>me</sup> M<sup>me</sup> Pierre FORTIN,  
M<sup>me</sup> Léon BREZIN,  
M<sup>me</sup> M<sup>me</sup> Edmond BREZIN,  
font part du mariage de leurs petits-  
enfants et enfants.

Gérardine DE THORÉ  
et Antoine BREZIN.  
Paris, le 10 juin 1989.  
4, avenue Saint-Jacques,  
75014 Paris.

— Claire TEXIER  
et Jacques LOYER  
sont heureux de faire part de leur  
mariage, célébré dans l'intimité le  
16 juin 1989.  
7, rue Brézin,  
22, rue Delambre,  
75014 Paris.

— M<sup>me</sup> Yves RENAUD  
et M<sup>me</sup> Marie-Henriette FIGASSE.  
Le professeur et M<sup>me</sup> Pierre LLAU,  
sont heureux d'annoncer le mariage de  
leurs enfants.

— Anne-France et Pascal,  
célèbres dans l'intimité, le 17 juin 1989,  
en l'église de Villeneuve-sur-Yèvre  
(Tarn).

Le Combarot,  
81130 Villeneuve-sur-Yèvre,  
3, avenue de la Tranquillité,  
78000 Versailles.

## Décès

— M<sup>me</sup> Anne Alvarez Correa,  
M<sup>me</sup> Manuel Alvarez Correa,  
ses enfants,  
Les familles Azadine et Tombeck,  
ses parents,  
ont le deuil de faire part du décès  
subit de

M<sup>me</sup> Herbert ALVARES CORREA  
né Edouard Tombeck.  
survécu le 27 mai 1989 à Bruxelles.

La cérémonie religieuse et l'inhumation-  
ont eu lieu dans la plus stricte intimité.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
22, place du Général Catroux,  
75017 Paris.

— Jean Frocourt,  
président du Collège de psychanalyses,  
a la tristesse de faire part du décès de  
leur ami et collègue.

Jules HIGRAS,  
survécu le 13 juin à Montréal  
(Canada).

Qui sa femme Elisabeth et ses  
enfants soient assurés de nos amicales  
condoléances.

— On prie d'annoncer le décès de  
M<sup>me</sup> Yves CHRISTENSEN,  
chirurgien-dentiste.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi  
2 juin à Saint-Malo.

— M<sup>me</sup> Sylviane Gentil,  
son épouse,  
Cécile, Anne, Thomas, Blaise, Mar-  
the et Laurent,  
ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Hilda Gentil,  
sa mère,  
Bernard, son frère,  
Amick et leurs enfants,  
Et toute la famille,  
ont le deuil de faire part du décès du  
docteur Claude GENTIL.

survécu le 11 juin, dans sa soixante-  
troisième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu  
dans l'intimité familiale en l'église  
Saint-Pierre de Montrouge, Paris-14<sup>e</sup>.  
28, rue du Four,  
75006 Paris.

— Le président  
Et les membres du conseil d'adminis-  
tration de l'association David et Jons-  
than  
font part du décès de leur président et  
fondeur

## GÉRALD.

Il nous invite à participer à une cérémo-  
nie, le samedi 24 juin 1989, à 10 heures  
en l'église Saint-Martin, 78, rue Saint-  
Martin, Paris-4<sup>e</sup>, pour rendre grâce de  
l'action menée par GÉRALD.

92 bis, rue de Picpus,  
75012 Paris.

(Lire page 14.)

## CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 83 F

Abonnés et actionnaires : 73 F

Communicat. diverses : 86 F

— Michel Schott,  
Nathalie et Boris Kuperman,  
ses enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

Paul GUILLEARD-SCHOTT,  
le 14 juin 1989.

L'inhumation a eu lieu dans l'inti-  
mité, le 16 juin, à Cachan.  
2, place Chateaubriand,  
94230 Cachan.

— Montpellier.

M<sup>me</sup> Gisèle Klein,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont l'immense douleur de faire part du  
décès de

M<sup>me</sup> Willy KLEIN,  
diplômée HEC,  
ex-agente comptable  
de la Mutualité française

survécue le 12 juin 1989, à l'âge de  
soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
mité familiale.

« L'homme nait poussière et rede-  
vient poussière, mais l'âme rendra  
des comptes. »

55, rue des Escarpiers,  
34080 Montpellier.

— La famille endeuillée  
a la grande tristesse de faire part du  
décès de son cher

Amiel NANA,  
éminent chirurgien,  
professeur à la faculté de médecine  
de Cluj (Roumanie).

Ses obsèques ont eu lieu à Cluj, le  
mercredi 14 juin.

Un service religieux sera célébré le  
dimanche 18 juin 1989, à 12 heures, en  
l'église orthodoxe roumaine de Paris.  
Près port lui.

— M<sup>me</sup> Bekhouf Talahite,  
ses enfants et petits-enfants,  
MM. Fouad et Fawzi Hakiki,  
M<sup>me</sup> Khroufa Benkroula,  
Et M<sup>me</sup> Youssef Hichech,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Abdel-Kader Talahiti  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> le docteur et M<sup>me</sup> Allal Louazani,  
Toute sa famille ainsi que ses amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Bekhouf TALAHITE,  
directeur de l'Ecole normale supérieure  
ENSEP d'Oran,  
ancien recteur de l'université d'Oran,  
survécue dans sa soixante et unième  
année, à Montpellier (hôpital Saint-  
Eloi).

Les obsèques auront lieu à Mostagan-  
nem (Algérie).

Cet avis tient lieu de faire-part.

## Remerciements

— Bellegarde-sur-Valserine, Bour-  
ges-Bresse, Charolles, Lyon, Paris,  
Reims.

M<sup>me</sup> Claude Bange,  
ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Franck Bange,  
sa mère,  
Et toute leur famille,  
très sensibles aux nombreuses marques  
de sympathie reçues lors des funérailles  
de

M<sup>me</sup> le docteur Claude BANGE,

et dans l'impossibilité d'y répondre indi-  
viduellement, prient toutes les personnes  
qui se sont associées à leur peine de bien  
vouloir trouver ici l'expression de leur  
vive gratitude.

## Anniversaires

— Le 17 juin 1988

Nora AISENE,  
née Schindlerstein,  
nous quitte.

Une affectueuse pensée est adressée  
à ceux qui l'ont connue et aimée.

— Il y a quarante-cinq ans,

Henri BLUM,

le 14 juin 1944,

Simone BLUM,

le 17 juin 1944.

étaient déportés en Allemagne et quit-  
taient pour toujours leurs enfants, Pierre  
Blum et Françoise Blum-Messiahi.

N'oublions jamais.

## Messes anniversaires

— Le 22 juillet 1989, ont été massé-  
crés sur la place de l'Hôtel de Ville de  
Paris, victimes de leur dévouement au  
Roi.

Joseph-François Foellon de Doue,  
intendant des armées, de la marine et  
des finances.

Et son gendre,  
Louis-Bénigne Bertier de Sauvigny,  
intendant de la généralité de Paris.

Leurs descendants ont voulu marquer  
le bicentenaire de deux des premiers  
assassins de cette période par une  
messe, célébrée le samedi 22 juillet  
1989, à 15 h 30, en l'église Saint-  
Nicolas-des-Champs, ancienne paroisse  
de la famille.

Cette annonce tient lieu d'invitation  
pour tous les descendants et amis.

## PHILATÉLIE

## Quatre personnages de la Révolution

La Poste mettra en vente gé-  
nérale, le lundi 26 juin, un bloc de qua-  
tre timbres à 2,20 F chacun consa-  
cré à M<sup>me</sup> Roland, Camille  
Desmoulins, Condorcet et Kellermann.

M<sup>me</sup> Roland est représentée  
devant les prisons de l'Abbaye et de  
Sainte-Pélagie où elle fut successivement  
internée. Camille Desmoulins  
est juché sur une table, rappelant  
l'épisode du Palais-Royal quand, le  
12 juillet 1789, il harangua la foule  
parisienne. Derrière Condorcet  
apparaissent les Tuileries. Quant à  
Kellermann, il lève victorieusement  
son sabre, avec, en arrière-plan, le  
moulin de Valmy.

Les timbres du bloc, au format

vertical 26 x 40 mm, sont dessinés  
et gravés par Marie-Noëlle Goffin,  
la mise en page du bloc est signée  
Alain Rouhier, le tout étant imprimé  
en taille-douce.

Vente anticipée « éolée ». Si les  
timbres sont vendus sous la forme  
d'une série indivisible à 8,80 F, il  
existe en revanche cinq oblitérations  
« premier jour » différentes : une  
pour chacune des figurines (qui ne  
peut être appliquée strictement que  
sur le timbre correspondant, détaché  
ou non du bloc) et une pour le bloc-  
feuillelet complet. Ajoutez enfin deux  
ventes anticipées avec des cachets  
sans mention « premier jour ».



\* Vente anticipée « premier jour » à  
Paris, oblitération « M<sup>me</sup> Roland », les  
24 et 25 juin au Musée de la poste,  
34, boulevard de Vaugouard, 15<sup>e</sup>, le  
24 juin, de 8 heures à 12 heures, à Paris-  
Louvre RP, 52, rue de Louvre, 1<sup>er</sup>, et à  
Paris-Séguier, 5, avenue de Séguier, 7<sup>e</sup>.

Vente anticipée « premier jour » à  
Gisors (Aisne), oblitération « Desmou-  
lins », les 24 et 25 juin, à la salle des  
fêtes de la mairie ; le 24 juin, au bureau  
de poste.

Vente anticipée « premier jour » à  
Ribeumont (Aisne), oblitération « Con-  
dorcet », les 24 et 25 juin, à la salle des  
fêtes de la mairie ; le 24 juin, au bureau  
de poste.

Vente anticipée « premier jour » à  
Strasbourg (Bas-Rhin), oblitération  
« Kellermann », les 24 et 25 juin, au  
cercle militaire, place Broglie ; le  
24 juin, à la recette principale de la  
poste et à l'Agrip.

Vente anticipée, cachet « Concor-  
de », sans mention « premier jour » à  
Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine), les  
24 et 25 juin, dans le hall d'animation,  
47, boulevard Joffre ; le 24 juin, au  
bureau de poste.

Vente anticipée à Clamart (Hauts-  
de-Seine), cachet « Condorcet », sans  
mention « premier jour », les 24 et  
25 juin, à la salle des fêtes de la mairie,  
place Maurice-Gunschbourg ; le 24 juin,  
au bureau de poste.

Ces deux derniers bureaux tempo-  
raires disposeront du cachet « premier  
jour » du bloc-feuillelet réservé unique-  
ment à l'oblitération du bloc complet.

Mario-Noëlle Goffin, auteur des tim-  
bres, sera présente sur place à Bourg-la-  
Reine pour dédicacer le bloc.

Retenue réalisée par la rédaction  
du Monde des philatélistes,  
24, rue Chancet, 75009 Paris.  
Tél. : (1) 42-47-99-08.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel  
du mercredi 14 juin 1989 :

## DES ARRÊTÉS

• Du 23 mai 1989 portant appro-  
bation de dispositions complétant le  
règlement de sécurité contre les ris-  
ques d'incendie et de panique dans  
les établissements recevant du public.

• Du 5 juin 1989 relatif aux cen-  
tres de lutte contre le cancer.

## DES LISTES

• Des élèves de l'Ecole supé-  
rieure d'ingénieurs de Marseille  
ayant obtenu le diplôme d'ingénieur  
de cet établissement en 1987 et  
1988.

• Des étudiants ayant obtenu en  
1988 le diplôme de l'Institut supé-  
rieur technique d'outre-mer.

• Des élèves ayant obtenu le  
diplôme de l'Ecole européenne des  
affaires en 1988.

• Des élèves ayant obtenu le  
diplôme de l'Ecole nationale  
supérieure d'arts et métiers ayant  
obtenu le diplôme d'ingénieur de cet  
établissement en 1987.

• D'admissibilité aux concours  
d'admission à l'Ecole spéciale mili-  
taire de Saint-Cyr en 1989.

• Des élèves ayant obtenu le  
diplôme de l'Ecole supérieure de  
commerce de Lyon en 1988.

• Des élèves ayant obtenu le  
diplôme de l'Ecole polytechnique  
féminine en 1988.

• Des élèves de l'Ecole supé-  
rieure des techniques aéronautiques  
et de construction automobile ayant  
obtenu en 1988 le diplôme de cet  
établissement.

• Des élèves de l'Ecole centrale  
de Paris ayant obtenu le diplôme  
d'ingénieur de cet établissement en  
1987.

• D'admissibilité aux concours  
d'admission à l'Ecole spéciale mili-  
taire de Saint-Cyr en 1989.

Sont publiés au Journal officiel  
du jeudi 15 juin :

## DES LOIS

• N<sup>o</sup> 89-377 du 13 juin 1989  
relative aux groupements européens  
d'intérêt économique et modifiant  
l'ordonnance n<sup>o</sup> 67-821 du 23 sep-  
tembre 1967 sur les groupements  
d'intérêt économique.

• N<sup>o</sup> 89-378 du 13 juin 1989 por-  
tant diverses dispositions relatives à  
l'organisation judiciaire en  
Nouvelle-Calédonie.

• N<sup>o</sup> 89-379 du 13 juin 1989  
modifiant l'article 17 de la loi n<sup>o</sup> 84-  
747 du 2 août 1984 relative aux  
compétences des régions de Guade-  
loupe, de Guyane, de Martinique et  
de la Réunion.

## DES LISTES

• Des élèves de l'Ecole nationale  
supérieure d'arts et métiers ayant  
obtenu le diplôme d'ingénieur de cet  
établissement en 1987.

• D'admissibilité aux concours  
d'admission à l'Ecole navale en  
1989.

## En filigrane

• New Zealand 1990. — La  
nouvelle-Zélande organise une  
exposition philatélique mondiale  
du 24 août au 2 septembre  
1990. Elle sera intitulée New  
Zealand 1990. Afin de financer  
son organisation, la poste néo-  
zélandaise propose une série de  
timbres surchargés « specimen »,  
la première de l'histoire philaté-  
lique de ce pays, comprenant six  
valeurs, au prix de 12,50 dollars  
de Nouvelle-Zélande (New Zea-  
land 1990, PO Box 4069 Auc-  
kland, Nouvelle-Zélande).

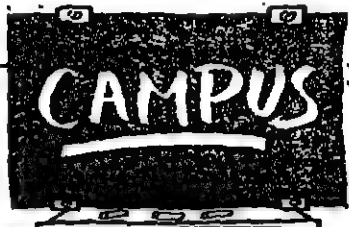
• Bureaux de poste tempo-  
raires. — Le samedi 17 juin, de  
8 heures à midi, à la recette prin-  
cipale des PTT, rue Jeanne-d'Arc  
à Rouen (Seine-Maritime), pour  
la mise service d'un cachet au  
Point-philatélie (souvenir philaté-  
lique : Michel Martin, 10, rue  
Henri-Breton, 76300 Sorteville-  
les-Rouens).

Le mercredi 21 juin, au bureau  
de poste de Paris gare de Lyon,  
25, boulevard Diderot, Paris 12<sup>e</sup>.  
Le comité d'entraide des PTT  
des ambulants du Sud-Est réalise  
un document philatélique com-  
portant six oblitérations des  
villes étapes : Paris, Lyon, Avi-

gnon, Montpellier, Marseille et  
Nice. L'achat de ce document  
(170 F) donne le droit de partici-  
per à un concours d'enseignements  
Entrée Sud-Est PTT,  
Philatélie, 87, rue du Charolais,  
75571 Paris Cedex 12. Tél. :  
(1) 43.41.71.17, poste 3404.

Suite à « la journée du  
champion-Château-Anquetil », à  
la mémoire du champion cycliste,  
qui s'est déroulée le 28 mai, des  
souvenirs philatéliques ont été  
édités. (Jacques Rault, 97 Quai,  
Grande-Rue, 27360 Pont-Saint-  
Pierre).

• Histoire de l'aviation. —  
Ma Collection propose une his-  
toire de l'aviation philatélique ori-  
ginale sous la forme de feuillets  
21 x 29,7 cm dans lesquels  
sont imprimés deux à six timbres  
de pays différents, représentant  
vendus à l'unité séparément  
accompagnés d'une notice docu-  
mentaire bilingue. Au pro-  
gramme : Biérot, UTA, Aéropos-  
tale, Mermoz, Air-France,  
Concorde... Le feuillet : 98 F  
(renseignements : Ma Collection,  
BP 49, 77610 Fontenay-  
Trésigny).



## Le prix du diplôme

Prenez deux ingénieurs du même âge, exerçant la même fonction,  
dans une entreprise de même taille, dans le même secteur d'activité ;  
si 100 désigne le niveau moyen des salaires des professionnels de ce  
type, le premier gagne 116, le second 86. Pourquoi cette différence ?  
Simplement parce que le premier est polytechnicien et le second  
diplômé d'une école spécialisée moins cotée. Dans la réalité, l'écart ris-  
que d'être encore plus grand, le polytechnicien ayant de fortes  
chances d'avoir une position hiérarchique plus élevée que son cama-  
rade moins titré. L'enquête réalisée par Michel Claude, de l'INSEE, sur  
« les salaires et carrières des ingénieurs diplômés » met clairement en  
lumière l'influence du diplôme d'origine sur l'évolution des carrières.  
Après trente-cinq ans d'ancienneté professionnelle, les X ou les Mines  
gagneront près de 600 000 francs annuels, un diplômé de Centrale  
Lyon ou de l'Agro moins de 450 000 francs et un ancien d'une école  
moins cotée de mécanique, de géologie ou de textile, moins de  
350 000 francs.

Trois éléments influent principalement sur l'évolution des car-  
rières : l'expérience professionnelle, la position hiérarchique et le  
diplôme. Si les deux premiers sont ceux qui ont le plus d'incidence  
réelle, le troisième continue d'avoir un effet sensible tout au long de la  
carrière et se conjugue généralement avec le deuxième. Ainsi, 60 %  
des anciens élèves de l'école des mines d'Als restent de simples  
ingénieurs, alors que ce n'est le cas que de 20 % des polytechniciens.

Toutefois, dans la lutte que se livrent au sommet les X et les  
Mines, les premiers l'emportent sur le plan de la hiérarchie (ils sont  
plus nombreux à être PDG ou directeurs généraux), mais les seconds  
se rattrapent sur celui des salaires : ils sont moins souvent dans la  
fonction publique, par définition plus mal payés...

F.G.

(Economie et Statistiques, n<sup>o</sup> 221, mai 1989, 38 F.)

## L'image de la Révolution

Le CNRS organise à Paris, du  
6 au 12 juillet, un congrès mon-  
dial sur « L'image de la Révolution  
française ». La séance  
d'ouverture de ce congrès, qui  
doit faire le bilan des consé-  
quences de la Révolution et des  
regards qui ont été portés sur  
elle, sera présidée par M. Fran-  
çois Mitterrand. (Contact : Mar-  
tine Hasler ou Jeanine Rena au  
47-53-12-07 et 47-53-10-04).

## Sociologie des migrations

Un cours intensif sur la soci-  
ologie des migrations se déroulera  
du 17 au 29 juillet à l'université  
catholique de Louvain-La-Neuve  
(Belgique) dans le cadre du pro-

gramme Erasmus. Ce cours est  
destiné aux étudiants en  
deuxième cycle de sciences  
humaines et sociales, ainsi qu'à  
des travailleurs sociaux et en-  
seignants. (Université catholique de  
Louvain-La-Neuve, place Montes-  
quieu 1 b 21, B 1348 Louvain-la-  
Neuve, tél. : 010-47-42-51.

## Collège franco-allemand

Les coordonnées des secré-  
taires du collège franco-allemand  
pour l'enseignement supérieur,  
dont nous avons signalé les ac-  
tivités dans « Campus » du 2 juin  
ont changé. Secrétariat alle-  
mand : Schillerstrasse 11 D-  
6500 Mayence. Tél. : 19-49-  
6131-23-16-97. Secrétariat  
français : Tél. : 88-37-05-10.

## Plaisance.

— La Fédération  
des industries nautiques édite un  
guide à l'attention des propriétaires  
des sept cent mille embarcations de  
toutes sortes (voiliers, planches à  
voile et bateaux à moteur) recensées  
en France. Ce guide comprend quel-  
ques conseils de navigation et sur-

tout un annuaire d'environ quatre  
cents noms et adresses de profes-  
sionnels reconnus, classés par  
région.

\* Pour obtenir ce guide gratuit,  
s'adresser à la Fédération des industries  
nautiques, Port de la Bourdonnais,  
75007 Paris. Tél. : (1) 45-55-10-49.

Cours de vacances par correspondance  
du CP aux Terminales

## CUF - H. BORDAS

Cours universitaires de France - Enseignement privé à distance

43, rue Boulevard - 75014 PARIS  
45.39.37.00

ملکة أمية الأصل



# Communication

La télévision par câble et le cinéma

## Le gouvernement assouplit les règles de diffusion des films

Paris. Première, la chaîne câblée parisienne, vient d'obtenir une dérogation pour diffuser 312 longs métrages par an (rediffusions comprises) au lieu des 192 communément autorisés. Prévu par un décret du 29 septembre 1987 organisant la télévision par câble, cette première dérogation est accordée pour deux ans par les ministères concernés — culture et communication — après consultation d'une commission placée sous l'autorité du Centre national du cinéma (CNC). Elle devrait servir de modèle à des demandes formulées par d'autres réseaux câblés et mettre ainsi un terme aux incertitudes planant sur l'exploitation des chaînes locales.

Le 1<sup>er</sup> mars dernier, en effet, la commission consultative — composée notamment de représentants des câblo-opérateurs et des différentes branches du cinéma — examinait trois demandes de dérogation : Paris Première, qui réclamait 376 diffusions, Rennes-Télévision, qui en demandait 296, et Grenoble TV câble, qui en sollicitait 286. Dans son avis, la commission suggère un système commun à tous : 312 films (dont 192 en première diffusion et 104 aux heures de grande écoute).

La commission suggère que le même mécanisme soit appliqué l'année suivante, mais avec un nombre total de diffusions inférieur : 270. « Par cette dérogation, nous souhaitons soumettre progressivement les chaînes locales par câble à la règle commune », explique aujourd'hui M. Grégoire, du Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC).

L'entente administrative ? Autres priorités gouvernementales ? L'avis de la commission — qui s'en étonne — reste plusieurs mois sans suite et, faute de décision ministérielle, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) auditionne début mai, en séance plénière, Paris Première. Le CSA attire l'attention de la chaîne sur l'obligation qui lui est faite, en l'absence de nouvelles dispositions de respecter les textes existants. Début juin, son président, Jacques Boutet, annonce la chaîne de ne plus diffuser de films, son quota étant épuisé. L'imbroglio est alors total, le gouvernement ayant fait savoir par ailleurs qu'il s'apprête à suivre l'avis de la commission consultative. Il vient de se dénouer avec la décision

gouvernementale qui pourrait toutefois décevoir, cette fois, les milieux du cinéma. Tout en conservant l'architecture de l'avis qui lui a été transmis, le gouvernement n'en a pas retenu la dérogation.

Le cas Paris Première réglé, reste celui de RTL-TV, la chaîne de télévision diffusée en Lorraine depuis le Luxembourg, et que le CSA a cessé d'autoriser sur de nouveaux réseaux câblés. Celle-ci, qui programme trois films par jour, est, en effet, loin de respecter la réglementation française. « Depuis quelque temps, nous constatons que RTL-TV occulte certains longs métrages sur les réseaux câblés où elle est déjà diffusée, dit-on au CSA. Dès que nous aurons acquis la certitude qu'elle s'est mise en conformité, nous recommencerons à lui délivrer de nouvelles autorisations. »

P.-A.G.

Pour faire face à des difficultés financières

## Saatchi and Saatchi pourrait vendre sa branche conseil

Le premier groupe publicitaire mondial, Saatchi and Saatchi, vient d'annoncer qu'il avait chargé la banque américaine Blackstone-Group de l'évaluation de sa branche conseil en management. Cette décision est due aux difficultés financières auxquelles le groupe publicitaire britannique doit faire face cette année. Son bénéfice net pour le premier semestre s'établit en effet à 20,2 millions de livres (220 millions de francs) contre 63,1 millions (692 millions de francs) pour la même période en 1988.

Cette baisse de 68 %, la première depuis la création de l'agence en 1970 (Le Monde du 31 mars), a incité les deux dirigeants du groupe, Charles et Maurice Saatchi, à envisager deux solutions : la séparation de la branche conseil du groupe publicitaire et son introduction en Bourse ou la vente pure et simple. Estimée à trois milliards de francs, la branche conseil de Saatchi and Saatchi inclut plusieurs candidats : M. Robert Maxwell, mais aussi des cabinets de conseil comme Arthur Andersen, Peat Marwick, Marshall McLennan, Alexander

Les négociations autour de Pathé : M. Thérêt se donne quinze jours pour bloquer un tour de table

Dans un entretien accordé au Figaro, M. Max Thérêt, président de MTL, affirme que dix-huit jours de négociations avec les actionnaires français auront fait leur entrée au capital de sa société, actuel propriétaire du groupe Pathé. Considérant que l'annulation de la vente de Pathé par le gouvernement « ne tient pas debout », M. Thérêt dit négocier avec « quatre entrepreneurs français, des professionnels du cinéma et une association des indépendants regroupant près de 400 salles ».

Les propriétaires semblent tenir un double discours, tactique classique des négociations. Pendant que M. Gian-Carlo Paretto poursuit ses discussions avec Havas et la Compagnie financière de Suez, M. Thérêt propose une solution alternative susceptible de faire monter les enchères.

P.-A.G.

Proudfoot ainsi que la société de courtage Merrill Lynch.

Quelle que soit la solution choisie, celle-ci correspond à un échec de la diversification engagée en 1984 par les frères Saatchi. Après avoir dû licencier 500 salariés sur 16 000 depuis l'année dernière, le premier groupe publicitaire britannique est aujourd'hui contraint de reculer sur le front du conseil afin de redonner du souffle à ses activités de communication (publicité, promotion, relations publiques, etc.).

Y.-M. L.

La reprise des radios en difficulté

## La justice et le CSA ne sont pas sur la même longueur d'onde

Le personnel de Radio-Septentrion, un petit réseau de stations du Nord actuellement en redressement judiciaire, occupe depuis le 10 juin ses studios pour protester contre la décision de la justice de saisir le CSA. Le CSA, qui a saisi le réseau national RFM, a jugé que l'absence de concertation entre le tribunal de commerce et le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Dans un jugement rendu le 29 mai dernier, le tribunal de commerce de Cambrai, en effet, a autorisé un plan de cession des actifs de Radio-Septentrion, mis en redressement judiciaire en janvier dernier, au profit de RFM, choisie parmi d'autres candidats à la reprise. L'opération ne pourra cependant se réaliser qu'après le feu vert du CSA, lequel affirme que légalement « les fréquences ne sont pas cessibles ». Un arbitrage devra donc avoir lieu.

## LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Nouveaux Drouot. — Samedi 17 juin 14 heures : tableaux et sculptures modernes ; dimanche 18 juin 11 heures : 14 h 30 : tableaux modernes, tableaux contemporains.

Drouot Montparnasse. — Samedi 17 juin 19 h 30 : tableaux modernes.

### ILE-DE-FRANCE

Samedi 17 juin. — Argenteuil 14 heures : tableaux ; Boulogne 14 h 15 : argenterie mobilière ; Courbeville 14 heures : orfèvrerie bijoux ; Courcouronnes 14 heures : cartes postales ; Puteaux 14 h 30 : livres.

Dimanche 18 juin. — Charente 14 heures : postes de TSP ; L'Isle-Adam 14 h 30 : 14G 30 : jouets, jeux ; La Verrière-Saint-Hilaire 14 h 15 : grands vases ; Puteaux 14 h 15 : tableaux, mobilier ; Rueil-Malmaison 10 heures et 14 heures : vins ; Saint-Germain-Laye 14 heures : mobilier, tableaux ; Versailles, Chateau-Lafayette 14 heures : archéologie, art d'Asie.

### PLUS LOIN

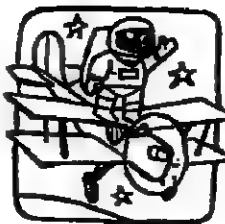
Samedi 17 juin. — Auch 14 h 30 : cartes postales ; Bourges 14 heures : tableaux, mobilier ; Cesson 14 h 30 : jouets, poupées ; Gien 14 heures : dentelles, mobilier ; Lorient 14 h 30 : céramiques, mobiliers ; Lyon (avenue Sidoine-Apollinaire) 10 heures et 14 h 30 : tableaux anciens et modernes ; Marseilles 10 heures et 14 heures :

mobilier, linage ; Marseille Cathédrale 14 heures : livres ; Toulouse 14 h 30 : mobiliers, objets d'art ; Villers-Cotteret-Saône 15 heures : argenterie mobilière.

Dimanche 18 juin. — Belfort 14 heures : Extrême-Orient, mobilier ; Bernay (Eure) 14 heures : mobilier, tableaux (réf. Thiers) ; Bessines 14 heures : mobilier, argenterie ; Béziers 14 h 30 : grands vases ; Bive 14 heures : objets d'art, mobilier ; Châlons-sur-Marne 14 heures : tableaux, mobilier ; Cernexville 14 heures : armées ; Evreux 14 h 15 : tableaux, bijoux ; Issoudun 14 heures : tableaux ; Le Fléche 14 heures : mobilier ; Le Grand-Corbiel 14 heures : tableaux ; Les Andelys 14 h 30 : peintures contemporaines ; Mâcon 14 h 30 : vins ; Mantes-la-Jolie 10 heures et 14 h 30 : photographies, mobilier ; Mirebeau 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; Roubaix, art nouveau, art déco ; Rouen 14 heures : tableaux, mobilier ; Saint-Omer 14 h 30 : objets, mobilier ; Tournai 14 h 30 : Faïences ; Vézelay-Français 14 heures : faïences révolutionnaires, mobilier.

### LES FOIRES ET SALONS

Saint-Nazaire et Trébe, Les Gots (Haut-Savoie), Vieux-Lyon, Barbizon, Montgeron (dimanche seulement), Lorient (samedi seulement), Metz, etement seulement.



# Aéronautique

Le 38<sup>e</sup> Salon du Bourget

## Le marché de l'aviation générale a retrouvé la santé après des années de vaches maigres

Il n'y a pas que l'aviation de ligne — la grande — à se porter mieux. L'aviation générale, l'aviation d'affaires, l'aviation d'usage aussi le sourire après des années de vaches très maigres. Les utilisateurs et les fabricants de « coucou » monomoteurs on de petits biefacteurs, de Robin de Beechcraft, de Cessna ou de Falcon, retrouvent des raisons d'espérer depuis que la conjoncture s'est remisée au beau fixe en Amérique qui représente à elle seule les trois quarts du marché mondial avec une flotte de 230 000 avions contre 20 000 en Europe et 6 000 en France.

La maladie a été sévère. Elle s'est déclarée vers 1979 sous l'effet d'une énorme surproduction. On a décombré, cette année-là, dans le monde, 18 000 livraisons de « petits » avions. C'est à ce moment qu'il survient le deuxième choc pétrolier qui a renchérit le prix des carburants et obligé les entreprises et particuliers à réviser leurs frais généraux à la baisse. La production mondiale est tombée, en 1982, à 12 000 appareils. Le haut de gamme lui-même : le jet d'affaires (4-15 places), n'a pas échappé à cette débâcle puisque sa production annuelle est revenue de 500 avions en 1981 à moins de 200 l'an dernier. « Le Massachusetts Institute of Technology a élaboré un modèle mathématique qui met en lumière

et de se rendre où l'on veut et à l'heure de son choix.

« En 1988, l'utilisation des avions a retrouvé, avec 350 heures par an, son niveau de 1975 », note M. Bernard Latreille, responsable des avions civils chez Dassault. « En 1988, Socata a fabriqué 70 avions et vidé ses stocks d'inventaire », se réjouit M. Aubry. « En 1989, nous en produisons 120 », dit-il, « nous vendons ». Chez Lend Lease, la compagnie d'affaires du groupe Bolloré, on estime que, depuis trois ans, le trafic explose littéralement et atteint un taux de croissance annuel de 20 %.

Ces vents favorables poussent les différents acteurs de la « petite » aviation à fournir des avions pour profiter au maximum de cette portance. Chez Socata, on vise délibérément le milieu de gamme, les monomoteurs pressurisés de six ou sept places. « Le monomoteur est parfaitement sûr », explique M. Aubry. « Ce n'est pas le pilote qui tombe en panne, mais les accessoires, les circuits, les pompes. Nous les doublons systématiquement. » Socata s'est allié avec Mooney (groupe Buralair) pour concevoir, en complément de ses quatre modèles en catastrophe, une nouvelle machine : le TBM-300, capable d'emporter sur 3 000 km à 550 km/h, de six à huit personnes avec un seul moteur. La première livraison interviendra fin 1990. La cadence de production sera fixée, dans un premier temps, à trente avions.

Chez Dassault, où l'on se plaint de rappeler que depuis 1965, les commandes de tous types ont dépassé de 93 % à l'exportation, on ne compte d'abandonner le bas de gamme, le Falcon 10. « Nous n'y dégageons pas de marge suffisante », explique M. Latreille. Des appareils comme Cessna Citation 2 y sont bien implantés. De plus, c'est le créneau le plus sensible aux crises. « Les commandes de bataille de Dassault resteront les Falcon 50 et 900, et pour remplacer les séries 20 et 200, M. Serge Dassault vient d'annoncer le lancement d'un Falcon FX, bi-moteur de six à douze places, capable de parcourir 5 500 km à mach 0,8. Entrée en service vers 1995. »

Du côté des utilisateurs des avions, on ne manque pas non plus d'ambition. « Le parc des aéroclubs vieillit », affirme le président de la FNA, M. Tromé. « Nous atteignons les dix-huit ans d'âge moyen. C'est 2 300 appareils qu'il nous faut remplacer. Nous n'y parviendrons pas si les pouvoirs publics ne nous donnent pas un coup de main pendant cinq ans. Cette aide pourrait prendre la forme de subventions pour 20 % du prix d'un appareil, permettant l'achat de 1 500 avions. A charge pour nous de faire mieux tourner les machines. Autre problème : les compagnies pilotes des pilotes des compagnies de tourisme niveau qui se rattrapent en débouchant les instructeurs de ces clubs. Nous aurions besoin immédiatement d'un millier d'instructeurs. Que l'Etat y mette les moyens ou bien qu'il nous laisse organiser un système de formation plus efficace que le sien. »

Quant à l'aviation d'affaires, où les dépôts de bilan sont presque aussi nombreux que les créations de sociétés, on ne prend aussi à l'espérance. « Ce n'est pas encore le bon moment », déclare M. Danyu Faurin, PDG de Lendair Unijet (groupe Bolloré). « Notre secteur est très concurrentiel parce qu'il suffit de posséder un appareil pour se lancer dans l'aventure. L'aviation d'affaires n'est pas encore rentable. Nous équilibrons nos comptes et c'est déjà beau. Cependant nous croyons que, à condition de s'appuyer sur des structures techniques haut de gamme de SCAD-Diesel, notre entreprise est promise à un bel avenir. Plus libre, plus souple, moins menacée par le terrorisme que le transport commercial, l'aviation d'affaires se développera aussi dans le long-courrier. »

Et M. Vincent Bolloré conclut : « Demain, un avion d'affaires sera un instrument de travail aussi indispensable que le téléphone ou le télécopieur, car lui seul permettra de partir et d'arriver à l'heure. » A condition que la circulation ne se paralyse pas sous l'effet de cet événement rétrospectif pour l'aviation.

ALAIN FAUJAS.

Capables de localiser les véhicules terrestres

## Deux satellites seront lancés en 1992 pour faciliter la circulation européenne

Créée en décembre 1988 sous l'égide du Centre national d'études spatiales (CNES), la société européenne Locstar vient de franchir une étape importante de son développement en annonçant, au Salon du Bourget, la construction de deux satellites permettant de repérer les véhicules terrestres et de dialoguer avec eux. La réalisation de ce programme a été confiée à un consortium européen mené par la société française Matra, dont le président, M. Jean-Luc Lagardère, a signé jeudi 15 juin un contrat de près de 1 milliard de francs avec M. Frédéric d'Allest, président-directeur général d'Arianespace et directeur de Locstar.

Lancés en 1992 et dotés d'une durée de vie de douze ans minimum, les deux satellites permettront de localiser instantanément, à cent mètres près, tout véhicule routier ou bateau circulant en Europe. Un message d'une centaine de mots — avec accusé de réception — pourra alors être envoyé au chauffeur ou aux passagers. Selon les besoins, la durée de vie des satellites pourra être prolongée à 18 ans.

« Airbus d'Air France », sociétaires : le président de l'Aéroclub de Mulhouse, inconnu. — M. François Furstnerberger, directeur du meeting aérien au cours duquel un Airbus A-320 d'Air France avait été capturé à Mulhouse-Habsheim (Haut-Rhin) le 28 juin 1988, a été inculpé, le 15 juin, à Mulhouse, d'hommes involontaires par M. Marie-Josée Cathelin, juge d'instruction. Président de l'Aéroclub de Mulhouse, M. Furstnerberger a été organisé le meeting et en avait dirigé les vols. A sa sortie du cabinet du magistrat, à l'issue d'une vingtaine de minutes d'audition, M. Furstnerberger a notamment déclaré qu'il « avait organisé le vol de l'Airbus, y compris le passage » au terme duquel l'avion s'est écrasé dans une forêt en bout de piste, faisant trois morts et une cinquantaine de blessés.

possibles de Locstar, une centaine de milliers de terminaux (d'un coût de 15 000 F chacun) seront servis dès 1992 dans toute l'Europe, Turquie comprise.

Ce premier service européen de radiomessagerie pourrait ensuite s'étendre à l'Afrique et au Moyen-Orient. La demande, quant à elle, se situe entre cinq cent mille et une million d'abonnés parmi les particuliers, les transporteurs ferroviaires et les automobilistes. « Reste maintenant à trouver une politique de prix au niveau européen, les réglementations et les tarifs télécoms étant très différents selon les pays », a conclu M. d'Allest.

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Extrait d'un arrêt rendu par la 11<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris le 14 mai 1989.

ENTRE :  
M. Jacques BONOMO, journaliste à l'ETGARO MAGAZINE, M. ANTOINE, journaliste à l'ETGOMAGNAGE, CHRETIEN, M. MONTARON, directeur de la publication l'ETGOMAGNAGE, CHRETIEN et le journal l'ETGOMAGNAGE CHRETIEN.

La cour confirme un jugement rendu par le tribunal correctionnel de Paris ayant condamné pour diffamation à l'égard de M. BONOMO M. ANTOINE et M. MONTARON à 20 000 francs de dommages et intérêts et à trois publications dans les journaux.

La cour a rappelé qu'en publiant dans l'ETGOMAGNAGE CHRETIEN que Jacques Bonomo se serait illustré par la publication d'un faux sur l'affaire PELLECER, Charles ANTOINE et MONTARON se sont rendus coupables de diffamation à l'égard de Jacques BONOMO en mettant en cause sa probité intellectuelle et son honneur de journaliste.

Que si l'un ni l'autre ne peuvent se prévaloir d'une exception justificative de bonne foi, l'exception utilisée traduisant une volonté délibérée de nuire, exclusive de la bonne foi invoquée.

Et augmentant le montant des condamnations civiles prononcées en première instance, la cour y ajoute celle de 5 000 F au titre des dispositions de l'art. 475 du code de procédure pénale.

POUR EXTRAIT :  
M. Hervé CREN, avocat à la Cour.

هكذا من الأصل



REPLACES F4387

# SHELL N'ATTEND PAS LE 1<sup>er</sup> JUILLET POUR BAISSER LE PRIX DU SUPER SANS PLOMB



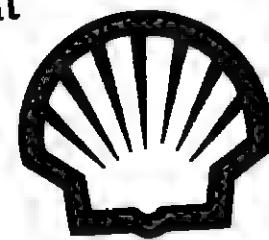
## SHELL SUPERPLUS

### SANS PLOMB

Depuis le 15 Juin, 800 stations du réseau Shell proposent Shell Superplus. Grâce à des indices d'octane de 98 (RON) et 88 (MON) Shell Superplus optimise les performances des moteurs.

Sans plomb il assure une meilleure protection de l'environnement. Anticipant la détaxe sur les carburants sans plomb annoncée par le gouvernement pour le 1<sup>er</sup> Juillet, dans chaque station-service distribuant Shell Superplus, Shell propose dès aujourd'hui Shell Superplus à un

prix de lancement inférieur au prix pratiqué pour le super avec plomb. Shell Superplus est agréé techniquement par la plupart des constructeurs automobiles européens. Devant tant de qualités, le choix d'un supercarburant devient beaucoup plus simple. Que votre voiture soit équipée ou non d'un pot catalytique tapez 3615 Superplus ou demandez le guide d'utilisation dans les stations-service Shell.



مكتبة الأصل



# Économie

## SOMMAIRE

■ Le déficit commercial des États-Unis est passé de 9,54 milliards de dollars en mars (chiffre révisé) à 8,26 milliards en avril (chiffre provisoire) (lire page 33).

■ La Banque de France compte pouvoir mettre en place son

fichier central des chèques volés à la mi-1990 (lire page 33).

■ Face à la stagnation de son marché, le constructeur français de centrales nucléaires, Framatome, s'engage dans une difficile

politique de diversification (lire ci-dessous).

■ Malgré l'unanimité affichée à l'issue de la réunion de son comité confédéral, jeudi 15 juin, FO reste encore traversée par de profondes divergences (lire page 32).

## L'arrêt des programmes nucléaires

### Framatome entame sa traversée du désert

Pour Framatome, le constructeur français de centrales nucléaires, la traversée du désert a déjà commencé. Remarquablement stables jusqu'à l'an dernier, les résultats nets du groupe devraient chuter d'un tiers (31 %) cette année, tombant de 1,065 milliard à 732 millions de francs, tandis que sa marge d'autofinancement baissera de 15 % de 2,3 milliards à 1,9 milliard de francs, cela en dépit d'une progression de 30 % du chiffre d'affaires (19,6 milliards de francs).

Ce recul des bénéfices traduit d'abord le ralentissement du programme d'équipement nucléaire en France et à l'étranger, a expliqué, jeudi 15 juin, M. Jean-Claude Lévy, président du groupe, en présentant ces résultats. En 1988, Framatome a facturé quatre tranches nucléaires « classiques » (dont trois en France et une à l'étranger). En 1989, il ne livrera que deux réacteurs PWR (un en France, un à l'étranger), auxquels s'ajoutera la facturation du suréquipement Superphénix. Une mauvaise affaire pour la société qui, compte tenu des délais supplémentaires nécessaires pour mettre au point ce prototype, des dérives de coûts et des « pépins techniques » subis lors de la mise en route (défaillance du barillet, notamment), ne réalise aucun bénéfice sur ce

gigantesque chantier. « Superphénix va réduire notre résultat et nos capacités d'autofinancement », a reconnu M. Lévy, estimant que la société s'en était tirée « au mieux mal » puisqu'elle avait réussi « à n'y pas perdre d'argent ».

#### Coûteuses diversifications

Outre le ralentissement des activités nucléaires, qui représentent encore 59 % du chiffre d'affaires et devraient, après 1994, compter pour moins de la moitié du plan de charge, les résultats de Framatome souffrent également de la faible rentabilité des activités de diversification, comme la cosmétique, l'informatic ou la mécanique. Développées depuis peu par le groupe pour prendre le relais du nucléaire, elles nécessitent encore de nombreux efforts avant d'atteindre un niveau de rentabilité comparable à celui des métiers traditionnels de Framatome. Barny et Souriau, rachetées par le groupe l'an dernier, rencontraient des difficultés, a reconnu M. Lévy, « c'est pourquoi nous avons pu les acquérir relativement bon marché », mais cela suppose maintenant un important effort d'investissement et de rationalisation.

tion afin de « redynamiser » les sociétés et de faire jouer l'effet de synergie.

Tout en restant confiant dans les résultats à terme de l'effort de diversification de son groupe, seule stratégie possible pour assurer sa survie « on ne fait pas vivre une société dans le déclin », M. Lévy a néanmoins insisté sur la volonté de Framatome de rester dans le nucléaire. « Il n'est pas question d'abandonner le nucléaire. Nous gardons nos compétences », a-t-il dit, expliquant la stratégie d'alliances menées avec divers partenaires étrangers.

#### Indispensables alliances

A l'accord conclu récemment avec l'allemand Siemens pour vendre en commun des centrales à l'exportation, devrait succéder, avant les vacances d'été, au tout de suite après, une autre alliance avec l'américain Babcock, négociée depuis longtemps et retardée en raison de la complexité de la législation américaine. Cette alliance conviendrait, a précisé M. Lévy, deux domaines : d'une part, les services et la maintenance nucléaire, où Framatome se serait associé à 50-50 avec le groupe américain et, d'autre part, la construction de nouveaux réac-

teurs, où c'est la société commune constituée par Framatome et Siemens, Nuclear Power International (NPI), qui s'associerait avec Babcock.

Ce regroupement franco-germano-américain serait capable de faire face, à terme, aux piles américano-japonaises qui tendent à se constituer actuellement : l'un regroupant, dans la technique des centrales à eau pressurisée, Westinghouse, Mitsubishi ainsi que le sud-est Asie Brown Boveri (ABB), et l'autre, dans le domaine des réacteurs à eau bouillante, rassemblant General Electric, Toshiba et Hitachi.

Pour l'instant, toutefois, les perspectives du marché international restent faibles, les seuls contrats en discussion pour la fourniture de centrales nucléaires étant limités à la Chine, l'Inde et, à plus long terme, l'URSS. « Le nucléaire est en déclin, en France, en Europe et dans le monde », a expliqué M. Lévy, il va falloir attendre au moins cinq ans, peut-être dix. Se plaindre ne sert à rien (...). Il faut développer de nouvelles activités. C'est un pari considérable, qui doit être fait par les gens de mon âge ».

V. M.

## BILLET

### « Maîtrisez l'énergie »... disent-ils

Bienfait de la vague écologiste : la « chasse aux gaspils », oubliée depuis trois ans, devient un nouvel enjeu politique. Le choc pétrolier de 1986 et le trop-plein d'électricité nucléaire avaient eu raison de l'ambitieuse politique de maîtrise de l'énergie lancée en 1981 par le pouvoir socialiste. Villendée, étatisée, privée de moyens, l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) survit, certes, mais dans quel état ?

Le purgatoire est fini. La maîtrise de l'énergie, chassée par le porte, revient par la fenêtre au nom de la défense de l'environnement. En vertu du principe selon lequel « l'énergie la moins polluante est encore celle qu'on ne consomme pas... », l'idée a germé à l'échelle de la tête du gouvernement depuis la fin de l'année dernière. Michel Rocard, le premier, sentant le vent tourner, confiait alors à son ami et allié politique Pierre Bérès, député socialiste de la Gironde, une mission parlementaire sur le sujet, afin de juger l'action des pouvoirs publics et de formuler des propositions.

Le rapport de mission, aujourd'hui terminé, devait être rendu vendredi 16 juin au premier ministre. Il recommande, entre autres, la création d'un niveau politique élevé d'une mission interministérielle dépendant de Matignon, chargée de concevoir, de superviser, et de « vendre » à l'opinion une nouvelle politique de maîtrise de l'énergie et d'environnement. Sera-t-il suivi ?

Entre-temps en effet d'autres hommes politiques, et non des moindres, ont découvert les vertus de la maîtrise de l'énergie, si bien que cette « relance », économiquement justifiée, risque de

dégénérer en foire d'empoigne, chacun cherchant à récupérer le premier le bénéfice de l'opération. Via le vote de l'opinion. *Primum inter dantes*, le président de la République lui-même s'est pris d'intérêt pour le sujet depuis qu'on lui a expliqué que c'était pour la France un excellent moyen de contre l'offensive allemande, notamment dans le secteur automobile. Si les voitures made in France ne brillent ni par la puissance ni par l'écologie, elles ont en revanche un avantage majeur sur leurs concurrentes allemandes : plus petites, elles consomment, en moyenne, infiniment moins de carburant.

Outre l'énergie, les responsables dont l'électorat naturel est touché par la question se sont depuis peu jetés dans la bataille. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, et Hugues Bouchaud, responsable français de l'Entente européenne de l'environnement. Cela sans compter le PS, lui aussi intéressé, ni le corps des mines, de plus en plus menacé, qui craint qu'on ne lui retire de nouvelles prérogatives, ainsi que son ministre de droite M. Roger Fauroux. Ce dernier a récemment pris les devants, en annonçant, il y a quelques semaines, au conseil des ministres une relance de la politique de maîtrise de l'énergie, sans aucun de ces discours de mesures concrètes et sans attendre les conclusions de la mission demandée par le premier ministre.

La vraie pagaille, encore sur terrain, mais dont risque finalement de faire les frais la maîtrise de l'énergie elle-même, réside au seul discours. Une vraie relance suppose avant tout l'adoption de mesures concrètes. VÉRONIQUE MAURIS.

### La Thermos dans l'escarcelle japonaise

Thermos, la célèbre bouteille isolante américaine, rejoint le pan de pique-nique japonais. Thermos Co., qui fabrique en Illinois cet article sans lequel il n'est pas de vrai déjeuner sur l'herbe, va être cédée au groupe Nippon Sanso, l'un des principaux producteurs japonais de gaz industriels.

Household International, la société holding qui coiffe Thermos, n'hésite pas à se séparer de ce symbole de l'américan

way of life au nom d'un reconquête sur des activités plus financières, comme ses dirigeants l'ont annoncé, jeudi 15 juin. Nippon Sanso hérite ainsi d'une société qui a diversifié ses productions en s'orientant vers la fabrication des barbecues ou des lunch-box (boîtes servant à mettre les repas). Employant 1900 salariés, Thermos a réalisé l'année dernière un chiffre d'affaires de 194 millions de dollars (soit environ 1,3 milliard de francs).

### Rhône-Poulenc se renforce dans l'agrochimie et les céramiques composites

Rhône-Poulenc vient de signer deux accords, l'un dans le secteur agrochimique où il reprend une partie de l'activité de KenoGard, filiale du suédois Nobel Industrie, l'autre dans les céramiques composites pour s'associer à l'Américain Hercules. Dans le même temps, à Tokyo, la société de rating Nippon Investors Service a décerné au groupe français la notation très favorable de AA+ pour une émission d'obligations prévue pour un montant de 200 millions de dollars (1,34 milliard de francs).

Nobel Industrie cède au groupe suédois M. Fourton les activités mondiales de traitements de

semences de KenoGard. Sont incluses dans la cession les filiales de distribution situées en Norvège, Suède et Finlande, les usines de fabrication implantées en Autriche et en Italie, ainsi que les matières actives correspondantes. Toutefois, les activités nord-américaines et espagnoles ne sont pas incluses dans cette vente. Au total, le chiffre d'affaires concerné par cette acquisition s'élève à 200 millions de francs. Le deuxième accord annoncé au Bourget, et signé le 14 juin avec l'Américain Hercules, porte sur une coopération dans les céramiques composites.

### Siemens et Matsushita créent une filiale commune dans les composants électroniques

Le groupe ouest-allemand Siemens et le japonais Matsushita ont annoncé jeudi 15 juin la création d'une filiale commune dans le domaine des composants électroniques passifs. Sur un marché électronique en voie de rationalisation, cette nouvelle alliance, selon M. Karlheinz Kaske, président du directoire de Siemens, permettra à la firme allemande d'« augmenter ses volumes et de partager les dépenses de recherche et de développement ».

Siemens-Matsushita Components pourrait entamer ses activités dès octobre, avec un capital d'environ 340 à 500 millions de francs, détenus à 74,9 % par Siemens et à 25,1 % par la firme d'Osaka. La nouvelle

société emploiera cinq mille personnes. A terme la participation du japonais montera à 50 %.

Le géant ouest-allemand transfère à ce joint-venture l'ensemble de ses activités « composants passifs » (700 millions de chiffre d'affaires soit 2,3 milliards de francs).

Cette coopération permet à Matsushita d'augmenter sa gamme de produits, notamment dans le militaire, et de mieux s'implanter en Europe : les cinq usines de Siemens dans ce secteur sont implantées en RFA, Autriche, Espagne et France (Bordeaux). Matsushita a vendu en 1988 pour 3,4 milliards de dollars (21 milliards de francs) de composants passifs.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS FRANÇAIS IMMOBILIERS « COGIFI »

L'Assemblée générale ordinaire, tenue le 13 juin 1989, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1988, qui se soldent, après dotation de 13 680 000 francs, contre 12 085 000 francs aux comptes d'amortissements et de provisions, par un bénéfice net de 115 246 290 francs, dont 33 072 438 francs de plus-values nettes sur cessions d'immobilisations, contre 81 183 751 francs, en 1987, dont 5 033 184 francs de plus-values nettes, soit une augmentation de 43 %.

Elle a décidé la distribution aux actionnaires d'une somme globale de 80 883 684 francs, soit un dividende par action de 25,20 francs - contre 24 francs en titre de l'exercice précédent - qui sera mis en paiement le 6 juillet 1989.

Après l'affectation de 33 072 438 francs à la réserve spéciale des plus-values à long terme, le report à nouveau s'établit à 12 625 981 francs.

A l'issue de l'assemblée, le conseil d'administration a confirmé Madame Gilberte Beaux dans ses fonctions de Présidente du conseil d'administration et Monsieur Jean Salabrier dans ses fonctions de Vice-Président directeur général.

### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DE POLICE DIRECTION DE LA PRÉVENTION ET DE LA PROTECTION CIVILE Sous-Direction de la Prévention

5<sup>e</sup> Bureau  
Installations classées pour la protection de l'environnement

### AVIS AU PUBLIC

Par arrêté préfectoral du 22 mai 1989, la Société Compagnie de Raffinage et de Distribution TOTAL FRANCE, dont le siège social est 84, rue de Villiers, 92538 Levallois-Perret, a été autorisée à exploiter à Paris-13<sup>e</sup>, avenue de la Porte d'Italie, côté ouest, une station-service en libre-service avec surveillance.

Cette station-service comprend un dépôt de cinq réservoirs de 120 m<sup>3</sup> de supercarburant, 50 m<sup>3</sup> de carburant auto, 50 m<sup>3</sup> de gazol et 20 m<sup>3</sup> d'essence sans plomb ainsi que 8 appareils de distribution de liquides inflammables dont 6 doubles, 1 gazol et 1 mélange deux-temps, qui relèvent de la nomenclature des installations classées sous les rubriques 253 B et 261 B et C (A).

L'enquête publique réglementaire s'est déroulée du 12 janvier au 11 février 1989 inclus au commissariat de police judiciaire et administrative du 13<sup>e</sup> arrondissement, 144, boulevard de l'Hôpital.

L'arrêté définit notamment les mesures jugées nécessaires pour assurer la prévention des inconvénients ou dangers que l'installation serait susceptible d'occasionner.

Des dispositions ont donc été prises en matière de bruit et de pollution des eaux.

La sécurité contre les risques d'incendie a fait l'objet de conditions spécifiques.

Le texte intégral de l'arrêté autorisant et réglementant l'exploitation de cette station-service peut être consulté au commissariat précité ou à la Préfecture de Police, 12/14, quai de Gesvres à Paris-4<sup>e</sup>, Direction de la Prévention et de la Protection Civile, Sous-Direction de la Prévention, 5<sup>e</sup> Bureau.

P. Le PRÉFET DE POLICE,  
LE DIRECTEUR DE LA PRÉVENTION  
ET DE LA PROTECTION CIVILE,  
signé : Marcel BURLLOT.

### Alliance germano-britannique dans le tourisme européen

Les grands magasins Karstadt, deuxième voyageur ouest-allemand grâce à leur filiale Nor Touristik GmbH, ont pris une participation de 25 % dans la compagnie aérienne régionale NFD, a-t-on appris le 15 juin lors d'une conférence de presse à Rastatt, en République fédérale.

Nuernberger Flugdienst Luftverkehr AG (NFD) est passé depuis février dans l'orbite d'influence du britannique International Leisure Group (ILG), qui détient 50 % de son capital. ILG, un groupe touristique diversifié, pèse 610 millions de livres (6,3 milliards de francs) de chiffre d'affaires. Ce rapprochement devrait permettre à NUR d'améliorer ses marges sur un marché très concurrentiel - les Allemands de l'Ouest ont dépensé l'an dernier 53 milliards de deutschmarks pour leurs voyages à l'étranger.

Siemens-Matsushita Components pourrait entamer ses activités dès octobre, avec un capital d'environ 340 à 500 millions de francs, détenus à 74,9 % par Siemens et à 25,1 % par la firme d'Osaka. La nouvelle

#### Chômage

#### Nouvelle baisse en Grande-Bretagne

Le nombre des chômeurs a, une fois de plus, baissé en Grande-Bretagne, pour revenir à 1 835 200 personnes en mai. Désormais, 6,5 % de la population active salariée est sans emploi, contre 6,7 % en mars, précise le ministère de l'emploi, jeudi 15 juin. Ce niveau est le plus bas depuis novembre 1980, grâce à trente-quatre mois consécutifs de baisse.

Les analystes, comme le Trésor, s'attendent à ce que le tassement actuel de la croissance économique ne se traduise que dans quelques mois dans les chiffres de l'emploi. Par ailleurs, le ministère de l'emploi a annoncé que la progression des salaires s'est élevée à 9,25 % en rythme annuel en avril, comme le mois précédent. La hausse salariale reste ainsi plus rapide que celle des prix, déjà nettement supérieure à celle de la moyenne des pays indus-

#### Investissements

#### Cinquante et un projets autorisés au Vietnam

Le gouvernement vietnamien a autorisé cinquante et un projets financés par des étrangers et totalisant quelque 487 millions de dollars depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les investissements de janvier 1988, a indiqué, le 14 juin, le quotidien *Quan Doi Nhan Dan*. Sur ces cinquante et un projets, trente seulement ont été mis à exécution, dont deux sont mort-nés, précise le quotidien qui déplore le manque d'« agressivité » des hommes d'affaires étrangers.

Avant de quitter le Vietnam, les membres d'une mission du patronat français ont affiché un optimisme prudent. Rares sont, parmi les représentants des dix-huit sociétés qui les accompagnent, ceux qui se sont déclarés prêts à investir dans ce pays, à court ou à moyen terme.

#### Production industrielle

#### Stabilité aux Etats-Unis...

La production industrielle est restée stable aux Etats-Unis après avoir connu une hausse de 0,6 % en avril, annonce la Réserve fédérale. Le taux d'utilisation des capacités industrielles a, de son côté, légèrement reculé le mois dernier, pour revenir à 82,8 %, contre 84,1 % en avril et 82,9 % en mai 1988.

#### Hausse de 6,1 % au Japon

Selon les chiffres publiés par le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI), la production industrielle du Japon a progressé, en avril, de 6,1 % par rapport à avril 1988. Sur un mois, toutefois, elle enregistre une baisse de 3,8 %.

500 من الأصل



Que celui qui n'a jamais été victime de l'excès de zèle d'un vendeur le dise ! En effet, combien de fois n'a-t-on voulu vous vendre quelque chose sans avoir pris la peine de connaître vos besoins ? Sans vous connaître. Dès votre entrée en relation avec le CCF, vous bénéficierez d'une approche globale de vos avoirs. Avec votre conseiller personnel, dont la mission est de vous donner des conseils de gestion personnalisés, vous pourrez dresser un inventaire exhaustif de votre patrimoine et de vos revenus afin de déterminer votre profil patrimonial. Pour cela, le CCF a mis au point un test de découverte des problèmes patrimoniaux. Votre préoccupation est-elle de protéger votre famille ? Voulez-vous limiter le poids de la fiscalité sur vos revenus ? Souhaitez-vous améliorer votre retraite ? Ou préparer votre succession ? Envisagez-vous de constituer votre patrimoine ou de le rééquilibrer ?

Toutes ces questions vont, bien

**Prendriez-vous au sérieux  
quelqu'un qui  
vous conseillerait  
d'acheter  
une canne à pêche  
pour partir au Sahara ?**

**Pensez-y  
lorsque vous rechercherez  
un conseil en gestion  
de patrimoine.**

entendu, trouver des réponses dans la gamme des services que le CCF met à votre disposition : compte géré, Fonds commun de placement ou Sicav, étude de transmission successorale, étude d'optimisation fiscale, constitution d'un capital en vue de la retraite, pour ne citer que quelques-unes des formules les plus usuelles. Et si votre diagnostic patrimonial révélait un problème plus complexe et que ces formules ne soient pas exactement à vos mesures, vous pourrez avoir recours à l'expertise de spécialistes rattachés aux centres régionaux de conseil en gestion de patrimoine ou bien à des conseillers juridiques, fiscalistes, ou à des experts immobiliers et financiers du siège central du CCF.

Avec le CCF, vous serez entouré par des spécialistes de la gestion du patrimoine. Ils seront là pour vous conseiller efficacement. Et, si vous souhaitez partir en vacances au Sahara, pensez à choisir un éventail plutôt qu'une canne à pêche.

**PENSER L'ARGENT  
AVEC INTELLIGENCE**



مكتبة الامانة الأصل



## ACTIONNAIRES DE SUEZ, le 27 juin, c'est votre assemblée générale, rendez-vous à la Maison de la Chimie.

L'assemblée convoquée le 15 juin n'ayant pu délibérer faute de quorum, l'assemblée générale mixte des actionnaires de Suez aura lieu le 27 juin à 14 h 30 à la Maison de la Chimie, 28 bis, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS. Pour participer à cette assemblée, il vous suffit de faire immobiliser vos titres en banque cinq jours

avant la réunion. Votre banque ou votre intermédiaire financier vous fournira sur demande les documents d'information, le formulaire de pouvoir et de vote par correspondance ou votre carte d'admission. Si vous ne pouvez vous libérer, renvoyez à votre banque les pouvoirs et les bulletins de vote par correspondance avant le 22 juin.

Les certificats d'immobilisation, les pouvoirs et les bulletins de vote par correspondance reçus pour l'assemblée du 15 juin restent valables pour celle du 27 juin.



Pour toute information,  
Suez Actionnaires, Direction de la Communication,  
1, rue d'Astorg, 75008 PARIS, Tél. 04 06 64 00 11 (Minitel 3615 SUEZ).

## Avis SuperValue. Miami à 86 \$\* la semaine, c'est mieux que Dallas!



### Décidés à faire mille fois plus.

Où que vous alliez aux USA, vous allez vivre une vraie série américaine : grâce au forfait Avis SuperValue, vous pourrez choisir la voiture de vos vacances parmi un très grand choix de modèles, et parcourir autant de kilomètres qu'il vous plaira. Tout ceci à un prix garanti jusqu'à fin mars 1990 et payable en France. Avis SuperValue, c'est la formule simplissime pour les vacances à l'étranger.



## Économie

### SOCIAL

#### Au comité confédéral

### M. Blondel plaide pour une FO « unifiée »

A l'issue du comité confédéral national (CCN) de FO, qui a réuni, les 13 et 14 juin en Avignon, pour la première fois depuis son élection au secrétariat général, les responsables des fédérations et des unions départementales (UD), M. Marc Blondel affichait une réelle satisfaction. « Je ferai tout pour que FO reste unitaire et unifiée », a-t-il assuré devant la presse en parlant d'un CCN de la « fraternité » et de la « tolérance ». Aggravant, dans une interview à *FO Hebdo*, il avait souligné que dans son organisation, il n'y aura « pas de chasse aux sorcières ».

Si l'on s'en tient aux signes apparents, le climat semble effectivement moins tendu à FO qu'après l'élection, le 4 février, de M. Blondel. La résolution d'Avignon a été adoptée à l'unanimité, comme de coutume. Mais elle ne fait que reprendre les orientations du dernier congrès, approuvées, elles aussi à l'unanimité, regroupant les responsables de FO autour d'un dénominateur commun minimum (défense de la protection sociale, revalorisation des salaires, sauvegarde du service public, notamment contre le rapport Prévoit, aux P et T) (1). Lors du congrès de la fédération de la métallurgie à Bordeaux (*Le Monde* daté 4-5 juin), M. Huc, qui avait soutenu M. Claude Pitois pour la succession de M. Bergeron, avait

semblé signer un armistice avec M. Blondel. En dépit des déclarations publiques très évasives de M. Blondel, il n'est pas sûr que l'armistice de Bordeaux se soit effectivement transformé en paix d'Avignon. Depuis le congrès des « métallistes », il y a eu celui de l'UD de Loire-Atlantique, le 9 juin, où M. Alexandre Hébert, anarcho-syndicaliste allié aux trotskistes, réélus secrétaire général, a dénoncé le « char de piteux » des « piteux », prêts à « accepter de nombreuses compromissions ». Au même moment, un partisan de M. Pitois, M. Maurice Rosset, était réélu à la tête de l'UD de l'Isère.

En Avignon, le discours d'ouverture de M. Blondel a été jugé par les piteux « neutre » ou « conciliant ». Mais sa réponse aux intervenants, dans laquelle il a fait référence au premier secrétaire général de FO, Robert Bothezem, a donné lieu à des interprétations diverses. Plusieurs délégués ont évoqué l'affaire du syndicat des instituteurs SNUIDI-FO, coupé en deux avec une nouvelle direction... blondeliste. M. Blondel s'est engagé à rechercher une réconciliation entre les frères ennemis. Il a critiqué au passage ceux qui prennent des engagements « à l'extérieur du mouve-

ment syndical » tout en justifiant le fait que le SNUIDI trotskiste ait tenu son congrès constitutif dans les locaux confédéraux. *FO-Hebdo*, sous influence trotskiste, a été critiqué pour son « manque de tolérance », notamment par M. Huc, « très mal », l'idée du congrès de ce CCN qu'il a ressenti négativement, qui n'a pas reconnu son récent congrès dans le compte rendu qui en était fait. M. Blondel a seulement annoncé une « réflexion » sur la presse. Mieux vaut parler de « statu quo » que de « réconciliation ». De vrai Blondel devra remplacer au bureau confédéral deux ou trois « piteux ».

(1) Dans cette résolution, FO présente son syndicalisme comme « ferme, déterminé, libre ». Le texte met en avant la nécessité de « développer la pratique du contrat collectif à tous les échelons » et d'« augmenter le pouvoir d'achat afin de soutenir la consommation ». Affirmant que deux cents nouveaux syndiqués ont été recrutés depuis le congrès de février, la résolution lance un appel à tous les adhérents à « poursuivre et intensifier le développement de la syndicalisation », avec notamment comme objectif « d'augmenter son pouvoir d'achat ». Les organisations de FO sont invitées à tenir mille réunions au moment de la rentrée de septembre.

#### Au 1<sup>er</sup> juillet

### Les prestations familiales relevées de 1,01 %

M. Mitterrand avait souligné, le 10 juin, devant l'assemblée générale de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), que le pouvoir d'achat des prestations familiales devait être « maintenu » (*Le Monde* du 14 juin). A-t-il été entendu ? La revalorisation prévue au 1<sup>er</sup> juillet ne sera que de 1,01 %, conformément à l'hypothèse faite dans les comptes prévisionnels de la Sécurité sociale pour 1989.

Cette revalorisation ne tient pas compte de l'évolution des prix sur les quatre premiers mois de 1989 (une hausse de 1,7 %), qui a amené le gouvernement à réviser ses prévisions pour l'ensemble de l'année, en les portant à 2,6 % au lieu du chiffre initial de 2,4 %. Par ailleurs, elle ne rattrape pas le retard de 0,24 % pris en début d'année par rapport à la hausse des prix de 1988, qui avait été mal évaluée. Au total, les « familiaux » jugeraient nécessaire une revalorisation de 1,5 % au moins pour maintenir le pouvoir d'achat des prestations. La perte sur l'ensemble de l'année pourrait atteindre 0,4 %.

### LA VIE DANS LES ENTREPRISES

#### Une réunion annuelle des formateurs à Niort

Habituellement isolés, les formateurs et les responsables de programmes d'insertion professionnelle se réunissent désormais une fois par an à Niort (Deux-Sèvres). Pour la deuxième fois, en mai, plusieurs centaines de participants venus de toute la France se sont retrouvés aux Journées Orient'Action. A l'origine de cette initiative, M. Georges Lemoine, le directeur départemental de l'ANPE des Deux-Sèvres, bénéficie d'un partenariat très actif dans la région Poitou-Charentes. L'ANPE, le centre d'information et d'orientation, mais aussi des partenaires privés comme les Caisses régionales de crédit agricole ainsi que la chambre de commerce et d'industrie et des organismes de formation se sont associés à cette opération jugée favorable à l'emploi.

Pendant deux jours, les uns et les autres, réunis en ateliers, ont échangé des informations et confronté des expériences. Ils ont aussi analysé des innovations comme « le trible chapeau », une méthode d'action pour faciliter la recherche d'emploi et l'insertion professionnelle de jeunes en difficulté, élaborée par un professeur québécois, M. Jacques Limoges, et expérimentée dans les Deux-Sèvres. Des rencontres qui, dans le milieu spécialisé de la formation, apportent un air vivifiant de nouveauté.

● Chavantes voit plus loin. — L'idée n'est pas uniquement destinée à améliorer l'image d'un cabinet de chasse de têtes, en l'occurrence Aloes. Présidé par M. Jean Bergeron, patron de la nouvelle société Chaumont, le comité Chavantes veut rassembler des dirigeants d'entreprises acceptant, chacun dans sa spécialité, et sans être des clients, de recruter les candidats puis, les cas échéant, de leur délivrer un « label ». Pour son plus grand profit, le club observe les évolutions des méthodes de recrutement. Il se retrouve régulièrement pour débattre et réfléchir sur ces tendances. Ainsi il s'est récemment interrogé sur « les critères aux enchères ». M<sup>me</sup> Christiane Joguet, qui a pris cette initiative il y a quelques mois, est très satisfaite des premiers résultats obtenus.

● Un accord sur l'emploi des handicapés chez Total. — Un accord entre la direction de Total CFP et les syndicats CFTD, CGC, CGT et FO, sur l'emploi des handicapés, conclu le 26 avril, vient de recevoir l'agrément des pouvoirs publics. Par cet accord, conclu pour 1989, 1990 et 1991, Total CFP s'engage à assurer la revalorisation dans la compagnie de ses collaborateurs qui deviendraient handicapés, ainsi que le reclassement de ses collaborateurs handicapés dont les emplois seraient supprimés. Un plan d'embauche prévoit le recrutement de dix personnes. Outre la formation spécifique liée au handicap, la direction s'engage à donner aux bénéficiaires de l'accord « une formation équivalente à celle donnée à tout collaborateur ». Total va également accueillir des stagiaires handicapés.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### NORSK HYDRO AZOTE ET CEDEST

NORSK HYDRO AZOTE et CEDEST ont décidé de développer leur collaboration industrielle et commerciale en matière d'engrais dans le sud-est de la France. Aux termes des accords qui viennent d'être signés, NORSK HYDRO AZOTE fera l'apport de son usine d'engrais granulés de Sète à SUDFERTILISANTS, filiale de CEDEST, et prendra une participation de 40 % dans le capital de SUDFERTILISANT, la participation de CEDEST devenant 60 %. Au cours des opérations d'apport le capital de SUDFERTILISANTS, devrait être porté de 30 millions à 100 millions de francs. NORSK HYDRO AZOTE et CEDEST ont également envisagé de créer des engrais ternaires riches en azote pour le compte de SUDFERTILISANTS qui se réserve par ailleurs la commercialisation directe de tous les autres engrais complexes.

#### EUROMARCHÉ

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 13 juin 1989 sous la présidence de M. Antoine BERNHEIM, a approuvé les comptes de l'exercice 1988. Pour cet exercice, le chiffre d'affaires HT s'est élevé à 17 702,2 millions pour EUROMARCHÉ (+ 6,9 %) et à 22 895,8 millions pour EUROMARCHÉ consolidé (+ 16,6 %).

Pour la société, le bénéfice net comptable après impôts et participation s'est élevé à 188,2 millions de francs contre 183,1 millions de francs en 1987, la capacité d'autofinancement étant de 438 millions de francs contre 389,4 millions de francs en 1987.

En consolidé, le bénéfice net comptable après impôts et participation s'est élevé, pour la part du Groupe, à 158,9 millions de francs contre 228,2 millions de francs en 1987, la capacité d'autofinancement étant de 538,4 millions de francs contre 489,6 millions en 1987.

Il a par ailleurs été précisé qu'en non comparable, les chiffres d'affaires à fin mai 1989 étaient en progression de 4,1 % pour les hypermarchés, de 15,1 % pour le bricolage et de 14,9 % pour la restauration.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 100 F assorti d'un avoir fiscal de 30 F, soit un revenu global de 130 F. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 19 juin 1989 auprès des établissements financiers suivants : LAZARD FRÈRES & C<sup>ie</sup>, BANQUE NATIONALE DE PARIS, CRÉDIT LYONNAIS, SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, CRÉDIT CHIMIQUE, CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE, CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL, BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS.

A l'issue de l'assemblée générale ordinaire, s'est tenue une assemblée générale extraordinaire au cours de laquelle, outre quelques modifications statutaires, il a été décidé d'autoriser le conseil d'administration à consentir des options d'achat d'actions Euromarché au bénéfice de cadres supérieurs et dirigeants sociaux.

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond JOUVE

#### LE DROIT FONCIER SÉNÉGALAIS

MONIQUE CAVENNIÈRE et MARC DEBENE  
13,5 x 20 cm - 340 p - 130 F

Berger-Levrault International SA : 46 34 12 35  
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

#### le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

#### LE MONDE ASSOCIATIF

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à : APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 F d'abonnement mensuel) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.







## Marchés financiers

## André prend le contrôle de Creeks

Le groupe français de «sports-wear» pour les quinze-vingt-cinq ans Creeks va passer sous le contrôle des Chausseurs André, a-t-on appris, jeudi 15 juin, alors que la cotation de la société venait d'être suspendue au second marché de Paris. André devrait racheter les parts des deux dirigeants fondateurs, MM. Jean-Paul Fabiani et Bernard Gauthier, et lancer une OPA amicale afin de contrôler plus de 50 % du capital.

Creeks a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de 470 millions de francs (550 millions attendus pour 1989) et dégagé un bénéfice net de

30,2 millions (45 millions prévus pour 1989). Plus de 90 % des vêtements sous sa marque sont fabriqués en Extrême-Orient mais son développement récent dans la distribution de gros et de détail l'a conduit à rechercher un partenaire financier solide. André, qui a déjà acheté, l'an dernier, le groupe de prêt-à-porter féminin Caroli, accroît ainsi sa diversification dans l'habillement.

L'opération se fera en Bourse dans le cadre d'un maintien de cours à 480 F pendant quinze jours, soit à un prix inférieur à la dernière cotation du titre Creeks : 484,50 F.

## Vers une trêve dans les conflits entre actionnaires de Rémy Martin

Après plus de dix ans de conflit juridique opposant les familles actionnaires de Rémy Martin — les Hériard Dubreuil détenant 51 % des parts et les Cointreau 49 % — l'un des deux clans a pour la première fois évoqué officiellement une trêve. M. André Cointreau, président de la firme de distribution Pages-Verveine du Velay, a proposé la signature d'un «pacte social». «Il faut que la société parvienne à construire un projet d'entreprise clair», a

ajouté le représentant des minoritaires. Cette nouvelle attitude intervient après l'arrêt de la cour d'appel de Paris, qui a débouté les Cointreau mercredi 7 juin. Ceux-ci avaient mis en cause la régularité de l'introduction, le 20 janvier dernier, sur le second marché des actions de Rémy et Associés, une filiale du groupe de spiritueux. Néanmoins, malgré cet appel à la discussion, les autres procédures engagées par les minoritaires contre leurs cousins demeurent.

## Faillite de la holding de M. Nahas

L'homme d'affaires brésilien Nahas, dont les opérations boursières ont déstabilisé les Bourses brésiliennes, entraînant leur fermeture pour une journée, le 12 juin, a déclaré en faillite la holding qui rassemble ses activités. M. Nahas a annoncé que la Selecta Industria y Comercio, qui contrôle onze entreprises et détient des participations dans treize autres, a enregistré des pertes de 1,97 milliard de francs (9,7 milliards de dollars). D'autre part, la police enquête sur un transfert illégal à l'étranger de 200 millions de dollars (1,3 milliard de francs) dont elle soupçonne M. Nahas. Ces fonds auraient été déposés dans des banques arabes.

Les Bourses de Rio et de Sao Paulo avaient fermé, lundi 12 juin, après que M. Nahas, un des principaux investisseurs du pays, se fut révélé dans l'impossibilité de régler des chèques.

sans provision pour des achats de titres, d'un montant de 40 millions de cruzeiros (207 millions de francs). Les autorités ont interdit à M. Nahas de quitter le pays et d'opérer sur les Bourses brésiliennes (le Monde du 14 juin).

Le ministre de la justice veut poursuivre l'investisseur, et même le faire mettre en détention préventive, étant donné que l'émission de chèques sans provision est un délit pour lequel le code civil prévoit une peine de deux à cinq ans de détention.

● **ERRATUM.** — M. Porret, directeur du bureau central de la main-d'œuvre de Marseille, nous signale que le Port autonome de Marseille dispose de 2072 dockers (au 1<sup>er</sup> mai 1988) et non de 9000, comme nous l'avons écrit dans le Monde du 7 juin. Dans le cadre des plans sociaux, les départs ont touché 596 dockers à Marseille-Est et 97 à Fos.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS  
CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

## CNT : OBLIGATIONS 10,60 % — 1979

Les intérêts dus du 21 juin 1988 au 20 juin 1989 seront payables à partir du 21 juin 1989 à raison de 190,80 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 10 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 21,20 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 36,02 F, soit un net de 154,78 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 316 935 à 348 706 sortent au sort du 19 avril 1989 cessant de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 11 au 21 juin 1990 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habituels.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 370 069 à 383 957, 393 571 à 407 459, 115 364 à 131 141, 14 023 à 29 911, 416 246 à 430 134, 13 001 à 54 075, 54 076 à 83 651, 351 753 à 370 068, 383 958 à 393 570, 407 460 à 416 245, 430 135 à 431 894 et 83 652 à 83 653 sont respectivement remboursables depuis le 21 juin des années 1980 à 1988.



## COMPTES RENDU D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale des actionnaires s'est réunie le 1<sup>er</sup> juin 1989 sous la présidence de M. André Mouillon. Elle a approuvé les comptes au 31 décembre 1988 qui ont fait apparaître un bénéfice net social de 13,5 millions de francs contre 12 millions en 1987.

Au niveau consolidé, le bénéfice net financier ressort à 27,2 millions de francs contre 29,9 millions en 1987.

L'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende de 7,25 F net contre 7 F l'année précédente distribué aux 1.630.835 actions composant le capital social.

Ce dividende sera payable à compter du 18 juillet 1989 soit en numéraire, soit en actions, au choix de l'actionnaire qui devra, s'il décide de recevoir des actions, en faire la demande le 13 juillet 1989 au plus tard.

Le Conseil d'Administration et l'assemblée générale ont fixé à 140 F la valeur de l'action servant de base de calcul pour le paiement du dividende. Elle correspond à 92,22 % de la moyenne des 20 cours de Bourse précédant le jour de l'assemblée, déduction faite du dividende net.

Les actions ainsi créées auront une jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1989 en ce qui concerne le droit au dividende.

LOCAMIC SUR MINITEL : 3616 ACTIOS PUIS LOCAMIC

## NEW-YORK, 16 juin ↓

## Forte baisse

La légère diminution du déficit de la balance commerciale américaine en avril a quasiment laissé de côté le titre de la Bourse de New-York. En effet, les milieux financiers qui avaient anticipé cette statistique (8,26 milliards de dollars contre 9,54 milliards pour mars) ont estimé qu'il ne s'agissait que d'un relâchement temporaire de repli se poursuivant longtemps. En effet, la récente hausse du dollar — au plus haut depuis deux ans par rapport au yen et au dollar canadien — dénote une compétitivité des entreprises américaines sur le marché international.

Une réaction des taux d'intérêt sur le marché du crédit, où les bons du Trésor à trente ans ont atteint 8,30 % contre 8,16 % la veille, a accentué dans le contexte de la séance les pertes initiales. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a fini à 2 474,81 points, en repli de 28,55 points. Le marché était actif avec quelque 181 millions d'actions échangées. Le nombre des ventes a été largement dépassé celui des achats à raison de 1 054 contre 433. Le cours de 479 titres est resté inchangé. Les opérations se sont marquées par plusieurs incidents à la veille de la séance des «trois séances», c'est-à-dire celle au cours de laquelle expirent simultanément une série d'options liées aux actions de la firme de la ville de New-York, la Time Inc. également 4 points à 200 1/2. Hausse de Hilton Hotel et de Monsanto.

VALEURS	Cours du 14 juin	Cours du 15 juin
Alcoa	65 3/4	65 3/8
AT&T	81 1/4	80 1/2
Boeing	81 3/4	80 1/2
Chrysler	38 7/8	38 5/8
Du Pont de Nemours	110 3/4	109 3/4
Eastman Kodak	44 1/2	43 3/4
Exxon	48 3/4	48 1/8
General Motors	41 7/8	41 1/8
Goodyear	10 1/2	10 1/8
IBM	127 1/4	126 1/4
ITT	58 7/8	58 1/2
Johnson & Johnson	50 1/8	49 1/8
McDonald	32 1/4	31 3/4
Merck	48 3/4	48 1/8
Pfizer	27 1/2	27 1/4
Union Carbide	27 1/2	26 1/2
USX	28 7/8	28 1/8
Verizon	63 3/4	63 3/8

## LONDRES, 15 juin ↓

## Reviement

La Bourse de Londres a terminé la séance jeudi en légère baisse, après avoir évolué en hausse tout au long de la journée. L'indice Footsie a finalement perdu quatre points à 2 129,6 points. Le recul de fin de séance est intervenu dans le sillage de celui de Wall-Street. Plusieurs facteurs avaient pourtant soutenu les milieux boursiers : l'annonce en mi-journée de la stabilité de la progression des ventes britanniques en avril, d'un faible recul du chômage en mai et d'une réduction du déficit commercial américain en avril, qui n'a donc pas provoqué de flambée du dollar.

Aux internationales, les gains ont été appréciables (ICI et GEC). Les magasins (GUS, Burton) se sont bien tenus, de même que les brasseries (Guinness). Les valeurs bancaires ont été faibles (Lloyds, NatWest), de même que certaines valeurs industrielles (Lucas). British Steel s'est déprécié malgré une forte hausse de ses bénéfices. Dans le secteur immobilier, Brookmont s'est apprécié après le lancement d'une OPA amicale de Ford Sollor Morris. Les fonds d'Etat se sont appréciés et les mines d'or se sont effritées.

● **Hilton serait à vendre.** — Le groupe Hilton Hotels a annoncé son intention de chercher à maximiser la valeur de ses actions. Le prix d'émission donne au capital d'Abbey National, qui va être augmenté à l'occasion de la construction de la société au Stock Exchange, une valeur totale de 1,7 milliard de livres (17,5 milliards de francs environ). Abbey National est la première «building society» à changer de statut et son introduction en Bourse sera suivie avec attention par ses concurrents qui pourraient imiter son exemple en cas de succès.

● **Immovoiron espère être bien coté à la Bourse.** — Immovotron, la société présidée par M. Roland Moreno, inventeur de la carte à puce, pourrait prochainement être cotée à la Bourse de Paris, a indiqué son directeur général, M. Jean Moulin. Immovotron a annoncé que son bénéfice net pour 1988, s'est élevé à 13,5 millions de francs, en hausse de 55 % par rapport à 1987 (8,4 millions de francs), pour un chiffre d'affaires de 25 millions contre 16,5 millions l'année précédente. Immovotron s'attend à une progression d'environ 20 % de son volume d'affaires pour 1989.

● **Sollor : hausse de 6 % du bénéfice net en 1988.** — La société de développement régional du Languedoc-Roussillon (Sollor) a enregistré en 1988 une hausse de 6 % de son bénéfice net à 18 millions de francs contre 17 millions lors de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires est établi à 33,2 millions de francs contre 31,2 en 1987 et le capital au 31 décembre 1988 a atteint 39,5 millions de francs.

● **Sollor : hausse de 6 % du bénéfice net en 1988.** — La société de développement régional du Languedoc-Roussillon (Sollor) a enregistré en 1988 une hausse de 6 % de son bénéfice net à 18 millions de francs contre 17 millions lors de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires est établi à 33,2 millions de francs contre 31,2 en 1987 et le capital au 31 décembre 1988 a atteint 39,5 millions de francs.

## PARIS, 16 juin ↓

## Amplification de la baisse

La semaine s'est traduite par cinq séances consécutives de baisse, et le mouvement est allé en s'amplifiant au fil des jours. Vendredi, dès l'ouverture, l'indice instantané perdait 0,5 %, suivait ainsi les replis des grandes places internationales, comme New-York et Tokyo. L'indice instantané perdait 0,9 % vers 14 h 30, avant publication des prix de clôture aux Etats-Unis pour mai. Les opérateurs redoutent une confirmation de la reprise de l'inflation, excluant une détente sur les taux d'intérêt. L'incertitude semble avoir gagné l'ensemble des opérateurs, qui ne savent plus à qui se fier. D'autant que les rumeurs alarmistes d'un nouveau krach reviennent avec insistance. Dans le même temps pour contrebalancer ces bruits, des analystes sur graphiques expliquent que les indices CAC et CAC 40 devraient, selon leurs courbes, être proches d'un plancher de résilience à partir duquel ils pourraient repartir à la hausse.

Dans ce contexte, en début d'après-midi, 164 valeurs perdent 1,26 %, tandis que 24 progressent de 0,87 % et 13 demeurent inchangées. Du côté des valeurs étrangères, 18 s'inscrivent en progrès de 1,23 %, alors que 48 reculent de 1,38 % et que 6 demeurent stables. Parmi les plus fortes progressions de la journée figurent Colson, LUS, Malisons, Pindis et Rhône-Poulenc. Les certificats d'investissement de ce groupe chimique s'apprécient de 0,5 % au lendemain de leur nouvelle acquisition dans l'agrochimie. Du côté des baisses, on notait le CSE et surtout les valeurs pétrolières comme la Sopet, pour les titres au plus haut de l'année apparaissent Thomson CSF et Sofimag.

Enfin, l'ambiance en début d'après-midi était calme sur le MATIF, les contrats étant tous orientés à la baisse.

## TOKYO, 16 juin ↑

## Reprise

Après la forte baisse de la veille, la plus importante depuis le début de l'année, la Bourse de Tokyo s'est ralliée vendredi grâce aux achats effectués par les investisseurs institutionnels et les opérateurs recherchant du papier bon marché. L'indice Nikkei a regagné 142,08 points soit 0,43 %, à 33 055,17. Dans le courant de la séance, cet indice avait subi une chute de 307,49 points et jeudi il avait reculé de 489,90 points.

Le sentiment est assez partagé actuellement au Kabuto Cho en raison de la forte hausse du dollar face au yen, qui pourrait avoir des répercussions sur les prix, indiquent les analystes. En effet, les prix de gros ont progressé de 0,7 % en mai contre 1,7 % en avril. Mais les experts s'attendent pas pour les mois à venir un nouveau dérapage dans ce domaine.

VALEURS	Cours du 15 juin	Cours du 16 juin
Asahi	1940	1920
Canon	1800	1820
Fujitsu	3400	3420
Honda	1620	1640
Mitsubishi Electric	2380	2360
Mitsubishi Heavy	1120	1110
Sony Corp.	1120	1110
Toyota Motor	2880	2870

## FAITS ET RÉSULTATS

● **Hilton serait à vendre.** — Le groupe Hilton Hotels a annoncé son intention de chercher à maximiser la valeur de ses actions. Le prix d'émission donne au capital d'Abbey National, qui va être augmenté à l'occasion de la construction de la société au Stock Exchange, une valeur totale de 1,7 milliard de livres (17,5 milliards de francs environ). Abbey National est la première «building society» à changer de statut et son introduction en Bourse sera suivie avec attention par ses concurrents qui pourraient imiter son exemple en cas de succès.

● **Immovoiron espère être bien coté à la Bourse.** — Immovotron, la société présidée par M. Roland Moreno, inventeur de la carte à puce, pourrait prochainement être cotée à la Bourse de Paris, a indiqué son directeur général, M. Jean Moulin. Immovotron a annoncé que son bénéfice net pour 1988, s'est élevé à 13,5 millions de francs, en hausse de 55 % par rapport à 1987 (8,4 millions de francs), pour un chiffre d'affaires de 25 millions contre 16,5 millions l'année précédente. Immovotron s'attend à une progression d'environ 20 % de son volume d'affaires pour 1989.

● **Sollor : hausse de 6 % du bénéfice net en 1988.** — La société de développement régional du Languedoc-Roussillon (Sollor) a enregistré en 1988 une hausse de 6 % de son bénéfice net à 18 millions de francs contre 17 millions lors de l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires est établi à 33,2 millions de francs contre 31,2 en 1987 et le capital au 31 décembre 1988 a atteint 39,5 millions de francs.

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amal & Associés		383 00	La galère de mode		375
Anytel		220	Loat Investissement		255
BAC		300	Loat		150
B. Dumas & Assoc.		500	Madbury, Madbury		250
B.I.C.H.		500	Madbury, Madbury		250
B.P.		757	Madbury, Madbury		250
Bouss		476	Madbury, Madbury		250
Bouss Technologies		912	Madbury, Madbury		250
Bouss Invest		1180	Madbury, Madbury		250
Châles de Lyon		541	Madbury, Madbury		250
Colson		574	Madbury, Madbury		250
Cadif		780	Madbury, Madbury		250
C.A.L.-de-Fr. (C.A.L.)		155	Madbury, Madbury		250
C.A.T.C.		574	Madbury, Madbury		250
C.D.M.E.		1075	Madbury, Madbury		250
C. Equip. Elec.		371	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury		250
C.E.B.E.P.		285	Madbury, Madbury		250
Croquet d'Orpè		600	Madbury, Madbury		250
C.M.I.A.		600	Madbury, Madbury	</	



## BOURSE DU 16 JUIN

[illegible]

# Comptant (selection)

VALEURS	% du total	% du secteur	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Emission Finale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Finale incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Finale incl.
<b>Obligations</b>						<b>Etrangères</b>													
Emp. 120 5/77	126 33	0 970	C.L.C. France, d.f.	228 50	1400	Latvia	1400	107	Vieljeux	1330	1330	A.A.A.	1011 95	967 25	France-Obligations	453 41	448 92	Parvati	895 44
9,00 5/78/83	301 95	0 102	C.I. Indes	880	107	Madagascar Ind.	107	107	Vie	136	136	Action	226 22	229 02	478 26	464 25	Plano Placements	248 20	
10,00 5/78/94	105 25	0 898	C.I. Indes	1206	135	Madagascar Ind.	135	135	Vie	101	101	Action France	535 19	518 32	104 19	101 15	Plano Invest.	112 09	
12,25 5/80/90	104 11	0 105	C.I. Indes	1450	71 70	Madagascar Ind.	71 70	71 70	Vie	101	101	Action selection	612 03	599 50	1208 46	1173 25	Placement A	237 17	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement B	70 40	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement C	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement D	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement E	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement F	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement G	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement H	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement I	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement J	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement K	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement L	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement M	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement N	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement O	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement P	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement Q	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement R	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement S	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement T	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement U	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement V	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement W	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement X	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement Y	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement Z	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AA	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AB	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AC	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AD	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AE	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AF	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AG	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AH	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AI	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AJ	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AK	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AL	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AM	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AN	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AO	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AP	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AQ	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AR	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AS	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AT	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AU	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AV	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AW	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AX	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AY	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement AZ	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement BA	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement BB	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement BC	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement BD	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement BE	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement BF	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement BG	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement BH	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission	1182 03	1152 13	29 22	28 22	Placement BI	54 50	
14,00 5/80/85	105 05	0 105	C.I. Indes	1450	144	Madagascar Ind.	144	144	Reun. de l'Inde			Admission							

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS par 100	COURS 16/6	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS par 100	COURS 16/6
			Achats	Ventes			
Etats-Unis 16	6 922	6 810	6 800	7 300	Or fin (100 onces)	80100	80300
Canada	7 028	7 028		240	Or fin (10 onces)	78850	80000
Argentine (100 DM)	339 220	339 220	339	340	Pièce française (20 fr)	468	468
Belgique (100 DM)	16 223	16 223	16 680	16 680	Pièce française (10 fr)	467	468
Autriche (100 DM)	301 232	301 400	302	312	Pièce française (5 fr)	468	468
Payes-Bas (100 fl)	87 240	87 250	85 880	86 880	Souverain	284	282
Allemagne (100 DM)	94 020	93 880	90 200	91 050	Pièce de 20 dollars	2280	2300
France (100 francs)	10 408	9 383	3 750	4 800	Pièce de 10 dollars	1457 50	1460
Grande-Bretagne (10 £)	3 358	3 358	3 680	3 680	Pièce de 5 dollars	3020	2580
Indes (1000 roupies)	4 891	4 891	400	400	Pièce de 100 roupies	481	482
Indes (1000 roupies)	381 240	383 800	381	400	Or fin (100 onces)	101 030	101 030
Indes (1000 roupies)	101	101	62 700	48 700	Or fin (10 onces)	101 030	101 030
Arabie (100 riyals)	48 100	5 279	5 150	5 750	Or fin (10 onces)	101 030	101 030
Espagne (100 pesetas)	4 076	4 073	3 300	4 600	Or fin (10 onces)	101 030	101 030
France (100 francs)	5 750	5 980	5 980	5 980	Or fin (10 onces)	101 030	101 030
Canada (100 DM)	4 679	4 627	4 600	4 720	Or fin (10 onces)	101 030	101 030

# PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
EE-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - A : autre



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Chine : après les premières condamnations à mort. 4 États-Unis : la faillite de la Majorité morale. 6 Fin du voyage de M. Mitterrand en Pologne. 7-8 Les funérailles d'Imre Nagy. 7-8 Europe 1993 : les élections au Parlement de Strasbourg.	9-10 Le scrutin du 18 juin : l'eurogauche en filigrane. 11 M. Chirac et la réforme du RPR. - « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 12 Le contentieux des élections municipales.	13 Le mouvement de grève dans les crèches parisiennes. 14 L'affaire Touvier. - M. Pierre Arpeilange à l'Assemblée nationale. - Confit dans les foyers SONACOTRA.	21 A Vienne, le cinquantenaire anniversaire de la mort de Freud. - La rénovation de la bibliothèque de l'Opéra. 22 Théâtre : les Journées du Conservatoire. 28 Communication.	30 Framatome entame sa traversée du désert. 32 Le comité confédéral de FO. 33 Le déficit commercial américain réduit. 34-35 Marchés financiers. 28 Le 35 <sup>e</sup> Salon du Bourget.	Abonnements : 2 Annonces classées : 26 Campus : 27 Cartes : 27 Météorologie : poursuites de la grève : 20 Jeux : 27 Philatélie : 25 Radio-télévision : 25	Les grandes écoles 3615 pages LEMONDE Dimanche les européennes 3615 pages LM

Un nouveau terrain leur ayant été cédé

Plus rien ne s'oppose au départ des carmelites d'Auschwitz

Le nouveau couvent des carmelites d'Auschwitz (Pologne), dont l'installation à la lisière de l'ancien camp de concentration a été à l'origine d'une grave polémique entre l'Eglise catholique et la communauté juive internationale, pourra être déplacé, conformément aux accords signés à Genève en 1987, et construit à plus de cinq cents mètres de l'édifice actuel.

Il sera séparé du camp par deux rues, des blocs de maisons et des rideaux d'arbres. Les quatorze propriétaires de parcelles du terrain convoité depuis deux ans ont enfin donné leur accord pour l'opération de vente et de construction, ainsi que les autorités polonaises, qui viennent de délivrer le permis de construire au cardinal Macharski, archevêque de Cracovie. Plus rien ne s'oppose donc aujourd'hui au déménagement des religieuses.

L'ultime délai avait été fixé par les négociateurs catholiques et leur chef, le cardinal Decourtray, au 22 juillet prochain. Une certaine impatience était croissante dans les milieux juifs. M. Theo Klein, ancien président du CRIF et responsable de la négociation pour les juifs, se félicite de l'attribution du nouveau terrain et du projet de déménagement : « Les carmelites ont maintenu leurs engagements », dit-il. Mais il attend « un geste symbolique » des intentions réelles des religieuses, notamment le retrait de la croix qu'elles ont dressée, il y a plusieurs mois, sur l'emplacement même du couvent actuel et au-dessus du camp d'Auschwitz.

H.T.

• Hausse des prix à la consommation en mai de 0,6 % en Grande-Bretagne. L'indice des prix de détail britannique a augmenté de 0,6 % en mai, par rapport au mois précédent, soit 8,3 % par rapport à mai 1988. Par ailleurs, la production industrielle de la Grande-Bretagne a augmenté de 0,5 % en avril, contre 0,4 % en mars.

**Pure...**  
Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.  
CHEZ PAULINE Paris 1<sup>er</sup>  
**VOLVIC**

**LES ÉLÉMENTS DE RANGEMENT EN VRAI BOIS**  
Nombreuses combinaisons possibles, avec ou sans lit relevable, tous styles : chêne, noyer, merisier ou laqué.  
**CAPELOU**  
37, av. de la République 75011 PARIS - TEL. 43 57 46 29 - METRO PARENTIER

**EX.CO.SUP**  
MÉDECINE - PHARMACIE  
De la Terminale à la 2<sup>e</sup> année  
10 centres de préparation  
CLASSES PRÉPARATOIRES  
Recyclage - Encadrement - Révisions  
12, rue Hautefeuille - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33

**GLOBE DE JUIN**  
TOUT CE QUE VOUS N'AVEZ JAMAIS OSÉ SAVOIR SUR SADE ET LE SADISME

L'avant-projet de loi sur le financement des campagnes électorales et des partis

Toute infraction commise avant le 15 juin serait amnistiée

Inscrits à l'ordre du jour du conseil des ministres du mardi 20 juin, les deux projets de loi, ordinaire et organique, sur le financement des partis politiques et des campagnes politiques ont été discutés par l'Assemblée générale du Conseil d'Etat, jeudi 15 juin. Autant les dispositions instaurant contrôle et transparence semblent précises et réfléchies, autant celle qui prévoit une amnistie des « infractions » passées suscite un certain émoi dans les milieux juridiques par son ampleur et sa généralité.

« L'amnistie n'est pas scandaleuse, elle est nécessaire », déclarait au Monde M. Michel Sapin (PS, Hauts-de-Seine), président de la commission des lois de l'Assemblée nationale et proche de M. Michel Rocard (nos éditions du 16 juin). Or, si elle a pu paraître nécessaire aux conseillers d'Etat, dans la mesure où l'instauration de règles nouvelles laisse entendre qu'auparavant les dérapages étaient inévitables, l'amnistie paraît en avoir, sinon scandalisé, du moins surpris plus d'un, telle qu'elle était formulée dans l'avant-projet de loi qui leur a été soumis.

L'article concerné stipulait en effet : « Sont amnistées toutes infractions commises avant le 20 juin 1989, en relation avec le financement direct ou indirect de campagnes électorales ou de partis

politiques ». A sa lecture, la surprise des juristes est double. D'abord sur la date : il n'est pas d'usage, affirmait-il, qu'un avant-projet d'amnistie, annoncé dans les administrations et les ministères concernés par son élaboration plusieurs semaines avant sa présentation en conseil des ministres, fixe comme échéance une date postérieure à sa rédaction. En d'autres termes, alors qu'une campagne électorale est en cours jusqu'au 18 juin, dans sa version initiale, l'avant-projet amnistiait préventivement toute infraction commise pour financer les élections européennes. Ensuite, sur l'emploi du terme « infractions » qui couvre aussi bien les délits que les crimes ! Certains services de la Chancellerie s'en sont émus. D'autant plus que la loi du 20 juillet 1988 portant amnistie s'en tenait aux seuls « délits en relation avec les élections de toute nature ».

Fautes factures

La première objection a été immédiatement soulevée par le Conseil d'Etat. Le gouvernement s'y est plié, ramenant la date-butoir du 20 juin, jour du conseil des ministres, au 15 juin, jour de la discussion par l'Assemblée du Palais-Royal. Quant à la seconde, elle demeure, le texte n'ayant pas été modifié. Le gouvernement invoque l'argument selon lequel aucun crime ne pourrait être commis en relation avec le

financement d'une campagne électorale. Or cet argument ne tient pas puisque le faux en écriture publique — qui vise notamment les fausses factures au détriment d'entreprises publiques — est qualifié de crime par le Code pénal.

En outre, la formulation retenue semble absurde, contrairement à ce qu'affirmait M. Sapin, les cas d'enrichissement personnel à l'occasion des campagnes. L'Hôtel Matignon fait toutefois observer — sans citer d'exemple précis — qu'à plusieurs reprises, depuis un an, les tribunaux ont refusé d'accorder le bénéfice de l'amnistie de juillet 1988 lorsque la preuve n'était pas apportée que les fonds en cause avaient été effectivement versés à un comité de campagne ou à un parti politique.

Pour l'avenir, le projet prévoit l'instauration d'une « Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques », composée de cinq membres nommés par le président de la République : un membre de la Cour des comptes, un préfet honoraire, un professeur agrégé de droit public, un trésorier payeur honoraire et un membre de l'ordre des experts comptables. Cette commission sera chargée d'examiner les comptes de campagne des candidats, en saisissant la justice si elle constate des dépassements par rapport aux montants fixés pour chaque type d'élection.

PATRICK JARREAU et EDWY PLENEL

Au « Grand Jury RTL-Le Monde »

« La campagne commence maintenant » assure M<sup>me</sup> Simone Veil

Participant jeudi 15 juin au « Grand Jury RTL-Le Monde », M<sup>me</sup> Simone Veil s'est déclarée « très contente » que M. Valéry Giscard d'Estaing se soit prononcé en faveur d'une Constitution pour l'Europe (Le Monde du 16 juin). « Dans le projet de notre liste, a-t-elle précisé, nous avons mis en valeur la nécessité de fixer des échéances précises pour ce déroulement des travaux du Parlement européen puis des Parlements nationaux, car il faut naturellement que ceux-ci soient associés à une éventuelle modification des traités (...). Nous avons fixé l'an 2000 comme échéance de ce calendrier (...). Je suis contente qu'il y ait le plus de gens possible pour appuyer ce projet. » Elle a ensuite déclaré que « l'Europe n'est pas seulement une question d'institution ». M<sup>me</sup> Veil renouvelle ses critiques à l'égard du gouvernement de M. Michel Rocard qui, sur certains dossiers, prépare mal la France au grand marché européen, comme celui de la situation des grandes entreprises nationalisées. « Elles seraient aujourd'hui en faillite, a-t-elle observé, de fonds propres importants pour pouvoir se restructurer, pour pouvoir investir. Le refus qui est opposé par le gouvernement à une privatisation partielle les prive de cette possibilité. »

Évoquant le scrutin du 18 juin et le fort taux d'abstention à prévoir, M<sup>me</sup> Veil a avancé cette explication : « Les événements internationaux ont été si importants qu'ils ont un peu occulté la campagne européenne. C'est aussi parce que, pour beaucoup, l'Europe est déjà faite. Les enjeux qui ont été ceux de 1979 et de 1984 sont ressentis comme moins importants (...). Reste l'enjeu institutionnel, mais il est difficile à comprendre. Les autres problèmes qui se posent sont très spécifiques. Ils concernent les jeunes, certaines professions. Il était très difficile au cours d'une campagne courte d'aborder ces questions qui apparaissent comme techniques. La campagne va commencer maintenant. Nous allons informer tous les Européens une fois que nous serons élus. »

• M. Michel Debré, dans sa lettre de juin, indique qu'il « votera blanc » ou même qu'il n'a « pas voté du tout » pour les élections européennes. L'ancien premier ministre explique que « la réalité du pouvoir réside dans la nation, garantie de la liberté des citoyens, et que toute organisation supranationale est faible et intolérante ».

Sur le vif

Dangers

Pauvre Jacquot, pauvre chéri, tu t'es mis dans de beaux draps ! Un vrai suaire ! Quelle idée aussi d'aller raconter que tu voyages dans un bain de sang sur une place au pied d'une tour surmontée d'un génie ! Tu cornalles les gens, ils sont sceptiques, ils sont méchants, ils y croient pas à ta cartomancie. Ils prétendent que t'es magouillé avec les querelles : Cartron, Fontaine, et Kaufmann contre Naccache. Le trône de l'Élysée t'étais sûr d'y poser tes fesses et le droit de grâce t'y avait droit. Tu laisse passer quatorze mois pour qu'elle se voie, tu cornalles et le Naccache tu le renvoyais à l'expéditeur, emballage cadeau, le 14 juillet 89.

Es-tu bon, il y a eu un fou, t'es été blackouté, ça t'a complètement tourné, tu savais pas quoi inventer pour te changer les idées et du coup Naccache, Naccache, il t'est sorti de l'Élysée. Seulement voilà à Téhéran, les mecs, ils en ont, eux, de la santé dans les idées. Ils ont regardé notre calendrier : c'est quoi, là, pour ces chiens de chiennes ! Le 11 juin ? Il serait peut-être temps de lui passer un coup de fil à notre Jacquot. Salut, ma

poule ! Ici Valéry. Je m'excuse de te déranger, j'en ai pour deux secondes. Simplement pour te dire : ce n'est pas, ton Alibi le Bataillon des trois semaines, c'est ton Alibi et ses amis on les ignore. Cette fois-ci c'est pas trois contre un c'est un contre sept, les sept chefs d'Etat des pays... Oui, c'est ça. Allez tchao, grosses bises à Pasqua !

Mais, oui, t'écrit, je sais c'est rien que des marottes, des histoires à dormir debout. N'empêche, leur mort, eux chefs, c'est un mort, tu le sais bien. Tu me diras : aucun danger. La marine, ils croient de truelle rapport aux risques d'attentat, ils vont aller entièrement Paris, ils laissent pas entrer un chat, surtout pas un hébété, et il peut rien m'arriver.

Tu rigoles ou quoi ? Suffit que mon Alibi trouve un provocateur qui fasse semblant de lui proposer un tirant en l'air, il a le droit de tirer de sa. C'est pas seulement le Bataillon, c'est le trépanne anniversaire du coup de l'Observatoire, oublie pas ! CLAUDE SARRAUT.

En Nouvelle-Calédonie

MM. Lafleur, Jorédié et Kaloi présideront les assemblées provinciales

NOUMÉA de notre correspondant

MM. Jacques Lafleur (RPR) pour la province Nord, Léopold Jorédié (FLNKS) pour le Sud et Richard Kaloi (FLNKS) pour les îles Loyauté, ont été élus, vendredi 16 juin, présidents des nouvelles assemblées provinciales. Des élections sans surprise puisque ces trois présidents étaient têtes de liste de leurs formations respectives lors du scrutin du 11 juin, et que chacun disposait d'une majorité absolue.

Au sein du FLNKS, ces élections marquent à nouveau la prédominance de l'Union calédonienne, qui s'adjuge cinq des six postes de présidents et de vice-présidents auxquels les indépendantistes pouvaient prétendre. Cette domination a été mise en cause par l'une des composantes du FLNKS, le PALIKA, dont le chef de file, M. Paul Néaoutame, a retiré jeudi sa candidature à la vice-présidence de la province Nord, alors que son élection paraissait acquise.

Le numéro de « Monde » daté 16 juin 1989 a été tiré à 528 771 exemplaires

POUR UNE ELITE ACTIVE ET RAFFINEE  
  
11 rue Tronchet - 75008 Paris  
concessionnaires Paris et province

**MAINTENANT, JE SOLDE !**  
► Première confidence : les signes de tissus anciens, je ne supporte pas...  
► Deuxième confidence : quand je solde tous ces articles, peu m'importe leur prix...  
► Troisième confidence : j'ai fait trop mes chaussettes dévot...  
Il y a donc forcément des rois de tissus sensationnels solides surtout pour vous faire plaisir. Mes Soldes, au fond ce sont mes Soldes, car je n'ai rien qui vous !  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS